

Nouveaux Cahiers du socialisme

NUMÉRO

21

HIVER
2019

PENSER **La Grande Transition**

> utopies et
stratégies

AUSSI DANS CE NUMÉRO

Bilan des élections 2018



7 1766 61532 5



21

21,95\$

Nouveaux Cahiers du socialisme

Collectif d'analyse politique

**N° 21
hiver 2019**

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont publiés deux fois par année par le Collectif d'analyse politique (CAP). Les orientations du CAP sont accessibles à : www.cahiersdusocialisme.org/cap/.

Comité de rédaction : Flavie Achard, Pierre Beaudet, Philippe Boudreau, Stéphane Chalifour, Emanuel Guay, Jacques Pelletier, Judith Trudeau, André Vincent et Carole Yerochewski

Coordination du dossier : Emanuel Guay et Pierre Beaudet

Révision linguistique : Flavie Achard, Chantal Beaudry, Philippe Boudreau, Rose Burelle, Normand Filteau, Hélène Lemieux, Marie-Christine Paret, Jacques Pelletier, Ghislaine Raymond et Colette St-Hilaire

Mise en pages et couverture : Cynthia Kamel

Administration :

Collectif d'analyse politique

CP 35062 Fleury

Montréal (Québec) H2C 3K4

Courriel : cap@cahiersdusocialisme.org

Site Web : www.cahiersdusocialisme.org

Membre de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP)

Abonnement ou achat (imprimé ou numérique) :

www.cahiersdusocialisme.org/abonnement/

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* sont disponibles sur la plateforme Érudit.

Diffusion :

Disticor Magazine Distribution Services

1000 Thornton Road South, Unit B

Oshawa (Ontario) L1J 7E2

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés; toute reproduction d'un extrait quelconque de la revue par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ)

Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

© Collectif d'analyse politique

ISSN : 1918 4662 (version imprimée)

ISSN : 1918 4670 (version en ligne)

ISBN : 978-2-924554-12-8 (version numérique, format PDF)

ISBN : 978-2-924554-11-1 (version imprimée)

Imprimé au Canada en janvier 2019

NUMÉRO **21**

Nouveaux Cahiers du socialisme
hiver 2019

**DOSSIER : PENSER LA GRANDE TRANSITION,
UTOPIES ET STRATÉGIES**

Introduction	09	Introduction au dossier Emanuel Guay et Pierre Beaudet
Reconstruire nos mouvements	15	Le mouvement écologique en transition Anne-Céline Guyon
	18	Le projet socialiste peut-il passer à côté du féminisme? Diane Lamoureux
	29	Repolitiser l'accumulation primitive Dalie Giroux
	37	Au-delà de la social-démocratie Emanuel Guay et Alessandro Drago
	44	Les défis des gauches en France Hendrik Davi
	49	Syndicats et mouvements dans la lutte Dominique Daigneault
	55	Reconstruire un rapport de force Nancy Bédard
	58	La grève, outil incontournable des travailleurs et des travailleuses Jane McAlevey

	62	Syndicalisme, pouvoir ouvrier et économie Shannon Ikebe
	71	Les infrastructures de la contestation Entretien avec David McNally Xavier Lafrance
La crise des crises	80	Libre-échange et néo-néolibéralisme Claude Vaillancourt
	88	Les États-Unis dans le monde: hégémoniques et déclinants Donald Cuccioletta
	91	Les classes sociales au prisme de la financiarisation Audrey Laurin-Lamothe
	98	Capitalisme et décroissance Jean-Marie Harribey
	104	Amérique latine: après la vague rose Maristella Svampa
	108	La double transformation Michael Brie
	111	Les trois transitions Frédéric Legault
Demain et aujourd'hui, la société postcapitaliste	118	Le pouvoir après l'émancipation: propositions pour un socialisme postmoderne Alain Savard
	127	Repenser la révolution Utopie, imagination, pratique Christian Laval
	135	Le commun dans la ville Pouvoir citoyen à Pointe-Saint-Charles Anna Kruzynski
	145	Marx et la Grande Tortue Entrevue avec Glen Coulthard Pierre Beaudet

150	Le modèle Debout! Esquisse d'une nouvelle organisation politique Jonathan Durand Folco
158	Les communs comme stratégie de décroissance Bengi Akbulut
163	Valeur, marchandise et transition Peter Hudis

PARCOURS MILITANT

171	Gilles Bourque et la question nationale Entrevue Jean Trudelle
-----	--

BILAN DES ÉLECTIONS 2018

186	La patience de notre impatience Réflexions militantes sur les élections 2018 Pierre Beaudet
195	Exaltantes percées et grandes responsabilités Pierre Mouterde
198	L'avancée électorale de Québec solidaire Nouveaux défis, nouveaux débats, nouvelles pratiques Bernard Rioux
202	Des urnes et de la rue Richard Fidler
205	Bilan de campagne dans Chicoutimi Pierre Dostie
209	Les solidaires dans Québec-Chaudière-Appalaches: une avancée de la gauche en terrain difficile Sébastien Bouchard

- | | |
|-----|--|
| 213 | Les grands défis
Rosa Pires |
| 216 | Montée des extrêmes:
motifs de crainte et d'espoir
Carole Yerochewski |
| 219 | Réalignement, systèmes partisans et
facteurs de polarisation
Philippe Boudreau |

NOTES DE LECTURE

- | | |
|-----|--|
| 228 | Catherine Dorion, <i>Les luttes fécondes. Libérer le désir en amour et en politique</i>
Anne-Marie Le Saux |
| 231 | Jonathan Matthew Smucker, <i>Hegemony How-To. A Roadmap for Radicals</i>
Emanuel Guay |
| 233 | Martin Petitclerc et Martin Robert, <i>Grève et paix. Une histoire des lois spéciales au Québec</i>
Guillaume Tremblay-Boily |
| 237 | Sylvain Larose, <i>Être, agir, enseigner en tant qu'anarchiste à l'école secondaire</i>
Wilfried Cordeau |

LES AUTEURES ET AUTEURS

241

ERRATA

Dans le dernier numéro des NCS (n° 20), nous avons mal identifié la fonction de deux auteures.

Annabelle Berthiaume, auteure de l'article « "Aider les pauvres". Les revers de la philanthropie » est doctorante à l'École de service social de l'Université McGill et non pas chercheuse à l'École de gestion de l'Université du Québec à Montréal.

Julie Perreault, auteure de l'« Entrevue avec Édith Cloutier, directrice du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or », enseigne la science politique et les études féministes à l'Université d'Ottawa. Elle n'est pas post-doctorante.

Les *Nouveaux Cahiers du socialisme* présentent toutes leurs excuses à Mme Berthiaume et à Mme Perreault.

Introduction au dossier

Penser la Grande Transition

Utopies et stratégies

Emanuel Guay et Pierre Beaudet

Respectivement doctorant en sociologie à l'UQAM et professeur au département de sciences sociales de l'UQO, et membres du comité de rédaction des NCS

Dans le sillon de la conférence La Grande Transition¹, une masse critique de militantes et de militants intellectuels s'est mise à la tâche de comprendre le monde qui s'esquisse à travers les résistances et les tentatives de construire des contre-pouvoirs. Les débats ont été vifs, s'appuyant sur des enquêtes, des explorations théoriques et des bilans d'expériences extrêmement riches.

Une nouvelle intellectualité

Des «intellectuelles et intellectuels militants», impliqués dans les champs de l'éducation, des sciences sociales, de la culture, sont venus à la rencontre de «militantes et militants intellectuels», ancrés dans les luttes et, selon l'expression de Gramsci, liés «organiquement» aux mouvements. Au-delà de la diversité des perspectives et des lieux de militantisme, un consensus a émergé autour de la centralité des luttes populaires pour faire avancer la réflexion à gauche et participer à la construction d'une nouvelle intellectualité de masse.

L'intuition qui guide par conséquent ce dossier des *Nouveaux Cahiers du socialisme* (NCS) est que la transformation sociale et politique, la «grande transition» en fin de compte, est un processus qui naît et se développe dans les mouvements des

¹ La Grande Transition a été organisée par les NCS, l'Institut de recherche sur l'émancipation, Critical Social Theory at McGill et Historical Materialism. Quelque 1650 personnes ont assisté à plus de 120 sessions.

exploité-e-s et des dominé-e-s. Ces mouvements deviennent ainsi des laboratoires qui induisent une *praxis*, en proposant un cadre politique à la production de connaissances, de stratégies, de tactiques et de formes d'intellectualité venant des luttes. Celles-ci s'inscrivent dans un combat sans trêve, qui nous permet de gagner en confiance dans le long chemin vers la liberté et l'égalité².

Quelle rupture ?

Lors de *La Grande Transition*, nous avons mieux compris la nécessité de repenser les processus de transformation sociale. Faut-il rappeler que la toute-puissance de l'État actuel, construit sur de vastes appareils répressifs bien rodés, exclut d'emblée un processus strictement insurrectionnel ? Cet État reposant sur la contrainte est en outre doublé d'un l'État fondé sur l'hégémonie, qui produit la conscience et la subjectivité d'une grande partie des couches populaires autour de l'individualisme possessif et de la compétition.

Toute discussion sur la transition doit partir de ces constats décapants, dont on ne devrait toutefois pas exagérer l'originalité. Tout cela a été effectivement affronté dans le passé, surtout après que la vague révolutionnaire du premier tiers du vingtième siècle ait échoué à renverser l'ordre dominant. C'est là que le travail de Gramsci acquiert toute son importance. En effet, son approche contraste avec les perspectives volontaristes qui dominaient les divers socialismes d'antan – tant le réformisme social-démocrate que le communisme étatique, tous deux apparus à la suite du déclin de l'émancipation promise par les soviets. Se pencher, tant sur les tentatives de renouvellement du projet émancipateur que sur les expériences en cours, s'avère alors d'une importance cruciale pour construire une contre-hégémonie viable.

Gramsci dans l'Altiplano

Durant les dernières décennies, de nombreuses « guerres de position » ont eu lieu dans diverses parties du monde, notamment en Amérique dite latine. Sous l'influence zapatiste au Mexique et à travers le processus révolutionnaire bolivien, des communautés territoriales ont affronté l'État grâce à une stratégie de mobilisation insaisissable. Cette stratégie a été conçue et menée par des réseaux décentralisés et coordonnés de manière à éviter la centralisation et l'étatisation de la rébellion, dans le cadre d'un processus traversé par une tension entre la mobilisation par en bas et la démocratisation des entités étatiques, les deux démarches devant être conduites en même temps pour tendre vers l'émancipation.

2 Hanane Karimi, « La lutte sans trêve d'Angela Davis », *Contretemps*, 9 février 2017, <<https://www.contretemps.eu/angela-davis-feminisme-intersectionnel/>>.

Le même phénomène s'observe à bien des endroits. Selon Raúl Zibechi, les réseaux boliviens ont, par exemple, bien compris qu'on ne peut pas se placer entièrement « en dehors de l'État », mais les communautés en lutte ne veulent pas non plus confier la construction de leur projet de société à une entité étatique, même « progressiste » qui ne peut qu'être un outil dans le meilleur des cas³. D'où l'importance, dans cette guerre de position, de briser les routines, les hiérarchies et les rapports de domination qui ont tendance à se reproduire dans les mouvements. L'approche (les moyens) devient alors aussi importante que les fins. C'est ce que nous ont enseigné notamment les féminismes et les nombreuses luttes des communautés autochtones, dans lesquelles l'autonomie se construit à partir de l'auto-éducation et de l'auto-organisation populaires dans la longue durée.

La boussole de l'émancipation

Si la transformation survient par en bas, c'est qu'elle prend la forme d'une mutation sur la longue durée des structures de pouvoir. Contrairement à une pensée bien enracinée dans la tradition de gauche, il n'y a pas de « trajectoire » tracée d'avance, en partie parce que, comme le soutient Erik Olin Wright, « le changement social s'avère en effet trop complexe et trop profondément affecté par des enchaînements contingents de processus de causalité pour être représenté sous forme de plan⁴ ». Il nous faut accepter le fait que nous avançons sur le chemin de l'émancipation en trébuchant, guidés par quelques principes – justice sociale, égalité, liberté, etc. – agissant comme une boussole pour diriger nos actions.

S'opposer, résister, créer

Les réflexions réunies dans ce dossier peuvent nous aider à mieux comprendre cette période de profonde instabilité, marquée par un mouvement de balancier entre, d'une part, une gauche coincée entre des soulèvements populaires sans lendemain, des percées électorales difficiles et, d'autre part, la montée d'une droite populiste à travers le monde, d'Erdogan à Trump en passant par Poutine et Legault. Ces épisodes se jouent sur fond de stagnation dans le contexte chaotique des « bulles » financières et d'une précarisation accrue des classes moyennes et ouvrières, provoquant l'émergence de l'« austéritarisme », sorte de fuite en avant du projet néolibéral. Le défi des mouvements populaires n'est alors plus seulement de résister aux nombreuses offensives de la droite, mais de mettre de l'avant un projet de transition pouvant conduire à des sociétés dans lesquelles les décisions auraient une véritable consistance démocratique.

3 Raúl Zibechi, *Disperser le pouvoir. Les mouvements comme pouvoirs anti-étatiques*, Paris, L'Esprit Frappeur, 2009.

4 Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017.

La structure du dossier

C'est précisément à cet exercice que le dossier de ce numéro des NCS est consacré, à partir de trois groupes de questions.

- Quelles sont les stratégies permettant d'envisager une transition au-delà du modèle capitaliste? Quelles sont les organisations pouvant mener un tel exercice de transformation sociale? Comment faire converger mouvements sociaux et acteurs politiques? Comment « produire » du politique ou, pourrait-on dire, une « autre » politique? Comment transformer nos mouvements en espaces stratégiques qui transforment l'insubordination spontanée en puissance offensive capable, éventuellement, de renverser les dispositifs du pouvoir?
- Sur quels mécanismes la reproduction du système capitaliste repose-t-elle? Comment ces mécanismes renforcent-ils le patriarcat, le racisme, le colonialisme? Comment les dispositifs du pouvoir se reconstruisent-ils à travers l'État et à l'ombre des impérialismes et des processus de militarisation?
- Comment unifier, sans les dissoudre, les différentes composantes des mouvements sociaux « par en bas », et produire une contre-hégémonie transformatrice? Comment envisager l'exercice du pouvoir dans une société émancipée, « déracialisée », décolonisée et « dégenrésée »? Quelle place accorder aux communs et à la décroissance dans cette cartographie de l'émancipation?

Si les textes que vous vous apprêtez à lire vous ouvrent l'appétit, vous serez contentes et contents d'apprendre que *La Grande Transition* poursuivra ses travaux au printemps 2019, avec la rigueur qui a caractérisé les débats de 2018. C'est un rendez-vous à ne pas manquer, du 24 au 26 mai prochain, à l'Université du Québec à Montréal. Les détails sont déjà accessibles en ligne.

Reconstruire nos mouvements

I - Reconstruire nos mouvements

Quand nous parlons de révolution, il ne s'agit pas de se focaliser sur la question du pouvoir par la conquête exclusive de l'appareil d'État. Cette option néglige la dynamique de l'appropriation sociale par les masses de leur capacité d'autogestion, d'auto-organisation, d'autogouvernement. La lutte contre la domination, l'exploitation, l'exclusion, la marchandisation et la pauvreté, est un projet de libération et non de la mise en place d'autres formes de subordination par des bureaucrates/technocrates, fussent-ils de « gauche ».

Alain Philoctète

Militant haïtien québécois, membre du collectif des NCS

Le mouvement écologique en transition

Anne-Céline Guyon

Coordonnatrice du Front commun pour la transition énergétique

Disons-le franchement: nous sommes indéniablement dans une période d'urgence climatique. De nombreuses études scientifiques nous le signalent et nous le rappellent depuis des décennies. Nous ne pouvons plus tergiverser, nous devons absolument entamer une transition vers un monde plus respectueux de la planète.

Urgence climatique et transition énergétique

Il faut tout d'abord garder les sources d'énergies fossiles dans le sol. Plus de 80 % des réserves connues d'énergies fossiles doivent absolument rester là où elles sont. Concrètement, cela veut dire qu'aucune nouvelle infrastructure d'exploration, d'exploitation et de transport d'énergies fossiles ne doit voir le jour. Il faut arrêter l'exploration et l'exploitation du pétrole ainsi que du gaz d'origine fossile, la construction d'oléoducs, le transport par train et par bateau de ces hydrocarbures.

Beaux discours et promesses rompues

En 2015, le premier ministre Trudeau, fraîchement élu, s'est rendu à la Conférence de Paris sur les changements climatiques (COP 21), pour y déclarer que le Canada voulait à nouveau se joindre à la communauté internationale dans sa lutte contre le réchauffement de la Terre¹. Depuis dix ans, les environnementalistes avaient appliqué une stratégie d'opposition au gouvernement conservateur de Harper; ils ont alors proposé d'engager un dialogue avec le nouveau gouvernement libéral. En 2016, Ottawa

1 CTV News, «"Canada is back", Trudeau tells delegates at COP21 in Paris», 30 novembre 2015, <www.ctvnews.ca/politics/canada-is-back-trudeau-tells-delegates-at-cop21-in-paris-1.2679690>.

a publié le *Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques*². Malheureusement, l'expression «croissance propre» dit tout: il s'agit uniquement d'améliorer le système actuel. Le gouvernement fédéral a tenté de négocier avec les provinces la mise en place d'une taxe carbone. Dans l'Ouest, il y a eu une levée de boucliers. La première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, a voulu marchander: «Je vous aide à faire en sorte qu'il y ait une taxe carbone au Canada, à la condition que vous m'aidiez à faire passer un projet d'oléoduc en Alberta». Aujourd'hui, les politiciens et les politiciennes sont enfermés dans une rhétorique où ils affirment vouloir lutter efficacement contre les changements climatiques alors qu'ils maintiennent et accroissent l'exploitation des sables bitumineux. Ainsi, le gouvernement libéral qui avait promis de retirer les subventions aux énergies fossiles prend une décision incroyable: il achète l'oléoduc TransMoutain pour 4,5 milliards de dollars! Selon le premier ministre Justin Trudeau, le Canada peut exploiter les ressources naturelles – c'est-à-dire les sables bitumineux – et, en même temps, favoriser la recherche et l'innovation afin de concevoir des technologies moins productrices de CO₂. À aucun moment, on ne remet en question le mode de vie qui nous enferme dans une impasse, soit l'hyperconsommation et le capitalisme, causes principales des problèmes environnementaux actuels.

Partir de nos victoires

Au Québec, la question des gaz de schiste s'est posée en 2009. À l'époque, le gouvernement Charest vendait au rabais les claims – des concessions minières – à l'industrie qui voulait exploiter les gaz de schiste. Un important mouvement citoyen s'est mis en branle et a donné lieu à une extraordinaire mobilisation, comme le mouvement environnemental en connaît peu et qu'on nous envie. Depuis, les environmentalistes sont restés très proches des communautés locales et contribuent à la découverte et à l'exercice de leur pouvoir, à la médiatisation de leurs revendications et mobilisations. De nouveaux savoirs ont permis la création du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ), un mouvement citoyen qui comprend la nécessité de lutter localement, mais également l'importance du réseautage avec d'autres organisations et des ONG. Ainsi, les citoyennes et les citoyens ont fait en sorte qu'encore, à ce jour, il n'y a pas de fracturation hydraulique au Québec.

En 2014, après deux rapports du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et une évaluation environnementale stratégique de Québec, le gouvernement a estimé peu opportun d'exploiter le gaz de schiste parce que le prix du gaz était trop bas et que l'acceptabilité sociale n'était pas au rendez-vous. C'est dans ce contexte que le projet d'oléoduc Énergie Est est lancé. Les comités citoyens, stimulés

2 Environnement et changement climatique Canada, *Cadre canadien sur la croissance propre et les changements climatiques : plan canadien de lutte contre les changements climatiques*, 2016.

par la victoire contre l'extraction du gaz de schiste, se sont mobilisés. Cette lutte a permis la constitution, en quatre ans, d'un réseau d'alliances entre organisations environnementales, comités de citoyens, syndicats, municipalités, communautés autochtones. Aujourd'hui, le projet est en grande partie oublié. Les regroupements militants commencent à vouloir dépasser la lutte défensive et lutter pour un projet de société sobre en carbone.

Réfléchir pour agir

À l'heure actuelle, le Front commun pour la transition énergétique s'engage dans une réflexion profonde. Créé pour lutter contre les projets d'extraction, il cherche maintenant à définir la voie d'une vraie transition énergétique. C'est un travail moins médiatisé, mais caractérisé par la volonté de porter ensemble un discours sur ce que devrait être cette transition. Quels sont les seuils qu'il ne faut pas franchir? Comment obliger nos gouvernements à prendre en compte les aspects sociaux essentiels dans une transition porteuse de justice sociale?

Certes, le mouvement environnemental hésite à s'engager sur le chemin de l'anti ou du postcapitalisme. Les mots font encore peur. Mais il reconnaît qu'il faut se pencher sur ces enjeux. Face aux défis actuels, il doit reconnaître l'intersectionnalité des luttes, construire des passerelles. Nous ne pouvons plus éviter les débats de fond. Il faut surmonter la peur et grandir ensemble.



Le projet socialiste peut-il passer à côté du féminisme?

Diane Lamoureux¹

Professeure associée, département de science politique de l'Université Laval

Ceux et celles qui luttent pour la justice sociale, pour un monde fondé sur la liberté, l'égalité et la solidarité font face à un monde dont la complexité est mal rendue par l'idée d'une opposition entre le 1% et les 99%, ou encore par celle entre la bourgeoisie et le prolétariat. Si l'image des 99% du mouvement *Occupy* opère sur le plan médiatique et donne une idée de l'ampleur de celles et ceux qui sont négativement affectés par les politiques néolibérales racistes et sexistes de ceux (et celles) qui nous gouvernent, il n'en reste pas moins qu'il n'y a plus de nos jours (si jamais il y a eu) de classe émancipatrice dont la mise en action permet à elle seule l'émancipation de l'ensemble de l'humanité.

En fait, notre monde est structuré par trois grands systèmes globaux de domination. Par global, je n'entends pas seulement leur extension géographique, mais également leur capacité d'affecter l'ensemble des dimensions du social. À ces trois grands systèmes s'ajoutent des systèmes plus « locaux ». Ces trois systèmes sont le capitalisme, le racisme et le sexisme. Certes, dès la période que Marx a qualifiée d'accumulation primitive du capital, une accumulation qui doit sans cesse se réitérer comme l'a montré plus tard Rosa Luxemburg et comme nous le rappelle aujourd'hui Saskia Sassen², les rapports sociaux de sexe et de race ont été reconfigurés, mais il n'en demeure pas moins que si l'on peut parler avec Quijano³ de la colonialité du pouvoir

1 Comme ce texte reprend les propos d'une conférence prononcée lors du colloque *La Grande Transition*, les références sont réduites au minimum.

2 Saskia Sassen, *La globalisation. Une sociologie*, Paris, Gallimard, 2009.

3 Anibal Quijano, *Coloniality of Power. Eurocentrism and Latin America*, *Nepantla: Views from South*, vol. 1, n° 3, Durham (CN), University Press, 2000.

et avec Mies d'un patriarcat international, les rapports sociaux de race et de sexe se développent selon des dynamiques qui ne sont pas uniquement tributaires des rapports sociaux de classe.

Saisir la complexité du social

Bien que peu de gens contestent le statut de système global de domination du capitalisme surtout à l'ère néolibérale où l'économie fait foi de tout, il me semble important de préciser quelques enjeux en ce qui concerne le sexisme et le racisme. Pour ce faire, je prendrai appui sur la notion de fait social global qu'a développée Colette Guillaumin⁴.

Le racisme, dans cette optique, n'est pas que le reflet de rapports de classe ou de certains modes de production, ni uniquement de la malveillance, comme peut l'être la xénophobie, par exemple. Certes, le racisme est contemporain du colonialisme, de l'esclavagisme et repose sur le postulat d'une diversité essentielle des groupes humains catégorisés en fonction de la race. Que la race soit une construction idéologique n'ayant pas de fondements biologiques n'y change rien. Prenant appui sur certaines théories biologiques ou d'anthropologie sociale, le racisme noue, pour emprunter à Guillaumin, « la biologisation de la perception » à la « différence sociale ». Il comporte un processus de minorisation qui prend diverses formes : oppression, domination, exploitation, objectivation, mépris culturel qui masquent l'existence d'un groupe « majoré » dont le privilège est un mélange d'omnipotence et d'invisibilité. Ses trois techniques de pouvoir sont l'altérisation, la hiérarchisation et la naturalisation.

Les conséquences en sont bien visibles tant sur le plan politique, économique, social ou culturel. Sur le plan politique, le racisme a pris la forme de l'absence de droits. Selon les époques, son visage a été celui du colonialisme, de l'esclavagisme, de l'apartheid ou de l'impérialisme. Les populations racisées ont été transformées en populations vivant en subalternes dans un État sur lequel elles n'avaient aucun contrôle. Sur le plan économique, cela a signifié l'exploitation la plus éhontée, que celle-ci prenne la forme de l'appropriation physique dans l'esclavage, les emplois mal payés dégradants ou précaires, un marché du travail à deux vitesses, l'interdiction de l'exercice de certains métiers ou professions ou tout simplement, comme c'est de plus en plus le cas de nos jours, le chômage et la pauvreté. Sur le plan social, cela a souvent correspondu à une dislocation du groupe, ce que certains intellectuels palestiniens qualifient de sociocide, par le cooptage/blanchiment de ses élites, la difficulté de constituer ses propres organisations et de se doter d'un système d'éducation de qualité. Sur le plan culturel, il y a eu une folklorisation et une minorisation des productions culturelles des populations racisées.

4 Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste*, Paris, Gallimard, 2002.

Il en va de même pour le sexisme, celui-ci se manifestant également sur les plans politique, économique, social et culturel. Partout à travers le monde les femmes se sont vues nier les droits politiques et encore aujourd'hui nous sommes loin d'un univers politique paritaire. Par ailleurs, la violence à l'encontre des femmes est souvent minimisée et euphémisée, qu'elle prenne la forme du viol, de la violence conjugale, du harcèlement sexuel ou du harcèlement de rue. Sur le plan économique, non seulement les femmes sont-elles en priorité assignées au travail non rémunéré (ce qui est un handicap majeur dans une société marchande) des tâches domestiques mais aussi du *care*. Ceci influe sur leur place dans l'emploi rémunéré, où elles se trouvent trop souvent dans des emplois subalternes, précaires et mal payés. Bilan des courses : la pauvreté se décline largement au féminin, même si ce féminin est aussi racisé. Sur le plan social, l'institution du mariage a longtemps maintenu (et maintient encore dans plusieurs pays) les femmes mariées dans une situation subalterne, en en faisant des êtres relatifs et subordonnés à leur époux. Sur le plan culturel, on leur a longtemps nié l'accès au savoir et encore aujourd'hui leurs productions culturelles sont largement minorées.

Ces systèmes de domination sont non réductibles les uns aux autres, ce qui nous fait sortir de la logique des contradictions principale et secondaires. Chaque personne qui subit une injustice la ressent au plus profond d'elle-même et cherche à la contrer ou au moins à en atténuer les effets. Comprendre la configuration concrète des rapports de pouvoir, c'est analyser la position (et les dynamiques de conflictualité sociale) des divers acteurs sociaux dans chacun de ces rapports, mais aussi les dynamiques contradictoires qui peuvent exister entre ceux-ci. C'est surtout éviter de se dédouaner de sa posture dominante dans certains rapports sociaux en invoquant sa position dominée dans d'autres. C'est également saisir qu'il y a (fort heureusement) peu de situations de domination totale et qu'il existe donc un espace pour la subjectivation, pour l'agentivité des subalternes afin de contester les rapports de pouvoir.

Ces systèmes de domination sont également des systèmes imbriqués dans la mesure où ils sont à l'œuvre dans le même espace social et configurent simultanément l'ensemble des rapports sociaux. C'est ce que nous faisions remarquer avec ironie les auteures de l'anthologie portant le même titre : *All Women are White, All Blacks are Men, and Some of Us are Brave*⁵. Cela ne veut pas dire qu'ils soient toujours convergents, mais ils sont toujours en interaction et ce sont leurs effets inégaux et combinés dont il importe de tenir compte à la fois dans la constitution des subjectivités individuelles et politiques, mais aussi dans l'analyse de la dynamique des conflictualités sociales. C'est ce qui explique que les féministes noires étasuniennes ont rapidement eu recours à la notion d'intersectionnalité pour penser leur intervention collective, même si la notion n'a fait son apparition que plus récemment dans le langage politique courant.

5 Akasha (Gloria T.) Hull, Patricia Bell-Scott et Barbara Smith (dir.), *All Women are White, All Blacks are Men, and Some of Us are Brave*, Old Westbury (NY), Feminist Press, 1982.

Des pièges à éviter

Ceci étant posé, je me propose d'analyser, à partir de ma propre expérience politique, ce que le féminisme peut apporter à tous ceux et celles qui luttent pour la justice sociale. Mais avant de faire état des avancées théoriques qu'il permet de réaliser pour l'ensemble de nos luttes, je voudrais mettre en garde contre quatre pièges dans lesquels tombent facilement plusieurs mouvements de gauche qui raisonnent prioritairement en termes de rapports de classe.

Le premier de ces pièges est de penser que l'on intègre les enjeux féministes en cooptant certaines femmes dans des fonctions de direction ou de représentation. Certes, il est préférable d'avoir des femmes que de ne pas en avoir comme porte-parole dans les luttes sociales. Mais encore faut-il se préoccuper de la façon dont les rapports sociaux de sexe structurent les attitudes des hommes et des femmes, y compris dans les mouvements politiques de lutte pour la justice sociale, et trouver des façons d'intégrer des enjeux féministes et des pratiques organisationnelles qui favorisent la participation effective de l'ensemble des participantes et des participants à un mouvement. Trop souvent encore, les femmes ou les personnes racisées sont exhibées comme des « plantes vertes », des éléments de décor, sans que les perspectives féministes ou antiracistes soient véritablement intégrées aux luttes sociales.

Le deuxième piège est de penser que la parité est la solution magique. Encore là, la parité est certes préférable à l'inégalité. Mais la parité procède d'une vision binaire des rapports sociaux de sexe où il n'y aurait que des hommes et des femmes. *Quid* dans ce cas des sexualités qui n'obéissent pas à la bipartition homo/hétéro ou encore des personnes qui se définissent de façon non binaire comme les trans ou les *queers*? De plus, le groupe « femmes », comme le groupe « hommes » d'ailleurs, est traversé par des enjeux de race et de classe qui rendent difficile de penser une Femme générique, tout comme un Homme générique d'ailleurs. Gardons à l'esprit la mise en garde de Sojourner Truth (1787-1883) et son leitmotiv « *Ain't I a woman ?* ».

Un troisième piège consiste à penser que l'on peut procéder à des analyses supposément universelles mais en fait basées sur la seule expérience d'hommes blancs des classes populaires. Comme je le développerai ultérieurement, il n'y a pas de point de vue universel, il n'y a que des points de vue situés, partiels et partiels. Penser qu'on peut tout dire à partir d'un seul point de vue, c'est adopter une posture de domination. Se contenter de faire l'analyse de l'expérience des hommes blancs et ensuite se limiter à ajouter que pour les personnes racisées ou pour les femmes et, pis encore, pour les femmes racisées, c'est encore pire, c'est faire preuve d'une paresse certaine sur le plan intellectuel et politique. Or le travail de transformation sociale qui nous attend ne nous permet pas de faire l'économie de ce travail fin et complet d'analyse du social.

Un quatrième piège est de faire découler l'oppression des femmes principalement des rapports capitalistes. Certes Engels a pu écrire que la première division du travail est celle apparue entre hommes et femmes à l'ère néolithique, mais les grands ancêtres peuvent manquer de vision. Le sexisme est antérieur au capitalisme et certaines des révolutions inspirées du socialisme ont voulu s'attaquer à l'oppression des femmes, mais sans donner de solution satisfaisante d'un point de vue féministe. Certes le capitalisme a transformé les rapports sociaux de sexe (et de race) et pas seulement à la période dite d'accumulation primitive. De plus, une telle posture ne permet ni de comprendre les enjeux liés à la sexualité, ni ceux liés au travail domestique ou au travail de *care*.

Ces mises en garde étant faites, je peux maintenant me concentrer sur quatre apports que le féminisme peut offrir aux mouvements de transformation sociale qui visent une société plus juste, moins inégalitaire, maximisant la liberté de chacune et chacun, et solidaire: le rapport entre théorie et pratique; le rapport entre les moyens et les fins; la question des points de vue situés et leur apport à la compréhension du social; finalement, l'attention aux personnes et aux dimensions individuelles dans la compréhension du changement social.

Théorie et pratique

Lorsque je suis arrivée au féminisme, je et nous avions l'impression que tout était à faire et à penser. Bien sûr, nous avons lu ou entendu parler du *Deuxième sexe*⁶, mais cela nous paraissait un tantinet désuet. Les savoirs féministes se sont formalisés et développés à la fois à travers les mobilisations et la production d'un nombre incommensurable de mémoires pour des commissions d'enquête ou des commissions parlementaires. Ils sont aussi issus des pratiques de plusieurs groupes qui ont dû commencer par bricoler des outils pour dire des réalités qui n'arrivaient pas à s'exprimer dans les objets et les cadres du savoir dominant attesté par l'institution universitaire.

Ce que l'absence de «grande théorie» dans le féminisme nous enseigne, c'est qu'il faut se garder une dose de modestie sur le plan théorique. Ceci n'interdit pas les efforts de compréhension théorique, mais ne nous oblige pas à avoir une théorie complète pour agir. Il faut, en général, se contenter de théories partielles et les revoir en fonction de leurs effets pratiques. À cet égard, la notion de «*working class hero*» peut faire une bonne chanson⁷, mais elle est une position politique et personnelle inconfortable.

Dans l'ensemble, on peut dire que l'injustice est identifiée face à une situation précise (agression sexuelle, iniquités salariales, partage inégal des tâches domestiques) et,

6 Simone de Beauvoir, *Le deuxième sexe*, Paris, Gallimard, 1949.

7 Titre d'une chanson de John Lennon (1970). (NdR)

confrontées à l'existence de cette injustice, les militantes entreprennent d'en décortiquer les tenants et les aboutissants, de démêler l'écheveau enchevêtré des misères sociales, d'identifier des pistes de solution, de développer la mobilisation. Tout cela est producteur d'un savoir puisque notre compréhension du social s'en trouve enrichie, de même que notre capacité à lutter pour obtenir des transformations.

Les réflexions féministes sur le rapport entre théorie et pratique constituent une polémique voilée avec le marxisme, principalement dans sa tradition léniniste. Plus précisément, le féminisme a rapidement identifié le caractère collectif tant de la théorie que de la pratique et surtout a insisté sur le fait que l'action est productrice de savoir et que l'agir recèle une dimension politisante, ce qui est plus conséquent avec la vision d'une Rosa Luxemburg que d'un Lénine.

Dans un livre malheureusement jamais traduit en français, deux féministes britanniques, Liz Stanley et Sue Wise⁸, insistent à juste titre sur l'idée qu'il n'y a pas de vraie et de fausse conscience mais plutôt un flot continu d'indignation face à l'injustice qui nous force à en débusquer les mécanismes. Elles soulignent également que la conscience n'a ni début ni fin, mais qu'elle procède d'un mouvement en spirale. Marilyn Frye insistait sur le fait que la colère des femmes est trop souvent rapetissée à un sentiment individuel, alors que pour elle, «élargir l'horizon de sa colère réfléchie, c'est changer sa place dans le monde, changer sa compréhension de soi, devenir différente par rapport aux cadres sociaux et collectifs qui déterminent les frontières de l'intelligible» (ma traduction)⁹.

La vie quotidienne, les médias, nous donnent un nombre important d'exemples d'injustice et l'urgence qu'impose cette injustice à notre pensée et notre action doit nourrir notre indignation. Il est faux de croire qu'en ce domaine la colère soit mauvaise conseillère. Certes si nous gardons cette colère enfermée en dedans de nous, si nous pestons chacune dans notre coin, nous n'avancerons pas tellement. Mais nos colères rassemblées peuvent soulever des vagues puissantes.

De cette idée du va-et-vient entre théorie et pratique, il résulte que rien n'est définitivement résolu. Ainsi, ma génération féministe s'est longuement mobilisée au Québec sur la liberté d'avortement comme indicateur de l'autonomie des femmes. Sans renier nos luttes passées, force est de reconnaître que la liberté d'avortement est loin d'épuiser le domaine des libertés reproductives et que certains de nos arguments peuvent être récupérés pour se retourner contre nous. Alors que nous luttons pour l'avortement, dans certains pays du tiers-monde, comme on disait à l'époque, des femmes étaient stérilisées sans leur consentement, dans une perspective

8 Liz Stanley et Sue White, *Breaking out Again. Feminist Ontology and Epistemology*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1983.

9 Marilyn Frye, *The Politics of Reality. Essays in Feminist Theory*, New York, Crossing Press, 1983, p.92.

malthusienne et raciste. Au Québec, d'autres femmes (surtout si elles étaient autochtones ou racisées) se faisaient enlever leurs enfants sous prétexte qu'elles étaient des mères inadéquates. Ce sont des cas similaires de déni d'autonomie des femmes. Aujourd'hui, pour intégrer la diversité des expériences de déni de l'autonomie des femmes, nous avons plutôt tendance à parler en termes de justice reproductive. Par ailleurs, le « mon corps est à moi » que nous avançons pour justifier notre revendication de liberté d'avortement, a été transformé en cette ère néolibérale en liberté de prostitution, de gestion pour autrui (GPA), etc.

Rapports entre moyens et fins

C'est cependant avec les rapports tumultueux entre l'extrême gauche et les mouvements féministes, dans la plupart des pays occidentaux au cours des années 1970, que s'est précisée la critique féministe du rapport entre les moyens et les fins, et qu'une grande partie des féministes, même celles se réclamant du socialisme, ont fini par rompre avec les organisations d'extrême gauche sur la base d'une appréciation différente du rapport entre les moyens et les fins.

Ce que l'on a – souvent de façon peu adaptée – qualifié de « politique de l'identité » au sein du mouvement féministe procédait de cette évaluation du rapport qu'entretenaient les fins poursuivies avec les moyens qui sont pris pour y parvenir. Alors que, pour la plupart des révolutionnaires, « la révolution n'est pas un dîner de gala », les féministes ont prêté attention aux processus sociaux mis en œuvre dans la lutte contre le sexisme.

Cela se fait d'abord sentir sur le terrain de l'organisation. Le mouvement féministe demeure un mouvement largement imaginé et ressemble très peu à une machine de guerre. Au contraire, il a été caractérisé par son horizontalité, sa décentralisation et un mode d'organisation réticulaire, longtemps avant que certains nous parlent de la « société en réseaux ».

Cette remise en cause sur le plan de l'organisation se fait encore sentir même si l'on assiste dans certains pays ou dans certains réseaux à des formes d'institutionnalisation plus ou moins prononcées du féminisme. C'est sur cette base que l'on a vu certaines similitudes entre féminisme et anarchisme. Elle a également eu un impact sur d'autres mouvements, comme l'écologisme et le pacifisme. Plus récemment, on peut dire que plusieurs des modes de structuration des divers mouvements opposés à la mondialisation capitaliste ont adopté cette forme de structuration en petits groupes d'affinités qui collaborent de façon plus ou moins suivie dans des initiatives décidées en commun.

Ce rapport entre les moyens et les fins comprend également une temporalité du changement social. Alors que beaucoup de groupes inspirés du marxisme attendent

toujours le «grand soir» pour mettre en branle les changements qui s'imposent et opposent donc les réformes et la révolution, le mouvement féministe, à l'instar de certains courants anarchistes et de plusieurs groupes communautaires, entreprend dès maintenant de mettre en place des alternatives qui permettent de vivre autrement et d'expérimenter d'autres façons de faire. Certes, personne n'a la naïveté de penser que des maisons d'hébergement pour femmes battues sont la seule solution à la violence conjugale, mais l'existence de ces maisons a permis à certaines femmes de se soustraire à des situations de violence. Mettre en place des centres de femmes ne change pas l'ensemble des rapports sociaux sexistes, mais permet à des femmes de briser leur isolement, de développer une confiance en elles et des liens de complicité et de solidarité avec d'autres femmes et d'agir ensemble pour changer le monde.

Un peu comme les zones à défendre (ZAD) ou les zones temporaires d'autonomie qui se sont développées en marge des rencontres altermondialistes, ces alternatives permettent dès à présent d'expérimenter d'autres rapports sociaux, de constituer des zones de liberté et d'autonomie par rapport au néolibéralisme, au sexisme et au racisme, de faire concrètement l'expérience de changements sociaux souhaitables.

Points de vue partiels et partiiaux

En premier lieu, il importe de prendre en considération que tous les points de vue sont situés. Mon expérience de femme blanche, appartenant au groupe ethnique majoritaire de sa société, universitaire, lesbienne, n'est pas la même que celle de toutes les femmes. Ceci ne veut pas dire que je ne peux penser qu'à partir de ma propre expérience, mais celle-ci constitue un point de départ et cette expérience me rend sensible à certains aspects de la réalité sociale et moins à d'autres. J'ajouterais également qu'une expérience de féministe nous amène à prendre en considération qu'il n'y a que des points de vue situés et qu'il n'existe pas un point de vue universel à partir duquel l'ensemble du social serait visible. Par ailleurs, le partage entre points de vue situés dans des groupes féministes de conscience nous permet de développer une mentalité élargie et une empathie pour des personnes qui vivent des situations différentes des nôtres, mais que nous pouvons percevoir comme d'autres manifestations d'injustices et de discriminations.

Si tous les points de vue sont situés, je pense, à la suite de Sandra Harding¹⁰, que les savoirs marginalisés sont potentiellement moins faux que les savoirs dominants parce que, règle générale, ils sont moins solipsistes. En effet, les marginalisé-e-s ne peuvent perdre de vue leur localisation sociale et donc les systèmes de domination qui la produisent, alors que le raisonnement solipsiste est le propre des groupes dominants. Il faut également prendre en considération le fait que si toutes les positions

10 Sandra Harding, *The Science Question in Feminism*, Ithaca, Cornell University Press, 1986.

sont situées, elles ne sont pas toutes équivalentes. Par ailleurs, il faut tenir compte de ce que Donna Haraway qualifie d'«identités fracturées» pour parler de la diversité des postures féministes¹¹.

Il est aussi essentiel de se garder de la réification de ces points de vue situés en «identités». Comme nous le rappelle Haraway, nos positionnements sont le résultat d'expériences sociales, historiques et corporelles. Il lui apparaît donc important de valoriser les points de vue marqués par opposition aux points de vue qui estompent leur ancrage et qui ont de ce fait tendance à produire des théories totalisantes. À ces théories totalisantes, je préfère ce que Haraway appelle la «vision» qui nous permet d'ouvrir d'autres possibles. Dans une telle perspective, il importe de se méfier des prétentions à l'universalisme. Tout comme le point de vue de nulle part, elles sont souvent porteuses de domination. Certes, on peut entrevoir des possibilités d'universalisation, mais elles sont le résultat d'un processus commun de travail politique et de réflexion, pas un *a priori*. À l'universalisme, il me semble préférable d'opposer le pluri-versalisme et à l'unification, des processus de juxtaposition. La métaphore de la courtepoinette, utilisée notamment par Patricia Hill Collins¹², me paraît intéressante dans la mesure où aucune contribution ne disparaît dans l'ensemble, mais que chacune de ces contributions est transformée du fait de son insertion dans l'assemblage.

Le personnel et le politique

Le mouvement féministe est depuis le début confronté à une tâche qui peut apparaître comme contradictoire: permettre une individuation des femmes (non pas sur le mode de l'autonomie libérale mais sur celui de l'intersubjectivité) tout en entreprenant de construire un mouvement collectif de lutte contre les oppressions et les exploitations. Ce faisant, il n'a jamais pu (et cela est cohérent avec sa compréhension des rapports entre les moyens et les fins) sacrifier les individus au profit du collectif.

Il importe également de prêter attention au fait que l'expérience de l'oppression ne réduit pas les personnes qui en font l'expérience au seul statut de victimes. Les expériences récentes de libération de la parole autour du mouvement #MeToo (#MoiAussi au Québec) ne doivent pas se comprendre essentiellement sous l'angle du lynchage public et de la fin de la présomption d'innocence, mais plutôt comme des mouvements d'indignation par rapport à des situations inacceptables et aussi comme parties d'un processus de subjectivation qui dénonce des injustices et cherche des voies d'action collective pour y mettre fin.

Au début, nous réfléchissions essentiellement en termes de sororité. Si cette notion a pu avoir un effet de coalisation entre les femmes et a permis de surmonter certaines

11 Donna Haraway, *Manifeste cyborg et autres essais*, Paris, Exils, 2007.

12 Patricia Hill Collins, *La pensée féministe noire*, Montréal, Remue-ménage, 2016.

divisions entre les femmes qui sont le produit des sociétés patriarcales, il n'en reste pas moins qu'elle s'est rapidement révélée tout aussi problématique que la fraternité de la devise révolutionnaire française. En effet, la sororité, en mettant l'accent sur ce que les femmes partageaient du fait de l'existence du sexisme, faisait l'impasse sur les différences internes du groupe de femmes et reproduisait d'autres inégalités au sein du féminisme. Aussi, très rapidement des voix discordantes se sont fait entendre pour souligner qu'il n'y avait pas qu'une seule expérience de la féminité dans les sociétés sexistes, que ce soit celles des femmes racisées, des lesbiennes, des femmes de milieu populaire ou des femmes du tiers-monde. Ceci a obligé les mouvements féministes qui se voulaient inclusifs à se penser plus comme des coalitions que des mouvements unifiés et à prôner la solidarité entre les femmes qu'à postuler leur unité comme groupe. Il a fallu apprendre à construire patiemment des zones de solidarité pour pouvoir agir ensemble sans être toutes « la même ». On ne peut pas présumer l'existence d'un nous, même si politiquement nous devons travailler à le constituer, tout en étant conscientes de son caractère partiel et provisoire.

Comment entrevoir l'avenir ?

En guise de conclusion, j'aimerais esquisser quelques tâches que nous devons entreprendre dès maintenant si nous sommes sérieusement engagés dans la lutte pour la justice sociale pour toutes et tous. Premièrement, nous devons repenser le rapport que l'humanité moderne a noué avec la nature. Dans l'ensemble, il relève d'une séparation entre l'être humain (le sujet) et son environnement naturel (l'objet de son action), ce qui a permis de considérer la nature principalement comme un bassin de ressources à exploiter aux fins de l'amélioration de la vie humaine. Un tel rapport est impensable et même suicidaire aujourd'hui, s'il n'a jamais eu du sens : l'épuisement rapide des ressources et la fragilité de la planète Terre nous incitent à concevoir les êtres humains comme partie de la nature. Une telle vision a comme conséquence positive d'introduire un autre rapport aux personnes et aux groupes sociaux naturalisés.

Deuxièmement, il nous faut repenser l'échelle de nos luttes et ne pas nous satisfaire de la forme État qui a prévalu dans la modernité. Il importe de construire du commun, du collectif, mais à partir de la base et en prenant le temps d'inclure. Cela implique qu'il y a plusieurs échelles de la vie sociale et pas une seule, que certains enjeux relèvent plus du quartier ou du village alors que d'autres sont internationaux. Les mouvements qui se sont développés notamment en Espagne et en Grèce par rapport aux politiques austéritaires nous en fournissent quelques indices. Les mouvements autochtones du sud du continent américain sont aussi un réservoir d'expériences auxquelles il importe de réfléchir et où on peut puiser.

Quatrièmement, il faut repenser notre rapport à la vulnérabilité. Le néolibéralisme est fondé non seulement sur la compétition mais également sur la performance et impose à l'être humain de se consacrer au développement de son capital social au nom d'une certaine autonomie individuelle. Il me semble plus à propos de penser en termes d'interdépendance des personnes et, par conséquent, d'un souci de l'autre qu'il faut développer en tenant compte du fait que nous avons toutes et tous des zones de vulnérabilité et qu'il faut faire avec plutôt que malgré.

[illegible]

Repolitiser l'accumulation primitive

Dalie Giroux

Professeure à l'Institut d'études féministes et de genre de l'Université d'Ottawa

Il y a une logique de nécessité dans la lecture progressiste de l'accumulation primitive. Selon celle-ci, dont on trouve des fragments chez Marx, l'histoire devait passer par un processus d'accumulation primitive, et celui-ci, bien que terrible et regrettable dans ses effets immédiats, serait nécessaire pour transformer les fondements matériels de la société. Dit autrement, la violence qui a été exercée sur les peuples libres pour les soumettre au capital, sur les femmes dans le cadre de leur domestication, et sur la nature dans le cadre de sa transformation marchande serait une étape malheureuse, mais inévitable de la marche collective vers le progrès. Cette perspective progressiste, prégnante dans le socialisme, le marxisme et les mouvements de gauche, comporte quelques failles.

La puissance d'agir

Par l'acceptation de cette idée de nécessité, la lutte contre le capitalisme en est venue à embrasser et à s'identifier aux formes de vie auxquelles a mené la réorganisation violente des forces productives – qui s'identifie, pour reprendre le propos de Walter Benjamin dans *Le concept d'histoire*¹, aux conditions de l'agir plutôt qu'à la puissance d'agir. Nous en sommes ainsi venus à croire, de manière assez passive et par une forme un peu tordue de pragmatisme, que la violence de l'accumulation primitive était nécessaire puisque nous sommes dramatiquement attachés à ce qu'elle a fait de nous : à savoir la déprise de la nature, la division sociale du travail, le monde des marchandises, la société d'abondance, le *general intellect*, la citoyenneté étatique, l'économie immatérielle. La fin justifie les moyens, et la

1 Walter Benjamin, *Sur le concept d'histoire*, 1940, <<https://moggolospolemistisvalkaniosagrotisoklonos.wordpress.com/2010/01/27/walter-benjamin-sur-le-concept-d%E2%80%99histoire/>>.

violence originelle justifie l'abondance et la sécurité dont les plus privilégié-e-s, dont nous sommes, bénéficient.

Dans ce contexte intellectuel et affectif, les limites théoriques à une politisation de l'accumulation primitive correspondent aux limites de notre capacité de remettre en question ce que nous estimons avoir gagné par cette violence de conversion des rapports vivants à l'accumulation généralisée de valeur sous forme de capital, y compris ce que nous avons gagné contre les paysans, contre les colonisés et contre les femmes, contre toutes les formes de vie que nous n'estimons pas aujourd'hui désirables, selon les lignes d'un fantasme de progrès extrêmement prégnant.

L'aboutissement communiste

La seule proposition politique qu'auraient été capables de produire le socialisme, le marxisme et la gauche contemporaine, dans les limites de ce contexte, est celle de l'inclusion des colonisés, des racisés et des femmes dans le prolétariat, inclusion qui serait selon cette logique le seul point de départ possible pour le renversement du capitalisme, cela, si tout va bien, en attendant le grand soir. Et, de plus en plus, cette inclusion se fait en n'attendant finalement rien d'autre que les compensations que nous pourrions négocier collectivement auprès de l'État en retour de notre dépossession collective, cela, si nous unissons nos forces. Souvent, les femmes, et les racisés, et les colonisés sont tenus coupables de ce manque d'unité qui accable la gauche – puisque leurs revendications seraient particulières.

L'aboutissement communiste promettait à cet égard le beurre et l'argent du beurre, à la fois la société d'abondance et la juste réparation des torts subis dans le cadre de sa mise en œuvre – le communisme est la promesse de rapports de production expropriés sans expropriation. C'est une façon assez pauvre de régler la question des oppressions multiples dans le cadre du processus d'accumulation primitive: il ne s'agit pas d'abolir le privilège de classe, de race, de genre, dont le socle se trouve dans la séparation du producteur et des moyens de production qui définit l'accumulation primitive, mais bien d'inclure les déclassés, les racisés, les genrés dans le cercle du privilège. C'est une logique d'inclusion, qui est également une logique identitaire de dédommagement, et une logique d'approfondissement des conditions politiques d'oppression capitaliste définies comme celles de la dépossession primitive.

Cette posture empêche les différents courants anticapitalistes de considérer toutes les formes d'oppression selon leurs propres termes, et en particulier les luttes de décolonisation, dans lesquelles ce à quoi on résiste est précisément cet arrachement des terriens à la terre à partir de laquelle le mouvement dialectique moderne se dynamise. En effet, il est presque impossible à l'heure actuelle de réconcilier le progressisme inhérent aux luttes de gauche contre le capitalisme et l'attachement à la terre et aux formes traditionnelles de gouvernement qui est en jeu dans les luttes autochtones.

Détruire les conditions du privilège

De la même façon, la gauche ne peut offrir aux femmes que de les appuyer dans leurs luttes pour entrer dans la force de travail, et de soutenir les demandes pour la parité – la gauche conçoit les luttes des femmes seulement dans la mesure où elles visent à intégrer la catégorie d'oppression idoine au capitalisme. Il est presque impossible à l'heure actuelle de réconcilier le progressisme inhérent aux luttes de gauche contre le capitalisme avec la critique radicale du genre opérée par les *queer studies*, l'écoféminisme ou les théories féministes non occidentales.

Si les peuples colonisés ou les femmes expriment leur non-identification aux conditions de l'agir dans le capitalisme à cause de la violence de la dépossession que ces conditions impliquent, cela met en péril l'idée même de progrès inhérente à la gauche qui, par là, ultimement, se replie sur une position conservatrice, où elle s'identifie aux institutions du colonialisme et aux structures de leur propre dépossession – à savoir l'État colonial et l'accumulation de valeur sous forme de capital, promettant reconnaissance et redistribution en guise de compensation à ceux et celles qui n'ont pas le « privilège » d'être salarié, homme, blanc et euroaméricain.

Il y a certainement un pas de côté à faire ici, qui impliquerait non pas d'étendre le privilège aux groupes ayant subi un tort historique dans la mise en place des rapports capitalistes de production, mais plutôt de détruire les conditions du privilège, et nommément de détruire tous les dispositifs politiques d'accumulation de valeur sous forme de capital sans exception, et non seulement la classe, la race, le genre qui n'en sont que des effets et des supports.

Capitalisme et intersectionnalité

La proposition esquissée dans ce texte va à rebours de cette perspective oublieuse de la violence de l'accumulation primitive et s'inscrit dans l'esprit de la « tradition des opprimés » de Walter Benjamin. Pour celui-ci, il s'agit de vivifier la mémoire politique de cette séparation du producteur et des moyens de production, plutôt que de la subsumer et de l'oublier. Il s'agit de lier la puissance d'agir contemporaine à cette mémoire, et donc de repolitiser la question de l'accumulation primitive. L'ambition derrière est premièrement de définir l'oppression commune aux oppressions de classe, de race et de genre dans le capitalisme historique et contemporain. Et donc, de dépasser non seulement la définition de l'oppression limitée à la théorie de la plus-value, et encore, de contourner toute notion de travail dans la définition de l'oppression capitaliste.

Il s'agit ici de s'interroger sur la moralité objective présumée de la dépossession dialectique des peuples attachés à la terre, c'est-à-dire de considérer ce processus indépendamment de la succession des États et des effets provoqués par cette séparation, et indépendamment, surtout, de notre attachement aux résultats matériels

de ce processus. L'accumulation primitive consiste en une séparation violente et autoritaire des vivants et de la terre, et en la constitution performative d'un habitat qui reproduit à toutes les échelles cette séparation.

Le processus de la libération

Cette interprétation alternative de l'accumulation primitive pourrait permettre d'intensifier la trame des oppressions multiples qui se jouent dans ce processus de séparation du producteur de ses moyens de production. Par ce travail, il s'agit de voir comment les catégories de genre et de race ont été mobilisées et transvaluées par les agents du capitalisme au même titre que la classe, et que ces oppressions ont une trajectoire singulière au sein du développement du capitalisme. Ces différentes formes d'oppression sont frappées d'une même injustice ontologique et épistémique venant de la séparation du producteur et des moyens de production, de la séparation des vivants et de la terre.

Au titre des éléments sur lesquels il faut revenir pour brouiller la thèse de la nécessité et de la moralité objective de l'accumulation primitive, il faut d'abord souligner que cette séparation historique du producteur et des moyens de production a fait l'objet d'une résistance profonde et systématique de la part de ceux et celles qui l'ont subie.

Personne n'a abdiqué par choix ses moyens de production, quels qu'ils fussent. Les paysans par leur résistance ont fait face à une violence d'État extraordinaire, impliquant des expulsions, la destruction de récoltes, la famine, l'enfermement, l'enlèvement d'enfants, les punitions corporelles, la rééducation, le travail forcé. Personne n'est entré dans le salariat sans y avoir été forcé d'une manière ou d'une autre et sans y résister de toutes sortes de manières. Nous en sommes témoins aujourd'hui, alors que nous côtoyons les luttes autochtones pour la préservation de leur lien ancestral au territoire.

L'attachement subjectif des peuples humains aux formes de vie qui les lient aux moyens de leur subsistance, et la dépossession concrète, vécue, dramatique, terrorisante, subie dans ce processus constituent en soi une réfutation de l'idée de la moralité objective de l'accumulation primitive. Les gens souhaitaient sans doute se libérer de leurs maîtres et de leur misère, mais jamais ils n'ont demandé de se séparer de la terre, de leur usage des choses qui permettent de vivre. Cela leur a été imposé sous la forme d'une objectivation autoritaire par les classes bourgeoises qui ont mis en place un nouveau système d'exploitation à leur profit, mais aussi par des « dialecticiens » qui savent ce qui est bon pour eux et qui savent ce que les exploités ne savent pas et que l'histoire sait.

Les femmes et l'accumulation primitive

Ensuite, il faut souligner que ce processus de séparation du producteur et des moyens de production comprend une dimension intrinsèque, originale, d'intersectionnalité.

Premièrement, rappelons que la réorganisation des forces productives impliquée par l'accumulation primitive a nécessité la séparation des lieux de production (où l'on produit de la valeur et l'on consomme de la force de travail) et des lieux de reproduction (où l'on produit de la force de travail et l'on consomme de la valeur). De cette séparation et de la réarticulation qui s'en est suivie résulte l'invention de la sphère domestique (et par défaut l'invention de la catégorie de l'économie traditionnelle ou domestique ou de subsistance, qui s'oppose à l'économie productive et au travail). La sphère domestique constitue le site de reproduction du travail salarié et signe la mise en place d'une forme nouvelle de travail non rémunéré. Cette séparation, on le sait, s'est opérée sur la base du genre, une catégorie d'oppression certes déjà existante, qui a été remobilisée par les agents du capitalisme à des fins productives.

Comme l'a démontré Silvia Federici², cette séparation a impliqué le recours à une violence d'État spectaculaire envers les femmes, ce qu'illustre abondamment leur persécution séculaire par les institutions politiques, religieuses et médicales, notamment sous la forme de la chasse aux sorcières. Dans le processus d'accumulation primitive, les femmes ont été littéralement « domestiquées » et dépossédées de leurs savoirs, de leurs solidarités, de leur territorialité. Leur « genre », si l'on veut, a été dégagé des anciennes formes d'oppression (féodale, primitive) et réarticulé dans l'horizon de la productivité patriarcale – plaçant le corps dépossédé des femmes à l'endroit où il devrait se trouver pour dynamiser l'accumulation de valeur sous forme de capital.

Deuxièmement, comme l'ont montré dans les dernières décennies les théoriciens et théoriciennes autochtones, rappelons dans ce contexte que le processus d'accumulation primitive a exigé une entreprise de colonisation à grande échelle à partir de l'Europe. La colonisation est donc une des formes principales de l'accumulation primitive. Cette entreprise a fourni à la bourgeoisie marchande et spéculative une source incalculable de capital à faible coût d'acquisition, à la fois en terre, en métaux précieux et en ressources naturelles, et aussi en force de travail. La dépossession continentale découlant de ce qu'on appelait encore récemment « les grandes découvertes », s'est réalisée sur la base du droit de conquête romain et selon une certaine idée de la race qui s'y est inscrite avec le développement du discours philosophique et scientifique moderne. Voilà, pour ce qui est du matérialisme historique, l'invention de l'Amérique.

2 Silvia Federici, « Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle division internationale du travail », *Période*, 17 avril 2014, <<http://revueperiode.net/reproduction-et-lutte-feministe-dans-la-nouvelle-division-internationale-du-travail/>>.

Colonisations tous azimuts

Ainsi, après les paysans d'Europe de l'Ouest, ce sont les peuples d'éleveurs et de chasseurs-cueilleurs d'Irlande, d'Écosse, les peuples indigènes des Amériques, de l'Asie, de l'Inde et de l'Afrique qui ont subi le même processus polymorphe de séparation du producteur et des moyens de production. C'est dans le cadre de ces entreprises de colonisation, qui perdurent jusqu'à ce jour, que se sont développés le travail forcé, le péonage, la déportation, le kidnapping de masse, la traite d'esclaves, la destruction du statut social et économique des femmes non occidentales, l'enlèvement d'enfants, la rééducation, le travail indigène et les diverses formes d'esclavage pour dette qu'ont connues les travailleurs du caoutchouc, de la traite de fourrures, les pêcheurs de morue, les travailleurs forestiers et aujourd'hui les camionneurs, les étudiantes et étudiants endettés, et au fond tous les gens qui vivent à crédit.

Ajoutons pour finir qu'il s'agit bien, dans cette entreprise de colonisation, interne ou externe, hier et aujourd'hui, d'avoir accès à ce que Jason W. Moore appelle *cheap nature*, une nature à rabais, c'est-à-dire des ressources à faible coût d'acquisition³. Ce processus d'accumulation par colonisation a donc impliqué la domestication intensive et la destruction des espaces naturels et de l'ensemble des relations d'êtres et d'usage qui s'y jouent, cela par l'extension des terres publiques, par la mise en place du marché de matières premières, par le pillage des milieux vivants et le contrôle des cultures, et par l'extension de la propriété privée avec son principe d'*usus et abusus*. Les mines, la foresterie, la chasse et la pêche, le développement hydroélectrique, la commercialisation des plantes sauvages et médicinales et le tourisme sont autant de dispositifs coloniaux d'accumulation par la réification et l'exploitation d'une nature à rabais.

C'est ainsi que, dans le cadre de ce mouvement impérial de conversion de l'habitation pour l'accumulation de valeur sous forme de capital, le genre et la race, mais aussi la nature, en tant que construits sociaux historiquement disponibles, ont été (ré) inscrits dans l'ensemble des dispositifs d'accumulation mis en œuvre par les agents historiques du capitalisme pour assurer la disponibilité de la terre et des ressources d'une part, et de la disponibilité du travail d'autre part.

À ce titre, d'une part, il faut souligner que l'intersection des oppressions est inhérente au processus d'accumulation primitive qui, lui, est une condition *sine qua non* de la mise en œuvre du capitalisme. Nous trouvons ici une clé centrale de l'intégration de la question de l'intersectionnalité dans le matérialisme historique.

3 Raj Patel et Jason W. Moore, *A History of the World in Seven Cheap Things. A Guide to Capitalism, Nature, and the Future of the Planet*, Berkeley, University of California Press, 2017.

Les coûts du « progrès »

D'autre part, il faut aussi dire qu'un prix très élevé a été payé collectivement pour ce à quoi nous tenons et qui est issu de cette séparation du producteur et des moyens de production: la socialisation de la production, le *general intellect*, le confort matériel, ce progrès qui nous est si précieux. Celui-ci s'est élaboré spécifiquement sur la base de la séparation du producteur et des moyens de production, qui a impliqué et implique encore l'application d'une violence formidable, globale, d'une force d'extraction continue sur l'ensemble des formes du vivant, une violence qui implique les formes du racisme et du sexisme qui sont propres à la forme de vie capitaliste.

Ce progrès, cette émancipation de la matière, cette mobilité, cette communication globale, nous l'avons payé de la destruction générale de tout rapport à la terre qui ne soit pas médiatisé par le capital. Je pense que la difficulté à assumer pleinement la réalité de ce prix payé, au sein des forces progressistes, rend très difficile la possibilité d'intégrer la diversité des formes de lutte qui aille au-delà de la convenance, de la rectitude ou de la compassion. Cela parce que, comme Marx, on préfère se concentrer sur la forme dominante d'oppression dans le capitalisme, à savoir celle qui s'inscrit dans le cadre de l'extorsion de plus-value et sur la redistribution des bénéfices de cette extorsion plutôt que sur ses origines. On préfère le futur au passé, et les luttes autochtones, comme les luttes antiracistes ou féministes, nous semblent étrangères s'il ne s'agit pas de leur intégration au capital pour son dépassement.

La praxis de la décolonisation

Dans une perspective non dialectique de la tradition des opprimés, il s'agirait, pour reprendre les mots de Walter Benjamin, de cesser de s'identifier aux conditions de l'agir pour plutôt s'attacher à notre puissance d'agir. La question globale de la décolonisation se pose précisément à ce point: est-il possible de ne pas remettre en question les conditions de notre agir, et précisément la séparation constitutive du producteur et des moyens de production, s'il s'agit de remettre en question toutes les formes d'oppression qui opèrent dans et par le capitalisme?

Qui que nous soyons, nous sommes structurellement dépossédés de l'usage des choses qui permettent de vivre. Nous sommes encastrés dans des territoires dont la consistance géospatiale et politique est celle de l'extraction, de l'exploitation, de la capitalisation, et où nous sommes « en tant que population » « requise aux fins » de cette capitalisation, et discriminée en fonction de notre capacité à organiser notre subsistance autour de cet horizon. Nous sommes également dédommagés en conséquence de cette dépossession, plus ou moins selon la race, le genre, la classe, les aspirations, le rapport négocié aux institutions, l'identification. Nous avons des droits qui encadrent notre existence dans cette forme de vie expropriée, mais nous n'avons pas

droit au territoire ni à ce qu'il faut pour vivre (d'ailleurs, comme l'a rendu explicite le plus haut tribunal du pays dans une cause célèbre⁴, où on statue que le Canada n'a pas l'obligation de nous assurer le minimum vital).

Il est très difficile de le penser, à cause de l'inégalité dans le partage des avantages de l'empire et de la division que cela crée entre les différents groupes d'oppression dans la société, mais aussi à cause de la difficulté à activer une imagination politique qui soit également matérielle. Les conditions de la liberté matérielle à l'heure actuelle, quoi que l'on pense du niveau de confort et des avancées technologiques atteints par les couches privilégiées du capitalisme mondial, sont à peu près inexistantes.

Le défi est dès lors d'arriver à penser une émancipation politique collective qui ne soit pas de l'ordre de la reproduction du canevas impérial, qui puisse faire dérailler ses dispositifs de temporalisation et de spatialisation, sa géométrie inhérente des oppressions.

La *praxis* de la décolonisation se présenterait selon cette exigence comme un travail sur notre manière de concevoir le territoire et son usage, notre conception de la nature, notre compréhension et nos capacités dans l'ensemble des relations entre toutes les formes d'êtres, les rapports que nous sommes capables d'avoir avec les mondes non humains. Il s'agit de poursuivre de manière très intensive et très sérieuse le démantèlement de la conception impériale, productive, extractive de la réalité selon laquelle l'objectif généralisé d'accumulation de valeur sous forme de capital justifie et sanctionne la destruction de l'usage. Il s'agit de se permettre, de se donner les moyens, d'oser mettre l'imagination politique commune dans une *praxis* portant sur la possibilité de vivre, dans un territoire donné, sans la médiation du capital, et en ayant la possibilité de développer la capacité d'envisager ces rapports d'une manière libre – libre des oppressions multiples qui caractérisent la géométrie de l'oppression au sein de l'habitat capitaliste.

Se décoloniser, c'est utiliser tous les moyens contextuels pour nous sortir collectivement de ce carcan, de cet ensemble de dispositifs, de cette subjectivisation, qui que nous soyons, en tant que nous sommes mutuellement dépendants et responsables les uns des autres. Se décoloniser, c'est se mettre en rapport non dialectique avec la dépossession primitive de l'usage, et inventer des formes de vie libre sur ce plan éthiquement et ontologiquement ouvert.

4 Cour suprême du Canada, *Gosselin c. Québec (Procureur général)*, [2002] 4 R.C.S. 429, 2002 CSC 84.

Au-delà de la social-démocratie

Emanuel Guay et Alessandro Drago¹

Respectivement doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill

Dans un article paru en 2017, l'historien Robert Brenner souligne que la gauche semble paralysée par une double impasse. D'une part, on observe des mouvements sociaux qui, en aspirant à une autonomie complète par rapport aux institutions établies, se condamnent trop souvent à l'isolement politique. D'autre part, nous avons des partis politiques progressistes qui, à défaut d'être soutenus par des actions directes de masse, peinent à appliquer leur programme de réformes, aussi modeste soit-il². Ce qui se profile derrière l'analyse de Brenner est la question des organisations et mouvements les plus aptes à transformer les institutions, avec les conditions politiques et économiques qui permettent à ces mêmes organisations et mouvements de gagner plus ou moins aisément en force.

Entre reproduction sociale et interruption

Le pouvoir social d'une organisation est lié – parmi d'autres éléments – à deux facteurs, soit sa participation à la reproduction de la vie sociale et sa capacité de l'interrompre ou de la perturber pour défendre ses intérêts. Cette fonction de reproduction et cette capacité d'interruption constituent les pôles principaux permettant à une organisation d'agir politiquement de manière efficace. Par exemple, le pouvoir des classes capitalistes dans une société repose à la fois sur leur importance dans la reproduction de la vie sociale – liée entre autres à la concentration des richesses et de la capacité d'investissement dans les mains d'une minorité – et sur leur capacité à perturber le cours normal des événements en retenant leurs

1 Merci à Charles Guay-Boutet et à Audrey Laurin-Lamothe pour leurs commentaires généreux sur des versions antérieures de cet article, son contenu final n'engageant toutefois que les auteurs.

2 Robert Brenner, «Introducing Catalyst», *Catalyst*, vol. 1, n° 1, 2017, p.20-25.

investissements, en délocalisant leurs opérations, en refusant de financer le déficit d'un État, etc. À une autre échelle, on peut penser aux associations étudiantes québécoises, dont l'activité inclut des services offerts à leurs membres (événements festifs, conférences, représentation aux instances universitaires, etc.) ainsi qu'une capacité de faire grève pour défendre les intérêts des étudiantes et des étudiants, ce qui leur a permis de jouer un rôle politique considérable au Québec.

Formes de reproduction sociale et d'interruption d'une organisation

Reproduction sociale	Interruption
Implication dans la société civile, offre d'emplois et de services (éducation populaire, santé et services sociaux, réseautage, défense de droits), formation d'associations qui développent la capacité d'autonomie et d'autogestion tout en permettant aux gens d'apprendre à se connaître, à découvrir leurs intérêts communs, etc.	Grève, occupation, blocage, boycottage, manifestation, <i>sit-in</i> , désobéissance civile, fuite de capitaux, lock-out, « voter avec ses pieds », terrorisme, guérilla ou guerre de basse intensité, émeute, saccage, etc.

L'idée d'une dynamique entre la reproduction et l'interruption vise à mettre en lumière l'interdépendance des deux éléments: une organisation qui offre des services et qui participe à la vie sociale sans disposer d'une capacité d'interruption peinera à intervenir politiquement, tandis qu'une organisation ou un groupe qui dispose d'une capacité d'interruption, mais qui ne participe d'aucune manière à la reproduction de la vie en société se prive d'une capacité à développer une base d'appui large. En se concentrant sur une organisation très marquée à droite, les travaux de l'historienne Nancy MacLean ont par exemple montré que la deuxième vague du Ku Klux Klan (1915-1944) a connu un succès plus important que les deux autres – de deux à quatre millions d'Américains étaient des membres encartés de l'organisation en 1924 – grâce à sa capacité à concilier une implication active dans la société civile (création de clubs de loisir et d'espaces de réseautage, financement d'hôpitaux destinés aux enfants blancs et protestants, etc.) avec l'usage de la terreur comme outil de contrôle social (attentats, lynchages, etc.), tandis que les première et troisième vagues se sont limitées au développement d'une capacité d'interruption, ne constituant alors que des cellules d'action terroriste ciblant la communauté afro-américaine et les mouvements progressistes³.

3 Nancy MacLean, *Behind the Mask of Chivalry. The Making of the Second Ku Klux Klan*, New York, Oxford University Press, 1995.

Notre cadre d'analyse se situe ainsi à la croisée d'une théorie critique des conflits sociaux et d'une conception de l'économie politique inspirée des analyses féministes⁴, en soutenant d'une part que la reproduction de la vie sociale dépend, entre autres, du travail mené par des organisations et des groupes formalisés, agissant dans des sphères d'activité reliées aux marchés, à l'État, au tiers secteur (associations, mutuelles, coopératives) ou à l'espace domestique, et d'autre part que la politique est d'abord une question de rapports de force entre acteurs et groupes aux intérêts divergents, qui emploient des stratégies distinctes et déterminées par leur accès différencié aux ressources sociales, économiques et institutionnelles. Suivant la terminologie de Gramsci, la participation à la reproduction sociale et le développement d'une capacité d'interruption constituent deux dimensions essentielles de la mobilisation hégémonique, qui vise à renforcer ou à contester une certaine distribution du pouvoir dans une société donnée.

Montée et déclin du modèle social-démocrate

C'est en mobilisant ce cadre d'analyse que nous souhaitons aborder la forme institutionnelle dominante qu'a prise la gauche dans la période d'après-guerre en Amérique du Nord et en Europe, soit la social-démocratie. À la suite de l'écrasement du socialisme révolutionnaire en Europe de l'Ouest – notamment en Allemagne, en Italie et en Espagne – par les forces fascistes au courant des années 1920 et 1930, et devant la nécessité d'une pacification des conflits de classe dans les économies capitalistes avancées, l'idée d'un compromis à somme positive entre capital et travail a rapidement gagné en popularité dans la période post-1945. Le paradigme économique keynésien qui a dominé à plusieurs égards la scène politique des démocraties libérales durant les « Trente Glorieuses » reposait précisément sur cette idée selon laquelle une collaboration entre capital et travail permettait d'augmenter la productivité et d'assurer une expansion de la demande agrégée, deux processus jugés bénéfiques pour les deux parties concernées – l'État intervenant alors avec des mesures contre-cycliques et la nationalisation de plusieurs monopoles naturels (transports nationaux, production énergétique, etc.) pour assurer une stabilité optimale à un système économique profondément instable. Ce compromis, qu'on peut interpréter comme une manière particulière d'organiser la reproduction sociale au niveau des relations de travail et de la macroéconomie, s'appuyait sur une mobilisation forte du mouvement ouvrier, avec des luttes syndicales sur une base régulière dans les décennies succédant à la Deuxième Guerre mondiale et une collaboration soutenue entre ces mêmes syndicats et les différents partis politiques actifs.

4 Diane Elson, « The economic, the political and the domestic : businesses, states and households in the organization of production », *New Political Economy*, vol. 3, n° 2, 1998, p.189-208.

Le modèle macroéconomique d'après-guerre a cependant été soumis au cours des quatre dernières décennies à un ensemble de pressions et de contraintes communes, liées notamment à l'intensification de la compétition internationale, la surcapacité de l'industrie manufacturière, la financiarisation croissante des économies et l'impact des réformes néolibérales à travers le monde. Ces différents facteurs externes ont pris forme dans un contexte de ralentissement durable de la croissance économique, qui a engendré son lot d'instabilité et d'incertitude tant au niveau des politiques publiques que des stratégies d'accumulation. Ce qui distingue toutefois cette période d'instabilité de celle que l'Amérique du Nord et l'Europe ont connue dans les années 1930 est qu'elle n'a pas mené à une montée en puissance des mouvements ouvriers, mais a plutôt marqué leur étiolement accéléré, avec une diminution continue du nombre d'actions de perturbation sur les lieux de travail à l'aube des années 1980⁵.

Si la combinaison des facteurs évoqués ci-haut et des attaques menées par le patronat et la droite a contribué au recul des capacités d'interruption et d'intervention macroéconomique de la gauche dans l'ensemble des économies capitalistes avancées, il nous semble important de souligner qu'une tension politique interne au modèle social-démocrate (que Robert Brenner a nommé le *paradoxe de la social-démocratie*) doit également être prise en compte⁶. Ce paradoxe prend selon Brenner la forme suivante : d'une part, les organisations sociales-démocrates – à la fois partisans, civiles et syndicales – ne parviennent véritablement à se développer et à gagner en puissance qu'à partir des luttes et des actions directes de masse menées par les mouvements de gauche. Mais, d'autre part, dès qu'elles s'établissent plus fermement dans le champ politique officiel, ces mêmes organisations recherchent l'acquiescement implicite du capital, ce qui implique entre autres de décourager et parfois même de réprimer les initiatives extra-parlementaires de la gauche.

Le cœur du paradoxe de la social-démocratie se situe donc dans la neutralisation par les dirigeants sociaux-démocrates des conditions mêmes de leur existence, en l'occurrence les actions directes de masse, tant sur les lieux de travail que dans les quartiers. Si les tensions qui accompagnent ce paradoxe sont moins vives dans les phases d'expansion économique, puisque les employeurs préfèrent alors céder quelques concessions plutôt que de ralentir la production et l'obtention potentielle de profits, les périodes de stagnation sont marquées par d'importantes offensives patronales visant à faire pression à la baisse sur les salaires et les conditions de travail, ce qui oblige les organisations sociales-démocrates à choisir entre la stabilisation des profits et l'appui aux activités d'interruption défensives menées par

5 Beverly J. Silver, *Forces of Labor. Workers' Movements and Globalization since 1870*, New York, Cambridge University Press, 2003.

6 Robert Brenner, « The paradox of social democracy. The american case » dans Mike Davis, Fred Pfeil et Michael Sprinker, *The Year Left. An American Socialist Yearbook*, vol. 1, New York, Verso, 1985, p. 36-39.

la base militante. Les organisations sociales-démocrates ne peuvent en fait éviter ce dilemme qu'en comptant sur le maintien indéfini des forts taux de croissance qui ont caractérisé l'expansion d'après-guerre, mais le ralentissement drastique de la croissance économique et le passage des stagnations cycliques à la stagnation séculaire sapent durablement cette possibilité, menant ainsi à une aggravation des tensions politiques entre la reproduction sociale keynésienne et les mobilisations extra-parlementaires.

En définitive, la double impasse évoquée par Brenner semble bien être due à la division de plus en plus marquée, au sein des forces de gauche, entre d'un côté des formations partisans qui promeuvent un nouveau contrat social sans disposer des assises politiques et institutionnelles qui leur permettraient de mettre en œuvre leur programme, et de l'autre côté une augmentation du nombre d'événements protestataires qui peinent à avoir un impact durable ou à transformer les rapports de pouvoir en leur faveur. Les débats sur la relance de la gauche doivent sans doute prendre en compte cette division croissante et réfléchir activement aux manières d'y remédier.

De cette analyse émergent plusieurs questions: sur quelles bases une interaction plus féconde entre la reproduction sociale et l'interruption pourrait-elle se développer dans les organisations progressistes contemporaines? Quels objectifs la gauche devrait-elle se fixer, au-delà de la défense des acquis associés au modèle social-démocrate?

Pour aller plus loin

Sans apporter des solutions définitives, nous proposons ici quelques pistes de réflexion sur les voies possibles de développement de la gauche.

- Une priorité, aujourd'hui comme hier, est d'encourager la multiplication des luttes sur les lieux de travail et dans les quartiers, puisque ces luttes permettent aux individus de lier leurs problèmes personnels à des dynamiques sociales plus larges et d'aspirer à des solutions collectives, tout en encourageant le développement de solidarités durables entre les individus engagés dans la défense de leurs droits et l'obtention de meilleures conditions de travail et de vie. Le développement d'organisations et de programmes politiques sur la base de ces luttes-et dans un dialogue soutenu avec ces mêmes luttes-constitue une autre dimension centrale du travail de la gauche dans les années à venir⁷.
- Identifier les secteurs et les lieux dans lesquels la capacité d'interruption de la gauche est la plus forte à l'heure actuelle mérite également une attention particulière. Sur le terrain des relations de travail, les secteurs de la santé (infirmières et infirmiers,

7 Jane McAlevey, *No shortcuts. Organizing for Power in the New Gilded Age*, New York, Oxford University Press, 2016.

préposé-e-s aux bénéficiaires, ambulanciers et ambulancières, etc.) et de la logistique (transport, entrepôts, etc.) ont été ciblés comme des secteurs qui peuvent perturber significativement le cours habituel des choses, tout en attirant la sympathie du public avec une campagne de mobilisation efficace⁸.

- Si les avancées syndicales dans les entreprises conventionnelles demeurent importantes, le développement d'entreprises fonctionnant sur une base coopérative est un front essentiel à investir, puisque ces dernières ont le potentiel d'offrir une expérience de travail démocratique et pourraient même en venir à soutenir syndicats, partis et mouvements sociaux dans leurs luttes respectives, en servant de base d'accumulation économique alternative qui réduirait la menace que les lock-out, les délocalisations et autres moyens d'interruption à la disposition des capitalistes font peser sur les différentes initiatives de gauche⁹.
- La réflexion sur l'avenir de la gauche ne peut pas se concentrer exclusivement sur les enjeux de redistribution matérielle, mais doit aussi prendre en compte les luttes contre la subordination culturelle, en défendant notamment le droit à la différence. Parvenir à des convergences théoriques et pratiques afin de contrer ces deux formes d'injustice-inégalités socioéconomiques et absence de reconnaissance ou de respect—est un objectif primordial pour la gauche¹⁰.
- Les notions de diversité et de vivre-ensemble ne peuvent être réduites à des catégories mobilisées par les gouvernements suivant les cycles électoraux, mais doivent plutôt s'incarner dans des collaborations concrètes permises par les luttes sur les lieux de travail et de résidence, ainsi que les différentes activités qui contribuent à la reproduction du tissu associatif et communautaire dans un milieu donné. C'est la somme des interactions entre membres de diverses origines et communautés, notamment dans des contextes de mobilisation politique, qui permet le développement d'un *multiculturalisme par le bas*, entendu comme une forme de solidarité élargie qui combine, au niveau des discours et des pratiques, la lutte contre les inégalités de genre, de race et de classe¹¹.
- Les stratégies de la gauche restent majoritairement conditionnées par l'idée d'une croissance économique continue, ce qui apparaît comme une position de moins en moins tenable face aux crises climatique et environnementale en cours. Une réflexion large sur les institutions et les pratiques permettant d'harmoniser la

8 Kim Moody et Charles Post, «The politics of US labour. Paralysis and possibilities», *Socialist Register*, vol. 51, 2014, p.309-311.

9 Richard D. Wolff, *Democracy at Work. A Cure for Capitalism*, Chicago, Haymarket Books, 2012.

10 Nancy Fraser, «From redistribution to recognition? Dilemmas of justice in a "post-socialist" age», *New Left Review*, vol. 1, n° 212, 1995.

11 Himani Bannerji, *The Dark Side of the Nation. Essays on Multiculturalism, Nationalism and Gender*, Toronto, Canadian Scholar's Press, 2000.

reproduction sociale et la décroissance prospère mérite d'être débattue par les mouvements et organisations progressistes. L'occupation des terrains et le blocage des projets d'exploitation et de transport des hydrocarbures resteront sans doute une forme d'interruption importante pour les mobilisations écologistes à venir, les luttes des peuples autochtones ayant beaucoup à nous apprendre sur ces questions¹².

La liste ci-haut n'est pas exhaustive, et ne pourra être développée et approfondie que par un échange constant entre les mobilisations politiques et l'élaboration théorique. Notre article se proposait d'étudier l'évolution récente de la gauche à partir des concepts de reproduction sociale et d'interruption, en espérant que ce premier travail d'analyse sera complété par des propositions, des contre-propositions et des débats stimulants dans les temps à venir.

12 Marie-Josée Béliveau, « Autochtones et environnementalistes: unis contre les sables bitumineux », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 18, 2017.

Les défis des gauches en France

Hendrik Davi

Chercheur français en écologie¹

L'offensive d'ampleur du capital, suivant la stratégie de choc décrite par Naomi Klein², vise à détricoter méthodiquement les acquis sociaux du XX^e siècle. L'objectif est à la fois économique, pour rétablir des taux de profits en baisse, et idéologique, pour affaiblir les capacités de résistance du mouvement ouvrier. Ces politiques, menées tant par la droite que par les partis sociaux-démocrates, ont durablement affaibli les mouvements d'émancipation. Entretemps, le système est pris dans une fuite en avant productiviste et consumériste, qui a des conséquences écologiques de plus en plus désastreuses, desquelles découle un nouveau cycle de luttes. D'autre part, ces crises renforcent les tensions interimpérialistes et multiplient les situations de chaos, favorisant guerres, terrorismes et migrations, qui permettent aux dirigeants de jouer de la corde raciste et de diviser durablement les classes populaires. De ces crises émerge une nouvelle génération de militants associatifs et politiques, féministes, antiracistes, écologistes ou altermondialistes, parfois en opposition, parfois en convergence avec l'ancien mouvement ouvrier.

Les spécificités du mouvement social français

Les grandes luttes de 1936, 1945 et 1968 ont dessiné en France un système social dans lequel les « gisements de communisme » sont multiples comme les services publics, le statut de la fonction publique, le système des retraites ou celui de la sécurité sociale,

1 L'auteur est membre d'Ensemble, mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire, ainsi que de la Confédération générale du travail (CGT). Il fut candidat de France insoumise aux législatives de 2017 à Marseille.

2 Naomi Klein, *La stratégie de choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Toronto, Léméac/Actes Sud, 2008.

ce à quoi s'est ajoutée dans les années 2000 la semaine des 35 heures. Lorsque les classes dominantes ont voulu éradiquer ces acquis, les mobilisations ont été fortes (résistance des étudiants et des étudiantes en 1986, grandes grèves contre la réforme des retraites de 1995, résistance victorieuse contre le contrat « première embauche » en 2006, etc.). Même lorsqu'elles n'ont pas vaincu le gouvernement, les luttes ont ralenti la mise en place du programme libéral. Parallèlement, sur la bataille des idées, le libéralisme a échoué, comme la victoire contre le Traité constitutionnel européen en 2005. Par conséquent, le démantèlement des acquis sociaux a été plus lent en France qu'en Grande-Bretagne ou en Allemagne. Nous vivons l'offensive néolibérale et ses conséquences au ralenti. Aujourd'hui, les classes dirigeantes ont confié à Emmanuel Macron le rôle d'en finir avec une certaine exception française et d'opérer un rattrapage.

Héritage colonial et racisme

Une autre spécificité française réside dans l'existence d'un lourd héritage post-colonial. Ce passé a façonné les migrations successives et l'existence d'une classe ouvrière racisée, longtemps surexploitée, et dont les enfants subissent discrimination, racisme et exclusion sociale. Depuis la guerre d'Algérie, l'idéologie raciste a su se reproduire et l'extrême droite a largement bénéficié de l'unification de son camp opérée par le Front national³. Celle-ci a aussi su profiter du contexte terroriste et de la montée des nouveaux racismes comme l'islamophobie. Le racisme divise durablement les classes populaires et les organisations de gauche peinent à organiser les populations racisées qui sont les plus exploitées et discriminées de la société.

Le risque populiste

Le système présidentieliste qui prévaut en France, avec un parlement presque fantôme, constitue une troisième spécificité française. En réalité, l'élection présidentielle surdétermine les rapports de force. La déstabilisation de l'appareil d'État par d'éventuels mouvements sociaux est très difficile. Ce système cependant est vulnérable, une fois que la perte d'hégémonie des classes dominantes a dépassé un certain seuil. En effet, un candidat populiste populaire peut gagner cette élection sans appareil. Ceci explique la victoire en 2017 d'une forme de populisme du centre (Macron) qui a bénéficié de son opposition à la populiste d'extrême droite (Marine Le Pen). Ce système renforce les dynamiques populistes mondialement à l'œuvre du fait du manque d'hégémonie culturelle du néolibéralisme et constitue un verrou/levier incontournable.

³ Lors des dernières élections présidentielles en 2017, la candidate du Front national Marine Le Pen est arrivée deuxième avec 33,9 % des voix.

Un horizon démocratique, social et écologiste

Dans les dernières années, un cycle de luttes sociales, écologistes et altermondialistes a permis l'émergence d'acteurs associatifs (ATTAC, Alternatiba), de syndicats radicalisés (Solidaires) et de nouveaux partis politiques⁴, lesquels ont façonné un nouvel imaginaire autour de quelques piliers.

- L'objectif est l'émancipation des individus par une lutte contre l'exploitation économique, mais aussi contre toutes les oppressions de genre et de race.
- Cette émancipation à l'ère de l'anthropocène ne peut se faire contre la biosphère. Il faut donc opérer une transition écologique d'ampleur qui articule des changements de comportements individuels et une planification écologique à long terme qui s'oppose radicalement à la logique d'accumulation mortifère du capital.
- Une société socialement et écologiquement plus juste ne peut advenir sans une remise en cause du pouvoir du capitalisme sur nos vies.

Cet horizon écosocialiste est opposé au capitalisme avec une défense des communs et des services publics, mais sans rompre totalement avec l'économie de marché et l'État-providence. La mise en place de ce programme requiert des changements institutionnels avec un pouvoir plus grand pour le parlement, un strict non-cumul des mandats et la révocabilité des élus. C'est ce programme qu'a porté le Front de gauche (FDG) en 2012 et la France insoumise (FI) en 2017. Par ailleurs, cet horizon est partagé à quelques nuances par la gauche du Parti socialiste (Benoît Hamon) jusqu'à Olivier Besancenot (Nouveau Parti anticapitaliste, NPA), mais aussi par des syndicats comme la CGT ou Solidaires, et des associations comme ATTAC. La genèse d'un programme contre-hégémonique est en bonne voie, même s'il y a des points d'achoppement (l'Europe, l'islamophobie, la question de l'accueil des migrants et migrantes, la politique étrangère, etc.).

Tripode stratégique

Il existe aussi une assez grande convergence quant aux moyens stratégiques pour faire advenir cet horizon. D'abord, les luttes sociales, comme les luttes écologistes, sont centrales pour changer le rapport de force. Le principal problème auquel nous devons faire face est que la stratégie de choc du pouvoir consiste à ne jamais céder, ce qui tend depuis 10 ans à décourager les acteurs du front social et politique qui s'opposent à ces attaques multiples.

4 Principalement, le Nouveau Parti anticapitaliste, le Front de gauche et plus récemment, la France insoumise.

Le second tripode stratégique est la construction patiente d'alternatives concrètes et le renforcement de l'auto-organisation des populations. Le mouvement Alternatiba⁵ a joué un rôle important en ce sens en 2015 sur les questions climatiques. L'auto-organisation est aussi mise en avant, tant par les mouvements anarchistes, écologistes, que par le NPA, ou plus récemment par la FI. Néanmoins luttes et pratiques de rechange trouvent leurs limites, car le pouvoir de l'État demeure très fort, tant en termes de répression, qu'en termes de levier pour opérer un changement vers une économie plus sociale et écologique.

Le troisième tripode est la participation aux élections pour obtenir des victoires électorales locales, régionales ou nationales. Le score de Jean-Luc Mélenchon en 2017 est dans ce cadre historique (près de 20%).

Quelle tactique électorale?

Pour obtenir des victoires, la principale difficulté est d'unifier un bloc majoritaire associant la classe ouvrière traditionnelle, les classes populaires discriminées ou exclues du champ social et une partie des classes moyennes en déclin autour de l'horizon écosocialiste. Pendant longtemps, la stratégie du Parti communiste (PCF) a été de s'associer au Parti socialiste (PS). Or, en France comme ailleurs, l'acceptation par le PS de la doxa libérale a conduit cette stratégie à une impasse. L'autre solution a été une stratégie de cartel mise en œuvre par le Front de gauche de 2009 à 2015, ce qui a permis à notre camp de relever la tête. Néanmoins, elle n'a pas su briser un plafond de verre, et notamment elle n'a pas permis de passer devant le PS. De plus, le PCF est resté ambigu quant à sa stratégie.

Pour 2017, Mélenchon a fait le choix de lancer sa candidature et un mouvement (FI) en sortant de la logique du cartel. Ce choix a fini d'achever le PS et a permis à FI de devenir hégémonique à gauche. Mais il est difficile de savoir si cette réussite est due à ce changement de tactique ou aux conditions spécifiques de cette élection. L'année 2018 a été l'occasion d'approfondissements de la tactique de FI – hégémonie idéologique à gauche avec un groupe parlementaire offensif, accent mis sur l'auto-organisation –, mais aussi de rajustements. Un certain substitutisme de la FI vis-à-vis des mouvements sociaux a laissé la place à la construction d'un front social et politique pluriel contre Macron. Plus récemment, le discours de la FI est devenu plus ouvert vis-à-vis des autres forces politiques.

Perspectives et enjeux

Il est d'abord nécessaire d'infliger une défaite sociale à Macron. Il n'y a probablement pas d'autres voies qu'un mouvement d'ensemble radical associant manifestations de

5 <<https://alternatiba.eu/>>.

masse, grèves et occupations de lieux de vie ou de travail. Il faudra alors approfondir l'organisation du front social et politique et voir comment mieux articuler les forces politiques, syndicales et associatives. Ce front devra être capable d'associer les militants et les militantes des quartiers populaires qui luttent contre le racisme.

D'autre part, pour que les perspectives politiques demeurent ouvertes, il est nécessaire que la FI maintienne son hégémonie politique à gauche. Ceci passe par de bons résultats aux prochaines élections municipales et européennes. Pour réussir ces échéances, il est nécessaire de gagner en efficacité et en démocratie interne. En effet, la FI est caractérisée par une grande horizontalité avec des groupes d'appuis locaux et thématiques très autonomes et divers, mais aussi par une forte verticalité concernant quelques questions essentielles dont la gestion est assurée par une équipe d'animation restreinte non élue. Comment rester un mouvement dynamique et large (entre 50 000 et 100 000 sympathisants et sympathisantes) en étant efficace et démocratique ? C'est une question complexe que nous devons affronter en s'inspirant d'expériences existantes (Podemos, Québec solidaire...).

Pour obtenir des victoires électorales, il est nécessaire d'élargir la base sociale. Cela passe évidemment par un travail idéologique inclusif en direction de certaines couches de la population. Mais cela dépend aussi de notre capacité à rompre avec d'anciens codes pour être en mesure de toucher un électorat historiquement de droite sans en renier d'autres. L'équation est difficile et, selon les situations, il est possible qu'il faille adopter plutôt une logique de rassemblement de la gauche ou une orientation plus « populiste » pour fédérer le peuple.

Enfin, la France n'est pas isolée du monde. Toute avancée ici dépend de et a une influence sur ce qui se passe ailleurs. Nous devons ensemble reconstruire rapidement un internationalisme mis à mal par les évolutions en Amérique latine et le déclin du Forum social mondial.

Syndicats et mouvements dans la lutte

Dominique Daigneault¹

Présidente du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN

Les luttes qui ont mené à la mise sur pied des centres de la petite enfance (CPE) constituent un exemple probant de luttes qui ont conduit à de grandes transitions, celles de l'accès des femmes au marché du travail et, aussi, celle de la reconnaissance de la valeur de leur travail. L'histoire de cette lutte illustre les liens tissés entre les femmes, les communautés et les organisations syndicales, et renseigne sur les possibilités de réaliser des changements en profondeur lorsque les forces progressistes font converger leurs efforts. Ce n'est pas un hasard si les services de garde en général, et les CPE en particulier, sont la cible des gouvernements de droite. En diminuant et en privatisant ces services, l'objectif est de les transformer en des marchandises que les « consommateurs » peuvent acheter selon ladite « loi du marché »². C'est la même logique que celle mise en place par les politiques austéritaires et les attaques contre les services publics depuis les années 1990.

Syndicalisme et luttes sociales

Selon Bellemare et Briand, « la rencontre par les syndicats de mouvements autour des questions de genre et d'économie sociale a non seulement permis d'obtenir des avancées considérables tant pour les usagers que les travailleurs et les parents, mais a aussi contribué à la transformation du syndicalisme³ ». Depuis quelques décennies, de nouveaux mouvements sociaux ont connu un essor autour d'enjeux spécifiques et

1 Le texte est une synthèse de l'intervention de l'auteure dans le cadre de la Grande Transition le 18 mai 2018.

2 ASSÉ, *Évolution des services publics au Québec: enjeux et perspectives*, 2014.

3 Guy Bellemare et Louise Briand, « La syndicalisation des services de garde au Québec: à pratiques innovatrices, des concepts nouveaux », *Revue de l'IRE*, vol. 4, n° 75, 2012, p.117.

de revendications allant de pair avec ces enjeux: les luttes « menées par les syndicats doivent désormais intégrer ces questions [...] associées au champ de la vie⁴ ». Par ailleurs, la constitution de nouveaux liens de solidarité dans les coalitions entre syndicats et mouvements sociaux occasionne souvent une série de chocs culturels que l'on doit prendre en compte pour consolider les alliances.

Le temps long de la mobilisation

Dès la fin des années 1960, la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada reconnaît qu'il faut un réseau de garderies au pays. Dès lors, les groupes féministes, les groupes familiaux et les organisations syndicales, principalement par le biais de leurs comités de condition féminine, alimentent les débats, les réflexions et les recherches qui conduisent aux premières expérimentations. Les communautés se regroupent pour échanger à propos du genre de service que l'on doit revendiquer et mettre sur pied. Plusieurs des premières garderies sont créées selon un modèle de cogestion, avec l'implication des parents et des travailleuses, et selon un mode féministe de gestion et d'organisation du travail. Les syndicats s'adaptent à ces réalités que représentent l'économie sociale et les modes de gestion féministe à hiérarchie faible. Tout le monde finit par s'entendre sur la nécessité de créer un réseau universel de services de garde gratuit et financé par l'État. Dans les années 1970 s'amorce le mouvement de syndicalisation des garderies, dans lequel les comités de condition féminine des syndicats se sont montrés très actifs. Les travailleuses, conjointement avec la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et le mouvement des femmes, estiment que « la syndicalisation du secteur peut constituer un outil supplémentaire pour consolider le réseau et améliorer les conditions de travail⁵ ».

À l'époque, une des principales revendications est de mettre en place une table provinciale de négociation avec l'État qui permettrait une seule négociation nationale. On vise aussi à ce que les subventions soient octroyées directement aux garderies, plutôt que de les traduire en aide directe aux parents. La mobilisation prend plusieurs formes: campagnes de sensibilisation, publication de mémoires, manifestations, occupations de bureaux de ministres et journées de grève nationale, où on assiste à la mobilisation non seulement des travailleuses mais aussi des directrices, des parents et de leurs enfants. Ces mobilisations permettent d'obtenir un financement pour les services de garde, un premier pas vers une reconnaissance collective, mais ce financement est insuffisant pour assurer la survie des garderies.

Dans les années 1980, d'autres débats surgissent. Les garderies doivent-elles faire leurs luttes à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur du Front commun du secteur public?

4 *Ibid.*

5 *Ibid.*, p.121.

Pour le Regroupement des garderies du Québec, la réponse est négative, par crainte de perdre la cogestion de l'organisation par les parents et les travailleuses. Les centrales syndicales, quant à elles, ne sont pas unanimes, en particulier sur le secteur auquel doivent être rattachées les travailleuses des garderies. La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) soutient qu'elles doivent faire partie du secteur de l'éducation, alors qu'à la CSN, elles font partie du vaste secteur des affaires sociales. Également, les syndicats CSN ne souhaitent pas modifier le rôle des parents et des travailleuses dans l'organisation du travail, tout en soutenant qu'être membres du Front commun permettrait d'augmenter le rapport de force face à l'État. Comme les résultats des négociations du Front commun sont peu fructueux, à partir de 1988, les travailleuses des garderies ne souhaitent plus en faire partie.

Une lutte par et pour les femmes

Dans les années 1990, les revendications portées par ces grandes coalitions se poursuivent, cette fois-ci, au travers d'une vaste campagne de sensibilisation sur la non-reconnaissance du travail en garderie. Les syndicats font la bataille de la sous-évaluation systématique du travail des femmes, donnant comme exemple qu'une éducatrice en garderie gagne deux fois moins qu'un gardien de zoo chargé de s'occuper des animaux!

À cette époque, je travaille au Centre des femmes de Verdun. Cette lutte marque profondément nos interventions auprès des femmes qui fréquentent le centre, dont la très grande majorité sont travailleuses au foyer. Le thème de la lutte des travailleuses de garderie nous permet d'aborder divers enjeux féministes: le travail des femmes dans la sphère privée et dans la sphère publique, les obstacles au travail des femmes dans la sphère publique, dont la solution passe, entre autres, par des services de garde de qualité auxquels elles peuvent confier leurs enfants en toute confiance. Il est également important de reconnaître pleinement le travail des femmes, qui n'est pas que le simple prolongement de leur rôle naturel. Cette parenthèse illustre comment, outre le choc des valeurs évoqué plus haut, les échanges, voire l'interpénétration des solidarités dans un contexte de coalition, favorisent la découverte des intérêts communs et la construction de liens qui sont essentiels pour la réalisation de changements sociaux en profondeur.

Avancées et reculs

En 1997, le gouvernement du Parti québécois établit un programme de prise en charge étatique des services de garde – qui prennent le nom de centres de la petite enfance (CPE) – dont la responsabilité est confiée au nouveau ministère de l'Enfance et de la Famille. Le gouvernement établit un tarif unique de cinq dollars (\$) par enfant par jour, ainsi qu'un moratoire de cinq ans sur la création de nouvelles garderies à but

commercial. Il maintient également la reconnaissance de la participation des parents à l'organisation et au fonctionnement des services de garde. En 1999, les travailleuses obtiennent enfin des augmentations salariales de 35 % sur quatre ans pour tout le personnel, syndiqué ou non, et une augmentation de la rétribution des responsables en services de garde en milieu familial. Toutes ces années de luttes portent enfin fruit!

Le Parti libéral, de retour au gouvernement en 2003 avec Jean Charest comme premier ministre, veut tout jeter par terre. Mais une forte mobilisation populaire et syndicale freine le massacre annoncé. Néanmoins, le gouvernement réussit à imposer une hausse des frais de garde de 5 \$ à 7 \$. En 2004, le gouvernement Charest passe à nouveau à l'offensive et adopte une loi retirant aux travailleuses des services de garde en milieu familial le droit de se syndiquer, une attaque frontale à la liberté d'association de ces femmes, leur intimant de rester isolées et silencieuses dans leur maison! La CSN et la CSQ déposent des plaintes devant les tribunaux et le Bureau international du travail qui rejettent cette politique ignoble. Avec le rétablissement du droit de se syndiquer, les éducatrices syndiquées en milieu familial obtiennent une première entente collective prévoyant une hausse de 44 % des allocations de base, ainsi que d'autres gains, dont des modalités de formation continue, un accès à un régime de retraite et aux assurances collectives et des libérations syndicales.

La lutte continue!

Dans le cadre des négociations amorcées en 2015, l'Association patronale nationale des CPE refuse d'entériner l'entente nationale et tente de mettre fin à certains éléments fondateurs évoqués précédemment. Le rêve des patrons est d'obtenir des reculs sur le rôle décisionnel de l'équipe, le retrait des travailleuses de la vie démocratique et de l'organisation du travail, des reculs sur les horaires de travail, la liste de rappel et l'application de l'ancienneté, la transparence des états financiers et les droits acquis. D'une certaine manière, les demandes patronales visent une sorte de privatisation « endogène » des CPE.

Fidèles à leur tradition de lutte, partout au Québec, les syndiquées engagent la bataille. Le 17 mai, les travailleuses du Syndicat des travailleuses des CPE-CSN de Montréal et de Laval adoptent un mandat de grève générale illimitée à 91 %, afin de préserver des gains historiques quant aux principes de gestion participative propres à l'économie sociale et faisant partie intégrante de l'âme du réseau. Le 20 juin, après huit jours de grève générale, les travailleuses du syndicat ont obtenu victoire. Non seulement elles ont réussi à obtenir la plupart des éléments compris dans l'entente de principe nationale, mais elles ont arraché quelques gains supplémentaires. Ces femmes ont fait la grève pour des valeurs et des principes auxquels elles tenaient, pour préserver ce qui anime les CPE, honorant ainsi les luttes de celles qui les ont précédées.

Élargir les alliances et les luttes

Les CPE sont attaqués sur beaucoup d'autres fronts, qui dépassent largement le cadre de la négociation de la convention collective. Le gouvernement libéral de Philippe Couillard s'est aussi attaqué au modèle pour lequel les femmes du Québec se sont battues, sur plusieurs décennies, en favorisant les garderies commerciales, sans honte et à visière levée, malgré le fait que le réseau québécois des services de garde à but non lucratif ait fait ses preuves et qu'il soit envié partout au Canada et à travers le monde. Il est établi, notamment par une enquête de l'Institut de la statistique du Québec, que les services dans les CPE sont d'une bien meilleure qualité que dans les garderies commerciales, principalement parce qu'on y retrouve un véritable programme éducatif. Sous les gouvernements du Parti libéral, tout a été pensé pour miner les CPE : compressions, nouvelles mesures fiscales, attribution de permis favorisant d'abord et avant tout la création de places dans les services de garde privés, etc. Ainsi, de 2003 à 2014, le taux de croissance du nombre de places est de 22 % pour les services de garde en milieu familial, de 37 % pour les CPE et de 76 % pour les garderies privées. La lutte pour la préservation du réseau éducatif des services de garde s'est donc inscrite dans le cadre plus large de la lutte à l'austérité amorcée en 2014-2015.

La lutte à l'austérité est un autre exemple de la nécessité d'unir les forces des mouvements sociaux pour la construction d'un monde meilleur. Les diverses coalitions regroupant les organisations progressistes, telles que la Coalition Main rouge et le collectif Refusons l'austérité, se sont entendues sur un cadre flexible d'élargissement des solidarités. Au Conseil central du Montréal métropolitain-CSN, en plus de multiplier les actions sur le terrain et d'être actifs au sein des diverses coalitions, nous avons profité de la tenue de nos assemblées générales mensuelles pour faciliter la compréhension des luttes des uns et des autres. Et ceci, tant au niveau des syndicats locaux qui œuvrent dans toutes les sphères des services publics, qu'au niveau des organismes communautaires et des coalitions citoyennes, comme *J'appuie mon école publique*, notamment en les invitant à faire des présentations. Ensemble, au fil de nos actions, nous démontrons que les raisons invoquées par le gouvernement pour justifier ses politiques austéritaires ne tiennent pas. De l'argent pour les services publics et les programmes sociaux, il y en a ! Encore faut-il avoir la volonté politique d'aller le chercher là où il est, dans les poches des plus riches, dans les paradis fiscaux, en mettant fin aux partenariats public-privé (PPP), etc.⁶

Au printemps 2015, la mobilisation s'est poursuivie, notamment le premier mai, Journée internationale des travailleurs et des travailleuses. Nos actions ciblaient le

6 Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Coalition Main rouge), *10 milliards \$ de solutions. Nous avons les moyens de faire autrement*, 2015.

gouvernement et ses ministres bien sûr, mais aussi les milieux d'affaires que nous avons paralysés en occupant le Centre de commerce mondial de Montréal, Québecor et plusieurs banques. Des groupes communautaires et des syndicats de professeur-e-s de cégep ont fait grève cette journée-là, même illégalement, pour dénoncer l'austérité.

Conjuguer détermination et persévérance

Ces mobilisations constantes connaissent quelques succès, mais force est de constater qu'il y a présentement un certain essoufflement tant dans les organisations syndicales que dans les mouvements étudiant et communautaire. Il est difficile de maintenir un tel rythme de mobilisation tout en étant confrontés quotidiennement aux conséquences de l'austérité comme les surcharges de travail et la déstabilisation des milieux de travail liée aux réorganisations autoritaires. S'il y a une chose que ma vie militante m'a apprise, c'est que nos luttes ne sont et ne seront jamais terminées. Il faut aussi, parfois, savoir se replier pour éventuellement mieux rebondir. L'autre chose que j'ai aussi apprise, c'est la nécessité d'être solidaires, envers et contre tout. Comme le disait Marcel Pepin, un ancien président de la CSN, «il ne suffit pas d'avoir raison, encore faut-il avoir la force d'avoir raison». Et être solidaires, c'est la seule façon de construire le rapport de force nécessaire pour vaincre!



Reconstruire un rapport de force

Nancy Bédard

Présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ)

Le capitalisme repose en grande partie sur l'exploitation de la force de travail. Et le système de santé n'échappe pas à cette logique. On exploite, d'une part, le travail rémunéré réalisé par les travailleuses et les travailleurs au quotidien auprès des patientes et des patients. Et on ne reconnaît pas, d'autre part, le travail de la sphère domestique, ce travail invisible, non rémunéré, qui incombe, encore en 2018, majoritairement aux femmes. Cette double exploitation que subissent les femmes, sur laquelle comptent notre système et nos dirigeants politiques pour continuer d'accumuler du capital, est venue à bout des professionnelles en soin.

Les professionnelles de la santé sont à bout

Percevoir la main-d'œuvre du secteur de la santé comme des pions déplaçables, remplaçables et jetables après usage, en appliquant une pensée froidement comptable, au détriment de la santé des travailleuses et de la qualité des soins, relève d'une pensée proprement capitaliste.

Actuellement, il y a 4610 professionnelles de la santé membres de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) qui sont en arrêt de travail, en assurance salaire, sans compter celles qui sont sous le régime de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST). Ce nombre équivaut au nombre total de médecins sur l'île de Montréal! Devant cette crise, les professionnelles de la santé ont pris la parole. Habituees à nous taire, à demeurer « professionnelles » en toute circonstance, nous n'avons pas développé ce réflexe de dénonciation, qu'on considérerait comme quelque chose de négatif. En réalité, nous avons compris que la dénonciation, c'est le refus de se plier aveuglément à la volonté de certains gestionnaires.

Prendre la parole

Inspirées par ces idées, nous prôtons depuis plusieurs années la démarche d'*advocacy*. C'est le fait de nous porter à la défense des patientes et des patients, c'est faire confiance à notre jugement professionnel pour dénoncer des situations qui nous apparaissent insensées. Cela a donné lieu dans nos rangs à un changement de mentalité. Ces dénonciations sont présentées dans le « Livre noir de la sécurité des soins¹ ». C'est dans ce contexte qu'en janvier 2018, nous nous sommes levées, encouragées par l'impact du message Facebook d'une jeune infirmière de la région de L'Estrie, Émilie Ricard, qui relatait avec indignation et tristesse ses conditions de travail de nuit dans un centre d'hébergement de soins de longue durée (CHSLD), qui la contraignent à ne pas offrir à ses patients des soins sécuritaires et de qualité. Ce message a été relayé 50 000 fois, ce qui a eu l'effet d'une véritable bombe pour le gouvernement et l'opinion publique.

Mouvements et syndicats

Des groupes sociaux autonomes sont issus de ce cri du cœur, comme Infirmières en mouvement², un groupe public Facebook. Même si ces groupes sociaux critiquent parfois les syndicats, ce qui n'est pas toujours facile à prendre, critiquer pour mieux reconstruire est leur caractéristique. Nous considérons que notre rôle comme syndicat dans la fonction publique est d'éveiller la flamme militante, amener nos membres à s'affranchir de leur obéissance professionnelle à tout prix et à prendre la parole. Une fois que nous leur donnons des outils pour militer, il faut s'attendre à ce qu'elles les utilisent. Souvent, aux côtés de leur syndicat, parfois dans des groupes sociaux autonomes. Tout cela a permis à la FIQ d'établir un rapport de force qui n'aurait jamais été possible sans cette mobilisation des membres.

Le capitalisme n'est pas une fatalité

Penser un système de santé postcapitaliste n'est pas une utopie. Certes, on ne peut nier que nous évoluons dans un système sclérosé, difficile à changer, qui s'impose comme le seul système possible, une fatalité avec laquelle il faut composer. Pendant des décennies, les prétendants au pouvoir, tous horizons confondus, ont partagé cette vision qu'il n'y a aucune alternative au modèle néolibéral. « *There is no alternative* », disait Margaret Thatcher. Mais aujourd'hui, surtout depuis la crise économique de 2007-2008 et suivantes, le modèle est remis en question. Des partis et des candidats ouvertement socialistes obtiennent des succès intéressants, ce qui était impensable il y a 10 ans, comme on l'a vu avec Bernie Sanders aux États-Unis et Jeremy Corbyn en Angleterre. Ici au Québec, nous avons vécu en 2012 l'un des plus

1 FIQ, *On a notre quota. À bout de souffle. À bout de nerfs. Besoins de ratios sécuritaires*, 2017.

2 <<https://www.facebook.com/groups/127401101407980/>>.

importants mouvements de contestation d'un modèle qui priorise la rentabilité et le profit au détriment de l'humanisme et de l'égalité. Chaque jour, je constate que les professionnelles en soins ont compris. Elles ont retenu que l'action collective peut faire changer les choses et que c'est en fait le seul moyen de bousculer l'ordre établi.



La grève, outil incontournable des travailleurs et des travailleuses

En conversation avec Jane McAlevey¹

Chercheuse et organisatrice syndicale aux États-Unis

Au printemps 2018, des milliers d'enseignantes et d'enseignants américains ont cessé le travail dans des régions où il n'y avait pas de grande tradition syndicale, en Oklahoma, en Virginie-Occidentale, au Kentucky, au Colorado et en Arizona. Partout, le soutien populaire à la grève était stupéfiant: plus de 72%, selon divers sondages. La société américaine en entier a été secouée par cette résistance inattendue. Dans un contexte où le mouvement syndical étatsunien est très faible, cette confrontation a beaucoup surpris. Comment cela s'est-il passé? Quelles sont les leçons?

Une bonne ancienne-nouvelle tactique: la grève!

La grande leçon de l'Oklahoma et de la Virginie-Occidentale est que les travailleurs et les travailleuses, leurs familles et leurs communautés ont pu, grâce à ces grèves, gagner plus en moins de temps que toute autre lutte comparable dans la période récente. Ainsi, en Oklahoma, chaque enseignante et enseignant a obtenu 600 dollars de plus sur sa paye, dans un État qui n'a pas augmenté les taxes depuis 1990. Et la raison pour laquelle ils ont gagné est qu'ils ont retiré leur force de travail et créé une crise.

1 Extraits sélectionnés par Pierre Beaudet d'une conversation avec Jane McAlevey, « A strategy to win », publiée dans *Jacobin* le 18 avril 2018 (www.jacobinmag.com/2018/04/teachers-strikes-rank-and-file-union-socialists) et fragments de la présentation de Jane lors de la conférence internationale *La Grande Transition*, tenue les 17-20 mai 2018. Merci à John Bradley pour la traduction.

S'organiser sur les milieux de travail

L'organisation sur les lieux de travail est structurante, c'est-à-dire que les gens y sont en relation directe les uns avec les autres. C'est un modèle différent de celui des organisations militantes qui fonctionnent sur un mode autosélectionné. Celles-ci sont très importantes: groupes environnementaux, groupes concentrés sur une lutte ou une cause, manifestations féminines, *Occupy Wall Street*, etc. Elles s'autosélectionnent à partir de gens qui sont d'accord entre eux. En comparaison, l'organisation sur les lieux de travail a l'avantage de mobiliser la majorité, pas seulement les personnes convaincues. Or, pour développer un rapport de force, il faut une masse critique.

Pour une lutte prolongée

Réussir une grève exige de bien se préparer, effectuer ce que j'appelle des tests de structure. Ce que nous testons, c'est le niveau d'organisation et de mobilisation des travailleurs. On fait d'abord des enquêtes. Combien de travailleurs vont signer une pétition pour demander un meilleur financement pour les écoles? Combien vont contribuer au fonds de grève? Lors des assemblées, on prend des votes de grève, et pas seulement une fois. Et sur cette base, on décide si on peut aller de l'avant. Habituellement, il faut au moins 90% des travailleurs disposés à faire la grève. À Chicago, en 2012, 100% des enseignants et des enseignantes étaient en grève. Les organisateurs ont préparé le terrain en tenant des sessions d'information sur les lieux de travail, avec les parents, les étudiants et les étudiantes. Ils ont testé leur structure avant de décider de sortir.

Calculer les risques

Se préparer à une véritable grève exige d'envisager de perdre son salaire. Cela annonce également des problèmes juridiques, puisqu'en général les grèves sont illégales aux États-Unis. En Virginie, les syndicats ont organisé des votes de grève, école par école. Tous les enseignants et membres du personnel, qu'ils fassent partie ou non de l'un des trois syndicats, ont participé au vote. C'est en fait la grève des chauffeurs d'autobus qui a le plus influencé la décision des directions de fermer les écoles. Les organisateurs ont décidé de faire la grève seulement après avoir obtenu la certitude que les gens étaient prêts.

L'importance des structures syndicales et des militants et militantes

Les syndicats étatsuniens ont été affaiblis par des années de défaite. Néanmoins, dans les grèves récentes en Virginie-Occidentale, le rôle de certains leaders présidents élus des syndicats locaux fut déterminant. Ceux-ci, même s'ils travaillaient

à temps plein, pouvaient s'appuyer sur la structure syndicale locale pour organiser la grève. Ils ont pu aussi venir à bout des hésitations initiales des responsables syndicaux au niveau national. En revanche, les militants de gauche d'Oklahoma n'avaient pratiquement aucune base dans les syndicats; ce fut difficile de mettre sur pied un réseau militant pour organiser la grève. À Chicago, le rôle des militants de gauche a été important pour reconstruire le syndicat, de même qu'en Virginie-Occidentale, où Bernie Sanders a remporté tous les comtés, grâce notamment à l'implication des jeunes des Democratic Socialists of America.

Quand la base est mobilisée, le rôle des militants et militantes de gauche reste important mais diminue. Pour transformer le mouvement syndical américain, il faut donc que les militants ainsi que les travailleurs de la base s'impliquent dans les syndicats.

Les leaders «internes» ou «organiques»

Ce qui change tout dans la lutte syndicale, c'est le - ou la - leader organique, en quelque sorte le leader informel. Il est sur le terrain. Il se définit comme travailleur parce que c'est sa réalité. Il comprend ce qui se passe, même si, durant certaines périodes, il est inactif. Ce leader organique n'est pas nécessairement celui qui vient aux réunions, celui qui parle beaucoup. Il se peut qu'il soit élu, mais c'est parce que les travailleurs le reconnaissent comme un leader sur le terrain, pas nécessairement parce qu'il est appuyé par la direction. Dans les milieux de travail, tout le monde sait qui sont ces leaders «naturels». Les mobiliser, les aider à trouver des outils pour renforcer l'organisation, c'est ce qu'on peut faire de mieux à gauche.

Des négociations ouvertes

Chaque travailleur ou travailleuse doit négocier au moins une fois dans sa vie. On doit permettre à tous et à toutes d'assister aux négociations. Si celles-ci sont ouvertes, cela conduit à ce que 90 à 100 % des travailleurs comprennent les enjeux et deviennent plus déterminés, y compris jusqu'à faire grève.

Les prochaines étapes

En 2012, en Californie, un mouvement a exigé une hausse des impôts pour les ultra-riches. Les démocrates ont ralenti le mouvement, mais finalement une légère augmentation des impôts a permis d'injecter des fonds dans les écoles publiques, les services de santé et les infrastructures. L'interaction avec la politique électorale est un élément de notre répertoire de lutte, mais un élément seulement. Les élections ne sont qu'une pièce du *puzzle*, et, en réalité, les grèves constituent une pièce encore plus importante. Pour le moment, on parle d'un renouveau de mobilisation. Les travailleurs

et travailleuses reconstruisent des syndicats par la lutte. C'est à nous de trouver comment continuer à construire des mouvements puissants. Les grèves gagnées donnent aux travailleurs la confiance en leur pouvoir pour que des changements politiques se produisent.



Syndicalisme, pouvoir ouvrier et économie¹

Shannon Ikebe

Doctorant en sociologie à l'Université de Californie à Berkeley

Dans cet article, j'examine l'évolution du Plan Meidner-Hedborg (PMH) en Suède dans les années 1970, en ce qu'il illustre une tentative de transition du capitalisme avancé au socialisme, ainsi que ses implications pour la politique du contrôle ouvrier et de la démocratie économique. Le plan, élaboré par Rudolf Meidner et Anna Hedborg – les deux économistes de la puissante fédération syndicale social-démocrate suédoise *Landsorganisationen* (LO) –, envisageait une transition progressive et à long terme vers le contrôle des travailleurs et des travailleuses sur l'ensemble des actions des plus grandes entreprises par l'entremise d'un fonds appartenant aux syndicats. Le plan Meidner-Hedborg est significatif en tant qu'exemple de la voie social-démocrate vers le socialisme, mais sa trajectoire démontre aussi un caractère particulier de la politique de formation collective de capital dans une société capitaliste avancée, ce qui en fait une leçon importante pour le monde contemporain et les tentatives de transition à venir.

L'unicité du Plan Meidner-Hedborg

Depuis que le *Manifeste du Parti communiste*² a appelé à l'abolition de la « propriété privée bourgeoise moderne », l'objectif fondamental du projet socialiste a été de socialiser les moyens de production. Cependant, depuis le milieu du XX^e siècle, dans les sociétés capitalistes avancées, ce programme a été largement écarté, sauf par

1 Traduction de l'anglais par Emanuel Guay.

2 Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti communiste*, 1848, <http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/manifeste_communiste/Manifeste_communiste.pdf>.

des forces politiques marginales. Les *löntagarfonder* (fonds de salarié-e-s) en Suède constituent une véritable exception à cette règle³. Le PMH se proposait de transférer progressivement et cumulativement les actions d'une entreprise donnée à un fonds détenu par les travailleurs et les travailleuses qui auraient ainsi exercé un contrôle croissant sur les moyens de production. Le plan visait à atteindre cet objectif en obligeant la plupart des entreprises du pays (sauf celles comptant moins de 50 ou 100 employé-e-s) à transférer chaque année une certaine partie des bénéfices à un fonds de salarié-e-s, contrôlé par les travailleurs et les travailleuses sous la forme d'actions. Au taux de transfert de 20% recommandé par le rapport, les travailleurs et les travailleuses pourraient détenir un contrôle majoritaire au bout de 20 à 35 ans, selon le niveau des bénéfices pendant la période de transfert. Le plan était clair quant à son ambition transformatrice et socialiste: à la différence de la structure capitaliste de propriété qui prédomine aujourd'hui, les fonds de salarié-e-s seraient «des institutions administrées démocratiquement, dépourvues de profit privé et d'aspiration au pouvoir⁴».

Le plan Meidner-Hedborg a attiré l'attention publique dès sa sortie en août 1975. «Révolution en Suède», pouvait-on lire à la une du *Dagens Nyheter*, le journal libéral, tandis que le journal de la LO proclamait «Maintenant nous prenons la relève!». À l'automne 1975, la LO a organisé une campagne d'éducation de masse à travers le pays, avec 18 000 militants et militantes des syndicats participant à des groupes d'étude qui les ont menés à appuyer massivement le plan. L'enthousiasme de la base a incité le président de la LO, Gunnar Nilsson, à déclarer publiquement son soutien au PMH au début de l'année 1976. Lors du congrès de la LO en juin 1976, le plan a été entériné avec un appui écrasant et les délégué-e-s ont chanté l'Internationale. Mais le plan ne s'est finalement pas réalisé.

Les raisons de l'échec

Tant dans les milieux universitaires que populaires, l'échec des fonds de salarié-e-s à démocratiser radicalement l'économie suédoise est généralement attribué à l'opposition des capitalistes. Mark Blyth⁵ analyse la défaite du fonds comme un moment marquant dans la transition vers le néolibéralisme, en Suède et ailleurs, et estime que les actions politiques coordonnées des associations d'employeurs et de leurs *think-tanks* néolibéraux ont été déterminantes pour saper les fonds de salarié-e-s,

3 Le terme «Plan Meidner-Hedborg» désigne le fonds de salarié-e-s proposé en 1975-1976, qui contenait un mécanisme permettant au fonds de détenir la majorité des actions de la plupart des entreprises suédoises à moyen terme.

4 Rudolf Meidner, *Employee Investment Funds. An Approach to Collective Capital Formation*, Londres, Allen et Unwin, 1978, p. 111.

5 Mark Blyth, *Great Transformations. Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 209.

et les institutions de la social-démocratie d'après-guerre plus généralement. Jonas Pontusson souligne également que l'opposition des entreprises a été la cause principale de l'échec, même s'il considère que les décisions prises par les syndicats ont aussi joué un rôle. Ainsi, ce serait d'abord la «nature radicale du Plan Meidner [qui] a mobilisé le monde des affaires», dont la campagne contre les fonds a ensuite influencé d'autres acteurs, notamment les dirigeants du Parti social-démocrate (SAP) et le syndicat des cols blancs, qui n'ont pas soutenu le PMH⁶.

Erik Olin Wright évoque également la «réaction hostile massive de la classe capitaliste suédoise, qui a lancé une campagne réussie pour discréditer [le fonds de salarié-e-s]» comme principal obstacle à cette voie vers les utopies réelles⁷. Cette interprétation est également courante dans les articles de *Jacobin*, une publication socialiste importante dans le monde anglophone. Peter Gowan et Mio Tastas Viktorsson soutiennent ainsi que «le plan Meidner a échoué. Mais il est crucial que nous nous rappelions que c'était un échec *politique* plutôt qu'un échec économique. La LO s'est attaquée de front aux employeurs et elle a perdu⁸». Plusieurs autres rédacteurs de *Jacobin* attribuent l'échec du PMH à la capacité des capitalistes à désinvestir face aux menaces pesant sur leur pouvoir de classe⁹, le PMH devenant alors le cas par excellence d'une réforme socialiste allée trop loin, jusqu'à se précipiter dans le mur implacable de la contre-offensive capitaliste.

Ces perspectives sur la trajectoire des fonds de salarié-e-s, aussi intuitives qu'elles puissent paraître du point de vue marxiste, ne correspondent pas à l'évolution historique du plan. Alors que le débat sur les fonds de salarié-e-s a gagné en intensité jusqu'à leur adoption en 1983, la version radicale et transformatrice des fonds a pratiquement disparu dès 1978. Il faut souligner d'emblée que la direction du Parti social-démocrate n'a jamais appuyé le PMH. Après que le congrès de la LO eut adopté le Plan Meidner-Hedborg en 1976, les dirigeants de la LO et du Parti social-démocrate ont créé un groupe de travail chargé d'élaborer une version des fonds des salarié-e-s qui serait acceptable pour eux, et qui a été rendue publique en février 1978. Le plan de fonds des salarié-e-s de 1978 avait maintenu le mécanisme de base, qui mènerait finalement à la détention majoritaire des actions par les travailleurs et travailleuses, mais il limitait le champ des entreprises applicables à celles de plus de 500 employé-e-s, excluant ainsi le contrôle ouvrier dans de nombreux secteurs dominés par les petites entreprises (construction, restaurants, etc.). En outre, un nouvel objectif – augmentation de la formation de capital et de l'investissement dans l'économie suédoise – a été ajouté

6 Jonas Pontusson, *The Limits of Social Democracy. Investment Politics in Sweden*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, p.229.

7 Erik Olin Wright, *Envisioning Real Utopias*, New York, Verso, 2010, p.163.

8 Peter Gowan et Mio Tastas Viktorsson, «Revisiting the Meidner Plan», *Jacobin*, 22 août 2017.

9 Michael McCarthy, «A democratic socialism isn't social democracy», *Jacobin*, 7 août 2018.

aux objectifs initiaux de contrôle des investissements par les travailleurs et les travailleuses et de répartition équitable de la propriété. Ce nouvel objectif a mené à une proposition parallèle au PMH visant à financer le fonds par des déductions salariales, ce qui compliquait et diluait encore plus le but initial de transformation sociale.

Bien que les représentants du Parti social-démocrate au sein du groupe de travail – en particulier son futur ministre des Finances néolibéral, Kjell-Olof Feldt – aient réussi à limiter le radicalisme des fonds de salarié-e-s, les dirigeants du parti ont néanmoins refusé de soutenir le plan de 1978, ce qui a profondément déconcerté la base syndicale. La proposition de 1981, rédigée encore une fois par un groupe de travail conjoint LO-SAP sous la supervision plus imposante encore de Feldt, a totalement supprimé le transfert d'actions obligatoire à la base du projet, en finançant plutôt le fonds par une augmentation des cotisations de retraite, ainsi que par le transfert en espèces d'une partie des bénéfices dits « excédentaires » – par opposition à tous les bénéfices, comme auparavant. Les fonds achèteraient ensuite des actions sur le marché libre, en utilisant les liquidités reçues. Ce plan Feldt était principalement axé sur la fourniture de capitaux pour l'industrie et ne comportait aucun mécanisme pour une ultime socialisation des entreprises. Le Plan Feldt représentait ainsi le pire des deux mondes; bien qu'il puisse être attaqué en tant que complot socialiste par la bourgeoisie, il n'offrait aucun des pouvoirs ou des avantages qu'un plan socialiste réel aurait pu offrir aux travailleurs et aux travailleuses. Malgré une forte opposition et la grande impopularité du plan, une variante en a été promulguée par le gouvernement social-démocrate en décembre 1983 et a duré sept ans, sans effets significatifs sur l'économie suédoise.

Au moment où la direction du Parti social-démocrate a atténué la portée du Plan Meidner-Hedborg et refusé d'en appuyer plusieurs versions, la campagne capitaliste intensive contre les fonds avait à peine commencé. L'Association des employeurs suédois (AES) a déclaré son opposition à toute forme de fonds des salarié-e-s à la fin de 1977 seulement et n'a lancé sa campagne de mobilisation qu'au printemps 1978. L'essentiel de cette mobilisation – comme la campagne menée par l'AES contre les fonds lors des élections de 1982, ou encore la tristement célèbre « manifestation du 4 octobre » de 1983 au cours de laquelle 75 000 personnes ont manifesté contre les fonds de salarié-e-s dans les rues de Stockholm – s'est déroulé tandis que les fonds de salarié-e-s étaient devenus inoffensifs pour les relations de production capitalistes, en raison des dynamiques politiques à l'intérieur du parti social-démocrate. Une tendance à amalgamer les différentes propositions appelées « fonds de salarié-e-s », qui avaient des implications politiques distinctes malgré le même nom, a également causé beaucoup de confusion analytique. Mon argument sur l'échec du fonds des salarié-e-s ne s'oppose pas complètement aux théories du pouvoir structurel capitaliste comme entrave à une transition socialiste démocratique. En effet, les capitalistes suédois

ont lancé une contre-campagne même contre les types de fonds des salarié-e-s qui menaçaient à peine leur pouvoir de classe, et si le Plan de Meidner-Hedborg avait été appuyé par tout le mouvement ouvrier, les capitalistes auraient sûrement lancé une offensive politique encore plus importante. Cependant, il est significatif que le PMH ait d'abord échoué à cause des dynamiques internes au principal parti de centre gauche suédois. L'intransigeance de ses dirigeants n'est toutefois pas surprenante à la lumière du «paradoxe de la social-démocratie», une thèse développée par Guay et Drago (dans ce numéro des NCS) dans la foulée de Robert Brenner. Le leadership d'un parti social-démocrate, en particulier si sa stratégie repose sur une collaboration de classe pacifique depuis de nombreuses années, ne soutiendra évidemment pas une transformation aussi radicale sans que des pressions significatives viennent de la base. Ce qui est alors plus important, et plutôt déroutant, c'est l'absence de mobilisations de masse qui auraient contraint les dirigeants à maintenir le cap vers le programme de transition proposé par le PMH.

Centralisation interne et manque de mobilisation

Le mouvement syndical suédois était très bien organisé, mais il était également extrêmement centralisé, et cette centralisation a encouragé à plusieurs égards le manque étonnant de mobilisation pour un plan visant à transformer radicalement les relations de classe en faveur des travailleurs et travailleuses. L'un des paradoxes du PMH est que son émergence n'a pas été provoquée par un important tournant à gauche au sein du mouvement social-démocrate, mais par une combinaison fortuite de deux éléments: d'une part, les conséquences des négociations de haut niveau sur les politiques salariales solidaires¹⁰ et, d'autre part, l'emplacement stratégique d'intellectuels de gauche à l'intérieur de la LO, soit Meidner et Hedborg. La Suède avait bien connu une montée du militantisme syndical ainsi que du radicalisme associé à la Nouvelle Gauche vers la fin des années 1960, ce qui a contribué au climat politique dans lequel le PMH a émergé. Cependant, non seulement cette montée était relativement modeste en comparaison d'autres pays comme l'Italie, la France et la Grande-Bretagne, mais les mouvements radicaux de la base n'exigeaient rien de tel que le Plan Meidner-Hedborg. Cette initiative est donc venue d'en haut, tandis que les travailleurs et les travailleuses ne l'ont soutenue qu'après l'avoir découvert dans des groupes d'étude coordonnés par la direction de la LO. Lorsque la direction du parti s'est traîné les pieds dans ce dossier, le mécontentement de la base a grandi; et quand la direction a rejeté le plan de 1978, une expression généralisée de mécontentement a éclaté; des militants et des militantes de la base ont écrit des résolutions et des articles de journaux pour contester la décision. Cependant, il n'existait pas de véhicule

10 Peter Swenson, *Fair Shares. Unions, Pay, and Politics in Sweden and West Germany*, Ithaca, Cornell University Press, 1989.

institutionnel indépendant pour canaliser le mécontentement de la base face à la direction vers des mobilisations pour le PMH, en raison de la structure hiérarchique des institutions sociales-démocrates en Suède.

Plus largement, la centralisation du mouvement syndical suédois remettait en question le potentiel de démocratisation radicale du PMH lui-même. L'appropriation syndicale des entreprises ne pouvait conduire à un contrôle démocratique des moyens de production par les travailleurs et travailleuses si les syndicats eux-mêmes n'étaient pas démocratiques. Par conséquent, le PMH a suscité peu d'enthousiasme, voire du scepticisme et de l'hostilité, dans des cercles à gauche de la social-démocratie, comme chez les militantes et militants membres ou partisans du Parti de gauche¹¹ ou d'autres formations politiques anticapitalistes, ainsi que chez les groupes dissidents dans la LO. Par exemple, une brochure du Parti de gauche parue en 1975 sur le PMH était intitulée «Luttons pour le socialisme – Pas main dans la main avec Wallenberg¹²». Compte tenu de la prédominance de la social-démocratie dans le mouvement ouvrier suédois, ces forces étaient marginales. Néanmoins, en tant que militantes et militants opposés à la social-démocratie, ils constituaient des pôles alternatifs plausibles autour desquels les forces pro-PMH auraient pu se regrouper. Ceux et celles qui doutaient du leadership social-démocrate étaient également sceptiques quant aux promesses du PMH, tandis que ceux et celles qui croyaient au PMH ne pouvaient pas défier les dirigeants ouvertement et de manière organisée.

Ce problème est lié entre autres à la faiblesse des visées stratégiques à long terme du PMH. Au premier abord, le plan était clair quant à son implication transformatrice et stipulait qu'une grande partie des revenus servirait à éduquer les membres du syndicat à l'économie politique et à élargir la vie culturelle et artistique. Une telle autonomisation par le biais de l'éducation des travailleurs et travailleuses était considérée comme cruciale en tant que «moyen le plus efficace de contrer les tendances bureaucratiques dans les syndicats», le succès des fonds de salarié-e-s reposant sur l'éducation de ceux et celles qui étaient appelés à prendre part à sa gestion¹³. Cependant, non seulement le plan ne prenait pas en compte les tendances bureaucratiques existantes dans les syndicats suédois, mais il n'offrait aucune idée concrète sur les façons dont la société tout entière pourrait être transformée du simple fait du contrôle des travailleurs et travailleuses sur les moyens de production.

Meidner et Hedborg se sont en partie abstenus de proposer des idées concrètes pour les mêmes raisons que Marx a refusé de le faire – il incombait aux travailleurs

11 À l'origine formation eurocommuniste, ce parti marginal est présent dans certains syndicats à Stockholm et dans les villes minières du Nord.

12 Vänsterpartiet Kommunisterna, *Lilla Fakta-serien. Material om löntagarfonder*, Lunds Universitetsbibliotek, 1975, p.8. Les Wallenberg sont la famille industrielle la plus riche de Suède.

13 Meidner, *op. cit.*, p.90.

et aux travailleuses, et non aux élites intellectuelles, de décider de la trajectoire à emprunter. Mais l'histoire ne s'arrête pas là – les limites du plan étaient aussi liées au fait que ce dernier n'était pas proposé dans le cadre d'une radicalisation générale et significative du mouvement ouvrier, mais à partir de discussions obscures sur la formation de capital collectif. Les mouvements féministes et écologiques émergents de l'époque ont permis une réflexion plus large sur le PMH comme pivot potentiel d'un système alternatif de production et de reproduction sociale, mais le plan est tout de même resté dans son ensemble concentré sur la politique du capital. Tant les militantes et les militants pro-PMH à gauche du Parti social-démocrate que les dirigeants de ce dernier se sont accordés pour dire que le débat était devenu trop confus et trop embourbé dans des détails techniques complexes, auxquels peu de gens s'intéressaient et pour lesquels encore moins de gens étaient prêts à se mobiliser.

Les défis du contrôle ouvrier dans le capitalisme avancé

L'évolution des fonds de salarié-e-s en Suède illustre bien les caractéristiques principales d'une politique de propriété collective des travailleurs et travailleuses dans le capitalisme avancé. Il faut d'abord noter que les fonds de salarié-e-s sont un projet politique ambigu : bien qu'ils aient manifestement le potentiel de renforcer le pouvoir ouvrier, même s'ils ne bouleversent pas entièrement les rapports de production capitalistes, ils ont également le potentiel de renforcer le pouvoir du capital en liant les intérêts de la classe ouvrière à ceux du capital. Cette ambiguïté est la raison pour laquelle les différentes versions des fonds de salarié-e-s avaient des implications politiques radicalement différentes, et que la propriété ouvrière dans le capitalisme avancé est elle-même un terrain de lutte.

D'un côté, cette ambiguïté explique pourquoi le PMH était structurellement différent de la plupart des autres exemples de programmes socialistes, qui limiteraient automatiquement la propension à l'investissement de chaque capitaliste en fonction de ses propres objectifs de rentabilité et déclencheraient ainsi la « vallée de la transition¹⁴ ». En effet, les intérêts économiques immédiats du capital et du travail convergent avec les fonds de salarié-e-s – même si les entreprises perdent une partie de leurs bénéfices lors du transfert au fonds, elles conservent encore une part importante des profits. En outre, une plus grande part des actions pour les travailleurs et travailleuses est compatible avec des niveaux d'investissement plus élevés et des restrictions sur la consommation actuelle. Les fonds de salarié-e-s en général, y compris le PMH, rompent le lien entre les intérêts des travailleurs et travailleuses et la consommation d'une part, et entre les intérêts du capital et les investissements d'autre part, ce qui leur offre un avantage structurel en ce qui concerne la viabilité économique à long terme.

14 Adam Przeworski, *Capitalism and Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

Cette convergence des intérêts de classe dans la formation de capital collectif se reflète dans la forte affinité entre les orientations partenariales des syndicats et leur adhésion à divers programmes pour la création de capital appartenant aux travailleurs et travailleuses. Le plan Gleitze en Allemagne¹⁵, qui a été le premier à développer l'idée des fonds de travailleurs grâce à un transfert de bénéfices obligatoire, a été fortement soutenu par l'aile modérée du mouvement syndical allemand, tandis que son aile plus militante, dirigée par IG Metall, s'y est opposée avec véhémence. La tendance est également valable pour plusieurs formes de fonds syndicaux volontaires. Au Québec, le Fonds de solidarité FTQ – le cas le plus important de fonds collectifs contrôlés par des syndicats dans le monde – a été créé en 1983 dans le cadre de la nouvelle approche partenariale de la direction de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), en collaboration avec le Parti québécois et sans guère d'opposition de la part des capitalistes. Ce fonds de solidarité a été intégré dans la logique plus large du capitalisme, et fortement limité par celle-ci¹⁶. Dans la plupart des caisses de retraite, la situation est encore pire que celle du Fonds de solidarité FTQ, puisque le contrôle des syndicats sur les fonds eux-mêmes est presque inexistant¹⁷, tandis que le Régime de pensions du Canada se comporte comme n'importe quel autre capitaliste et a même souvent encouragé la privatisation du secteur public¹⁸.

Une tendance générale à la cooptation des travailleurs et travailleuses et la possibilité d'une voie vers le socialisme sans une profonde «vallée de transition» sont les deux faces d'une même politique du contrôle ouvrier. Dans quelles conditions la classe ouvrière pourrait-elle utiliser la propriété collective des travailleurs et travailleuses dans une direction émancipatrice? Comment, le cas échéant, est-il possible de surmonter les «contradictions inhérentes à l'utilisation des leviers de la finance dans le but d'accroître le pouvoir des travailleurs dans les entreprises», identifiées par Ian Macdonald et Mathieu Dupuis? Une analyse plus approfondie du Fonds de solidarité québécois est nécessaire pour répondre à ces questions. Du point de vue des débats suédois, le caractère volontaire des fonds de solidarité et la contrainte conséquente au profit réduisent sévèrement la portée transformatrice des fonds. Lorsque faire des profits devient un impératif, il apparaît une limite stricte et fondamentale à la portée démocratique des fonds, et le profit est à son tour inévitable si un fonds est basé sur des contributions volontaires, car on ne peut guère attendre des travailleurs et travailleuses qu'ils investissent «leur» argent dans des fonds sans égard à leur rentabilité.

15 Du nom de Bruno Gleitze, économiste en chef de la Confédération des syndicats allemands (DGB).

16 Ian Macdonald et Mathieu Dupuis, «Limites et obligations de l'intervention syndicale dans le domaine de la finance», *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 19, 2018.

17 Robin Blackburn, *Banking on Death. Or Investing in Life. The History and Future of Pensions*, New York, Verso, 2002.

18 Kevin Skerrett, «Pension funds, privatization, and the limits to "Workers Capital"», *Studies in Political Economy*, vol. 99, n° 1, 2018, p.20-41.

Même si un fonds est basé sur un transfert obligatoire, l'attribution d'actions individuelles aux membres créerait également une forte pression structurelle vers la rentabilité. Anna Hedborg et son collègue Per-Olof Edin ont fait remarquer lors des débats en Suède que pour les fonds de salarié-e-s, la rentabilité ne disparaissait pas en tant que préoccupation, mais devenait « simplement une restriction, plutôt qu'un objectif¹⁹ ». Pour tendre vers une société qui produit et se reproduit différemment que sous le capitalisme, un fonds de travailleurs doit au moins disposer d'une certaine liberté face à l'impératif du profit. En Suède, alors que la version radicale du PMH disparaissait, il y eut de plus en plus d'appels à attribuer des parts individuelles du fonds directement aux travailleurs et travailleuses, qu'ils pourraient encaisser après une certaine période. L'expérience suédoise suggère que les travailleurs et travailleuses en viendraient à exiger de telles actions individuelles, sans lesquelles ils ne gagneraient rien concrètement avec des fonds possédés nominalement, mais irrécupérables en pratique, à moins que les fonds obligatoires ne promettent une vision rassembleuse d'accroissement du pouvoir collectif et de transformation sociale.

Conclusion

En septembre 2018, John McDonnell, ministre fantôme du Parti travailliste britannique, déclara que le prochain gouvernement travailliste « légiférerait pour créer un nouveau fonds de travailleurs pour chaque grande entreprise, qui placera une partie des actions de cette société directement dans la propriété collective et le contrôle de la main-d'œuvre²⁰ ». Bien que les détails du « plan McDonnell » ne soient pas encore révélés au moment d'écrire ces lignes, la politique du contrôle ouvrier est de nouveau à l'ordre du jour. Les leçons des débats suédois et de l'expérience québécoise sont cruciales pour envisager une propriété collective des travailleurs et travailleuses et lutter pour un projet émancipateur qui pourrait nous mener vers un avenir post-néolibéral. L'ambiguïté inhérente à un tel projet politique est inévitable, et nous ne pouvons pas nous permettre de simplement l'accepter ou la rejeter en bloc – quel autre choix avons-nous si nous désirons activement le socialisme ? Nous devons donc faire face aux contradictions, tout en construisant un mouvement militant qui puisse s'opposer par le bas au risque de cooptation des fonds de salarié-e-s, tout en contribuant à réaliser leur potentiel démocratique.

19 Anna Hedborg et Per-Olof Edin, *Det nya uppdraget*, Stockholm, Tiden, 1980.

20 *Shadow Chancellor, John McDonnell's Speech*, Trades Union Congress (TUC), Manchester (GB), 2018, <<https://www.tuc.org.uk/speeches/shadow-chancellor-john-mcdonnells-speech-tuc-congress-2018>>.

Les infrastructures de la contestation

Entretien avec David McNally¹

Xavier Lafrance

Professeur en science politique à l'UQAM

X.L. – En quoi la crise économique mondiale de 2008 a-t-elle été déterminante ? Quelles sont ses causes et conséquences ?

D.M. — Il ne s'agit pas d'une récession comme les autres, mais d'une crise systémique. Nous sommes entrés dans une période de profonde instabilité dans le processus d'accumulation du capital qui perdurera pendant plusieurs années, notwithstanding les oscillations tantôt positives, tantôt négatives de certains indicateurs économiques. Lors de la Grande Dépression de 1929 à 1933, il y a eu une chute marquée de l'activité économique, suivie d'une reprise de quatre ans, avant que l'économie ne chute à nouveau. Il est maintenant clair que ces épisodes formèrent un ensemble, une période distincte au cours de laquelle le capitalisme fut incapable de dépasser une série de contradictions. Depuis 2007, le capitalisme est entré dans un moment historique du même type.

X.L. – Quels sont les obstacles qui pourraient mener à une reprise ?

D.M. — Sans aucun doute, la classe des travailleurs et travailleuses subit un assaut d'une grande ampleur. Il suffit d'observer ce qui se passe aux États-Unis où l'organisation du mouvement ouvrier est la plus faible par rapport aux autres pays du Nord.

¹ David McNally est professeur en science politique à l'Université York de Toronto. Il est l'auteur notamment de *Panne globale. Crise, austérité et croissance*, Montréal, Écosociété, 2013. Cet article est basé sur un entretien publié par la revue *Contretemps* : <www.contretemps.eu/reconstruire-infrastructures-contestation/>.

Il y a eu des destructions massives d'emploi, mais aussi une énorme augmentation de la productivité du travail qui s'est traduite en 2009 par une chute du coût unitaire de production d'environ 5 %, ce qui signifie qu'il en coûte environ 5 % moins aux capitalistes pour produire un bien ou un service donné. C'est énorme.

On oublie cependant que le capitalisme ne peut se sortir d'une crise simplement en intensifiant l'exploitation du travail. Cela peut restaurer les profits et mettre fin à la série de faillites d'entreprises liées à la crise, mais pour se sortir d'une crise, le capitalisme a besoin de détruire beaucoup de capital suraccumulé – c'est-à-dire qu'il doit se départir de beaucoup d'usines, de mines, de tours de bureaux, de centres commerciaux, etc. – qui ne peut plus être utilisé de manière profitable.

Au cours de la crise actuelle, une restructuration de ce genre a été limitée à certaines parties des États-Unis. Quelques usines d'automobiles ont fermé, mais, de façon générale, très peu a été fait pour restructurer le capital. En Europe et au Japon, il n'y a pratiquement pas eu de destruction de capital excédentaire. Ni en Chine où, au contraire, des investissements massifs ont encore aggravé le problème. Les grandes restructurations restent donc devant nous : en plus d'une augmentation de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, de nombreuses fermetures d'usines seront nécessaires avant que le système puisse retrouver une croissance économique prolongée et soutenue.

X.L. – Pourquoi les explications de la crise qui identifient la spéculation financière comme LA principale cause sont-elles insatisfaisantes ?

D.M. — Les historiens de la Grande Dépression nous montrent que la production industrielle a commencé à chuter en 1928, avant même l'effondrement boursier de 1929. Il y a eu d'autres chocs financiers, par exemple en 1927, qui n'enclenchèrent pas de grandes récessions, parce que la profitabilité demeurait robuste à ce moment. De façon similaire aujourd'hui, on note que les taux de profit ont plafonné dès 2006 aux États-Unis, de sorte que le système est devenu plus vulnérable à un choc financier. Les indicateurs économiques nous montrent aussi que le ralentissement de l'activité économique est intervenu, dans le secteur manufacturier notamment, avant l'éclatement de la bulle immobilière.

Deuxièmement, l'éclatement de cette bulle immobilière a débuté là où les effets de ce ralentissement de l'activité économique se ressentaient déjà fortement. À Détroit, par exemple, les pertes d'emplois ont eu pour conséquence qu'un nombre croissant de débiteurs de prêts à haut risque (*subprimes*) n'étaient plus en mesure de s'acquitter de leur dette. Ainsi, la hausse du chômage amorcée en 2007 a nourri la hausse des défauts de paiement. Les différents facteurs sont donc interconnectés.

Sur un plan théorique, je trouve insatisfaisante la thèse selon laquelle la « dérégulation » financière est la cause de la crise, car elle présume que ce sont les politiques permettant cette dérégulation qui sont l'élément déterminant dans l'évolution économique au cours de la période néolibérale. Au contraire, la dérégulation a suivi l'internationalisation de la finance, plutôt qu'elle ne l'a précédée. Au moment où la dérégulation s'est vraiment mise en branle, les corporations multinationales s'adonnant à des activités financières dans divers marchés nationaux, juridictions et zones monétaires, misaient déjà sur les avantages que leur procurait la finance extraterritoriale (*off-shore*). La plus grande partie de cette dérégulation a débuté à la toute fin des années 1970 et n'a pris son véritable envol qu'au cours des années 1980. Je pense donc que cette dérégulation est une réaction à la mondialisation du capital manufacturier et financier.

X.L. – Comment expliquer cette imbrication de la croissance et de la tendance à la résurgence d'une crise ? En quoi Marx est-il utile pour comprendre cette relation ?

D.M. — Marx constate que la marchandise a un double caractère. Il s'agit tout à la fois d'une valeur d'usage, qui satisfait un besoin humain, et d'une valeur d'échange, qui peut être échangée contre de l'argent. Le capitalisme implique ce phénomène très contradictoire suivant lequel on ne peut obtenir les valeurs d'usage qui permettent le maintien de la vie humaine que sous la forme de valeurs d'échange. C'est-à-dire qu'on doit accéder au marché pour se les procurer. Il s'agit là du résultat des processus de dépossession associés au capitalisme qui détachent les producteurs des moyens nécessaires pour produire par eux-mêmes ces valeurs d'usage – notamment l'expropriation des paysans de leur terre avec les enclosures qui les privèrent d'accès aux terres communales. Une fois mis en place, ce système contradictoire fait en sorte que la force motrice du mode de production devient la profitabilité et l'accumulation d'argent. La compétition pousse les capitalistes à accumuler de façon systématique, faute de quoi ils sont poussés à la faillite, surpassés par leurs concurrents devenus plus performants. Tous les capitalistes tentent donc de gagner la compétition en puisant dans leurs profits afin de les réinvestir et de les transformer en de nouveaux moyens de production, en se procurant la technologie la plus avancée afin de produire les mêmes biens et services un peu plus rapidement et à des coûts un peu moindres que leurs concurrents. Mais, bien sûr, s'ils et elles font tout cela, et si tout ce qui les intéresse n'est pas la valeur d'usage qui satisfait des besoins humains, mais bien la production pour le profit, on peut alors facilement comprendre qu'après un long cycle d'accumulation, les capitalistes se retrouvent dans une situation où ils ont créé trop d'usines, de mines, de centres commerciaux, etc., dont les produits ne peuvent plus être absorbés par le marché. C'est une situation classique de suraccumulation.

L'autre aspect du problème est la propension à la mécanisation de la production, qui implique une course à la technologie. Celle-ci tend à remplacer les travailleurs et travailleuses par des machines. Je ne veux pas dire que ça implique nécessairement une réduction absolue de la main-d'œuvre – bien que ce soit possible, comme le montre la vague de désindustrialisation au Canada, aux États-Unis et dans certains pays européens au cours des dernières années. Mais, en tout cas, cette main-d'œuvre a tendance à croître moins rapidement que ce que Marx appelle le capital constant – la machinerie, l'équipement de production, les édifices, etc. Comme seul le travail vivant produit de nouveaux profits, ironiquement, à travers cette compétition maniaque pour la saisie de parts de marché, les capitalistes savent ce qui sous-tend la rentabilité. Ceci produit donc une autre tendance qui fait pression à la baisse sur les profits.

En fait, l'analyse de Marx est beaucoup plus complexe que ne laisse croire le résumé que je viens d'en faire. Il identifie toute une variété de contre-tendances qui contribuent à renforcer les taux de profit. Tendances et contre-tendances agissent simultanément et sont interreliées, mais à certains moments, une tendance ou une autre devient dominante. Sur une longue période d'accumulation, il existe des périodes-charnières au cours desquelles la tendance à la réduction relative du travail vivant tend à dominer, ce qui mène à une baisse de rentabilité. En parallèle, la tendance à la suraccumulation fait également pression sur les profits, puisqu'elle force les capitalistes à tenter d'augmenter leurs ventes frénétiquement. Ainsi, quelqu'un voulant acheter une automobile en ce moment est bombardé d'offres et de rabais.

Ces deux tendances – à la suraccumulation et à la baisse relative du travail vivant utilisé dans la production – relèvent les contradictions du capitalisme. L'analyse de Marx est la seule qui permet réellement de saisir le caractère contradictoire inhérent à l'accumulation capitaliste. Elle éclaire des événements tels que la dernière crise davantage que toute autre théorie disponible.

X.L. – Comment expliquer la relation dialectique entre cette tendance à la financiarisation et à l'essor de bulles spéculatives, d'une part, et la tendance à la suraccumulation et à la baisse du taux de profit, d'autre part ?

D.M. — Durant le boom économique de 1982-2007, on a observé une remontée prolongée du taux de profit sur les nouveaux investissements, parallèlement à une profonde restructuration de la production avec le développement et l'usage de nouvelles technologies. Les États-Unis, par exemple, ont perdu 300 000 emplois dans l'industrie de l'acier, alors que cette industrie continue de produire des quantités massives d'acier. On obtient donc une production de biens beaucoup plus élevée relativement à la main-d'œuvre utilisée pour la réaliser. On a eu ensuite un boom d'investissements associé aux nouvelles technologies dans les pays du Nord et un mouvement massif de capitaux vers les régions à bas salaires des pays du Sud. La Chine

a été la destination principale de ces investissements, mais il faut aussi considérer les *maquilladoras* du Mexique, ainsi que les investissements allemands, par exemple, dans l'ancien bloc de l'Est, ou encore les zones franches au Proche et Moyen-Orient. Il s'agit là d'une réorganisation géographique du capitalisme et du développement de nouveaux centres d'accumulation.

Mais un nouveau cycle de suraccumulation peut facilement émerger de ces transformations. Tout le monde se rue dans la même direction : Volkswagen, Ford, General Motors, Toyota, Microsoft, Dell, Samsung, etc. Toutes ces entreprises se dirigent vers la Chine pour construire de nouvelles usines. La plupart du temps, elles font cela sans fermer leurs installations dans leur pays d'origine. Tôt ou tard, on obtient donc une capacité de production excessive. Il s'agit là de la première partie de l'histoire – une suraccumulation de capitaux.

En parallèle, nous assistons aussi à une destruction massive d'emplois liée aux nouvelles technologies et à l'informatisation de la production. C'est la production « juste-à-temps » et la production « *lean* » dont l'objectif est de minimiser le travail nécessaire pour la fabrication d'un produit. Une telle logique d'économie de travail finit par conduire à une pression à la baisse sur les profits. Et les taux de profit aux États-Unis ont en effet atteint un sommet en 2006, avant de chuter. D'où plusieurs conséquences. D'abord, les firmes les moins performantes et profitables sont fragilisées. Deuxièmement, cela les encourage à contracter des dettes afin de demeurer compétitives. Mais dès que les marchés financiers et du crédit font face à une tempête, les banques, qui ont besoin de revenus pour se recapitaliser, refusent de reconduire les crédits. Les entreprises les plus vulnérables sont alors dans l'incapacité de rembourser leurs dettes, entraînant des faillites en cascade. Ce ne sont pas simplement les banques qui ont provoqué la crise actuelle. On doit garder à l'esprit que Chrysler et General Motors étaient en faillite à l'automne 2008 et que ceci était directement lié à la dynamique que je viens de décrire.

Lorsqu'on lit Marx, on voit d'un côté une analyse de la suraccumulation et d'un autre côté une analyse de la tendance à la baisse du taux de profit. Je considère qu'il est impossible de séparer ces éléments. Il s'agit de différentes dimensions d'un même processus, par lequel la croissance économique capitaliste mine elle-même les conditions qui la sous-tendent. Cette richesse de la théorie de Marx permet de saisir des tendances distinctes d'un même processus social global. Et je crois qu'il s'agit toujours de l'approche la plus fertile pour comprendre ce qui s'est passé depuis 2006 et 2007.

X.L. - Comment les luttes contre les politiques d'austérité dans un contexte de crise prolongée peuvent-elles servir à développer des mouvements qui pourraient remettre en question l'organisation capitaliste de l'économie et de la société ?

D.M. — Il faut agir au niveau idéologique et politique où on doit à nouveau rendre crédibles des idées telles que la propriété sociale des moyens de production, le contrôle démocratique de la production exercé par les travailleurs et les travailleuses, le dépassement du marché comme instrument d'organisation économique, etc. Pour la gauche, ceci implique aussi de développer un nouveau vocabulaire et de nouvelles façons d'exprimer les idées anticapitalistes adaptées au contexte politique et culturel au sein duquel nous sommes plongés. Nous ne devons pas simplement assumer que les slogans du passé auront nécessairement un écho au sein de mouvements sociaux offensifs qui pourraient réémerger après trente années de défaites. Prenons l'exemple des plans de sauvetage des banques. La gauche doit arriver à développer un discours qui insiste sur le fait qu'on a utilisé des fonds publics afin de sauver des entreprises privées et que celles-ci devront devenir des institutions publiques qui ne fonctionneront plus suivant un modèle de maximisation des profits, mais qui réaliseront des investissements répondant à l'intérêt public afin, par exemple, de construire les logements sociaux dont nous avons besoin, de développer des sources d'énergie renouvelables et de reconverter les usines d'automobiles afin qu'elles produisent, par exemple, des panneaux solaires.

Il faut ensuite développer des formes institutionnelles à l'aide desquelles la gauche pourra propager ses idées dans une partie plus large de la population. Lors d'une période de défaite, toute une série d'espaces sociaux à travers lesquels la gauche développait et disséminait ses idées est détruite. Il faut donc reconstruire ce que mon ami Alan Sears appelle des « infrastructures de contestation² » : tous ces groupes et réseaux de base tels que les syndicats locaux, les comités de quartiers, etc., où les gens peuvent se rassembler, échanger des idées et développer des stratégies.

Enfin, il faut développer parallèlement une nouvelle culture de résistance. Il s'agit de faire de la politique de la résistance un moment culturel dans la vie des gens. Ceci prendra une forme musicale et impliquera le développement de nouvelles formes d'art public. Toutes les grandes périodes de soulèvement de la gauche ont été accompagnées par de tels développements de théâtres de rue, de productions cinématographiques, de créations musicales, etc.

Il faut aussi réaliser que lorsque des personnes se joignent à de nouveaux mouvements de masse, elles ne cherchent pas nécessairement à acquérir une carte de membre d'un groupe spécifique. Elles pensent plutôt à se joindre à la lutte dans la

2 Alan Sears, *The Next New Left. A History of the Future*, Winnipeg, Fernwood Publishing, 2014.

rue, dans leurs lieux de travail et dans leurs quartiers afin de faire partie de cette expérience, de ce processus excitant leur permettant de reprendre le contrôle de leur vie. C'est ce qui est arrivé par exemple sur la place Tahrir au Caire. Les gens ont pu observer un nouvel ensemble de relations sociales. Ils ont pu développer une conscience de leur propre pouvoir et de leurs capacités, non pas parce qu'on leur dit qu'ils ont ces capacités, mais parce qu'ils les découvrent en en faisant l'expérience.

Pour développer cette nouvelle gauche, il est nécessaire que des groupes de militants et militantes ayant une connaissance des luttes passées puissent la propager. Il ne s'agit pas d'affirmer que ces expériences passées peuvent fournir toutes les réponses à nos questions. Mais leur connaissance nous permet d'imaginer des formes d'organisation de masse que la gauche n'a pas pu développer depuis un long moment. La gauche doit donc réfléchir aux moyens de s'émanciper des marges de la vie politique afin de commencer à jouer un rôle modeste dans les mobilisations de masse. Il faut d'autant plus être prêt à cela que la crise conduit à l'émergence de telles mobilisations un peu partout dans le monde.

Reconnaître l'imbrication des rapports de classe et d'autres formes de rapports d'oppression ne signifie pas que les classes soient une réalité moins importante dans la société contemporaine. Il s'agit simplement de reconnaître qu'il n'existe pas de classe, comprise comme une formation sociale, qui ne soit pas racisée, qui ne soit pas genrée ou qui ne soit pas organisée sur la base d'un système dominant de régulation sexuelle, etc. Il faut donc retourner à cette notion dialectique voulant que tout phénomène soit une unité de divers aspects, comme l'avancait Marx dans l'introduction des *Grundrisse*, et que la classe des travailleurs et des travailleuses ne prenne donc jamais une forme unique. Les travailleurs et les travailleuses sont unis au-delà de leur diversité, mais cette diversité est aussi un élément crucial à considérer. Les expériences spécifiques d'oppression ne se résument pas aux contradictions de classe, mais, heureusement, dans la mesure où nous partageons cette condition de classe, nous avons un espace – le mouvement des travailleurs et des travailleuses – au sein duquel nous pouvons développer une politique partagée de résistance antiraciste, féministe et proqueer. Ce que les travailleurs et les travailleuses ont en commun, c'est leur dépossession et la marchandisation de leur force de travail. C'est en luttant contre cette situation que nous pouvons découvrir notre unité réelle.

La crise des crises

II - La crise des crises

La crise que nous affrontons exige que nous modifiions radicalement nos rapports à la nature, et pas seulement les rapports sociaux de production : capitalisme et socialisme partagent une même foi non questionnée dans le progrès technique et dans un productivisme qui repose cependant sur un assujettissement de la nature et de la vie intrinsèquement capitaliste. Il s'agit de rompre avec une vision court-termiste de l'économie, de repenser les notions d'investissement et de dette en y intégrant la préoccupation de la nature et la solidarité entre les générations.

Catherine Larrère

Philosophe politique et écrivaine

Ex-présidente de la Fondation de l'écologie politique (France)

Libre-échange et néo-néolibéralisme

Claude Vaillancourt

Président d'ATTAC Québec et écrivain

Il n'y a pas si longtemps, tout était au beau fixe dans le domaine du libre-échange. Le discours dominant était à l'effet qu'on devait continuer de s'attaquer aux barrières non tarifaires, c'est-à-dire aux lois et réglementations contraignant les entreprises et que les gouvernements avaient eu la mauvaise idée d'adopter. Il y avait bien sûr des opposants, et cela depuis les tout premiers accords, mais disait-on, c'était des personnes incapables de s'adapter à un changement nécessaire.

Les fissures dans le mur

En réalité, jamais le libre-échange, qui s'accorde si bien avec l'idéologie néolibérale, n'était remis en question. Finalement, l'opposition la plus forte est venue de là où on ne l'attendait pas. C'est-à-dire de cette population très nombreuse qui en subit les contrecoups depuis de longues années : les ouvriers victimes des délocalisations, les travailleurs et travailleuses précaires, les personnes qui gagnent des salaires insuffisants, qui sont chômeuses, celles privées de services essentiels, ayant perdu peu à peu d'importants acquis et qui se battent pour survivre.

Pour des raisons complexes, ce ne sont pas les traditionnels opposants aux accords commerciaux qui ont profité de cette insatisfaction, mais d'abord et avant tout des partis de droite et d'extrême droite. Avec le Brexit, l'élection de Donald Trump aux États-Unis, le gouvernement du Mouvement 5 étoiles et de la Ligue en Italie, le message envoyé est clair : les partis politiques peuvent se faire un important capital en pestant contre le libre-échange dans les campagnes électorales. On l'a même vu aux dernières élections québécoises, alors que la nécessité de protéger la gestion de l'offre, dans le cadre de la renégociation de l'ALÉNA, a rassemblé les quatre partis politiques. Sitôt élu, Trump a mis fin à l'Accord de partenariat transpacifique (PTP)

et s'en est pris à l'ALÉNA. Puis il a imposé des barrières tarifaires sur des produits, comme l'acier et l'aluminium. Ce qui a causé un vent de panique un peu partout dans le monde.

Une vision tronquée

Trump veut notamment s'attaquer à l'immense déficit commercial des États-Unis. Depuis des années, son pays est devenu le grand consommateur de la planète, qui achète en énormes quantités des produits arrivant de nombreux pays, sans qu'il parvienne, en échange, à en exporter autant, loin de là. Ce problème avait d'ailleurs été révélé dès 2002 par Emmanuel Todd, dans *Après l'empire*¹, une situation que l'auteur jugeait explosive. Et qui ne l'est peut-être pas autant qu'on pourrait le croire. D'abord parce qu'un grand nombre des produits importés le sont en provenance d'entreprises étatsuniennes qui choisissent de les fabriquer à l'étranger, là où la main-d'œuvre est moins chère et les coûts de production moins élevés. Ensuite parce que de nombreuses entreprises des États-Unis restent dominantes dans des secteurs vitaux comme celui de l'informatique.

Le protectionnisme de Trump a d'abord choqué par son aspect irrationnel et revanchard. Les tarifs douaniers semblaient découler davantage de réactions émotives que d'une analyse soignée de la situation. Certains ont prétendu qu'il s'agit d'une stratégie de négociation : pour obtenir plus de concessions de la part de ses partenaires économiques, par exemple l'abolition de la gestion de l'offre par le Canada dans l'ALÉNA, on sacrifierait sans le moindre mal quelques-unes de ces nouvelles mesures artificiellement imposées. Ce qui d'ailleurs a semblé très bien fonctionner : en renégociant l'ALÉNA, par crainte de représailles, le Canada s'est plié à l'échéance du 1^{er} octobre 2018 imposée par Trump, lui permettant ainsi de se présenter à l'élection de mi-mandat avec une importante victoire.

Le protectionnisme de Trump s'accompagne de mesures antisyndicales et d'une volonté de déréglementer le monde du travail. Peut-être réussira-t-il à rapatrier quelques emplois aux États-Unis. Mais ceux-ci apparaîtront alors que les conditions de travail se seront profondément dégradées, et pourraient même devenir équivalentes à celles qu'on retrouve dans les pays ayant accueilli les délocalisations. La récente décision de la Cour suprême des États-Unis, selon laquelle les cotisations syndicales obligatoires violent la Constitution, affaiblira encore plus un mouvement syndical déjà attaqué de toute part.

Le grand enjeu de cette remise en cause du libre-échange est de considérer la problématique de façon globale, et non pas à la pièce, comme on le fait un peu trop actuellement. Le nouvel ALÉNA conclu entre les États-Unis, le Mexique et le Canada,

1 Emmanuel Todd, *Après l'empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris, Gallimard, 2002.

devenu l'AEUMC², montre bien quelques changements dans l'univers du libre-échange. Mais sont-ils vraiment significatifs ? Chacune des avancées qu'on aurait pu y retrouver se trouve mitigée par des mesures qui viennent les affaiblir. Une des victoires les plus spectaculaires est l'élimination du chapitre 11, qui permettait à des entreprises de poursuivre les États par le biais de tribunaux privés. Il s'agit là d'une des demandes les plus importantes du mouvement social depuis de longues années. Mais la victoire n'est pas totale, bien que majeure : un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États est préservé entre les États-Unis et le Mexique, dans certains domaines comme les hydrocarbures et les télécommunications.

Le Canada a aussi réussi à faire éliminer le principe de proportionnalité qui l'obligeait à exporter ses hydrocarbures aux États-Unis de façon proportionnelle aux quantités vendues au cours des trois années précédentes, et accordait ainsi, de façon injustifiée, un accès prioritaire à ces ressources au marché étatsunien. Mais dans ce nouvel accord, rien n'est proposé pour ralentir l'activité de l'industrie des hydrocarbures, alors que le danger du réchauffement climatique exige des mesures fermes pour limiter son activité.

Le gouvernement du Canada semble aussi avoir assez bien protégé l'exception culturelle, ce qui devrait lui permettre de soutenir la culture d'ici, y compris sur les supports numériques. Mais une clause de représailles pourrait être utilisée par les entreprises si nos gouvernements exigeaient davantage de contenu canadien, par exemple à une compagnie comme Netflix. Selon les juristes Guèvremont et Bernier, « le côté pernicieux d'une telle clause de représailles est qu'elle pourrait facilement décourager, purement et simplement, la mise en place de mesures de protection et de promotion des expressions culturelles canadiennes³ ».

On a beaucoup parlé d'un gain intéressant pour la classe ouvrière : les automobiles auront un pourcentage plus élevé de contenu nord-américain et 40 % de celui-ci devra être fabriqué par des salariés gagnant au moins 16 dollars (\$) l'heure. Mais cette mesure, difficile à appliquer, ne touche qu'un nombre très limité de travailleurs et travailleuses, dans un secteur où l'on aurait par ailleurs intérêt à réduire la production, afin de mieux lutter contre les changements climatiques.

Le reste de l'entente correspond à ce que le libre-échange a toujours été. Les brevets pour les médicaments de marque et les droits d'auteur sont prolongés, ce qui haussera le coût des médicaments et nuira à l'accessibilité de la connaissance. Aucun tarif douanier ne sera imposé sur les produits agricoles entre les États-Unis et le Mexique, ce qui demeurera un obstacle majeur pour l'atteinte de la souveraineté

2 AEUMC : Accord États-Unis-Mexique-Canada.

3 Véronique Guèvremont et Ivan Bernier, « Une menace à la souveraineté culturelle du Canada », *Le Devoir*, 5 octobre 2018.

alimentaire au Mexique. Une importante brèche a été faite au système de gestion de l'offre au Canada, qui s'ajoute à celles qu'on retrouve dans l'accord entre le Canada et l'Union européenne et la nouvelle version du Partenariat transpacifique. Le niveau de taxation à partir duquel s'appliquent les droits de douane et les taxes pour les achats en ligne a été relevé de 20 à 150 \$, et le seuil de taxation sur les achats en ligne passe de 20 à 40 \$, ce qui affectera nos commerçants, victimes d'une concurrence déloyale. Les États signataires qui voudraient quitter l'ALÉNA resteront liés à l'accord pendant au moins 16 ans.

Dans cette entente, on ne retrouve rien de significatif pour protéger l'environnement, pour améliorer les conditions de travail, sinon de bonnes intentions énumérées dans des chapitres assez étoffés sur ces sujets, mais dont les effets réels risquent d'être très minimaux. Même si Donald Trump bombe le torse devant le succès des négociations, et même si on observe une certaine ouverture face à quelques revendications en provenance de la société civile, ses négociateurs ont bel et bien conclu un accord très imparfait, du même type que ceux qu'il dénonce.

Se servir de la tendance pour la renverser

L'AUMC est un exemple de plus qui nous montre comment les élites économiques n'ont pas vraiment renoncé à négocier des accords commerciaux comme elles l'ont toujours fait, en ne tenant pas assez compte de ce qu'on leur reproche depuis des années. Mais les populations ont aujourd'hui tendance à appuyer les partis qui s'opposent au libre-échange. Si bien que les gouvernements tentent de résoudre la quadrature du cercle : faire avancer le libre-échange tout en prétendant qu'ils se préoccupent de ses effets sur les populations. Ce qui a comme conséquence de fragiliser les accords commerciaux.

L'accord entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG⁴) est menacé par l'Italie, entre autres, qui a déclaré qu'elle ne le ratifierait pas. L'ALÉNA a été renégoциé dans des conditions très difficiles et la conclusion du nouvel accord a immédiatement été suivie d'une vive opposition, au Québec en particulier, ne serait-ce qu'à cause de l'affaiblissement de la gestion de l'offre. L'Accord sur le commerce des services (ACS) reste toujours entouré du plus grand secret. L'ex-accord de Partenariat transpacifique, devenu soudainement dans sa dénomination un accord « progressiste⁵ » sans qu'on ait pris la peine de le renégoциer, et sans les États-Unis, a été conclu dans la plus grande discrétion. L'objectif de dérèglementation, particulièrement celle du commerce électronique et des services, reste toujours incontournable pour les négociateurs des accords de libre-échange, en dépit des conséquences négatives qui en découlent.

4 AÉCG : Accord économique et commercial global.

5 Partenariat transpacifique global et progressiste. Le terme « progressiste » de l'Accord de partenariat transpacifique correspond à une envie des libéraux de faire croire que le libre-échange est devenu plus favorable à la classe moyenne.

Le protectionnisme de surface mis de l'avant par Trump s'intègre à un plan de relance de l'économie étatsunienne particulièrement risqué, selon l'économiste Robert A. Blecker. Ce plan combine barrières tarifaires sur certains produits, dérèglementation, importantes baisses d'impôt et hausse de la production d'énergie fossile⁶. Cette approche à la fois très dommageable pour l'environnement et pour la condition des travailleurs et des travailleuses, ouvre tout de même la voie à une nouvelle réflexion, qui elle-même s'intéresse à ce qui était devenu une sorte de tabou : et si on appliquait intelligemment de semblables mesures afin de transformer pour le mieux un commerce international hors contrôle ?

En cette période de réchauffement climatique et de détérioration des bons emplois, plusieurs rappellent la nécessité de créer des circuits courts dans la circulation des marchandises, ce qui permettrait des économies considérables d'énergie, et des politiques favorisant l'économie locale, qui cesserait d'être sacrifiée à l'autel de la mondialisation et de la libre concurrence. Les États-Unis nous ont donné l'exemple du *Buy American Act*, qui précède de loin les mesures de Trump, et qui oblige les municipalités à s'alimenter d'abord chez les fournisseurs locaux.

Plutôt que de décrier cette mesure toujours très appréciée aux États-Unis, de défendre inconditionnellement l'ouverture des marchés et entrer dans le jeu d'un libéralisme féroce dévorant nos entreprises, nos gouvernements devraient plutôt suivre ce modèle, comme le suggère d'ailleurs Pierre Patry, trésorier de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) : « Pour chaque entreprise et chaque emploi directement lié à un contrat, il y a une région qui profite de nombreux effets indirects. C'est tout un écosystème économique qu'on préserve et qu'on développe lorsqu'on stimule nos industries. Après avoir été mis à mal dans les dernières années, le développement régional en aurait bien besoin⁷ ».

Selon Benjamin Masse-Stamberger, « en fait, tous les pays pratiquent peu ou prou une certaine forme de protectionnisme⁸ ». En défendant l'idée d'une « démondialisation », l'économiste Walden Bello a été l'un de ceux qui ont défini les principes d'une économie émancipée du libre-échange⁹. Il s'agit en gros de ramener le centre de gravité de l'économie vers le marché intérieur. On en viendrait ainsi à favoriser la production locale, les entreprises à dimension humaine, tout en tenant davantage compte de la qualité de vie et des conséquences des échanges commerciaux sur l'environnement. Plutôt que d'offrir un immense marché sans contraintes aux

6 Robert A. Blecker, « Trump is a protectionist - But who is he protecting? », *Jacobin*, 20 mars 2018, <www.jacobinmag.com/2018/03/donald-trump-tariffs-protectionism-trade>.

7 Dans Jonathan Aspireault-Massé, « Contenu local pour contrats publics », *LE.POINT.SYNDICAL*, CSN, 4 juin 2018, <www.csn.qc.ca/actualites/contenu-local-pour-contrats-publics/>.

8 Benjamin Masse-Stamberger, « Protectionnisme : et si Trump avait raison », *Le Figaro*, 5 mars 2018.

9 Walden Bello, *La démondialisation. Idées pour une nouvelle économie mondiale*, Monaco, Serpent à plumes, 2011.

compagnies transnationales leur permettant d'éliminer la concurrence, il s'agirait de développer une économie mixte intégrant coopératives, entreprises autogérées, entreprises privées et publiques, tout en limitant le pouvoir des multinationales. Pour y arriver, il faut mettre quelques bonnes restrictions au libre marché.

La dérèglementation, le véritable enjeu

Il est indispensable de s'attaquer à l'un des objectifs les plus incontournables du libre-échange, soit celui d'éliminer les barrières non tarifaires. Il faut rappeler à quel point le libre-échange concerne surtout la dérèglementation – ou une réglementation plus sévère, mais seulement si elle est dans l'intérêt des multinationales, comme le prolongement des brevets pharmaceutiques.

Le gouvernement de Trump fait de la dérèglementation une grande priorité. Il refuse de contrôler les armes à feu malgré les tueries à répétition dans son pays. Il souhaite alléger les obligations antipollution pour les nouvelles voitures même si le réchauffement climatique s'accélère. Il cherche à démanteler la réglementation du secteur financier péniblement entreprise par le gouvernement Obama, même si la terrible crise économique de 2007-2008 a été causée par la liberté sans contrainte dont profitent les grandes banques. Le président n'est pas le seul dans sa volonté de faire sauter les verrous réglementaires. L'AECE contient, par exemple, un forum de coopération réglementaire dont l'objectif est de maintenir une pression permanente sur les réglementations adoptées par les gouvernements. Selon celui du Canada, l'Accord sur le commerce des services se penche, entre autres, sur la réglementation nationale, les services financiers, la télécommunication, le commerce électronique¹⁰, des secteurs où les contraintes réglementaires sont particulièrement grandes, parce qu'elles sont nécessaires pour protéger les populations.

De plus, notre gouvernement a toujours soutenu, envers et malgré tout, les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États dans les accords commerciaux, tellement décriés par les opposants au libre-échange, et qui permettent aux entreprises de contester, par le biais de tribunaux privés conçus expressément pour elles, les réglementations qui ne leur conviennent pas. L'élimination du chapitre 11 de l'AEUMC est cependant un virage important. De même que la contestation de son équivalent dans l'AECE devant un tribunal allemand et le très grand mécontentement que ce mécanisme a provoqué en Europe. Certaines poursuites ont choqué l'opinion publique, comme celle de la compagnie suédoise Vattenfall s'attaquant au gouvernement allemand à cause de son refus de poursuivre la construction de centrales nucléaires, ou au Québec, celle de Lone Pine Ressources,

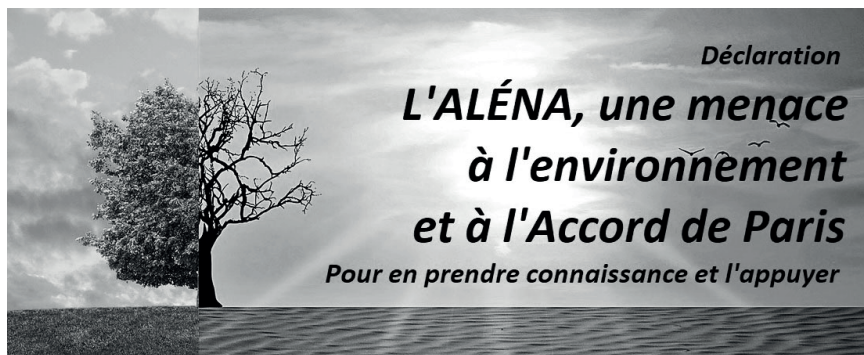
¹⁰ Affaires mondiales du Canada, « Qu'est-ce que l'ACS ? », <<http://international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/topics-domaines/services/tisa-acis.aspx?lang=fra>>.

mécontente du moratoire sur l'exploration et l'exploitation pétrolière et gazière dans l'estuaire du Saint-Laurent. Il ne faut pas oublier aussi à quel point l'existence même de ces tribunaux d'arbitrage a un effet dissuasif pour les gouvernements qui n'osent plus réglementer de crainte de se faire poursuivre, souvent sous la menace de lobbyistes. L'élimination définitive des organes de règlement des différends entre investisseurs et États pourrait être un bon pas vers une réglementation plus sévère de l'activité de multinationales.

Les enjeux reliés au libre-échange semblent aujourd'hui si compliqués et paradoxaux que plusieurs renoncent à vouloir les comprendre. Il faut éviter que l'insatisfaction marquée des populations envers le libre-échange se transforme en stratégie du choc, comme l'a définie Naomi Klein, une théorie selon laquelle les crises deviennent le prétexte pour renforcer l'ordre néolibéral, par leur effet déstabilisant qui provoque un affaiblissement de la résistance. Ainsi, à force de craindre le protectionnisme et de prendre à la lettre les rodomontades de Donald Trump, on cherche à renforcer le libre-échange, pourtant l'une des principales raisons de la crise qui a mené à l'élection de ce président. Derrière l'écran d'un protectionnisme et de négociations spectaculaires qui ont joué un secteur contre un autre (par exemple les fermes québécoises contre l'industrie automobile ontarienne dans le nouvel ALÉNA) se poursuit de plus belle une dérèglementation qui accentuera les inégalités sociales et ralentira la lutte contre les changements climatiques. Il ne faut pas laisser une droite extrémiste et un centre qui refuse le moindre examen de conscience rester des maîtres des illusions. La grogne populaire a tout de même réussi à ralentir considérablement les négociations des accords de libre-échange et à délégitimer ceux qui sont déjà signés. Les défenseurs du libre-échange ne savent plus quels mots emprunter pour le rendre acceptable. Ce colosse est peut-être un peu plus fragile qu'on pourrait le croire.

Il serait temps d'écouter celles et ceux qui proposent des solutions au libre-échange. Par exemple, accorder la priorité à la protection de l'environnement, à la protection des droits de la personne et à la qualité des emplois; exclure les services publics des accords de libre-échange; conclure des ententes pour éliminer la concurrence fiscale entre les États; permettre aux États de pouvoir assurer la souveraineté alimentaire; maintenir sans compromis l'exception culturelle y compris en ce qui touche les supports numériques; favoriser une discrimination positive pour les pays du Sud leur permettant d'ériger des barrières commerciales sur certains produits pour protéger leur économie; limiter la protection de la propriété intellectuelle au profit des grandes entreprises en rendant les médicaments génériques et la connaissance plus accessibles; rendre le processus de négociation des accords commerciaux plus transparent, en ouvrant la porte à une consultation beaucoup plus large de la société civile (incluant syndicats, ONG, organisations communautaires et environnementalistes).

Cette longue liste permet de constater à quel point le libre-échange, qu'on nous a depuis si longtemps présenté comme une nécessité absolue, est relié à une façon particulièrement étroite de concevoir l'économie et le commerce international.



Les États-Unis dans le monde : hégémoniques et déclinants

Donald Cuccioletta

Chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM

Avant, pendant et surtout après la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis sont devenus LA grande puissance mondiale, la puissance incontournable disait-on. Par la suite, durant la guerre froide (1950-1980), les États-Unis se présentaient comme le centre de gravité du monde capable d'assurer la stabilité des pays capitalistes et des États qui avaient évité de tomber dans l'orbite de l'Union soviétique. Au tournant des années 1980, l'hégémonie américaine a semblé se raffermir avec l'implosion de l'adversaire soviétique. De vastes opérations militaires ont été enclenchées pour sécuriser la domination des États-Unis sur le Moyen-Orient, les Balkans, l'Asie centrale. On parlait alors du nouveau « siècle américain » qui se mettait en place dans un contexte où il ne restait qu'une seule superpuissance, *l'hyperpuissance*, selon l'expression du ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Hubert Védrine. Un politologue étatsunien réputé, Francis Fukuyama, parlait de la fin de l'histoire, définitivement organisée autour des États-Unis et de son système¹. Mais, par la suite, le vent a tourné. Les échecs du projet de « réingénierie » de Washington se sont accumulés en Afghanistan, en Irak et ailleurs. La montée en puissance de la Chine en Asie a déplacé le centre de gravité. La compétition entre les États-Unis et l'Union européenne s'est aggravée. Tout cela a abouti en 2016 au triomphe d'un nouveau projet sous l'égide de Donald Trump.

1 Francis Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

Le virage

Avant 2016, les États-Unis ont vécu sous le régime de Barack Obama une tentative de réorganisation de l'hégémonie américaine, dans le sillon des défaites politiques et militaires des années 2000. En effet, Obama signalait pour la classe politique l'opportunité de revenir à la politique du président Wilson des années d'avant-guerre, accentuée pendant le règne du président Franklin Delano Roosevelt (1933-1945), lorsque les États-Unis jouaient sur deux tableaux en même temps, la supériorité militaire d'une part, et l'hégémonie économique et diplomatique d'autre part. Élu en 2008, le démocrate Obama avait compris les limites de la puissance américaine, d'où ses tentatives de recoller les pots cassés avec le monde, ce qu'il entreprit de faire en signant des accords d'apaisement avec Cuba et l'Iran tout en poursuivant une politique davantage multilatéraliste avec l'Europe et la Chine. Certes, Obama ne voulait pas mettre en péril l'empire américain, d'où sa volonté de renforcer le dispositif militaire et de construire une grande coalition pour ralentir la progression de la Chine. Les avancées partielles d'Obama ont été rapidement remises en question par l'opposition républicaine, notamment par son aile battante, le Tea Party, composé d'éléments de droite et d'ultradroite bien appuyés par des lobbys affairistes et militaristes.

C'est en capitalisant sur ces tensions qu'un secteur politique et médiatique particulier s'est rallié à la candidature d'un « *outsider* » de la politique américaine, le milliardaire Donald Trump. Celui-ci a joué habilement sur la montée du mécontentement parmi les couches moyennes et populaires, assaillies par les dégâts de la mondialisation (pertes d'emplois industriels, réduction des services sociaux, etc.). Il a réussi à recomposer un bloc politique autour d'un discours populiste, avec des tonalités racistes et xénophobes, contre la population afro-américaine, contre les immigrants, les immigrantes et les réfugié-e-s. Un des aspects de sa politique a été de prôner le protectionnisme économique avec son slogan « *America First* », apparaissant comme une arme menaçante contre le reste du monde. Après son intronisation comme président, Donald Trump a maintenu le cap avec un langage de confrontation soutenu par un tournant militariste concrétisé par l'augmentation et le renforcement des forces américaines. Depuis quelques années, le budget militaire a atteint des sommets inégalés.

Un ordre mondial bousculé

Pour Donald Trump, la réussite de cette nouvelle politique internationale doit reposer sur sa conception de la gouvernance. Le retrait de l'accord sur le nucléaire iranien, signé sous la gouverne d'Obama, a été la première salve pour annoncer que la politique étrangère des États-Unis allait fondamentalement changer. Parallèlement, les États-Unis ont consolidé leurs liens avec Israël et l'Arabie saoudite en ciblant l'Iran comme l'ennemi principal.

Par ailleurs, Trump a renoncé au projet de Partenariat transpacifique, qui devait rallier les pays de l'Asie-Pacifique dans une grande coalition excluant la Chine. De cette manière, les États-Unis veulent que le Japon rétablisse une sorte de pouvoir « sous-impérialiste » en Asie, avec l'aide d'autres alliés de Washington dans la région, tels la Corée du Sud, Taïwan, le Vietnam, l'Australie, l'Inde, les Philippines et la Malaisie, tout cela pour constituer autour de la Chine une sorte de mur virtuel. De plus, les sanctions commerciales imposées par Trump contre la Chine à l'automne 2018 aggravent les tensions, tout en amplifiant une crise dans l'économie chinoise, et fragilisent la position politique du président Xi Jinping. Il ne faut pas se tromper : la cible des États-Unis, sous Obama et maintenant sous Trump, est la Chine.

Entretemps, les transformations de l'ALENA, les tarifs de 25 % sur l'acier, de 10 % sur l'aluminium et de 292 % sur Bombardier (ce qui a forcé Bombardier à vendre la Série C à Airbus) font partie de cette stratégie d'utiliser les échanges commerciaux comme arme économique. La lutte anti-immigration, la construction d'un mur sur la frontière mexicaine, les déportations et arrestations arbitraires qui ciblent les Latinos comme s'ils étaient des criminels, l'interdiction de l'immigration musulmane venant de six pays cibles sont autant de mesures qui terrifient les minorités visibles et invisibles.

« *Make America Great Again* » n'était pas seulement un slogan pour tenter de gagner les prochaines élections, mais une nouvelle philosophie qui guide les États-Unis dans une démarche pour reconquérir le monde, mais qu'en sera-t-il des conséquences sur les États-Unis eux-mêmes ?

Le Top 15 des budgets militaires mondiaux

Dépenses militaires par pays en 2016 et part des dépenses totales



* estimation.
Source : SIPRI

statista

Source : Institut international de recherche et de paix (SIPRI)

Les classes sociales au prisme de la financiarisation

Audrey Laurin-Lamothe

Professeure adjointe au département de science sociale de l'Université York

Dans ce texte, nous proposons quelques pistes de réflexion pour repenser les classes sociales. Il s'agit ainsi de regarder la conceptualisation des classes sociales au prisme des transformations économiques récentes et par là comprendre les nouvelles formes d'exploitation financière.

Le schéma de Marx

Dans les travaux de Marx, qui ont forgé la pensée sur les classes sociales dans la modernité, le concept de classes sociales réfère à deux classes sociales (prolétariat et bourgeoisie), dont la relation de dépendance est réciproque, conflictuelle et antagoniste. Le conflit prend place dans le mode de production lui-même et s'organise autour du rapport capital-travail. Marx distingue les classes « en soi » et les classes « pour soi » ; les premières étant le résultat d'un découpage dichotomique des positions réelles dans le mode de production capitaliste, sans que ce découpage implique *a fortiori* une représentation partagée de la situation par les individus, alors que les secondes vont de pair avec la conscience d'intérêts communs¹. La conscience de classe n'advient alors que lorsque les classes sont vécues et représentées sous le mode d'intérêts qui opposent l'une à l'autre.

1 Karl Marx, *Œuvres 1. Misère de la philosophie*, Paris, Gallimard, p. 134-135.

Marx n'est toutefois pas le premier théoricien à utiliser la notion de classes sociales², mais il est le premier à théoriser la subjectivité politique que cette notion peut contenir. Cette distinction entre classes sociales nominales (en soi) et classes sociales comme puissance d'agir (pour soi) traverse évidemment les travaux de la sociologie au cours du XX^e siècle.

Les travaux théoriques succédant à Marx ont toutefois marginalisé le caractère antagoniste des classes, initialement posé par lui. En effet, le développement de la grande entreprise et de l'État a donné lieu à une multiplication intra-organisationnelle des instances de décision et à une professionnalisation de certains groupes de travailleurs et travailleuses. La diffusion dans la hiérarchie sociale de l'exercice de l'autorité, de la détention de moyens de coercition et de ressources diverses (politiques, éducationnelles, médiatiques, etc.), ainsi que de l'accès à un certain capital a amené des sociologues à remettre en question l'existence d'un conflit social structurant autour du capital et du travail. Certains d'entre eux, comme Pierre Bourdieu ou Erik Olin Wright, invitent à repenser la hiérarchie sociale en intégrant des théories marxistes autant que wébériennes. Bourdieu a proposé le concept d'*habitus* pour rendre compte de la manière d'agir et de penser des individus, une manière liée à l'héritage et à l'actualisation continue de différents types de capitaux (culturel, symbolique, économique, social) dans divers champs où sont reproduits les rapports de classe, suivant des logiques spécifiques à chaque champ³. Wright a, quant à lui, tenté de résoudre cette énigme théorique en proposant une lecture des relations sociales à partir de trois propriétés distinctes et complémentaires : les relations sociales d'autorité propres au procès de production, de détention différenciée du capital liquide et de détention différenciée du capital immobile. L'occupation d'une position privilégiée à l'intérieur d'un type ou de plusieurs de ces types de relations sociales donne lieu à ce que Wright appelle des « positions de classes contradictoires », qui ont notamment pour conséquence que les travailleurs et les travailleuses s'identifient aux intérêts du capital⁴. Les travaux de ces deux sociologues ont toutefois tendance à nous laisser sans réponse quant à la puissance d'agir des individus, se retranchant plutôt dans la tradition nominaliste des classes sociales, dans laquelle les occupations socioprofessionnelles sont considérées comme le facteur déterminant.

Resituer le débat dans l'espace économique, d'où émerge le concept marxien de classes sociales, implique de se questionner sur les nouveaux modes d'exploitation économique qui se sont développés de façon concomitante au procès de production

2 Pour François Quesnay (1694-1774), la société est divisée entre classe productive, classe des propriétaires et classe stérile. Saint-Simon (1760-1825) postulait trois classes : les nobles, les bourgeois et les industriels.

3 Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 88.

4 Eric Olin Wright, *Class Structure and Income Determination*, New York, Academic Press, 1979, p. 19-55.

traditionnel. Dans le champ de l'exploitation économique, l'exploitation financière rendue possible par la financiarisation est un développement tout à fait récent dans le capitalisme, qui doit être pris en compte dans le renouvellement de la pensée sur les classes sociales.

La financiarisation

La financiarisation est « le processus d'accumulation par lequel les profits sont générés à partir de canaux financiers plutôt que par le commerce ou la production de biens⁵ ». Ce mode d'accumulation n'implique pas que le mode de production industrielle n'existe plus, mais bien qu'il soit encadré et transformé par un circuit financier qui devient déterminant. Ce circuit financier ne s'accroche pas uniquement au schéma A-M-A'⁶, mais repose sur une série de transformations institutionnelles et structurelles qui ont transformé les entreprises et incité la population à y jouer un rôle déterminant, par leur inclusion financière. Ainsi, la financiarisation implique un régime d'accumulation financière plutôt qu'industrielle, la primauté de la création de valeur actionnariale dans l'orientation des activités des entreprises et, finalement, l'accroissement de l'emprise de la finance dans la vie quotidienne⁷.

L'exploitation financière se distingue de l'exploitation économique en prenant appui sur les mécanismes de l'exploitation du travail, tout en tirant son expansion et sa force du salaire et de l'insuffisance de ce salaire pour atteindre les normes de consommation et de production du capitalisme contemporain. En effet, le développement du néolibéralisme s'est accompagné d'une forte répression des mouvements syndicaux dont une des conséquences a été la stagnation des salaires par rapport à la productivité et au coût de la vie, une stagnation qui a nourri l'exploitation financière.

Ce que j'ai appelé l'inclusion financière désigne premièrement la collecte bancaire de l'épargne, sa massification et son placement sur les marchés financiers par des organisations gestionnaires d'épargne. Une partie du salaire, devenu épargne, fait donc l'objet d'une exploitation financière qui permet à une nouvelle frange du milieu financier de développer des activités de placements, en réinjectant dans le circuit de valorisation financière la partie du salaire qui n'est pas consacrée à la consommation. Deuxièmement, de nouvelles règles financières ont permis aux banques et aux sociétés cotées de développer des instruments de crédit qui leur permettent de diminuer leur exposition au risque de non-remboursement. La prolifération des formes de crédits bancaires (hypothèques, hypothèques inversées

5 Greta Krippner, « Financialization of the American economy », *Socio-Economic Review*, vol. 3, n°2, 2005, p. 174.

6 Argent-Marchandise-Argent accompagné de plus-value. (NdR).

7 Natascha van der Zwan, « Making sense of financialization », *Socio-Economic Review*, vol. 12, n°1, 2014, p. 99-129.

pour les aînées, marge, prêt-auto, prêts étudiants) et non bancaires (cartes de crédit de compagnies) est rendue possible par la diffusion du recours à la titrisation des créances des particuliers⁸.

L'inclusion financière s'est accompagnée d'un discours utopique sur la fin des classes sociales. Ce discours s'est d'abord appuyé sur l'accès généralisé à la propriété foncière grâce aux prêts hypothécaires après la Deuxième Guerre mondiale. En même temps, la croissance des entreprises cotées en bourse a fait miroiter la promesse de démocratisation des activités financières, notamment les activités de placement, par l'actionnariat. La productivité des entreprises, la montée des salaires et la sécurisation du statut de salarié-e résument la configuration économique et institutionnelle de la première période d'inclusion financière, qui s'est étendue des années 1950 aux années 1970.

L'accumulation financiarisée

La deuxième période d'inclusion financière est propre au régime d'accumulation financiarisée. Les gestionnaires de fonds ainsi que les autres investisseurs institutionnels (banques, fonds spéculatifs, fonds de pension, etc.) ont acquis une puissance sans précédent sur les activités économiques des entreprises. En privilégiant le circuit financier duquel ils tirent leur pouvoir par rapport aux autres acteurs économiques, plus dépendants du circuit industriel, les investisseurs institutionnels militent pour transformer les décisions d'investissement des entreprises non financières autant que financières, dont les principales répercussions sont la flexibilisation des emplois, le recours à la sous-traitance et plus généralement la valorisation des activités financières aux dépens des activités industrielles. Cette mutation au sein des entreprises a permis un décrochage entre les profits des grandes firmes et le salaire des travailleurs et travailleuses, qui se sont tournés vers des instruments et des modes de revenu financiers pour maintenir leur niveau de consommation.

Le ralentissement de la croissance économique et la stagnation des salaires dans l'économie financiarisée ont exacerbé, alimenté et généralisé les moyens d'exploitation financière. L'endettement des ménages est inhérent à la dynamique d'exploitation financière, et son taux a grandement augmenté depuis les années 1990, comme le démontre entre autres le temps de travail nécessaire au remboursement

8 La titrisation est le mécanisme par lequel banques et compagnies créent des titres à partir des dettes des ménages (et des entreprises), permettant à l'organisation créditrice de se débarrasser du risque de non-remboursement en les mettant à la disposition d'autres acteurs financiers à la recherche d'un rendement spéculatif.

des hypothèques qui a doublé depuis 1980⁹. Le patrimoine immobilier est utilisé de plus en plus comme un actif financier et une possibilité d'endettement, plutôt que comme un bien d'usage, incitant les individus à développer un esprit spéculatif à l'égard de leur propriété¹⁰. Bien que marginal, les plateformes de location et de partage de voitures, de logements ou autres actifs détenus par les individus ont proliféré au cours des dernières années pour devenir, au-delà du discours bon enfant, un revenu incontournable pour certains.

La crise financière ici et ailleurs a d'ailleurs alimenté ces tendances et a ébranlé plus que jamais ces fondements identitaires de la classe moyenne que sont l'accès à la propriété et le statut de salarié-e. Cela peut s'illustrer autant dans les indicateurs d'emploi et de contrats d'emploi non conventionnels qui ont crû dans le régime financiarisé, dans le recul de la propriété foncière au profit du logement locatif que dans la diminution du nombre des ménages s'identifiant à la classe moyenne.

Pour les bas revenus, l'inclusion financière se présente sous la forme d'un crédit stigmatisant à des taux d'intérêt usuriers, qui entraîne un endettement insoutenable. Pour les hauts revenus, l'inclusion financière se révèle par un endettement qui sert d'effet levier pour engendrer d'autres revenus, ainsi que des activités de placement accrues et diversifiées, dont certaines servent d'abris fiscaux. On promet ainsi, par la culture de l'investissement, l'accès à la propriété et à la mobilité sociale par l'endettement pour les classes moyennes et l'enrichissement spéculatif pour les plus nantis. Combinées à la privatisation des services publics, à leur tarification plus coûteuse, ainsi qu'à la diminution de l'accès pour certains d'entre eux, les politiques néolibérales et austéritaires contribuent à l'accentuation de l'exploitation financière.

Le rapport entre débiteur et créancier s'est également transformé avec la généralisation d'une évaluation individuelle du risque qui classe et hiérarchise les individus et détermine l'imposition de taux d'intérêt différenciés. La privation des moyens de subsistance et de reproduction qui est la condition d'existence à l'origine de l'entrée dans le salariat est, dans le régime financiarisé, conjuguée à l'endettement comme second incitatif qui renforce la relation de dépendance au travail. Les organisations financières déterminent les conditions d'accès au crédit et d'insertion du salariat comme condition préalable au remboursement. Toutefois, la déconnexion spatiale entre le lieu de lutte pour le salaire et le lieu de lutte pour le prêt contribue à l'impuissance des individus face aux créanciers.

9 Fletcher Baragar et Mario Seccareccia, « Financial restructuring: implications of recent Canadian macroeconomic developments », *Studies in Political Economy*, vol. 82, n° 1, 2016, p. 61-83.

10 Louis Gaudreau, « Quand le domicile devient un actif financier. Économie politique de la financiarisation du marché de l'habitation au Canada », *Revue Française de Socio-Économie*, vol. 18, n° 1, 2017, p. 143-163.

Sur le plan des discours et des représentations sociales, l'inclusion financière est associée à une diffusion de l'esprit entrepreneurial et comptable, une forte responsabilisation individuelle, une stigmatisation de la personne endettée et une aversion pour le recours à la faillite personnelle. Une norme basée sur les grands principes de l'investisseur financier se diffuse autant au travers des conseils et services financiers que dans les cours de littératie financière dispensés dans les écoles primaires et secondaires au Canada, où l'endettement est tour à tour décrié pour les dépenses courantes, mais encouragé pour les études ou l'accès à la propriété parce qu'il assurerait l'égalité des chances. Force est de constater d'ailleurs qu'après les décennies 1960 et 1970, lors desquelles l'État était l'instance légitime d'endettement afin d'assurer le développement économique et social de la collectivité, la forme d'endettement acceptable à l'époque contemporaine est individuelle et axée sur la propriété immobilière et la diplomation.

Avec leur inclusion financière contrainte, les individus, hommes et femmes, exercent des positions contradictoires qui s'ajoutent aux positions préexistantes d'exploitation économique. Ils sont toujours salariés et vendeurs de leur force de travail. Mais, par les médiations juridiques et organisationnelles du capitalisme financiarisé, ils deviennent en même temps actionnaires et propriétaires fonciers. La propriété change elle aussi de forme, et les organisations de placement tirent leur pouvoir d'exploitation financière du contrat juridique qui place les épargnants sous le statut de mineur déléguant les décisions de placement au seul gestionnaire de l'organisation. Comme salariés, les individus souhaitent une augmentation de salaire, mais comme détenteurs d'actions par le biais de fonds de pension, ils travaillent à freiner leur rapport de force contre le capital. Comme détenteurs de propriété foncière qui leur sert de revenu, ils cherchent également à sécuriser leur position sur le marché immobilier en augmentant l'attrait de leur propriété.

Idéologie néolibérale axée sur l'individualisation

Ces contradictions dans les rôles multiples que l'inclusion financière attribue aux individus posent la question de la capacité collective de construction d'un univers politisé, qui permettrait d'affronter un champ de l'exploitation économique somme toute peu développé dans la littérature. Si l'usine a été le lieu de cristallisation de l'exploitation économique, permettant en même temps une expérience collective partagée de l'exploitation, nous pouvons à juste titre nous demander si l'exploitation financière, elle, peut s'inscrire dans un lieu collectif et politisé, car elle semble trouver sa force de coercition dans l'espace privé qu'est devenue la famille, avec le développement du capitalisme d'après-guerre.

La financiarisation introduit une discipline alimentée à la fois par une idéologie néolibérale axée sur l'individualisation et par l'enfermement du souci financier dans

l'espace privé de la maison et de la quotidienneté. En somme, quels sont les leviers de politisation de l'expérience de l'exploitation financière qui permettrait l'émergence d'une conscience de classe ? Quels outils conceptuels sont susceptibles d'être mobilisés dans la construction d'une « classe pour soi » à l'ère du capitalisme financiarisé ? Il semble que la financiarisation pose un véritable défi de production d'une contre-force susceptible de mobiliser les individus sur la base de leurs conditions économiques et de leurs conditions d'exploitation financière. Dans ces circonstances, les moyens mis en œuvre par les collectivités pour continuer de sécuriser l'accès des individus au logement, à la nourriture et à l'éducation constituent des remparts nécessaires contre l'inclusion et l'exploitation financières.



Capitalisme et décroissance

Jean-Marie Harribey¹

Économiste, essayiste et éditeur de la revue Possibles d'Attac-France

Le capitalisme mondial est entré dans une crise majeure dont la cause fondamentale est la conjonction de contradictions sociales et écologiques. Cette simultanéité marque le caractère systémique inédit de cette crise. Elle peut être interprétée en termes simples comme l'impossibilité d'aller au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la force de travail, sous peine de surproduction invendable et d'insuffisance du taux de profit, et au-delà d'un certain seuil d'exploitation de la nature, sous peine de destruction des équilibres écosystémiques, d'épuisement de toutes les ressources naturelles non renouvelables et d'un réchauffement du climat incontrôlable. En termes théoriques, la crise est une crise de production et de réalisation de la valeur, c'est-à-dire qu'il est de plus en plus difficile pour le capitalisme de dégager des taux de profit suffisants, dont la progression est bornée par le taux d'exploitation de la force de travail qui ne peut croître indéfiniment, et par l'efficacité du capital aujourd'hui de plus en plus dépendante de la difficulté d'accès aux ressources et de leur coût. Il en résulte un ralentissement très net de l'augmentation de la productivité du travail dans tous les pays capitalistes développés depuis près d'un demi-siècle et on voit apparaître les prémices d'une même évolution dans les pays dits émergents comme la Chine².

Comme la croissance économique infinie est impossible, la recherche d'une croissance matérielle forte comme voie de sortie de la crise globale du capitalisme

1 Ce texte est une version abrégée d'un texte paru sur le site *Les Utopiques, Union syndicale Solidaires*, « Face à la crise globale du capitalisme global, la décroissance est-elle une voie soutenable ? », 29 mars 2017, <www.lesutopiques.org/face-a-la-crise-globale-du-capitalisme-global-la-decroissance-est-elle-une-voie-soutenable/>.

2 Jean-Marie Harribey, « Développement soutenable », dans Marie Cornu, Fabienne Orsi et Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, 2017, p.355-359, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenableite/dico-communs-developpement-soutenable.pdf>>.

productiviste est impraticable et vouée à l'échec à long terme. Mais la proposition de décroissance immédiate prônée par certains théoriciens et théoriciennes n'est-elle pas tout aussi illusoire, en ignorant ou sous-estimant la nécessité d'une transition qui s'étalera vraisemblablement sur plusieurs décennies à l'échelle mondiale ? Ainsi, la transformation des systèmes énergétiques, des systèmes et modes de transport, de l'urbanisme, de l'habitat, ainsi que la reconversion de pans entiers de l'industrie et le passage d'une agriculture industrielle polluante et destructrice des paysages et de la biodiversité à une agriculture biologique ou plus raisonnable exigeront des investissements massifs qu'un contexte de diminution de la production globale – au sens strict d'une décroissance – ne permettrait sans doute pas. Pourrait-on alors concevoir une stratégie de développement qualitatif aussi éloignée d'une économie où la recherche du profit prime sur toute autre considération que d'une « sortie de l'économie » ?

La croissance infinie est impossible

L'épuisement des ressources, notamment des combustibles d'origine fossile, est désormais programmé. La perte de biodiversité, tant sur le plan de la faune que de la flore, ainsi que l'accélération de la déforestation sont avérées, et la manipulation du vivant prend des allures industrielles. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) alerte sur le grave risque de dépasser 2 °C de hausse de la température moyenne du globe, ce qui provoquerait très probablement au cours du siècle un emballement du climat qui ne serait plus maîtrisable. Les experts proches des classes dominantes espèrent que l'amélioration des processus techniques de production permettra de découpler l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre de celle de la production. Mais, jusqu'ici, le seul découplage constaté est relatif, à cause d'un effet dit rebond : la croissance de la production est plus rapide que la diminution de son contenu en gaz à effet de serre ou de son contenu en énergie.

Si la baisse de l'intensité de la production en carbone se maintient au niveau constaté au cours des deux dernières décennies, soit environ 1,5 % de baisse par an, et si on veut diminuer de moitié les émissions mondiales de CO₂ d'ici 2050, il serait nécessaire de diminuer la production de 0,47 % par an, soit 15,1 % en 35 ans. Pour maintenir le réchauffement en dessous de 2 degrés, il faudrait une diminution de l'intensité de la production en CO₂ de 2 % par an. Pour le même but, une croissance économique moyenne de 1 % par an exigerait une baisse de l'intensité de la production en CO₂ de 3 % par an. Les contraintes sont donc énormes.

Plusieurs études ont essayé d'évaluer les coûts d'une inaction face au réchauffement climatique et ceux au contraire d'une politique résolue, ou bien pour apprécier l'ampleur du découplage à opérer entre, d'un côté, la production et, de l'autre, les émissions de gaz à effet de serre, la consommation d'énergie et de ressources

naturelles. Le rapport de Nicholas Stern³ en 2006 établit que 1 % de PIB par an serait nécessaire pour atténuer les effets du réchauffement climatique. En cas d'inaction, les conséquences seraient bien supérieures en termes de coût pour l'humanité : des pertes équivalentes à 5 à 20 % du produit mondial par an. Deux ans après avoir rendu son rapport, l'auteur a considéré que le dérèglement s'accélérait et qu'il faudrait, d'ici 2050, réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et de 90 % aux États-Unis. Mais le rapport Stern conserve une conception très orthodoxe de la croissance économique. Il estime en effet que la croissance peut être poursuivie tout en stabilisant les émissions de gaz à effet de serre.

Selon Tim Jackson⁴, l'estimation des coûts à engager pour contenir le réchauffement climatique faite par Stern est trop optimiste. À titre d'exemple, l'intensité des émissions mondiales de carbone par rapport à la production a baissé de près d'un quart au cours des quatre dernières décennies. Mais, en dépit de la baisse des intensités énergétiques et en carbone, les émissions de CO₂ ont augmenté de manière absolue de 80 % depuis 1970 et de 40 % depuis 1990, année de référence du Protocole de Kyoto, à un rythme annuel de 2 %. Cependant, ces alarmes sont contrebalancées par une interrogation de plus en plus souvent évoquée jusque dans les sphères dirigeantes : le capitalisme ne serait-il pas tombé dans une stagnation longue ? À l'appui de cette thèse, on note un ralentissement très net des gains de productivité du travail dans le monde, qui serait dû à la perte d'influence sur celle-ci du progrès technique (le rôle du progrès technique étant estimé par l'évolution de la productivité totale des facteurs).

L'impossible réconciliation

La nécessité de diviser par quatre ou cinq les émissions de gaz à effet de serre va exiger de telles économies d'énergie, de telles améliorations de nos processus de production qu'elles ne seront pas compatibles avec les normes de rentabilité capitaliste, telles qu'elles s'expriment dans le capitalisme néolibéral, justifiant le dépassement du capitalisme et du productivisme. Seraient-elles compatibles avec une diminution rapide de la production, par exemple une diminution du PIB pendant plusieurs décennies de 2, 3, 4 % par an ? C'est impossible parce que l'économie n'est pas simplement une affaire de tuyaux que l'on branche et débranche dans l'instant à loisir, en redirigeant les investissements par un coup de baguette magique. Les interdépendances entre secteurs font qu'il y faudra du temps. Un peu comme lorsqu'on dit qu'on peut sortir du nucléaire en deux décennies environ et pas immédiatement.

3 Nicholas Stern, « L'évaluation économique des conséquences du dérèglement climatique », octobre 2006, <<http://cms.unige.ch/isdd/spip.php?article165>>.

4 Tim Jackson, *Prosperité sans croissance. La transition vers une économie durable*, Bruxelles, De Boeck-Etopia, 2010.

La transition entre une société d'exploitation des humains et de la nature et une société solidaire et écologiste doit donc être pensée simultanément sur le plan de l'équilibre social et de la reconversion écologiste de l'économie :

- en termes de justice sociale : la reconversion de pans entiers de l'économie ne peut pas être conduite sans prendre en compte l'emploi, la qualification, la qualité du travail et sa durée, la réduction des inégalités (revenu maximum, réforme fiscale);
- en termes d'investissements : la transformation de nos systèmes énergétiques, de nos modes de transport, de notre urbanisme et de notre habitat exigera des investissements très importants pendant des décennies (entre 2 et 3 % du PIB par an pendant au moins 10 ans pour amorcer la phase de transition);
- en termes de productions qui, pour certaines, pendant cette phase de transition devront diminuer et, pour d'autres, devront croître, parce que le capitalisme est très réticent à les mettre à disposition s'il n'a pas réussi à les privatiser ; d'où l'importance de la distinction entre sphère marchande et sphère non marchande, car, au sein de cette dernière, du travail productif de valeur d'usage et de valeur économique pour la société – et non pour le capital – y est effectué⁵; autrement dit, la sélectivité du type de production est au moins aussi importante que le niveau de la production : c'est la qualité qui permettra la *sobriété*⁶.

Dès lors, il vaudrait mieux parler de décroissance des consommations de matières premières et d'énergie que de décroissance de la production globale pendant la phase initiale de la transition, bien qu'il ne soit pas certain que l'on puisse avoir l'une sans l'autre dans un laps de temps aussi court que quelques décennies. En tout cas, l'idée de décroissance sélective renforce l'exigence de ne pas mettre les pays du Sud au même régime que les pays du Nord.

Au-delà de la discussion entre croissance et décroissance, celle sur la richesse et la valeur

Comment les institutions internationales et les gouvernements réagissent-ils à la crise écologique ? En accélérant le processus de marchandisation et de financiarisation visant à transformer la nature en capital. Ce processus porte les doux noms de « croissance verte » et de « croissance inclusive » dans les publications de

5 Jean-Marie Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socioécologique de l'économie capitaliste*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2013.

6 Jean-Marie Harribey, « Écosocialisme », dans Dominique Bourg, Alain Papaux, *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, PUF, 2015, p.371-374, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/dico-ecosocialisme.pdf>>.

la Banque mondiale⁷. En réalité, ces expressions dissimulent la multiplication des *cat bonds* ou obligations catastrophes, les contrats de réassurance de l'assurance, les biobanques spécialisées dans l'appropriation de ressources et de terres, sur lesquelles elles élèvent un échafaudage financier. L'une crée des obligations-animaux pour sauver telle ou telle espèce, l'autre des obligations-coraux, ou encore des obligations-forêts et autres espèces végétales, toutes qualifiées d'obligations vertes. Un marché potentiel de 2,5 à 4 milliards de dollars par an existe, et on estime à 36,6 milliards de dollars le total des obligations dites vertes déjà en circulation.

Le principe de cette financiarisation est le suivant : quand une entreprise a un projet de développement qui détruira un écosystème, on lui propose d'acheter un titre émis par la biobanque qui a acquis une sorte de zone-musée, et, ainsi, l'entreprise « compense volontairement » la dégradation ou la destruction que son projet occasionne.

Peu à peu se répand l'idée qu'il est possible de réguler les ressources naturelles par l'instauration de marchés spécifiques à chacune d'elles. Après le marché des permis d'émission de gaz à effet de serre, sont projetés des marchés de droits à pêcher la baleine ou toute espèce de poisson. Les quotas seraient transférables dès lors qu'on peut identifier des propriétaires ou des quasi-propriétaires.

La justification théorique avancée par les promoteurs de ces démarches est bien résumée par Pavan Sukhdev, ancien banquier et aujourd'hui président du Fonds mondial pour la nature (WWF International), qui promeut la « révélation de la valeur économique intrinsèque de la nature trop longtemps restée invisible⁸ ». Cette notion est malheureusement avalisée par certaines ONG environnementales. Ainsi WWF vient d'estimer à 2500 milliards de dollars par an les services rendus par les océans et leur valeur totale à hauteur de 24 000 milliards. Ou bien on trouve ce genre d'élucubration : « Imaginons le cas simple d'un berger vivant de sa capacité à produire de la laine en tondant des moutons et en lavant la laine brute. Admettons que notre berger est relativement performant à la tonte artisanale avec 10 tontes et 5 toisons propres à l'heure. Le propriétaire décide de faire une expérience en demandant au berger de tondre et laver les toisons des moutons sans utiliser d'eau. Comme c'est bien plus difficile, notre berger arrive à tondre toujours 10 moutons, mais ne peut nettoyer que 2 toisons à l'heure. Dans ce cas, la productivité de la ressource en eau correspond aux trois toisons manquantes. Une partie de la création de valeur est donc imputable à l'eau !⁹ ». La vacuité de cet énoncé, faussement pédagogique, est évidente : si on

7 Banque mondiale, *Inclusive Green Growth. The Pathway of Sustainable Development*, 2012, <http://siteresources.worldbank.org/EXTSDNET/Resources/Inclusive_Green_Growth_May_2012.pdf?cid=ISG_E_WB_WeeklyUpdate_NL>.

8 Commission européenne, *L'économie des écosystèmes et de la biodiversité*, Rapport d'étape, 2008, <http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb_report_fr.pdf>.

9 Christian De Perthuis et Paul-André Juvet, *Le capital vert. Une nouvelle perspective de croissance*, Paris, Odile Jacob, 2013, p.196.

empêche le berger de respirer, pourrait-on dire que toute la valeur était, avant son asphyxie, créée par l'air ? En fait, on a affaire ici à un problème dû à un facteur limitant, alors que la position économique néoclassique tente de théoriser ledit capital naturel au moyen de l'idée fausse de valeur économique créée par la nature. En réalité, la nature est une richesse mais ne crée pas de valeur, cette dernière étant une catégorie humaine. De la même façon, la notion de « valeur économique intrinsèque » de la nature n'a aucun sens.

En jetant par-dessus bord tout ce qui a trait de près ou de loin à l'économie politique et à sa critique marxienne, toutes les apories concernant la richesse et la valeur refont surface, tant au sein des cercles dominants que chez certains écologistes tentés par l'idée de la décroissance. Or, ce qui relève de la nature est incommensurable à ce qui relève de l'économie. La « valeur » de la nature est d'un autre ordre que celui de l'économie et de la valeur que le travail engendre : « La terre peut exercer l'action d'un agent de la production dans la fabrication d'une valeur d'usage, d'un produit matériel, disons du blé. Mais elle n'a rien à voir avec la production de la *valeur du blé* », écrivait déjà Marx il y a un siècle et demi¹⁰. La critique radicale de la marchandise (incluant le refus de marchandiser le vivant) et la légitimité d'un espace non marchand (dans lequel de la valeur est produite pour la société et non pour le capital) sont incluses dans la loi de la valeur de Marx, dont toutes les critiques vulgaires, sous couvert de critique de l'économisme, ne voient pas l'enjeu. C'est ce qui fonde sur le plan théorique l'unité de la lutte sociale et de la lutte écologique. Il reste à traduire cette unité pratiquement. C'est tout l'enjeu de la définition d'un mode de vie soutenable, c'est-à-dire d'un mode de développement humain qualitatif, car la richesse et *a fortiori* le bien-être ne se réduisent pas à la valeur marchande. Réciproquement, à l'encontre d'un marxisme traditionnel vulgaire, il ne suffira pas de changer les rapports de propriété fondant les rapports de production, il faudra aussi changer la production.

Derrière toutes ces questions socioéconomiques, restent en filigrane et en suspens toutes celles qui concernent la redéfinition du progrès¹¹, le rapport de la société à la science et à la raison *versus* le réenchantelement du monde, l'universalisme *versus* le relativisme culturel. Le débat technique autour de la croissance et de la décroissance n'épuise pas ces questions de philosophie politique.

¹⁰ Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, dans *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1968, tome II, p. 1430.

¹¹ Jean-Marie Harribey, « Valeur », dans Marie Cornu, Fabienne Orsi, Judith Rochfeld (dir.), *Dictionnaire des biens communs*, Paris, PUF, 2017, p. 1193-1197, <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/dico-communs-valeur.pdf>>.

Amérique latine : après la vague rose

Maristella Svampa

Sociologue, écrivaine et professeure à l'Universidad Nacional de La Plata, Argentine

À partir de l'année 2000, l'Amérique latine est entrée dans un nouveau cycle politique et économique, caractérisé par l'influence des mouvements sociaux, la crise des partis politiques traditionnels et de ses formes de représentation, de même que par la relégitimation de discours politiquement radicaux. Partant de politiques économiques hétérodoxes, des gouvernements ont répondu, au moins en partie, aux revendications populaires. C'est sur ces constats que des intellectuels et intellectuelles ont parlé d'un virage à gauche en Amérique latine.

L'émergence du progressisme

Comment caractériser ce virage à gauche ? La dénomination générique de *progressisme* est la plus courante. Elle englobe une diversité de courants idéologiques et d'expériences politiques gouvernementales, d'inspiration plus institutionnaliste ou plus radicale, liée aux processus constitutifs. Après des décennies de néolibéralisme, le progressisme a émergé comme une sorte de *lingua franca*, au-delà de la diversité des expériences et des horizons du changement. Dans cet arc, on a inclus le Chili de Patricio Lagos et de Michelle Bachelet, le Brésil du Parti des travailleurs (PT) avec Lula Da Silva et Dilma Rousseff, l'Uruguay sous le *Frente Amplio*, l'Argentine de Néstor et Cristina Kirchner, l'Équateur de Rafael Correa, la Bolivie d'Evo Morales, le Venezuela de Chávez-Maduro, et jusqu'à un certain point, le court épisode du gouvernement de Fernando Lugo au Paraguay, de même que la trajectoire erratique du sandinisme au Nicaragua.

Nouvelles explorations

Les expériences de la Bolivie et de l'Équateur ont pris un caractère paradigmatique. Dans ces deux pays, le nouveau gouvernement a tenté d'articuler la dynamique politique et l'intensité des mobilisations sociales, qu'il a traduites dans de nouvelles constitutions, avec une grande participation populaire, débouchant sur l'expansion des frontières des droits. De nouvelles formulations sont apparues dans la grammaire politique latino-américaine : État plurinational, autonomies autochtones, *buen vivir*, biens communs, droits de la nature, etc. Ces idées ont été stimulées par les débats des divers mouvements sociaux, notamment par les organisations autochtones. Entretemps, la croissance économique atteignait des niveaux sans précédent. C'est en gros ce qui a permis l'expansion des politiques sociales (et des budgets), d'où une réduction significative de la pauvreté au cours de cette période. Parallèlement, cette évolution a mené à une forte tendance à la « reprimarisation » des économies, recentrée essentiellement sur des activités extractives primaires. Dans tous les pays, indépendamment des discours politico-idéologiques, ce « *consensus des commodities*¹ » a entraîné l'explosion de conflits socio-environnementaux et le début d'un nouveau cycle de luttes pour les droits humains.

Des visions différentes

Au-delà de ces avancées sont également apparues des tensions entre, d'une part, le populisme développementaliste et ses dimensions réglementaires et centralisatrices et, d'autre part, une vision indigéniste et écologiste émergente, insistant sur l'État plurinational et la reconnaissance des autonomies autochtones, ainsi que le respect de l'environnement. Pendant la première décennie progressiste (2000-2010), c'est la première option qui s'est consolidée. Les gouvernements progressistes ont adopté la vision populiste, développementaliste et étatico-centrée. Ils ont pu le faire grâce à une bonne conjoncture économique, marquée par le boom du prix des matières premières (soja, métaux et minéraux, hydrocarbures, etc.). La critique du modèle extractif exportateur (ce qu'on a appelé plus tard l'extractivisme) qui a commencé à apparaître a eu peu d'impacts, puisque les facteurs structurants tels le boom des matières premières, la croissance économique, les politiques d'inclusion et l'expansion de la consommation donnaient de bons résultats.

Érosion

Et ainsi, dans leur grande majorité, les gouvernements progressistes ont pu renouveler leurs mandats, comme on l'a constaté avec le MAS² en Bolivie, le kirchnerisme en

1 Consensus des matières premières. (NdR)

2 MAS : Mouvement vers le socialisme (*Movimiento al Socialismo* en espagnol). (NdR)

Argentine, le chavisme au Venezuela, l'Alianza País en Équateur. Monopolisant l'espace public, ces gouvernements ont subalternisé les mouvements sociaux à travers divers processus dont leur incorporation à l'État. Il s'est alors produit, progressivement, une dissociation croissante entre le récit de la gauche et les politiques publiques, visible dans différents domaines : absence de transformation dans la matrice productive, persistance des inégalités, limites de l'intégration latino-américaine, etc. Au fil des années, vers la fin du cycle, le découplage est devenu évident entre les gouvernements progressistes et diverses tendances de gauche.

Régressions

C'est ainsi que le scénario politique a changé. La région commence à vivre une période d'alternance politico-électorale, caractérisée par une pointe dramatique à la fin du cycle et le tournant progressif vers des gouvernements ouvertement conservateurs, comme ce qui est arrivé en Argentine et au Brésil, notamment. Un des problèmes a été l'incapacité des progressistes de renouveler leurs discours, leurs pratiques et leurs leaders. La concentration et la personnalisation du pouvoir politique a empêché l'émergence d'autres dirigeants et dirigeantes, tout en encourageant des formes abusives de discipline, minant le pluralisme, non seulement au sein des différents partis politiques, mais également dans des organisations et mouvements sociaux. Des gouvernements progressistes ont essayé de contourner ce problème en tentant de se perpétuer au pouvoir. C'est ce qui a abouti en Bolivie avec diverses tentatives de changer la constitution pour permettre à Evo Morales de se représenter aux élections. Au Venezuela, Chávez a fait adopter par référendum un changement similaire qui lui permettait d'être président de manière indéfinie, jusqu'à son décès en 2013. De son côté, Daniel Ortega au Nicaragua a obtenu ce qu'il voulait, c'est-à-dire la perpétuation de sa gouvernance familiale autoritaire.

Dérives

D'autre part, dans le cadre du boom des matières premières, les gouvernements progressistes ont commis divers abus de pouvoir et se sont engagés dans des dispositifs de corruption, allant ainsi à l'encontre du discours original sur la transparence, la justice sociale et l'inclusion. Les conservateurs en ont profité pour eux-mêmes s'engager dans des dérives autoritaires et antidémocratiques. Soulignons notamment l'expulsion du président Zelaya au Honduras (2009), le licenciement de Fernando Lugo au Paraguay (2012) et, le plus retentissant de tous, la destitution scandaleuse de la présidente du Brésil, Dilma Rousseff (2016). Enfin, il faut noter que la fin du cycle et ce tournant politique sont insérés dans un scénario mondial très inquiétant, marqué par la progression des forces xénophobes et nationalistes en Europe, ainsi que par l'inattendu triomphe du magnat Donald Trump aux États-Unis.

Le fragile projet de la droite

L'histoire est-elle pour autant terminée ? Pas vraiment. En Argentine et au Brésil, les gouvernements de droite ne réussissent pas à se consolider, dans le contexte de la crise économique et de la protestation sociale. Ces gouvernements sont faibles, forcés à une négociation permanente. Remettre les peuples « à leur place » (les resubalterniser) s'avère une tâche plus facile à dire qu'à faire. Tout en déclarant qu'ils ne veulent pas revenir au néolibéralisme, les deux gouvernements tentent de le recréer, à travers, entre autres choses, des politiques d'ajustement qui favorisent ouvertement les secteurs économiques plus concentrés, ainsi que le durcissement de la répression. C'est ce qui se passe au Brésil depuis l'élection, à l'automne 2018, du candidat d'extrême droite à la présidence, Jair Bolsonaro. Il a promis de réprimer les mouvements sociaux, dont l'important Mouvement des paysans sans terre (MST), et de « nettoyer » les favelas des éléments délinquants, en laissant les appareils policiers employer la méthode dure.



La double transformation

Michael Brie¹

Chercheur à l'Institut d'analyse sociale critique de la Fondation Rosa Luxemburg à Berlin

Le capitalisme transforme les biens de base associés à la production de la vie et de l'échange – le travail, la nature, l'argent et la culture – en marchandises. Il subordonne l'économie et la société à l'accumulation du capital. Le capitalisme et la démocratie sont essentiellement incompatibles. Cette incompatibilité engendre les tendances autoritaires, impérialistes et fascistes associées aux sociétés capitalistes, ainsi que le caractère létal et cannibale de ces sociétés envers leurs membres les plus faibles. Le revers de cette transformation des biens fondamentaux de la vie consiste en la possibilité de combiner les conditions de production et de reproduction en révolutionnant de façon permanente la société et en mettant en mouvement un processus d'innovation sans fin.

C'est de cette nature ambivalente du capitalisme qu'est née la double tâche de transformation. Il y a deux sens dans lesquels une telle transformation est double. Premièrement, il s'agit de surmonter le caractère exploiteur, oppressif et destructeur de la société capitaliste actuelle, tout en créant simultanément des formes qui absorbent/transcendent la capacité de développement des sociétés modernes sous une forme solidaire, démocratique et écologique. Deuxièmement, la transformation doit se produire dans le capitalisme, mais aussi au-delà. Il s'agit de combiner la « transformation vers un capitalisme socialement et écologiquement réglementé avec le début d'une deuxième grande transformation qui nous emmène au-delà du capitalisme² ».

1 Extrait de sa présentation à l'Association internationale de sociologie, Vienne, 10 juillet 2016. Traduction de l'anglais par Pierre Beaudet.

2 Dieter Klein, *Das Morgen tanzt im Heute. Transformation au capitalisme et à l'enfance*, Hambourg, VSA, 2013, p. 15.

Trois formes de transformation

Depuis le début, il y a toujours eu trois approches pour surmonter le capitalisme. Le premier courant a commencé avec Babeuf et le chartisme. Le pouvoir politique devait être saisi à travers l'insurrection ou les élections, afin d'entreprendre une reconfiguration de la société dans son ensemble.

Un deuxième courant, dans le sillon de Robert Owen, de Fourier et de Cabet, plaça sa foi dans le pouvoir des exemples : des coopératives de producteurs et de consommateurs, des banques de travailleurs, des formes de logement coopératif et des institutions culturelles et éducatives devaient servir de cellules germinales³ à une nouvelle société. Des changements concrets dans les circonstances de sa propre vie, l'autotransformation, la solidarité pratique et la démocratie devaient montrer qu'il existe des alternatives au capitalisme, démontrant comment ces alternatives fonctionnent et prouvant qu'elles sont de loin supérieures au capitalisme.

Le troisième courant a misé sur des réformes fondamentales pour lesquelles il fallait se battre (ses protagonistes incluaient Lassalle et Bernstein). Ce courant commença par la lutte pour la journée de dix heures, puis de huit heures. Plus tard, on a abordé les droits sociaux, l'éducation, la santé et l'environnement.

En discutant de ces trois courants, Erik Olin Wright parle de trois stratégies : de rupture, interstitielle et symbiotique⁴. Il faut alors démontrer comment ces alternatives fonctionnent et prouver qu'elles sont de loin supérieures au capitalisme. Selon moi, une transformation socioécologique ne réussira à provoquer la chute du capitalisme que si elle s'avère capable de poursuivre simultanément les trois stratégies, opérant au moyen d'alliances qui se renforcent mutuellement plutôt que de s'opposer l'une à l'autre.

Comment provoquer la rupture ?

La stratégie doit être offensive socialement et culturellement, ancrée au sein des contre-pouvoirs de gauche. C'est aussi une stratégie qui pénètre à l'intérieur du camp dominant, qui agrandit les fissures au sein de ce camp. Une véritable transformation doit se trouver des partenaires issus du bloc dominant, sinon, elle sera bloquée par l'économie, ce qui provoquera une forte déstabilisation sociétale poussant une grande partie de la population vers la droite. Et alors, l'échec politique sera inéluctable.

3 Les cellules germinales sont à l'origine de la formation des cellules reproductrices. (NdR)

4 Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017. On peut aussi consulter un texte de Jonathan Durand Folco sur le site des NCS : « Des interstices à la rupture », 24 août 2014, <<https://www.cahiersdusocialisme.org/des-interstices-a-la-rupture/>>.

Quand il devient clair que les réformes exigent une rupture, les cellules germinales peuvent se répandre, pourvu que les réformes et les ruptures créent les conditions requises. Également, des expériences concrètes donnant aux gens la force de lutter pour les réformes et les ruptures avec la plus grande détermination constituent le seul moyen de développer les conditions subjectives et objectives d'une transformation en profondeur.

Les trois grandes batailles de la gauche

La gauche doit défendre la démocratie libérale, qu'elle a toujours justement critiquée pour sa réduction à une égalité politique formelle et qui exclut le domaine économique. Mais perdre cette démocratie ouvre la porte à une barbarie effrénée.

Elle doit protéger ce qu'on entend par social-démocratie, en tant que participation politique et sociale. Avec les bas salaires et le précarat, les craintes liées à l'emploi et les revenus se généralisent. Avec l'accroissement des écarts dans l'éducation et la santé, les gens sont préoccupés par l'avenir de leurs enfants. Cette peur détruit la démocratie et la cohésion sociale et constitue la base du racisme et de la violence. La sécurité sociale, individuelle et générale, constitue des conditions indispensables à la liberté et à l'autodétermination.

Enfin, elle doit construire un pôle de solidarité, en tant que base pour la démocratie socialiste. La défense de la démocratie libérale n'est pertinente que si et seulement si la politique dominante, qui contribue à l'érosion de la démocratie, est également combattue. Par ailleurs, la social-démocratie historique n'apporte aucune solution durable aux problèmes des couches populaires. Devant tout cela, la gauche doit donc entreprendre sa propre transformation politique. Cela ne peut pas signifier un simple retour à la vieille lutte des classes. Le racisme, les rapports entre les sexes et les questions sociales, telles l'écologie et la paix, sont indissociablement liés. Dépasser cela, c'est faire en sorte que les gens s'organisent dans leur vie quotidienne, dans les quartiers et les lieux de travail, en s'encourageant les uns et les autres à agir ensemble.

Les trois transitions

Frédéric Legault¹

Doctorant en sociologie à l'UQAM et professeur en sociologie au Collège Ahuntsic

La transition énergétique qui s'entame tant bien que mal ne sera pas la première de notre histoire. Au début du XVIII^e siècle, l'Europe a vécu sa première transition énergétique en passant d'une économie de subsistance alimentée par l'énergie hydraulique à une économie industrielle basée sur le charbon et la machine à vapeur. Près d'un siècle plus tard, le pétrole se joint au charbon comme source d'énergie structurante de l'économie capitaliste. À l'aube d'une potentielle sortie du pétrole, quels enseignements pouvons-nous tirer de ces transitions ?

Acte 1 - Aux origines du « capitalisme fossile »

Propulsées à l'époque par des moulins hydrauliques, les filatures de coton anglaises adoptaient progressivement la machine à vapeur vers la fin du XVIII^e siècle. Selon le géographe Andreas Malm, « le passage de l'eau à la vapeur dans l'industrie du coton britannique ne s'est pas produit parce que l'eau était rare, moins puissante ou plus chère que la vapeur. Au contraire, la vapeur l'a emporté *alors même* que l'eau était abondante, au moins aussi puissante et franchement plus économique² ».

À partir d'une documentation historique fouillée, Malm nous apprend qu'une machine à vapeur avait une puissance moyenne de 60 chevaux-vapeur dans les années 1820, alors que la puissance que pouvait déployer un moulin hydraulique se situait entre 300

1 Merci à Arnaud Theurillat-Cloutier et à Laurence Guénette pour leur relecture attentive et pour la pertinence de leurs commentaires.

2 Andreas Malm, « Les origines du capitalisme fossile : le passage de l'eau à la vapeur dans l'industrie du coton britannique », dans Andreas Malm, *L'anthropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital*, Paris, La Fabrique, 2017, p. 90.

et 500 chevaux-vapeur³. L'eau était également moins dispendieuse. Malm rapporte les propos de l'historien du coton Stanley Chapman, qui affirme que la vapeur était « plus chère que les plus coûteuses des installations hydrauliques », et estime le coût d'un cheval-vapeur dans une filature de coton en 1840 à 86 livres sterling pour la vapeur et à 59 pour l'eau. Plus puissante, moins chère, l'eau n'a pas non plus été délaissée parce qu'elle était plus rare. Selon la méticuleuse reconstruction des conditions météorologiques, géologiques et topographiques effectuée par Robert Gordon, seule une fraction des onze grandes rivières qui traversaient les régions du textile était utilisée, dont le taux d'exploitation variait entre 0,8 % et 7,2 %⁴. Mais si elle était moins chère, plus puissante et disponible en quantité suffisante, alors qu'est-ce qui aurait bien pu motiver les manufacturiers de l'époque à passer au charbon ?

En fait, le passage de l'eau au charbon dans l'industrie du coton relevait d'autres impératifs : « Le capitalisme du coton s'est tourné vers la vapeur parce qu'elle offrait un pouvoir supérieur sur la main-d'œuvre⁵ ». Pour bien comprendre en quoi cette transition a répondu à des exigences de contrôle sur la force de travail, il importe de regarder plus attentivement la dynamique qui a guidé le développement géographique des moulins hydrauliques. Premièrement, la croissance de l'énergie hydraulique répondait à une dynamique centrifuge. Le harnachement d'une rivière devait être effectué de plus en plus loin des villes pour trouver un endroit satisfaisant. On ne pouvait évidemment pas déplacer les rivières ni transporter ou stocker l'énergie hydraulique générée par les moulins des filatures ; l'eau devait être exploitée sur place. Éloignées des centres urbains, des colonies furent construites autour des moulins et les employés y étaient dépêchés uniquement pour y travailler. L'absence de population aux alentours des rivières à fort débit exigeait de faire venir la main-d'œuvre et de lui offrir les services pour qu'elle y vive (logements, épicerie, école, église, boutiques, infrastructures). La construction de ces « colonies-usines » (*factory colonies*) se faisait aux frais des manufacturiers et représentait souvent des investissements significatifs. Ces coûts ne se limitaient cependant pas aux infrastructures. Ainsi éloignés, les « capitalistes de l'eau » n'avaient pas la possibilité de remplacer les employés qui n'avaient pas encore intégré la « culture d'usine ». Lorsque les travailleurs et les travailleuses exigeaient de meilleures conditions de travail, les patrons avaient peu de marge de manœuvre pour négocier. L'isolement géographique jouait en faveur des ouvriers et des ouvrières, car leur remplacement impliquait pour leurs patrons d'entamer une nouvelle campagne de recrutement à partir de zéro.

La situation était bien différente en contexte urbain : « S'ils ne se présentent pas à huit ou neuf heures le lundi matin, nous en prenons de nouveaux », rapporte Malm.

3 *Ibid.*, p. 86.

4 *Ibid.*, p. 84-85.

5 *Ibid.*, p. 112.

La présence d'un bassin de main-d'œuvre abondante offrait une « armée de réserve » qui faisait pression à la baisse sur les conditions de travail.

Deuxièmement, contrairement à la machine à vapeur, les rivières n'étaient pas indépendantes des conditions météorologiques. La variation du débit, en fonction des saisons et des précipitations, entraînait des irrégularités dans les journées de travail. Par exemple, lorsque le débit de la rivière était trop faible, les travailleuses et les travailleurs étaient sommés de rentrer chez eux, puis de reprendre le temps perdu lors de journées subséquentes. Cependant, un des problèmes majeurs avec l'irrégularité des journées de travail était que le nombre d'heures pouvant être repris était limité par les nouvelles législations récemment adoptées. À la suite des grèves dans l'industrie textile, le *Ten Hours Act* était adopté dans les années 1830 dans le but de diminuer la longueur de la journée de travail. Cette nouvelle législation imposait de trouver des manières d'intensifier la journée de travail dont la durée avait été tronquée par les revendications ouvrières.

Répondant à ces impératifs, l'adoption du charbon a permis une offre régulière et constante d'énergie, émancipée des contraintes de la nature, et bientôt intensifiée par les améliorations techniques de la machine à vapeur. De surcroît, le charbon a permis que le lieu et le moment d'extraction de la ressource soient dissociés du lieu et du moment de sa consommation. C'est notamment la possibilité de cette dissociation qui a permis de relocaliser la production d'énergie aux endroits considérés comme avantageux par le capital.

Acte 2 - Saboter le sabotage

Si la concentration des travailleurs et des travailleuses dans les centres urbains a permis aux capitalistes du charbon de disposer d'une main-d'œuvre interchangeable, l'organisation sociotechnique de l'industrie du charbon a permis aux ouvriers de développer une autre forme de rapport de force. Selon Timothy Mitchell, « aux États-Unis, entre 1881 et 1905, les ouvriers du charbon ont fait trois fois plus souvent la grève que la moyenne des travailleurs des principaux secteurs industriels [...]. Les grèves des mineurs du charbon duraient aussi bien plus longtemps que celles de tous les autres secteurs industriels. Et c'était la même chose en Europe⁶ ». Cet activisme, toujours selon Mitchell, peut être attribué en partie au fait que la production et le transport du charbon impliquaient des lieux et des méthodes de travail caractérisés par l'autonomie des travailleurs.

L'organisation du travail entourant l'extraction et le transport du charbon a offert aux mineurs les dispositifs techniques nécessaires pour que leurs revendications

6 Timothy Mitchell, *Carbon Democracy. Le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, Paris, La Découverte, 2017, p. 34.

soient entendues. Le transport du charbon était particulièrement simple à saboter pour quiconque savait où frapper. Les cheminots français, qui possédaient un des syndicats les plus dynamiques de l'époque, avaient en ce sens un pouvoir d'interruption majeur sur l'ensemble du réseau de répartition de la ressource : « Avec deux sous d'une certaine matière, utilisés à bon escient, il nous est possible de mettre une locomotive dans l'impossibilité de fonctionner », raconte le chef du Syndicat national des chemins de fer français en 1895⁷. Si la dissociation entre l'extraction et la consommation de la ressource conférait certains avantages aux capitalistes du charbon, la structure du réseau du transport qu'entraînait cette dissociation offrait aux ouvriers une possibilité de sabotage d'une efficacité sans précédent.

Au tournant de la Deuxième Guerre mondiale, l'élite politique et économique a cherché à affaiblir ce pouvoir conquis par les travailleurs et les travailleuses par le biais d'un projet *a priori* fort simple : abandonner le charbon au profit du pétrole. En effet, les capitalistes du pétrole considéraient que les réseaux de transport du charbon étaient trop dépendants de la force de travail. Ainsi, « l'oléoduc a été inventé pour diminuer les possibilités d'interruption humaine du flux d'énergie. Il fut introduit en Pennsylvanie dans les années 1860 pour contourner les demandes salariales des travailleurs qui transportaient les barils de pétrole vers les gares de dépôt dans des voitures à cheval⁸ ». Plus léger, le pétrole était aussi liquide, ce qui facilitait son transport. Avec l'arrivée des oléoducs, on passait dorénavant à un réseau beaucoup plus ouvert, moins linéaire, qui contenait une quantité d'embranchements suffisante pour diminuer le rapport de force des travailleurs. Si un tronçon d'oléoduc était saboté, l'ensemble du réseau n'était pas rendu dysfonctionnel pour autant; le remplacer était rapide et peu coûteux.

C'est en ce sens que l'on peut dire que la qualité liquide du pétrole, combinée aux avantages et contraintes propres à l'économie capitaliste, a eu un impact sur son adoption comme ressource alternative au charbon. « L'un des grands objectifs de la conversion au pétrole était d'affaiblir de façon durable les mineurs du charbon, dont la capacité d'interruption des flux d'énergie avait donné aux syndicats de travailleurs la capacité d'obtenir des améliorations de la vie collective qui avaient démocratisé l'Europe⁹ ». Au regard du récit que nous raconte Timothy Mitchell, ce n'était pas non plus par un épuisement des ressources ou par efficacité énergétique que le pétrole fut adopté, mais bien pour contourner les revendications collectives des travailleurs et pour s'assurer d'un flux régulier et prévisible en énergie.

7 *Ibid.*, p. 37-38.

8 *Ibid.*, p. 55.

9 *Ibid.*, p. 46.

Acte 3 - De gré ou de force

Contrairement aux énergies renouvelables, le charbon et le pétrole ont des caractéristiques qui, pourrait-on avancer, ont permis l'accumulation capitaliste telle qu'on la connaît aujourd'hui. En effet, ces hydrocarbures recèlent une quantité phénoménale d'énergie, leur extraction et leur consommation peuvent être dissociées, et leur apport en énergie ne dépend pas des aléas de la nature. Ces caractéristiques soulèvent des questions charnières pour notre éventuelle sortie du pétrole. Serait-il envisageable de ne pas toucher l'organisation de notre système économique, mais de n'en modifier que les intrants énergétiques ? Les énergies renouvelables, qui ne rencontrent pas ces caractéristiques, peuvent-elles même être compatibles avec la logique économique actuelle ?

Si l'on se fie à l'expérience des filatures de coton anglaises, l'impossibilité de stocker l'énergie issue de sources renouvelables (et donc de la transporter), sa dépendance aux aspects qualitatifs de la nature, l'irrégularité de son apport énergétique semblent annoncer son incompatibilité avec les modes de production et de consommation actuels. Une lecture sociale et historique des hydrocarbures nous apprend qu'une source d'énergie n'est pas adoptée seulement pour ses caractéristiques propres, mais seulement si elle peut répondre aux impératifs socioéconomiques en vigueur. Une telle analyse nous apprend également que les sources d'énergie doivent avant tout être comprises comme un rapport social, et qu'« aucun morceau de charbon et aucune goutte de pétrole ne s'est jamais transformé de soi-même en énergie », nous rappelle Andreas Malm.

D'un point de vue écologiste, il ne s'agirait donc pas de substituer bêtement cette source d'énergie par une autre ni, d'un point de vue socialiste, de réaliser la proverbiale socialisation des moyens de production tout en laissant ceux-ci intacts. Dans un contexte d'urgence climatique où les énergies fossiles représentent 86 % des sources d'énergie primaire à l'échelle mondiale, l'un ne peut plus se permettre d'aller sans l'autre.

Et pourtant, la tendance actuelle consiste plutôt à vouloir plier les énergies renouvelables aux caractéristiques spécifiques des énergies fossiles (stockage, transport, régularité d'apport en énergie, indépendance aux aspects qualitatifs de la nature). À l'inverse, une sortie du pétrole devrait plutôt s'accompagner d'une transformation des rapports sociaux à l'intérieur desquels les énergies renouvelables s'inscriront. Car, à ce stade, rien n'est moins sûr que le soleil, l'eau et le vent seront à même de répondre seuls aux exigences de la transition telle qu'elle est entamée.

Demain et aujourd'hui, la société postcapitaliste

III - Demain et aujourd'hui, la société postcapitaliste

Nous ne pouvons pas vaincre le capitalisme si nous n'abordons pas le productivisme qui est profondément enraciné dans l'extractivisme de la nature et dans la reproduction des structures de pouvoir ploutocratiques et patriarcales. De même, il est impossible de retrouver l'équilibre de la pachamama sans sortir de la logique du capital qui marchandise tout, et qui ne cesse de trouver de nouvelles opportunités d'affaires dans la crise. Cette compréhension est l'une des contributions clés de l'écosocialisme.

Pour éviter d'être capturé par la logique du pouvoir, il faut autonomiser des contre-pouvoirs autonomes, en tant qu'entités capables de contrebalancer les forces conservatrices et réactionnaires qui subsistent dans les nouvelles structures de pouvoir.

Pablo Solón¹

Militant social et environmentaliste bolivien, directeur de la Fundación Solón (La Paz)

1 *Buen vivir. Nouveaux paradigmes, nouveaux défis*, FSM de Salvador de Bahia, mars 2018.

Le pouvoir après l'émancipation : propositions pour un socialisme postmoderne

Alain Savard

Syndicaliste et doctorant en sciences sociales à l'Université York

Pour décrire le projet anarchiste, Proudhon parlait de « l'ordre sans le pouvoir² ». Engels, quant à lui, décrivait la proposition communiste comme celle où « le gouvernement des personnes fera place à l'administration des choses³ ». Dans les deux traditions, on retrouve une emphase sur la disparation du pouvoir, de l'État et de la contrainte, qui laisserait alors la place à une société sans classe, sans oppression où régnerait une sorte d'harmonie, d'absence de conflits en dehors de la gestion des affaires quotidiennes. Ces propositions portaient le sceau du progressisme du XIX^e siècle – une conviction profonde d'une certaine marche de l'histoire, incarnée par le progrès scientifique et social, qui mènerait, un jour, à la fin de l'histoire elle-même, à une société prospère, juste et harmonieuse.

L'optimisme de ces récits s'inscrivait dans cette époque, mais possédait également une force politique indéniable. La conviction profonde que l'on participait à la marche de l'histoire, que le capitalisme approchait de sa crise finale, que le communisme était l'aboutissement ultime et nécessaire de l'évolution sociale, a constitué pendant longtemps une locomotive extraordinaire pour mobiliser les énergies humaines vers un projet collectif. Dans plusieurs pays, la survie des partis communistes dépendait

2 Pierre-Joseph Proudhon, *Les Confessions d'un révolutionnaire*, 1849, <http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/proudhon/N5518220_PDF_1_-1DM.pdf>.

3 Friedrich Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, 1880, <http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_friedrich/socialisme_scientifique/socialisme_scientifique.html>.

d'une telle rhétorique eschatologique – la venue du grand soir devait être imminente pour garder le niveau d'implication requis de ses membres. Au sein des pays prétendument socialistes, la certitude d'une supériorité sociale et économique sur le monde capitaliste était instrumentale à la légitimation de ces régimes.

Aujourd'hui, cet optimisme révolutionnaire sonne faux. Il entre en dissonance avec le pessimisme ambiant. Comme en témoignent les innombrables œuvres de fiction postapocalyptiques, on imagine plus facilement la fin du monde que notre émancipation collective. Mais plus encore, la chute des régimes socialistes et le dévoilement de leur racine autoritaire ont profondément miné la confiance des classes populaires envers le projet socialiste. La nécessité d'un projet révolutionnaire n'est pas moins urgente. La crise environnementale, les tensions interimpérialistes, la montée fulgurante des inégalités démontrent jour après jour qu'un autre monde est nécessaire. Pour mettre en échec l'idée selon laquelle « *there is no alternative*⁴ », il faut toutefois réinventer le projet positif sur de nouvelles bases. Et pour faire écho au titre provocateur de cet essai, ce projet se doit d'être *postmoderne*.

Les limites de la raison

J'utilise le mot postmoderne en son sens restrictif⁵. La plupart des mouvements politiques issus du XIX^e siècle – desquels hérite la gauche radicale contemporaine – sont modernes en ce qu'ils partagent l'idée qu'un ordre social universellement juste et harmonieux puisse être déduit par la raison scientifique. Or, la raison scientifique peut nous apprendre bien des choses, mais elle ne peut pas résoudre tous les conflits sociaux, car là où il y a des divergences d'intérêt et des conflits moraux fondamentaux, il n'y a pas de solution purement logique. Si le désenchantement du monde contemporain nous apprend quelque chose, c'est bien l'indétermination profonde du sens de notre existence. À l'heure du renouveau des conflits religieux, des nationalismes identitaires et du vide du consumérisme exacerbé copié sur le « modèle » étatsunien, on ne peut prétendre que les grands idéaux de justice et d'égalité seraient fondamentalement universels. La gauche contemporaine porte un projet qui n'a rien d'inhérent à la nature humaine : si notre justesse morale nous paraît évidente, elle n'est pas pour autant partagée par tous et toutes. Le présent projet est donc *postmoderne* en ce qu'il accepte l'incertitude et le conflit comme des caractéristiques indépassables

4 Citation attribuée à Margaret Thatcher. (NdR)

5 Je n'utilise donc pas le terme postmoderne dans son sens fort, tel qu'il peut être compris en littérature ou en sciences sociales, lorsqu'il est rattaché à la lignée des penseurs comme Lyotard, Foucault, Deleuze, Guattari ou Baudrillard. Il n'est pas question ici de faire appel aux théories sociales qui rejettent complètement le concept de vérité et réduisent le réel à une construction discursive. Il n'est pas question non plus du postmodernisme tel que conçu par la tradition freitagienne au Québec. L'enjeu n'est pas de faire un débat sur ces différents courants, mais simplement de clarifier le sens du terme postmoderne tel que je l'utilise dans ce texte-ci.

de toute société humaine, et avec lesquelles même un projet d'émancipation doit composer.

Cela n'implique toutefois pas de renoncer à proposer un modèle global, ni même de renoncer à convaincre la grande majorité de la désirabilité de celui-ci. Il implique toutefois de le faire avec humilité, et surtout, de laisser la diversité au cœur de ce projet. Notre proposition ne peut régler tous les problèmes du monde, mettre le point final à tous les conflits, ni établir la morale universelle qui saura mettre « fin » à l'histoire. Il peut, bien humblement, offrir une vie meilleure pour la majorité.

Il en ressort également que nous ne pouvons plus présenter l'histoire de l'humanité comme celle du *progrès*, duquel le projet émancipateur n'en serait que l'aboutissement logique et inévitable. Le regard contemporain sur l'histoire nous force à admettre que celle-ci n'a pas de sens. Et comme le capitalisme a démontré sa capacité d'adaptation au fil des décennies, nous ne pouvons continuer de croire que celui-ci croulera inévitablement sous ses propres contradictions pour faire place au communisme. Le capitalisme s'est relevé de la crise des années 1930 par le compromis fordiste, les politiques keynésiennes et l'impérialisme américain. Il s'est relevé de celle des années 1970 par le néolibéralisme, la financiarisation et la mondialisation. Aujourd'hui, même si le système porte encore les blessures de 2008, rien n'indique qu'il sera remplacé par autre chose. Tant qu'une alternative n'existera pas, ce système peut se réinventer et se modifier pour faire face aux nouveaux défis. Et rien ne nous promet que l'alternative au capitalisme sera plus juste, plus égalitaire et plus écologique. C'est en ce sens que nous ne pouvons pas nous permettre de « croire au progrès ». Un recul social est bel et bien possible au moment où les démocraties libérales semblent de plus en plus enclines à élire des partis d'extrême droite et à l'heure de la montée en puissance de la Chine – un pays alliant maintenant capitalisme, nationalisme et autoritarisme d'État.

Concevoir le pouvoir autrement

Ce détour nous ramène donc à l'autre notion centrale de cet essai : celle du pouvoir. Les projets de la gauche radicale classique – anarchiste, socialiste et communiste – prétendent tous avoir la capacité de se départir ultimement du pouvoir. Or, cette prétention est seulement possible si l'on croit que la raison peut trouver des solutions universellement acceptables et capables de régler tout conflit. Or, à partir du moment où l'on accepte que certaines questions morales ne puissent tout simplement pas être réglées par des principes logiques, et qu'une indétermination subsistera toujours quant au sens de l'existence humaine sur terre, il faut accepter que ces questions aillent toujours créer des conflits. Et qui parle de conflit insoluble par le consensus parle nécessairement d'une forme de pouvoir dans l'affrontement nécessaire à la résolution du différend.

Comment donc concevoir l'alternative au monde capitaliste, patriarcal, impérialiste et raciste dans lequel nous vivons, pour que cette alternative soit une réelle amélioration pour la grande majorité si nous ne pouvons prétendre à la résolution des conflits moraux qui traversent notre époque ?

Pour cela, il nous faut une solide théorie du pouvoir, qui nous permettra de cerner plus précisément en quoi notre alternative est plus désirable, et d'en tracer les contours de manière plus précise et plus réaliste que ce que la gauche radicale a pu faire dans les deux derniers siècles.

Traditionnellement, le pouvoir a été défini exclusivement comme une capacité de contrainte ou d'influence d'une personne sur une autre. Cette conception du pouvoir est dominante en philosophie politique et en sciences humaines. Elle s'avère toutefois peu pratique lorsque vient le temps de penser la société égalitaire. L'idée d'une société sans pouvoir implique une absence de capacité de contrainte ou d'influence de quiconque sur quiconque. Même les actes volontaires peuvent faire l'objet d'un pouvoir d'influence lorsqu'on analyse les processus de constitution des préférences par les tactiques insidieuses de publicités, ou simplement par la construction des normes imbriquées dans les institutions scolaires. Dès que l'être humain vit en société, il est constitué par son environnement, influencé par ses pairs, et dès qu'il agit, il fait acte de pouvoir sur ces derniers. Poussé à sa limite, chez Foucault et ses successeurs, on réalise qu'avec une telle définition du pouvoir, il n'y a pas d'en dehors du pouvoir⁶.

Pour sortir de l'impasse, je propose de définir le pouvoir positivement plutôt que négativement. Le pouvoir peut être conçu plus largement comme capacité d'influence sur le monde. Cela implique d'agir tant sur le monde naturel en général que sur le monde humain en particulier. Défini ainsi, le pouvoir n'est pas une limitation, une contrainte négative, mais plutôt un champ de possibilités. Le pouvoir peut être collectif : c'est la capacité d'une collectivité à accomplir ce qu'elle souhaite. Le pouvoir d'une collectivité à construire une école et à l'opérer par exemple. Le pouvoir peut également être subversif : le pouvoir d'une communauté à confronter une élite, à faire grève et à imposer des réformes.

C'est un pouvoir *de* plutôt qu'un pouvoir *sur*. Ce pouvoir n'est toutefois pas intrinsèquement bon ou mauvais. Une collectivité peut utiliser son pouvoir pour fabriquer des armes. Un individu peut utiliser son pouvoir pour imposer sa volonté à d'autres. Le fait d'avoir le pouvoir de faire quelque chose n'implique rien sur la désirabilité de cette chose.

6 Michel Foucault : « Là où il y a pouvoir, il y a résistance [...] et pourtant, ou plutôt par là même, celle-ci n'est jamais en position d'extériorité par rapport au pouvoir. Faut-il dire qu'on est nécessairement "dans" le pouvoir, qu'on ne lui "échappe" pas, qu'il n'y a pas, par rapport à lui, d'extérieur absolu, parce qu'on serait immanquablement soumis à la loi ? ». *Histoire de la sexualité*, Paris, Gallimard, 1994.

Fondamentalement, tout être humain possède alors un certain pouvoir. Sa force de travail, sa capacité productive et reproductive est en soi un pouvoir sur le monde. Chaque être humain peut influencer les autres personnes de son entourage et peut transformer la nature, ne serait-ce qu'un peu. Et pour reprendre la formule de Marx, chacun participe ainsi à faire l'histoire, mais dans des circonstances que l'on ne choisit pas⁷. C'est d'ailleurs le principe même de *l'agentivité* – la capacité intrinsèque de chacun et chacune à agir sur le monde⁸. Il faut toutefois reconnaître que cette agentivité n'est pas également répartie, au sens où le pouvoir d'action sur le monde est structurellement inégalitaire.

La vie en société implique une certaine mise en commun de ce pouvoir sur le monde, mais cette mise en commun n'est aujourd'hui pas sujette à un processus décisionnel égalitaire. L'aliénation désigne précisément cette perte de contrôle sur sa propre capacité d'action. Lorsque le travailleur – ou la travailleuse – vend sa force de travail à un patron, il aliène son pouvoir de transformation du monde. Son corps devient l'instrument de l'acheteur. L'histoire de l'oppression est celle de l'aliénation du pouvoir des personnes opprimées au bénéfice des oppresseurs. Cela est vrai et commun à toutes les structures dont la caractéristique est d'aliéner le pouvoir d'action des uns pour la transférer aux autres : l'esclavage, le servage, le patriarcat, le racisme, voire l'État. Le processus d'exploitation décrit par les marxistes et compris comme le cœur de toute société de classe est en fait un processus d'accumulation du pouvoir. Le travail gratuit extirpé par la contrainte ou l'échange capitaliste est cette capacité d'action sur le monde, ce pouvoir du travailleur qui lui est volé.

En utilisant une définition large du pouvoir, on peut toutefois décentrer l'analyse de l'angle purement « économique ». Le contrôle du corps des femmes, par exemple, représente une facette tout aussi importante de l'accumulation du pouvoir social, qui d'ailleurs précède le capitalisme. Il s'agit d'un processus de dépossession du contrôle du pouvoir de son propre corps pour se conformer aux volontés d'autrui – comme c'est le cas pour la capacité de reproduction. Une approche fondée sur le pouvoir peut donc pleinement intégrer les acquis des théories intersectionnelles, analysant les différentes dimensions, les différents facteurs de l'accumulation et de la dépossession du pouvoir. Cela est non seulement nécessaire pour tisser des alliances durables et inclusives, mais également pour construire un modèle alternatif qui évitera de reproduire ces problèmes.

7 Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1851, <http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18-brumaine_louis_bonaparte/18-brumaine.html>.

8 Voir Anthony Giddens, *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration*, Oakland, University of California Press, 1986.

La démocratie radicale comme projet

Comme toute vie en société implique une certaine mise en commun de notre capacité d'action sur le monde et un réseau complexe d'influences, on ne peut définir le projet émancipateur sur la base d'une autonomie/liberté absolue des individus qui la composeront. Ce qui est au cœur des problèmes identifiés par la gauche radicale, ce n'est pas le pouvoir en tant que tel, mais bien sa concentration, sa distribution fortement inégalitaire.

La proposition alternative est donc la répartition égalitaire du pouvoir. Deux idéaux types s'offrent logiquement à nous. D'une part, la protection d'une sphère d'autonomie privée, où le pouvoir individuel d'une personne n'est pas mis en commun, n'est pas sujet au contrôle d'autrui, et où chacun ou chacune dispose de ressources équivalentes. On imagine, par exemple, une société de paysans et de paysannes propriétaires, parfaitement autonomes les uns des autres, s'occupant de leur lopin de terre et travaillant uniquement pour leurs propres besoins. Cette forme « pure » n'est évidemment plus applicable aujourd'hui, car pour soutenir la population actuelle, nous sommes dépendants de technologies complexes qui ne peuvent être produites ainsi. L'autre avenue est celle du contrôle égalitaire sur le processus décisionnel concernant le pouvoir collectif. On imagine alors une société fondée sur l'autogestion de coopératives et la démocratie directe de conseils municipaux par exemple. Le principe des communs mis de l'avant par Pierre Dardot et Christian Laval s'inscrit dans cette perspective : le commun, c'est ce pouvoir collectif contrôlé de manière égalitaire⁹. Anarchistes et communistes voient dans la Commune de Paris ou dans les soviets du début de la révolution russe des exemples de mise en application de cela. Mais il n'est pas nécessairement désirable que le projet socialiste implique une collectivisation complète – aussi démocratique soit-elle.

Tout le spectre entre ces deux modèles est possible : cela implique qu'une part du pouvoir propre à l'individu soit mise en commun et soumise à un processus décisionnel auquel il prend part en tant qu'égal, et l'autre part du pouvoir lui est dévolue comme un bien privé tant que ce pouvoir privé reste également distribué.

En différenciant le contenu (les décisions prises) de la forme (la manière dont les décisions sont prises), on peut faire valoir la portée quasi universelle du projet socialiste. Pour la très grande majorité, l'égalité dans le processus décisionnel représente une augmentation significative de leur pouvoir sur le monde lorsqu'on la compare à la situation d'aliénation vécue actuellement. Même s'il subsistera des désaccords quant au contenu des décisions à prendre, la garantie de l'égalité dans le processus décisionnel par rapport au pouvoir collectif implique une plus grande fidélité des décisions prises aux aspirations de la grande majorité. Surtout lorsqu'on

9 Voir, dans ce numéro, le texte de Christian Laval, « Repenser la révolution. Utopie, imagination, pratique ».

la compare à la situation actuelle où l'extrême concentration du pouvoir décisionnel forge les priorités sociales sur les désirs d'une classe dominante.

Comprendre le pouvoir pour concevoir la démocratie

En soi, l'idée de mettre l'égalité et la démocratie au cœur du projet révolutionnaire n'a rien de nouveau. Mais contrairement aux penseurs modernes de l'anarchisme et du socialisme, il faut admettre que cette démocratie ne règlera pas tous les conflits. Elle permettra surtout d'augmenter l'emprise de la majorité sur son destin, aussi bien collectif qu'individuel.

De plus, pour proposer un projet démocratique réalisable qui soit réellement égalitaire, il nous faut des outils conceptuels et pratiques précis, applicables au niveau microsocial et macrosocial. C'est également sur ce plan qu'une théorie du pouvoir est essentielle. Les outils conceptuels proposés par le marxisme, par exemple, ne permettaient pas une telle précision, car ils restent à un niveau d'abstraction relativement élevé. La socialisation des moyens de production est un remède logique aux tares du capitalisme, mais la théorie marxiste offre peu de guides pour organiser la société à la suite de cette socialisation. Et à défaut d'avoir un barème pratique permettant de comprendre les inégalités en dehors du capitalisme, on ouvre la voie à une collectivisation de façade, qui se révèle n'être qu'une nouvelle forme d'accumulation du pouvoir construit autour d'une bureaucratie d'État.

L'humilité nécessaire à un projet socialiste *postmoderne* nous force également à revoir à la baisse nos ambitions. Non pas qu'il faille abandonner l'idée d'une rupture révolutionnaire ou de l'abolition du capitalisme, mais surtout, il nous faut accepter l'idée que la prochaine grande transformation sociale égalitariste, si elle a lieu, ne sera pas la dernière. Nous ne parviendrons pas à une égalité parfaite et absolue. À vrai dire, nous ne savons même pas si cela est possible.

À défaut d'avoir des certitudes, l'égalité absolue se pose comme un modèle théorique qui guide notre démarche. Mais le projet socialiste que nous devons proposer se doit d'être réalisable à partir des conditions actuelles, de ce que nous connaissons sur les sociétés humaines et de ce que nous croyons ultimement possible. Cette société ne sera pas la fin de l'histoire ni la fin des conflits. Mais si nous luttons, c'est que nous avons la très nette conviction que cette société sera beaucoup mieux que celle dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

De quelques implications stratégiques

Comme l'aspect universalisant du projet porte sur sa forme – celle de l'égalité et de la démocratie – il reste néanmoins un grand nombre de questions indéterminées sur le plan du contenu. Ces questions sont celles que les citoyennes et les citoyens

de la société future devront débattre de toute façon. Cela dit, dans le processus de transition, l'égalité ne peut être le seul élément programmatique. Les débats de forme soulèvent rarement les masses. Ce sont les enjeux concrets, souvent locaux, qui animent les passions. La tâche des révolutionnaires est de connecter les problèmes concrets à leurs sources structurelles, et de démontrer qu'une distribution égalitaire du pouvoir réglerait le problème. Or, cette tournure des choses implique de donner un contenu au projet. Cela peut s'articuler autour d'enjeux tantôt écologiques, tantôt liés aux conditions de travail ou encore aux oppressions culturelles.

Sur le plan stratégique, une approche axée sur le pouvoir permet de mettre en lumière une dimension fondamentale de toute stratégie de changement : comme le pouvoir est conçu comme une capacité d'action sur le monde, la résistance et le changement social sont également des produits du pouvoir. C'est le pouvoir des organisations populaires, le pouvoir « par le bas », dont il est question. Faire grève relève d'un acte de pouvoir. Occuper une place publique relève d'un acte de pouvoir¹⁰.

Or, le type de pouvoir que les classes populaires possèdent est potentiellement différent du pouvoir des élites. Ce n'est pas un pouvoir concentré autour d'une poignée d'individus. Ce n'est pas un pouvoir qui puisse être compté en capital, en PIB ou en forces armées. C'est un pouvoir diffus, qui requiert une mise en commun des quelques ressources que chacun possède pour faire émerger un pouvoir collectif. C'est une force du nombre.

Mais au-delà des épisodes de résistance populaire, une stratégie de changement social à long terme doit être capable de faire perdurer ce pouvoir populaire dans des institutions autonomes qui œuvrent dans cette direction. C'est en ce sens que nous devons réfléchir à une stratégie d'accumulation du pouvoir populaire. Et c'est en regardant l'histoire de la gauche que nous devons émettre une mise en garde importante : toute institution, aussi populaire soit-elle à l'origine, qui accumule une grande quantité de pouvoir est sujette à un détournement par ceux et celles qui la contrôlent. Lorsque des partis politiques, des syndicats, des coopératives deviennent des forces sociales importantes, ils attirent les opportunistes et incitent leurs dirigeants à en faire des instruments personnels.

Cette tendance n'implique pas que toute stratégie d'accumulation du pouvoir soit vouée à l'échec. Elle nous apprend toutefois l'importance d'une certaine politique de la préfiguration. Si nous souhaitons transformer la société pour que celle-ci devienne plus démocratique et égalitaire, nos propres institutions doivent incarner cette prétention. D'une part, car la démocratie d'un mouvement est sa meilleure garantie contre sa récupération et son détournement. D'autre part, car la mise en pratique de la

10 Voir Jane McAlevey, *No Shortcuts. Organizing for Power in the New Gilded Age*, New York, Oxford University Press, 2016.

démocratie au sein d'une organisation de plus en plus importante est essentielle pour en tester et en démontrer la viabilité.

Notre tâche consisterait donc à bâtir ce pouvoir populaire partout où nous sommes : que ce soit dans les mouvements sociaux, les coopératives ou encore par la prise de l'État. Et à chacun de ces endroits, l'impératif est celui de la démocratie : nous devons faire de notre mieux pour faire vivre des institutions contrôlées par la base. Ces institutions doivent être capables d'articuler un projet collectif émancipateur. Sans promettre des lendemains qui chantent, elles doivent pouvoir démontrer qu'on peut faire mieux, et avoir le pouvoir nécessaire pour faire survenir ce changement avant qu'il ne soit trop tard.

Repenser la révolution

Utopie, imagination, pratique

Christian Laval

Écrivain et professeur émérite de sociologie, Université Paris-Nanterre

Tout est possible

En 1968, des utopistes, très minoritaires, ont réussi à entraîner une société entière dans un mouvement profondément révolutionnaire qui, s'il a échoué, n'en a pas moins été le plus grand mouvement de grève en France et même dans le monde au vingtième siècle. Les syndicats et les partis traditionnels de la gauche parlementaire n'ont pas été à l'origine du mouvement, ils s'y sont engagés après le déclenchement de ce qu'on a appelé « les « événements ». Le feu a pris parce que la situation dans les usines, dans les services publics et dans l'administration se prêtait à un tel mouvement de masse. Tous les témoignages concordent sur un point précis : les acteurs de Mai 68 avaient le sentiment que « tout était possible ». Or ce « tout est possible » relève justement de l'utopie si on comprend bien qu'il ne s'agit pas d'un vain rêve, mais de l'exercice de masse de la faculté imaginante, quand une société, ou au moins une fraction significative de celle-ci, se met à exercer avec énergie cette faculté, à gagner ainsi une pleine confiance dans la possibilité de vivre autrement, c'est-à-dire à penser que le cours des choses peut être radicalement changé. C'est l'impensable et l'impossible qui surviennent brusquement là où personne ne les attendait. C'est très exactement le sens de ces formules en usage aujourd'hui : « une autre vie est possible », « un autre monde est possible ».

Mai 68 témoigne d'une convergence rare, exceptionnelle même, entre une perspective utopique, fruit d'un élargissement des possibles, et un terreau social fait de mécontentements, de revendications, de frustrations. Il faut sans doute les deux

pour faire une révolution : la rencontre entre le désir qui ouvre des possibles et une somme de souffrances, d'humiliations et de blessures dans la société, tout ce qui fait l'oppression quotidienne ordinaire de nos existences. C'est cette rencontre qui permet des changements profonds dans les existences de ceux et celles qui ont vécu ces événements comme le montrent un certain nombre de publications récentes. Il est donc important de réfléchir à la place de l'imagination dans le mouvement social, dans les organisations syndicales, dans l'économie sociale. Dès lors que se sont écroulés les systèmes politiques et sociaux usurpant les mots de socialisme et communisme, y a-t-il encore place pour un projet d'émancipation ?

Pour avancer dans ce questionnement, il faut rouvrir la question de ce que peut être la révolution aujourd'hui, sachant que chaque époque peut avoir son « idée de révolution » selon un titre fameux d'un livre de Proudhon (*L'idée générale de la révolution au XIX^e siècle*). Je voudrais d'abord me demander jusqu'à quel point on peut réutiliser le terme d'utopie aujourd'hui pour désigner cette faculté imaginante après tant de disqualification du terme notamment dans la tradition marxiste. Je voudrais ensuite me demander si l'une des caractéristiques de la situation historique que nous vivons n'est précisément pas marquée non seulement par un « retour à l'utopie », mais par une reformulation de ce qu'on peut entendre par ce terme, notamment par une revalorisation de l'expérimentation pratique des utopies.

Utopie et nécessité historique

Avec la domination du marxisme sur le mouvement ouvrier, on a assisté à une certaine disqualification de l'imagination utopique, alors même que la pensée de Marx, malgré ses dénégations, est pleine de formules issues de l'utopisme des premiers socialistes. Il y a chez Marx une double opposition aux utopistes : il oppose à l'imagination chimérique l'observation du réel et la science de l'histoire, et aux expériences isolées la révolution politique et sociale.

La critique par le marxisme de l'utopie est apparemment bien connue. Tout le monde a à l'esprit cette distinction d'Engels, qui date de 1880, entre « socialisme utopique » et « socialisme scientifique ». Elle est pourtant plus complexe que cette simple opposition entre deux formes de socialisme. Elle s'appuie d'abord sur la contrainte historique. Tout lieu projeté dans un futur indéterminé ou dans un monde lointain, est toujours lié à ce qui existe, ce n'est qu'un ailleurs relatif à celui dans lequel on vit, l'autre du même. Comme disait Hegel, nul ne saute par-dessus son temps. Les systèmes utopiques sont des expressions d'une époque et ils disparaissent lorsque l'époque change. Les « peintures de la société future » n'ont été utiles qu'aux tout premiers temps de la lutte ouvrière et ne correspondent plus au stade de conscience et d'organisation auquel est parvenu le mouvement ouvrier.

Ce qui leur manquait pour devenir des systèmes véritablement scientifiques, ce qui les condamnait à n'être que des rêves, c'était le plein développement de l'industrie et les luttes de classe qui lui sont liées. Le socialisme est devenu scientifique lorsqu'il a cessé de rêver à un système parfait et s'est attaché au « mouvement réel », à la lutte des classes et aux contradictions du capitalisme. C'est ce que dit avec force la formule célèbre identifiant le communisme au mouvement en cours d'abolition de l'état de choses existant : « Le communisme n'est pour nous ni un *état* qui doit être créé ni un *idéal* sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le *mouvement réel* qui abolit l'état actuel¹ ». Et cette science de l'histoire est censée expliquer pourquoi ces luttes et ces contradictions doivent mener nécessairement à l'accouchement d'une formation sociale supérieure. La seule chose à faire pour se défaire de l'utopie, c'est « d'ouvrir les yeux sur ce qui se passe » et de découvrir les processus qui inéluctablement donneront lieu à un dépassement du capitalisme.

C'est pour cette raison que Marx s'est toujours refusé à « faire bouillir les marmites de l'avenir ». Il répétera inlassablement que « la classe ouvrière n'a pas d'utopies toutes faites à introduire par décret du peuple », qu'elle « n'a pas à réaliser d'idéal, mais seulement à libérer les éléments de la société nouvelle que porte dans ses flancs la vieille société bourgeoise qui s'effondre² ».

Mais il y a une autre critique de l'utopie chez Marx, qui nous intéresse plus encore, parce qu'elle pose une question stratégique importante. Dans le *Manifeste du Parti communiste*³, Marx va jusqu'à dire que la « peinture imaginaire de la société future » est devenue « réactionnaire » dans la mesure où les disciples des grands utopistes cherchent « à émousser la lutte des classes et à concilier les antagonismes ». L'utopie serait un élément de la conservation sociale.

Ce que Marx critique alors, c'est le caractère partiel, local, clos sur elles-mêmes de ces « expériences doctrinaires », comme il l'écrit dans *Le 18 Brumaire*⁴, leur caractère inconciliable avec la révolution politique et sociale. C'est d'ailleurs pour cela que faisant référence à la création des « icaries » chères à Étienne Cabet, Marx et Engels dans le *Manifeste* ont affirmé qu'elles doivent « nécessairement échouer ». L'expérience utopique divise la classe ouvrière au lieu de l'unifier. La problématique utopique se passe de la révolution, mieux elle est la négation de la *praxis* révolutionnaire, et c'est pour cela qu'elle est condamnée à rester finalement conservatrice.

1 Karl Marx, *Idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 64.

2 Karl Marx, *La guerre civile en France*, Paris, Éditions sociales, 1968, p. 68.

3 Karl Marx, *Manifeste du Parti communiste*, 1848, <http://classiques.uqac.ca/classiques/labriola_antonio/essais_materialisme_historique/Essai_3_Manifeste_PC/Le_manifeste_PC.html>.

4 Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1851, <http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine.html>.

Évidemment Marx n'en est pas resté à cette opposition tranchée entre utopie et révolution. Un texte le montre, celui de l'*Adresse inaugurale à l'Association internationale des travailleurs* (1864)⁵, où il a vanté les mérites des coopératives, leur caractère exemplaire : « La valeur de ces grandes expériences sociales ne saurait être surfaite. Elles ont montré par des faits, non plus par de simples arguments, que la production sur une grande échelle et au niveau des exigences de la science moderne pouvait se passer d'une classe de patrons employant une classe de salariés; elles ont montré qu'il n'était pas nécessaire pour le succès de la production que l'instrument de travail fût monopolisé et servît d'instrument de domination et d'extorsion contre le travailleur lui-même; elles ont montré que comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'était qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain, dans la joie et le bon vouloir ». Certes pour Marx, et il le rappelle encore ici, on ne saurait faire l'économie de la prise du pouvoir.

En tout cas, il n'y a plus place ici pour une opposition tranchée entre révolution politique et reconstruction de la société à partir d'expérimentations. La démonstration que des alternatives pratiques sont possibles, surtout à un moment de défaite et de recul de la perspective révolutionnaire, paraît alors très importante pour Marx. Pourtant ces expérimentations, dans le schéma dialectique de Marx, ne peuvent être que stratégiquement marginales, dans la mesure où elles sont inintégrables dans la conception qu'il se fait du développement historique. C'est par la généralisation du salariat sous la domination d'un capital de plus en plus concentré que seront créées les conditions économiques et techniques de la formation d'une classe ouvrière nombreuse et homogène.

Qu'en conclure? La position de Marx peut être qualifiée de *nécessitarisme* historique. Il y a une nécessité historique qui ne peut que dévaloriser ou marginaliser le rôle de l'imagination puisque c'est le capitalisme lui-même qui donne naissance aux conditions de cette émancipation. Le futur se prépare au sein même du capitalisme, non dans des expériences isolées vouées à l'échec. L'imagination n'a guère de place dans cette conception « nécessaire » de l'histoire. Elle est remplacée par « la prise de conscience » des conditions et des objectifs des luttes que mène le prolétariat, ce qui donne une responsabilité éminente aux communistes qui doivent aider à cette « prise de conscience » des travailleurs.

La « nécessité historique » est à la fois le comble de la croyance scientiste et le comble de l'utopie. Tout se passe comme si la science menait à la réalisation de l'utopie, comme si l'on devait s'appuyer sur la connaissance de lois historiques pour se

5 Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste inaugural de l'Association internationale des travailleurs*, 1864, <www.marxists.org/francais/marx/works/1864/09/18640928.htm>.

donner l'horizon de l'émancipation totale et universelle du genre humain. En somme, la science supposée de la nécessité historique n'est jamais qu'une utopie déniée. Et l'on peut rejoindre Henri Maler quand il parle chez Marx d'une « critique utopique de l'utopie⁶ ». Car viser une société sans classes et sans État, viser la réalisation d'une libre association de producteurs et le dépassement de la division du travail, n'est-ce pas encore une utopie ?

La fin du nécessaire

Nous ne pouvons plus croire comme les marxistes d'antan que le capitalisme va accoucher d'une formation sociale supérieure, pas plus qu'il faudrait attendre la révolution politique pour commencer le chantier de la réinstitution de la société. Et ceci pour au moins trois grandes raisons.

- La première est l'échec complet et définitif des formes du communisme réalisé, c'est-à-dire du communisme bureaucratique d'État. Nous n'avons plus de modèle, il faut tout réinventer.
- La seconde tient à l'engluement du mouvement ouvrier, syndical et politique, dans la situation capitaliste. Le devenir capitaliste n'entraîne aucunement par lui-même la formation de ses propres « fossoyeurs ».
- La troisième raison, peut-être plus fondamentale, tient à ce que le rapport à l'histoire, ce que certains historiens appellent le « régime d'historicité », est en train de se modifier considérablement. La temporalité qui permettait de se projeter dans un futur nécessairement meilleur, ce qui a fait du marxisme une doctrine authentiquement moderne, est aujourd'hui épuisée. Et ceci est lié à la dévastation à la fois écologique et sociologique produite par le capitalisme et le néolibéralisme. Le capitalisme n'engendre pas les conditions de son propre dépassement, mais bien plutôt les conditions de la destruction et du pourrissement du monde naturel et humain.

Échec complet du communisme bureaucratique d'État, engluement des organisations ouvrières dans la situation capitaliste, et enfin crise du progressisme moderne ont remis en question le schéma stratégique de Marx qui avait pour raison fondamentale la vision dialectique de l'histoire, la loi historique qui faisait du socialisme une nécessité.

C'est précisément l'ensemble de ces données à la fois objectives et subjectives qui nous obligent à changer le rapport établi entre les expérimentations locales et la révolution, c'est cela qui aujourd'hui permet la réhabilitation sur le plan politique de ces expérimentations que l'on peut appeler avec Erik Olin Wright, des « utopies réelles⁷ ».

6 Voir Michèle Riot-Sarcey, Thomas Bouchet et Antoine Picon (dir.), *Dictionnaire des utopies*, Paris, Larousse, 2006, p. 149.

7 Erik Olin Wright, *Utopies réelles*, Paris, La Découverte, 2017.

Le temps des utopies réelles : de la nécessité à la possibilité

On voit s'opérer un changement radical d'attitude des mouvements et des individus critiques. S'il s'agit bien de refaire une société sur de nouvelles bases, cette entreprise peut et même doit être commencée avant la prise du pouvoir par l'institution de virtualités ou de potentialités émancipatrices comme l'avait montré contre le nécessitarisme de Marx, Martin Buber⁸. Elle doit être commencée avant dans la mesure même où l'on ne peut plus croire que la « bonne société » de l'avenir est contenue dans la mauvaise, qu'elle tombera comme un fruit mûr du développement de la société capitaliste. Il faut commencer par mettre en œuvre de nouveaux principes d'activité avant toute « prise de pouvoir ». Ce n'est plus le double modèle de la « prise de conscience » et de la « prise de pouvoir » qui joue alors, comme chez Marx, mais un autre modèle qui associe étroitement l'expérience concrète et l'imaginaire, l'institution et la subjectivité. Ou pour le dire autrement, il s'agit d'un nouveau paradigme révolutionnaire qui fait passer de la nécessité à la possibilité. C'est, si l'on veut utiliser un terme ancien, mais dans un sens nouveau, un possibilisme, qui cherche à explorer et à exploiter toutes les possibilités alternatives ou plus exactement altératrices dès aujourd'hui. Ce n'est pas un réformisme qui se coulerait dans les plis de la société pour mieux la laisser telle qu'elle est. Il s'agit plutôt d'une réarticulation dans le projet révolutionnaire des expérimentations actuelles et de l'affrontement central avec l'appareil d'État, d'une reformulation stratégique de la révolution qui redonne une place centrale à la fois à l'imagination et aux expérimentations, qu'elles soient d'ailleurs locales ou sectorielles ou qu'elles s'inscrivent dans les mouvements eux-mêmes, comme on l'a vu depuis le mouvement du 15 mai (les Indignés) en Espagne et dans de très nombreuses mobilisations de masse ces dernières années. Nous revivons le temps des inventions pratiques de nouvelles formes de lutte, d'organisation, d'activité et de vie. Et il est particulièrement symptomatique que l'on soit aujourd'hui amené à parler des utopies comme des dimensions mêmes de la pratique et de l'activité, comme des passages à l'acte, comme des pratiques, comme des processus. Il y a là quelque chose de très nouveau : contrairement aux phalanstères ou aux icaries qui tombaient sous la critique de Marx parce qu'elles étaient des réalisations locales de plans imaginaires de société supposée parfaite, il y a aujourd'hui une dimension expérimentale assumée dans les initiatives concrètes qui sont menées à la ZAD⁹ française de Notre-Dame-des Landes, comme au Bâtiment 7 de Montréal, et comme en beaucoup d'autres lieux en Europe ou sur d'autres continents.

8 Martin Buber, *Utopie et socialisme*, Paris, L'échappée, 2016.

9 ZAD: zone à défendre. (NdR)

Parler d'utopies réelles ou de « pratiques utopiques », c'est joindre deux termes pour former ce qui ressemble à un oxymore riche de sens. Comme l'écrit Erik Olin Wright, « il cristallise la tension entre rêves et pratiques¹⁰ ». D'un côté, l'expression veut dire que nous avons besoin, comme Ernst Bloch l'avait déjà souligné en son temps, d'espérance pour nous défaire de la tyrannie du passé. De l'autre, elle souligne que ce désir d'un autre futur doit et peut se réaliser en de nouvelles institutions régies par des principes opposés à ceux du capitalisme et de la bureaucratie. C'est pourquoi on peut tout à fait être d'accord avec Erik Olin Wright lorsqu'il avance que : « la tâche centrale des politiques émancipatrices est de créer de telles institutions¹¹ ». Il ne s'agit en aucune manière d'établir une société définitive, mais d'entamer un processus d'élaboration et de construction des virtualités émancipatrices ici et maintenant, au milieu d'un environnement hostile.

Exploiter les « interstices » du système, cela peut avoir plusieurs effets. On peut en distinguer quatre. Il y a d'abord l'effet *d'érosion* du capitalisme de l'intérieur et par le bas. L'érosion par voie d'élargissement progressif des expérimentations peut venir contrarier concrètement le fonctionnement économique et politique du système, ce qui est évidemment difficile étant donné la force du système en question, mais elle permet d'entamer le fatalisme qui est le produit de l'intériorisation des normes sociales.

Cela nous renvoie à l'effet de préfiguration d'une société réellement démocratique, émancipée du capital, de la bureaucratie et de la hiérarchie. L'expérience altératrice, même si elle est limitée et partielle, donne néanmoins une *image réduite* de la société de l'avenir. Elle est productrice d'un imaginaire alternatif. Elle entretient un imaginaire égalitaire et démocratique sans lequel la rupture révolutionnaire risque de verser dans une forme étatiste autoritaire ou totalitaire.

Il y a l'effet *d'apprentissage* d'autres pratiques, d'autres relations entre les individus, du partage et de la rotation des tâches par exemple, de l'égalité et de la liberté dans la prise de parole, de la prise de décision collective. Il s'agit d'apprendre par la pratique l'égalité réelle, la polyvalence des activités, la démocratie effectivement pratiquée. Toutes dimensions de la pratique qui sont particulièrement importantes à développer dès avant la rupture révolutionnaire pour éviter la reproduction des formes de pouvoir et d'appropriation que l'on trouve dans le reste de la société.

Cet effet d'apprentissage est à lier à ce que l'on peut appeler un effet de *subjectivation*. Les expérimentations modifient les subjectivités de celles et ceux qui sont investis dans ces pratiques. Ils deviennent autres en se rapportant aux autres et à eux-mêmes de manière différente. La compétition, le pouvoir, l'accumulation

¹⁰ Erik Olin Wright, *op. cit.*, p. 21.

¹¹ *Ibid.*, p. 23.

n'apparaissent plus comme des aspects naturels de la personnalité, mais comme des produits d'une société qu'il faut changer ici et maintenant en se changeant soi-même.

Il y a aussi et peut-être surtout l'effet d'*institution*. Il s'agit de commencer à constituer une véritable base institutionnelle à la société postcapitaliste. Cette création n'est pas un substitut à la rupture révolutionnaire, elle est au contraire la condition de la réussite des politiques de rupture, qui doivent pouvoir s'appuyer sur un réseau d'institutions autonomes pour éviter d'être sous la pression des multiples forces adverses, mais aussi pour ne pas être tentées d'instrumentaliser du haut les institutions sociales.

Le communisme des communs

Ce qu'il s'agit d'expérimenter, ce n'est pas un modèle parfait, mais une pratique collective qui laisse toujours la place à la remise en cause de sa dimension instituée. Ce qu'avec Pierre Dardot nous avons appelé une *praxis instituante*¹². Cette capacité de remise en cause permanente de l'institué, c'est la démocratie réellement pratiquée selon des règles collectives, qui elles-mêmes doivent pouvoir être sans cesse révisées. C'est ce qui aujourd'hui se développe dans ce qui s'appelle de façon générique les « communs ». Ces communs ont une double caractéristique : ce sont des expériences de démocratie radicale et de prévalence du droit d'usage sur le droit de propriété. On peut dégager à partir des pratiques la conception qui les anime, et faire en sorte qu'à partir d'elle puissent se reconnaître et s'articuler des pratiques apparemment hétérogènes. Dans les luttes et dans les expérimentations, un nouveau communisme est en train de s'inventer par le bas, un « communisme des communs ». C'est cette réalité-là que les révolutionnaires d'aujourd'hui doivent intégrer dans leur pensée et dans leur action.



¹² Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

Le commun dans la ville

Pouvoir citoyen à Pointe-Saint-Charles

Anna Kruzynski

Chercheuse engagée et professeure à l'École des Affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia¹

Avec d'autres chercheuses et chercheurs engagés, je lutte pour rompre avec une conception universaliste du monde et opérer une transition vers un vivre-ensemble « centré sur le plurivers constitué d'une multiplicité de mondes enchevêtrés et co-constitutifs, mais distincts² ». Dans le sillon de Dardot et Laval³, je comprends la révolution comme un moment d'accélération, d'intensification et de collectivisation d'une activité autonome et auto-organisée dans toutes les sphères de la vie économique, sociale, politique ou culturelle. Avec eux, je crois que le principe du commun est au cœur de ce projet révolutionnaire.

Dans une économie de communauté, suivant J. K. Gibson-Graham⁴, différentes formes de propriété, indépendamment de leur statut juridique, peuvent être constituées en communs. Au lieu de définir un commun comme une « chose » associée à une propriété publique ou en libre accès, toujours assujettie à l'enclosure, Gibson-Graham, Stephen Healy et Jenny Cameron⁵ suggèrent de conceptualiser les communs comme processus.

1 Cet article est une version réduite et traduite du chapitre « Commoning property in the city », soumis à J.K. Gibson-Graham et Kelly Dombroski (dir.), *Handbook of Diverse Economies*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing (en préparation).

2 Mario Blaser cité dans Arturo Escobar, « Commons in the pluriverse », dans David Bollier et Silke Helfrich (dir.), *Patterns of Commoning*, Amherst (MA), Off the Commons Books, 2015.

3 Pierre Dardot et Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014.

4 J.K. Gibson-Graham, Jenny Cameron et Stephen Healy, *Take Back the Economy. An Ethical Guide for Transforming Communities*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2013.

5 Dans Ash Amin et Philip Howell (dir.), *Releasing the Commons*, Londres, Routledge, 2016.

Dans ce processus, des communs biophysiques, culturels et sociaux, de même que des communs formés de connaissances sont nourris, reconstitués et élargis. Ainsi, le verbe *commoning* – ou en français, la pratique du commun – implique la construction, la négociation et parfois la lutte entre les êtres humains et l'autre – humain ou plus-qu'humain – en ce qui concerne l'accès aux communs, leur utilisation, les avantages à en tirer, les soins à leur apporter et la responsabilité qu'ils impliquent. Avec ce texte, j'applique ces concepts à des exemples contemporains de communs urbains :

- un jardin communautaire, sur un terrain public en friche;
- une murale sur un viaduc appartenant à une société par actions;
- et un immeuble industriel appartenant à une entreprise capitaliste et qui est devenu un grand projet collectif, le Bâtiment 7.

Toutes ces initiatives sont situées à Pointe-Saint-Charles, un quartier ouvrier de Montréal, depuis longtemps reconnu comme un bastion de solidarité et de résistance⁶.

Le Jardin de la liberté

Les organismes communautaires réclamaient depuis longtemps qu'un terrain public non utilisé, situé dans un secteur embourgeoisé près du canal de Lachine, soit classé comme parc par la municipalité, afin de le protéger d'une appropriation par des promoteurs immobiliers privés. On a eu beau attendre, attendre, rien ne se passait. Finalement, en 2007, la Pointe libertaire a pris les choses en main. Nous avons pris la responsabilité du terrain et, avec les résidentes et résidents du quartier, nous avons commencé à en prendre soin, en commençant par nettoyer la parcelle envahie par l'herbe à poux. Puis, avec le temps, nous avons organisé des activités festives et finalement créé un magnifique jardin urbain⁷. Ce faisant, par la pratique du commun, nous avons élargi l'accès à des espaces verts dans ce quartier tout en ciment, devenu un véritable îlot de chaleur, et, qui plus est, donne sur le canal de Lachine, en grande partie fermé au public par la privatisation de ses rives.

Aujourd'hui, on peut dire que nous avons gagné. Le zonage de la parcelle a été modifié et le Jardin de la liberté est maintenant officiellement un parc. Plus que cela, c'est aussi un commun biophysique : il est accessible et profite aux résidentes et résidents du

6 Anna Kruzynski et Eric Shragge, « Getting organised. Anti-poverty organising and social citizenship in the 1970s », *Community Development Journal. An International Forum*, vol. 34, n° 4, 1999 et Karine Triollet, « Une décennie de luttes urbaines à Pointe-Saint-Charles. Vers une réappropriation citoyenne », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 10, 2013.

7 Agence de presse libre de la Pointe, « Succès de l'opération action jardinière autonome », 2007, <<http://archive.lapointelibertaire.org/node/307.html>>.

quartier qui aiment jardiner⁸, aux cyclistes qui font une pause sur le canal de Lachine, aux sans-abri qui ont installé des quartiers d'habitation temporaires à proximité, aux oiseaux, aux insectes et aux nombreuses formes de vie végétale. Malgré le fait que l'utilisation du jardin n'ait pas été explicitement négociée, la communauté qui s'en occupe reste vigilante et veille à ce que son intégrité soit respectée par toutes et tous.

La murale collective *The Point All' Dress*

C'était une autre demande de longue date des organisations communautaires – transformer le gigantesque mur du viaduc en ciment, de 80 mètres de long, qui forme une barrière physique et psychologique entre les parties nord et sud de Pointe-Saint-Charles. La compagnie de chemin de fer Canadien National (CN), propriétaire de ce viaduc et de plusieurs autres viaducs similaires au Canada, n'avait jamais accepté, ni à la Pointe ni ailleurs dans d'autres quartiers ouvriers, de demandes semblables. Comme dans le cas du Jardin, la Pointe libertaire a commencé la mise en commun du viaduc en prenant en charge le soin de son aspect visuel. C'est ainsi que nous avons commencé à peindre. La police nous a harcelés, des personnes ont même été arrêtées et accusées de méfaits. Nous avons ensuite négocié avec le CN de créer une fresque communautaire, en exigeant que les poursuites soient abandonnées.

Peu de temps après le retrait des accusations, la création du *Collectif au Pied du Mur* a permis d'élargir et de formaliser la communauté-de-commun, tout en lui donnant davantage de visibilité. Le collectif regroupait au départ dix artistes du quartier qui n'avaient jamais fait de peinture murale auparavant – et âgés de 26 à 72 ans. La communauté comprenait également 120 bénévoles qui ont aidé à peindre (voisins, voisines, enfants, artistes locaux), ainsi que le conseil et le personnel de l'arrondissement, qui ont fourni des échafaudages, des permis et du financement. À l'automne 2013, la communauté-de-commun, ainsi constituée, avait produit l'une des plus longues peintures murales de Montréal, une représentation incroyablement dynamique de l'histoire populaire de Pointe-Saint-Charles, de la période de la colonisation jusqu'à aujourd'hui⁹.

Depuis, bien que la propriété demeure privée, la murale est un commun culturel. Les avantages sont (re)distribués largement. Au lieu de contempler du ciment gris terne, les voisines et voisins immédiats peuvent accéder à la beauté des lieux en regardant par la fenêtre ou en se tenant sur leur balcon. Les passantes et passants s'arrêtent pour contempler ou discuter d'une partie ou d'une autre de la fresque. Les

8 Agence de presse libre de la Pointe, « Nos voisins ont pris en charge le Jardin de la Liberté! De l'herbe à poux à l'espace vert collectif », blogue de La Pointe libertaire, 11 juillet 2011, <<http://archive.lapointelibertaire.org/node/1646.html>>.

9 Voir les photos : <<http://lecollectifaupieddumur.tumblr.com/post/63375723834/21-septembre-2013-vernissage-de-loeuvre-murale>>.

touristes participent à l'audiotour sur l'histoire du quartier dont la fresque fait partie. Les cyclistes sur la piste cyclable adjacente reprennent leur souffle en parcourant ce surprenant flash de paysage urbain.

Le Bâtiment 7, une fabrique d'autonomie collective

La Pointe abrite de nombreux bâtiments vacants et souvent abandonnés. Les groupes communautaires soutiennent que ces bâtiments ne devraient pas être convertis en condominiums, mais au contraire utilisés pour répondre à des besoins urgents. Ainsi, lorsque les chantiers ferroviaires du CN (qui occupent un tiers de la superficie du quartier) ont été vendus au promoteur capitaliste Vincent Chiara (pour la somme d'un dollar !), les organisations communautaires ont été scandalisées. S'est alors engagée une lutte de neuf ans dont l'aboutissement a été une victoire partielle, mais très importante pour réserver 25 % des logements à des fins sociales, annuler le projet de remplacer un parc par une route d'accès, et faire don à la communauté du Bâtiment 7, ainsi que d'un million de dollars pour sa rénovation¹⁰.

La mise en commun d'une propriété privée de cette taille et de cette valeur n'aurait pas été possible sans la création d'une communauté-de-commun diversifiée et durable et sans l'engagement dans une lutte à long terme. Le *Collectif 7 à nous*, créé en 2009 pour mener la campagne d'expropriation du bâtiment, était composé de représentantes et de représentants de groupes communautaires, de groupes d'économie sociale, de militantes et militants antiautoritaires, d'artistes et d'un architecte. Chacun des groupes était lui-même composé d'une diversité de personnes, chacune possédant des capacités, de l'accès à de l'information, des relations et de l'expérience.

Le 28 avril 2017, le transfert officiel de la propriété a été agréé. Le Bâtiment 7 appartient maintenant à l'organisme sans but lucratif le *Collectif 7 à nous*¹¹. La mission du collectif a été définie autour de la création d'un centre autonome autogéré comprenant des activités artistiques, culturelles, sociales et politiques interdépendantes, qui contribuent à l'émergence d'une économie solidaire et écologique¹². Au cours de la campagne visant à remporter le bâtiment, la communauté-de-commun a organisé de nombreux remue-ménages, des assemblées publiques et des opérations populaires d'aménagement. La délibération éthique a porté sur l'accès aux espaces, leur utilisation et les avantages qu'ils représentent pour les gens. Dans la foulée de cette pratique du commun, les gens, devenus propriétaires

10 Action-Gardien, *Redéveloppement des anciens terrains du CN : 9 ans de mobilisation citoyenne, des gains pour Pointe-Saint-Charles*, communiqué, 18 octobre 2012, < <https://ccpsc.qc.ca/en/node/283> >.

11 Marcel Sévigny, « Le B7 : cession "officielle" et quelques leçons d'une lutte exemplaire », blogue de *La Pointe libertaire*, 29 avril 2017, <<http://www.lapointelibertaire.org/?p=1593>>.

12 < <http://www.batiment7.org/qui-sommes-nous/> >.

d'un bâtiment, en dehors d'une logique stricte de revendication, se sont mis à travailler ensemble, suivant plutôt une logique de l'acte¹³, pour concevoir un projet répondant à leurs besoins et désirs.

La conversion de la propriété a finalement débuté en janvier 2017 et elle va se dérouler en plusieurs phases. Le « pôle des services locaux et des pratiques collaboratives » a ouvert ses portes au printemps 2018. Il comprend cinq entreprises collectives – un espace d'arcade et de recyclage dirigé par des jeunes, une brasserie dirigée par des travailleuses et des travailleurs, une épicerie dirigée par des membres, une fonderie artistique coopérative et une école d'art. Il comprend également plusieurs ateliers collaboratifs autogérés : vélo, auto, bois, sérigraphie, céramique, impression numérique, chambre noire. Il y a aussi des infrastructures communes, dont notamment une salle polyvalente et un espace communautaire de travail. Viendront par la suite le pôle famille et services de santé (garderie, maison de naissance, services de santé alternatifs abordables) et le pôle agriculture urbaine et production alimentaire (serre, poulets, chevaux, cuisine industrielle, potager, ruelle verte et bleue, etc.).



Conflictualités, rapports, mise en commun

Pour chacun des cas étudiés, il existe une communauté-de-commun particulière composée d'une variété d'actants, humains et non humains, qui évoluent avec le temps. Ces communautés sont inscrites dans des relations conflictuelles, des débats et des points de tension concernant l'accès aux espaces, leur utilisation, le soin à leur apporter et la responsabilité qu'ils impliquent.

¹³ Rachel Sarrasin, Anna Kruzynski, Sandra Jeppesen et Émilie Breton, « Radicaliser l'action collective : portrait de l'option libertaire au Québec », *Lien social et Politiques*, n° 75, 2016, 218-243.

Jardin et pouvoirs publics

Bien que la Pointe libertaire ne fasse généralement pas confiance aux pouvoirs publics, nous avons néanmoins décidé de demander à l'administration de l'arrondissement d'assumer la responsabilité officielle du jardin en changeant son zonage pour lui donner le statut de parc. Il s'agissait là d'une mesure stratégique visant à renforcer la communauté-de-commun grâce à une législation protectrice et, ce faisant, à rendre plus difficile l'appropriation du jardin par les promoteurs immobiliers pour les seuls propriétaires de copropriétés. Les autorités publiques n'étaient cependant pas intéressées :

Bien que l'on dise être reconnaissant en général aux gestes de citoyens pour embellir la ville et que l'on consente même parfois à les aider, ce geste-ci fait sourciller. « Il y a beaucoup de provocation dans cette histoire », dit Claudette Lalonde, porte-parole de l'arrondissement. Pas question pour la Ville d'entretenir ce jardin, dit-elle. « On les ignore. On les laisse aller et c'est tout », ajoute-t-elle, en précisant que l'arrondissement n'a pas « à se mêler de controverse politique¹⁴ ».

Non seulement les autorités publiques nous ont ignorés, mais elles ont également interféré avec le processus de mise en commun. On nous a demandé de retirer les buissons et les plantes, car les cols bleus devaient tout couper, comme chaque année. Nous avons refusé publiquement et ils ne l'ont pas réellement fait.

Ainsi, la Pointe libertaire a continué, année après année, à organiser des corvées de jardinage, jusqu'à ce que le jardin devienne autosuffisant. Les actants non humains n'avaient plus besoin d'une intervention humaine pour s'épanouir dans ce paysage urbain – les buissons ont poussé et les plantes ont fleuri, tirant leur force des nutriments du sol devenus plus abondants après des années de compostage.

Quelques années plus tard, la Commission de l'électricité de Montréal a installé son équipement lourd et ses matériaux directement dans le jardin, écrasant la majeure partie de la végétation qui prospérait depuis près de dix ans. Outragés, les membres de La Pointe libertaire ont écrit au maire et affiché des images du jardin sur les réseaux sociaux, accompagnées d'un appel aux autorités de l'arrondissement pour qu'elles agissent. Le maire a répondu :

Le jardin sera remis à neuf aux frais de la Commission des services électriques de Montréal, l'instance qui a détruit le jardin [...]. (Quelles sont) les variétés de plantes qui avaient été plantées au fil du temps par les citoyens, histoire de remettre le jardin en état au mieux¹⁵ ?

¹⁴ Rima Elkouri, « L'anarchie fleurie de Pointe-Saint-Charles », *La Presse*, 30 juillet 2008.

¹⁵ Benoît Dorais, commentaire sur la page Facebook d'Anna Kruzynski, 2017.

Au moment de la rédaction de ce texte, la Commission vient tout juste de se livrer à cet acte de sollicitude. Et, incroyablement, les plantes dans le jardin ont recommencé à pousser, malgré la dévastation.

Riposte antiraciste

La communauté-de-commun a pris la responsabilité de la garde et du soin de la peinture murale. Elle a dû engager une lutte pour repousser les tentatives de suprématistes blancs qui voulaient éliminer la valeur d'inclusion et le message de justice sociale qui sont au cœur du projet. Le moment le plus dramatique a eu lieu le 3 décembre 2013 :

Un acte clairement raciste a été commis la nuit dernière à Pointe-Saint-Charles, alors que le visage d'une femme noire peinte sur un mur de soutènement de la voie ferrée du CN a été vandalisé. L'acte vise clairement la communauté noire car le/la/les vandales n'ont touché que ce personnage sur une murale de 400 mètres carrés¹⁶.

En fait, les vandales avaient soigneusement repeint le visage et la main de la femme, avec de la peinture blanche. Trois jours plus tard, le Collectif a repeint le visage et organisé un rassemblement antiraciste dans la rue, à proximité de la murale, avec beaucoup de monde. Parallèlement, et sans aucune coordination officielle, d'autres membres de la communauté se sont mobilisés et ont multiplié les gestes : une bannière antifasciste sur le viaduc, des graffitis antiracistes sur les murs des bâtiments et des trottoirs, des messages de solidarité sur un panneau d'affichage attaché à des poteaux téléphoniques, des émissions de radio et des articles dans les médias grand public et alternatifs. Au moment de la rédaction de ce texte, cinq ans plus tard, aucune autre attaque raciste contre la fresque n'a eu lieu. La communauté-de-commun, elle-même forte et durable, a pu expulser les racistes de son sein, du moins pour le moment. Elle a pu le faire sans organiser de réunions et de processus formels, car elle est composée d'une diversité d'acteurs, liés les uns aux autres par leur engagement envers le message de justice sociale qui est le fil conducteur de cette peinture murale, chacun ayant un sens des responsabilités. Face à cet acte raciste, il a été « décidé » que les racistes n'étaient pas les bienvenus.

L'embourgeoisement insidieux

Maintenant que le bâtiment appartient à une organisation à but non lucratif, les anciennes confrontations avec le propriétaire capitaliste ont évolué vers d'autres dynamiques plus complexes, qui se détachent du « nous » et du « eux ». Les 70 membres

16 Le Collectif Au pied du mur, « Vandalisme raciste sur la murale : Au pied du mur riposte rapidement », 7 décembre 2013.

actives et actifs de l'écosystème Bâtiment 7 forment la communauté-de-commun actuelle; beaucoup d'entre nous ont participé à l'un ou l'autre des groupes qui se trouvaient dans les tranchées pendant la bataille pour sécuriser le bâtiment. Cette communauté-de-commun reconstituée est désormais responsable du bâtiment et de son infrastructure commune. Nous avons intentionnellement créé des structures horizontales de prise de décision et de gestion pour permettre une délibération éthique concernant la viabilité, le développement et l'utilisation de l'infrastructure et de l'espace, ainsi que la mission du vivre-ensemble. Cette approche est innovante, basée sur les principes suivants :

- Autogérer une propriété collective *enracinée dans l'histoire populaire de Pointe-Saint-Charles*.
- Réaliser un pôle de services et d'activités artistiques, culturelles, sociales et politiques en réponse *aux besoins et désirs exprimés de longue date par la population du quartier*.
- *Garantir l'accessibilité du lieu à tous et toutes, avec un parti pris affirmé pour les personnes marginalisées et appauvries*.
- Créer un écosystème d'expérimentation et d'apprentissage pour promouvoir l'autonomie, l'interdépendance, la complémentarité et le partage de ressources.
- Pratiquer un mode de gestion démocratique horizontal et inclusif.
- Être *solidaires et engagés envers d'autres luttes pour la justice sociale* et la réappropriation collective de nos quartiers, de nos villes et de notre vivre-ensemble.

Bien que l'enjeu n'ait pas été nommé explicitement, les éléments en italique, mis ensemble, reflètent notre position anti-embourgeoisement. Or, nous sommes conscients que notre beau projet peut facilement devenir une force d'embourgeoisement. Nous devons prendre acte du fait que les forces d'embourgeoisement, omniprésentes, ne sont pas « extérieures à nous ». Ainsi un développement en copropriété énorme est prévu pour le lot adjacent tandis que 33 % des familles du quartier consacrent plus de 30 % de leur revenu au loyer¹⁷. Des étudiantes et des étudiants louent des logements auparavant occupés par des familles de classe ouvrière qui ne peuvent plus se permettre de payer les loyers. Un projet de galerie d'art contemporain et de résidence d'artiste pourrait prendre possession d'une partie du bâtiment, car il est prouvé que des projets de ce genre attirent des artistes. La plupart des personnes qui veulent utiliser l'espace de travail partagé sont des travailleuses et des travailleurs autonomes de classe moyenne, alors que 37 % de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté. Les membres du Bâtiment 7 sont majoritairement blancs¹⁸, pendant que

17 Action-Gardien, *Portrait de quartier 2015*, <http://actiongardien.org/sites/actiongardien.org/files/Portrait.Quartier.2015.11.18.PAGE_.pdf>.

18 Ville de Montréal, *Profil sociodémographique de Pointe-Saint-Charles*, Direction Culture, Sports, Loisirs et Développement social et Division de la Culture et des Bibliothèques, 2015.

25,1 % de la population s'identifie comme une minorité visible. La plupart des membres ont un diplôme universitaire et bénéficient du capital symbolique qui leur est ainsi conféré, alors que 26,4 % des 15 ans et plus n'ont pas terminé leurs études secondaires.

Chacune et chacun de nous attirent nos ami-e-s, qui souvent nous ressemblent, qui s'impliquent alors dans les initiatives dirigées par les membres. Certains décident de déménager dans le quartier pour se rapprocher du bâtiment. Plusieurs préfèrent acheter des produits biologiques et locaux et passer du temps dans des cafés branchés. Les promoteurs immobiliers le savent, des magasins spécialisés ouvrent. Les familles de la classe moyenne ainsi attirées transforment les multiplexes en maisons individuelles, puis font pression sur les pouvoirs publics pour investir dans des projets d'embellissement. La valeur des propriétés augmente. Les investisseurs achètent des biens immobiliers, puis les revendent. Les propriétaires de logements locatifs refilent les augmentations de taxes à leurs locataires. Tout cela entraîne le déplacement de celles et ceux qui ne peuvent plus se permettre d'y vivre ou qui ne se « sentent plus chez eux ».

L'« adversaire » dans cette situation est beaucoup plus difficile à cerner que dans les cas du jardin et de la murale. Cela met en lumière la complexité des relations en jeu dans la pratique du commun. Sachant qu'un écosystème diversifié sera plus résistant et plus durable, nous concluons que la capacité du Bâtiment 7 à ralentir les forces d'embourgeoisement dans les années à venir dépendra des efforts actuels pour accroître la diversification de sa communauté-de-commun. Cela viendra également de notre engagement à rendre les espaces accueillants, à créer des conditions pour qu'une diversité de personnes puisse se sentir « chez elles », et ce, malgré les inconforts et tensions qui émergent de tout changement dans les codes culturels.

En guise de conclusion : notre révolution

Dans chacun des exemples présentés, différents types de propriétés sont transformés en communs. Pour chacun, une communauté-de-commun assume la responsabilité de leurs soins et édicte des espaces plus ou moins formels de délibération éthique. Dans ces espaces, les acteurs négocient l'accès aux espaces, leur utilisation et les avantages qu'ils présentent. En raison de la diversité des acteurs, ces discussions éthiques prennent toujours la forme de négociations-débats-tensions. Certains acteurs – les autorités de l'arrondissement, la Commission électrique de Montréal, le propriétaire capitaliste des chantiers ferroviaires du CN – sont puissants, faciles à identifier et donc à cibler. Le pouvoir des autres, comme le voisin raciste ou le « gentrificateur » qui se cache à l'intérieur de nous, est moins évident et, par conséquent, moins facile à cerner. Chacun de ces acteurs est entré dans la communauté-de-commun – indépendamment du statut juridique de la propriété – et ainsi, il a pu provoquer des ravages, des crises, de la colère et de la peur. Dans chaque

cas, la communauté-de-commun a pu agir, organiser et prendre des mesures pour réparer et reconstituer les communs.

Le processus de mise en commun n'est donc jamais terminé. Dans tous les exemples, la communauté ne peut jamais baisser la garde. Ne peut jamais se reposer. Si nous ne faisons pas pression sur la direction de l'arrondissement, le jardin pourra être vendu à un promoteur capitaliste pour embellir un projet de condominiums. Si nous cessons de prêter attention, le CN pourrait un jour décider de retirer la peinture murale pour réparer une fissure dans le ciment. Si nous voulons développer des entreprises financièrement viables dans le Bâtiment 7 tout en mettant de côté les préoccupations concernant le potentiel d'embourgeoisement de notre projet, nous aurons raté une occasion d'élargir le spectre des pratiques non capitalistes et non oppressives. De toute évidence, le commun, la mise en commun, la pratique du commun sont un processus continu de négociation-tension, d'action collective et de (re)constitution.

À l'avenir, la durabilité de chacune de ces communautés dépendra de leur diversité et de leur capacité à s'adapter aux changements tout en continuant à résister aux processus d'exploitation et d'oppression. Plus la communauté sera diversifiée, plus elle aura des chances de se reconstruire face à des forces déstabilisatrices. Des êtres humains de tous horizons, s'unissant aux autres plus-qu'humains pour élargir le spectre des espaces libérateurs, des lieux, des manières d'être, de faire, de penser ensemble. Chacun des acteurs faisant partie de cette toile est connecté aux autres, « ailleurs ». Une communauté durable est celle qui se projette sur sept générations en avant et sept générations en arrière. On y explore des compétences, on les accumule et on les partage. Des pratiques horizontales et démocratiques sont développées, expérimentées et institutionnalisées. Les histoires qu'on raconte voyagent à travers le temps et l'espace, inspirant les autres, partout, maintenant. Les communautés réalisent qu'un « commun est interconnecté avec un autre et qu'un "nous" spécifique dépend de différents "nous" constitués¹⁹ ». C'est notre révolution.

Postscriptum : Pointe-Saint-Charles et Teontiakon

La destruction des communs autochtones est survenue par l'intrusion des communs coloniaux en Amérique du Nord : « Les terres étaient défrichées et délimitées par les colons, les autochtones étaient généralement exclus ²⁰ ». L'histoire des communs coloniaux à Pointe-Saint-Charles (Teontiakon) commence par la transformation du marais – un lieu de chasse et de pêche pour les Kanien'kehá: ka (Kahnawake), exproprié, au profit des colons à des fins agricoles et résidentielles, puis, pour le développement industriel. Aujourd'hui encore, les communs sont constitués en territoires non cédés ou contestés. Et différentes communautés-de-commun, qui se recoupent parfois, peuvent réclamer la responsabilité de la même propriété. C'est, et cela va rester, un défi de faire en sorte que tout un chacun, y compris les Kanien'kehá: ka, puissent trouver leur chemin ensemble.

¹⁹ Gibson-Graham, Cameron et Healy, *op. cit.*

²⁰ Allan Greer, « Commons and enclosure in the colonisation of North America », *The American Historical Review*, vol. 117, n° 2, 2012.

Marx et la Grande Tortue

Entrevue avec Glen Coulthard¹

Membre de la Nation d'Enlène des Couteaux-Jaunes et professeur à l'Université de Colombie-Britannique

Comment la situation au regard du pouvoir colonial a-t-elle évolué ?

G.C. — De la Conquête (1759-1760) jusque dans les années 1950, la structure de la domination coloniale au Canada était assez explicite. Elle n'avait même pas à se cacher, comme le dirait Fanon. Les peuples autochtones n'avaient aucun pouvoir politique ni contrôle sur la terre. En 1951, le gouvernement a changé l'infâme Loi sur les Indiens. L'intention de l'État canadien était de « gérer » et de pacifier le mouvement et d'enfermer les affirmations autochtones dans le cadre colonial. Cependant, au fil du temps, nos peuples ont compris que c'était un piège. À partir de là, la résurgence autochtone a bifurqué.

Ce nouveau militantisme autochtone a alors pris une tournure anticapitaliste...

G.C. — J'ai toujours été politiquement attaché à un nationalisme autochtone profondément anticapitaliste, que j'ai appris chez moi, au sein de la communauté d'Enlène des Territoires du Nord-Ouest, qu'on appelle maintenant le territoire Deneh. J'ai commencé à penser au colonialisme comme à une structure de dépossession fondée sur le vol des terres et l'usurpation de l'autorité politique des peuples autochtones par rapport à leurs terres et à leurs communautés.

¹ L'entrevue, réalisée par Andrew Bard Epstein, a été publiée le 13 janvier 2015 dans la revue *Jacobin*, sous le titre, « The colonialism of the present » : <<https://jacobinmag.com/2015/01/indigenous-left-glen-coulthard-interview>>. Elle a été traduite et abrégée par Pierre Beaudet.

Marx a été utile dans cette exploration ?

G.C. — Dans la huitième partie du *Capital* sur l'accumulation primitive, Marx lie le pouvoir totalisateur du capital à celui du colonialisme par la dépossession « originaire », dans le langage marxiste, dont le résultat est la prolétarianisation. Ce que j'ai fait, c'est reconstruire l'accumulation primitive d'une manière qui, je pense, est fidèle à sa forme originelle, qui considère la dépossession comme une caractéristique constitutive des rapports sociaux construits par le capitalisme, mais aussi, dans notre cas, du colonialisme. Cette dépossession n'est pas une toile de fond ou simplement un point de départ historique, mais une caractéristique permanente de la reproduction des rapports sociaux coloniaux et capitalistes qui se perpétue jusqu'à aujourd'hui.

Au-delà de Marx

Dans son analyse historique sur la naissance du mode de production capitaliste, Marx identifie différentes pratiques étatiques et coloniales qui ont servi à dépouiller par la conquête, l'asservissement, le crime et le pillage, les producteurs, les communautés et les sociétés non capitalistes de leurs moyens de production et de subsistance. C'est ce processus horrible qui a créé les deux conditions qui étayaient la relation capitaliste : d'abord en ouvrant à la privatisation les territoires et les ressources partagées collectivement, et ensuite en créant une « classe » de travailleurs appelés à entrer pour leur survie dans la sphère d'exploitation qu'est le marché du travail. Cependant, Marx avait tendance à présenter l'accumulation primitive comme si elle constituait un processus confiné à une période précise. En réalité, les pratiques de dépossession violentes et non dissimulées jouent un rôle persistant dans la reproduction des rapports sociaux coloniaux et capitalistes.

Glen Sean Coulthard

Peau rouge, masques blancs, Montréal, Lux, 2018, p. 25-26

En quoi l'accumulation primitive prend-elle un aspect particulier sous le colonialisme ?

G.C. — Si nous abordons notre compréhension de la dépossession d'un point de vue autochtone, il s'agit non seulement du vol de la matière elle-même, mais aussi de la destruction des rapports sociaux qui existaient avant le capitalisme. Ceux-ci, dans notre société dite traditionnelle, reposaient non seulement sur des principes d'égalitarisme, mais également sur la réciprocité entre les personnes et le monde autre qu'humain. Si nous considérons la destruction de ce mode de production comme

une forme d'injustice, alors la décolonisation reviendrait à rétablir dans la période contemporaine des rapports sociaux antithétiques à l'accumulation capitaliste et même à l'État.

Selon Marx, l'accumulation primitive est un processus violent. Le capital est « dégoulinant de sang et de saleté par tous ses pores, de la tête aux pieds »...

G.C. — Avec les centaines de femmes autochtones assassinées et disparues, on se rend compte de la nature violente de l'accumulation primitive. En parallèle, les choses ont évolué. L'État pratique une sorte de médiation, à la condition que les Autochtones acceptent de ne pas franchir les lignes rouges. C'est un peu ce qui s'est passé à l'époque de Marx. Au début, l'accumulation primitive était un assaut direct et violent contre les paysans. Puis avec le développement du capitalisme, d'autres formes ont été mises en place pour discipliner la classe ouvrière. Aujourd'hui, chez nous, la reconnaissance par l'État est l'un de ces outils idéologiques et vise à amener les peuples autochtones à se réconcilier avec les asymétries coloniales et l'accumulation capitaliste sur leurs territoires.

Pourquoi les Autochtones n'ont-ils pas été « prolétarisés » ?

G.C. — Après la traite des fourrures, la main-d'œuvre autochtone n'était pas au cœur de l'accumulation du capital dans le contexte d'une économie fondée sur le commerce. Ce qui était central et qui l'est resté, c'est l'accès à la terre et aux ressources qui étaient auparavant sous la garde des nations autonomes et qui ont été désappropriées par la relation coloniale. Cela ne veut pas dire que la prolétarianisation et la soumission des peuples autochtones ne constituent pas un problème permanent pour le capital et l'État canadien. Mais ce qui était immédiat du point de vue du capitalisme et du colonialisme, c'était l'appropriation de l'assise foncière et des ressources qui constituent le territoire autochtone. En général, les marxistes et les socialistes canadiens n'ont pas vu cela.

Et aujourd'hui ?

G.C. — Le Canada revient à une stratégie économique basée sur la captation des ressources. Si vous constatez un déclin de la base manufacturière et une logique géopolitique d'exploitation des ressources nationales plus agressive, les communautés qui sont prêtes à prendre des risques deviennent encore plus importantes pour tout projet de transformation radicale. Cette évolution positionne les peuples autochtones comme des acteurs révolutionnaires importants.

Pourquoi les revendications autochtones d'autonomie culturelle remettent-elles en question les rapports sociaux capitalistes ?

G.C. — Ma compréhension de la culture, marquée par ma relation avec ma propre communauté, s'accorde bien avec une application ontologique de ce que Marx appelle un « mode de production » – qui contredit la compréhension réductionniste consistant à séparer une « base économique » et une « superstructure politique ». Marx se réfère à un « mode » ou à une « forme de vie » qui englobe non seulement les forces et les rapports de production, mais aussi les modes de pensée et de comportement constituant une totalité sociale. La revendication des Dénés pour la reconnaissance culturelle englobe le politique, le spirituel, l'économique. C'est l'articulation entre ces sphères que vise à détruire la domination coloniale et capitaliste sur le monde naturel.

Quel est le sens alors des luttes pour la reconnaissance ?

G.C. — Pour Fanon, la reconnaissance est un enjeu incontournable². Elle est un terrain de lutte pour les Autochtones qui veulent défoncer les limites structurelles des négociations ou des échanges de reconnaissance dans les contextes coloniaux. Fanon tire une deuxième idée de son expérience en tant que psychiatre. C'est la manière dont les formes de reconnaissance asymétrique façonnent les subjectivités politiques. Les formes de reconnaissance coloniale nous sont transmises des maîtres comme une forme perversifiée de justice. C'est ce que Fanon appelle la « liberté blanche » et la « justice blanche », masquant la relation coloniale.

Aujourd'hui au Canada, l'État tente d'imposer sa définition de la reconnaissance...

G.C. – Les dernières années de négociation autour des formes de reconnaissance – que ce soit par le biais du processus de règlement des revendications territoriales, du processus d'autonomie gouvernementale ou de la reconnaissance constitutionnelle – ont influencé les identités autochtones de façon à rendre le colonialisme supportable. Mais l'État se retrouve pris dans le piège de ses contradictions, car, il doit maintenir de façon violente l'accès aux terres et aux ressources des peuples autochtones.

Et que dire des « excuses » et du repentir exprimés quelquefois par les gouvernements ?

G.C. — Les excuses et l'appareil qui y est associé, comme la Commission de vérité et de réconciliation, sont fondés sur l'idée que les crimes font partie du passé³. Par

2 Frantz Fanon, *Peaux noires, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952, <http://classiques.uqac.ca/classiques/fanon_franz/peau_noire_masques_blancs/peau_noire_masques_blancs.html>.

3 Brieg Capitaine, « De quoi la Commission de vérité et réconciliation du Canada est-elle le nom », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 18, 2017.

conséquent, il faut « réparer » maintenant les sujets autochtones blessés par ces crimes. Entre les lignes, on nous dit que nous devons être capables de progresser et donc de pardonner. On affirme que ceux qui refusent ce discours tombent dans le trou noir de la colère, du ressentiment et des désirs de vengeance. Il faut, du point de vue de l'État, anéantir l'idée que la lutte contre les injustices coloniales doit continuer. Pour moi, la voie à suivre est l'inverse. L'importance des émotions négatives ne peut être négligée dans le processus de création de politiques et de mouvements radicaux. Les peuples colonisés et opprimés doivent exprimer leur rage et leur ressentiment.

On voit depuis quelque temps une convergence entre luttes autochtones, luttes environnementales et luttes féministes. Est-ce un pas en avant ?

G.C. — Dans le cas des projets d'oléoducs, ma seule préoccupation est que cela ne soit pas présenté comme une simple question d'environnement, mais plutôt comme une question de décolonisation. Un cadre d'analyse décolonial est nécessaire. Il est crucial de rétablir le pouvoir autochtone sur les territoires expropriés par les industries extractives. Cela demande une forme de solidarité substantielle et non instrumentale qui doit s'organiser autour de la conception relationnelle que les peuples autochtones ont de la terre, de l'autonomie et de la souveraineté. Par rapport à la lutte contre la violence sexiste, ma collègue féministe anishinaabe, Dory Nason⁴, explique qu'on ne peut pas plaider pour la décolonisation sans mettre fin à la violence sexiste dans nos communautés, car c'est ainsi que le colonialisme a toujours fonctionné et continue de le faire aujourd'hui.

Autochtones et non-Autochtones doivent lutter ensemble...

G.C. — Aujourd'hui, la gauche doit prendre nos luttes plus au sérieux, reconnaître le potentiel révolutionnaire et la subjectivité des peuples autochtones et trouver de meilleurs moyens pour nous soutenir mutuellement. Comme Sartre et Fanon le faisaient, je poursuis en tentant de convaincre les non-Autochtones de mettre fin à cette complicité souvent involontaire dans la dépossession des terres autochtones et des formes de vie.



⁴ Voir Dory Nason, « We hold our hands up : indigenous women's love and resistance », *Decolonization. Indigeneity, Education and Society*, blogue, 12 février 2013, <decolonization.wordpress.com/2013/02/12>.

Le modèle DEBOUT !

Esquisse d'une nouvelle organisation politique

Jonathan Durand Folco

Professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul

Dans un contexte que caractérise la reconfiguration du paysage politique québécois, la gauche doit entreprendre une réflexion fondamentale, non seulement sur ses orientations, son discours et ses tactiques électorales, mais sur sa forme organisationnelle elle-même. Le présent texte ne vise pas ici à critiquer Québec solidaire (QS), ni à proposer la création d'un nouveau parti qui le remplacerait, mais à esquisser les contours d'une nouvelle organisation politique d'un genre inédit. La gauche s'est souvent empêtrée dans des débats opposant, d'un côté, les mouvements sociaux autonomes, groupes populaires, syndicats, comités citoyens, coalitions de la société civile, puis, de l'autre, un parti de gauche chargé de faire converger les revendications sociales grâce à un projet politique commun de transformation des institutions. Cette tension entre parti et mouvements, prenant parfois la forme d'un clivage rigide, parfois celle d'une relation dialectique complexe, contribue à laisser à la forme parti un caractère immuable et indépassable.

C'est pourquoi nous proposons ici une forme d'organisation transversale, qui ne serait pas d'abord fondée sur l'action électorale ou contestataire, mais sur l'action politique directe et l'auto-organisation des milieux. En nous inspirant de la tradition conseilliste¹, notamment à partir de la lecture d'Oskar Anweiler, de Rosa Luxemburg, du jeune Gramsci, de Hannah Arendt, d'Anton Pannekoek, de Pierre Dardot et de

1 Une tradition venant des conseils ouvriers. (NdR)

Christian Laval, ou encore de Yohan Dubigeon², nous souhaitons montrer comment des regroupements locaux de diverses formes, unités de base d'un réseau plus large, constitueraient le socle d'une « démocratie des conseils » capable de faire éclater le cloisonnement des organisations actuelles. À l'instar du mouvement des conseils ouvriers, apparus dans le sillage des deux révolutions russes (1905 et 1917), mais également de la révolution allemande (1918-1919), des événements de Turin (1919) et de la révolution hongroise (1956), il s'agit de miser sur les principes de démocratie directe, d'autogestion, d'autogouvernement et d'autoémancipation. Trotski le soulignait dans son analyse de la révolution de 1905 :

Le Conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin objectif, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et de se contrôler elle-même d'une manière automatique ; l'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire sortir de terre dans les vingt-quatre heures³.

Certes, le Québec ne traverse pas actuellement une période de crise révolutionnaire. Cela dit, une période d'effervescence collective comme celle de la grève étudiante de 2012 et celle du « printemps québécois » pourrait s'ouvrir ; c'est pourquoi il serait pertinent de concevoir dès maintenant de nouvelles formes d'organisations postpartisanes qui pourraient émerger dans un tel contexte. Au-delà des organisations traditionnelles (partis et syndicats) qui arrivent difficilement à s'articuler aux nouvelles pratiques démocratiques comme les comités étudiants, les occupations, les assemblées populaires autonomes de quartier, etc., une réactualisation de la forme « conseil » offrirait une piste intéressante à explorer, du moins en théorie, mais surtout en pratique.

La démocratie des conseils

On appelle conseil le regroupement de personnes partageant une condition commune liée à une sphère d'activité, que ce soit le milieu de travail, le milieu de vie, le milieu scolaire, etc. Bien que la tradition conseilliste mette souvent de l'avant les conseils ouvriers et les comités d'entreprise dans un contexte de grève et de

2 Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie, 1905-1921*, Paris, Gallimard, 1972; Hannah Arendt, *De la révolution*, Paris, Gallimard, 2013; Anton Pannekoek, *Les conseils ouvriers, Tome 1 et 2*, Paris, Spartacus, 2010; Pierre Dardot et Christian Laval, *L'ombre d'Octobre. La Révolution russe et le spectre des soviets*, Montréal, Lux, 2017; Yohan Dubigeon, *La démocratie des conseils. Aux origines modernes de l'autogouvernement*, Paris, Éditions Klincksieck, 2017.

3 Cité par Oskar Anweiler, *op. cit.*, p. 62.

récupération du pouvoir dans les usines, il faut rappeler que la révolution russe a vu naître des conseils ouvriers, des conseils de quartier, des conseils étudiants et des conseils de soldats qui envoyaient tous des délégué-e-s à un grand conseil (ou soviét) regroupant des milliers de personnes d'un même territoire. Oskar Anweiler, dans son histoire passionnante des soviets en Russie, rappelle comment ceux-ci constituèrent la base d'un système politique inédit.

Simple comité de grève à l'origine, il ne tarda pas à changer de nature et à développer le premier organisme représentatif du prolétariat à l'échelon d'une ville entière, et fut reconnu comme tel non seulement par les ouvriers, mais aussi par les employeurs et les autorités constituées. [...] En sa qualité d'organisme élu, il n'en constitua pas moins une forme nouvelle, une forme supérieure d'organisation prolétarienne, laquelle devait marquer de son empreinte le mouvement ouvrier révolutionnaire au cours des mois à venir. [...] Le Soviet, qui ne s'assignait nulle autre tâche que d'organiser et conduire la grève, se métamorphosa en l'espace de quelques jours, du fait de la grève elle-même, en un organisme assumant la représentation générale et politique des travailleurs, en centre du mouvement révolutionnaire du prolétariat de la capitale. Ses fonctions débordant rapidement celles d'un simple comité de grève, le Soviet se transforma en un « parlement ouvrier », qui se chargeait de prendre position sur toutes les questions, les petites comme les grandes⁴.

Les conseils n'étaient pas d'abord fondés sur le partage d'une vision, d'une idéologie ou d'un programme commun, à l'instar des partis politiques de l'époque. Ils n'étaient pas non plus le simple relais des syndicats, car ceux-ci furent tout aussi surpris de l'émergence de ces organismes d'auto-administration ouvrière. Par-delà les organisations officielles, les conseils permettaient aux personnes travailleuses, étudiantes, locataires et autres qui partageaient un espace commun, de s'auto-organiser, mais aussi de se fédérer en dépit des divisions professionnelles, syndicales et idéologiques, en un corps commun chargé d'intégrer les revendications de divers milieux.

À l'ère d'une fragilisation du système des partis et d'une méfiance grandissante vis-à-vis de la politique officielle, fondée sur une logique de représentation, l'exploration d'autres formes organisationnelles inspirées de l'histoire militante et révolutionnaire permettrait de décroisonner l'imaginaire collectif et de favoriser les processus d'autoémancipation et de repolitisation enracinés dans diverses sphères de l'existence humaine, comme l'entreprise, l'université, le village, le quartier. Cette stratégie peut être définie comme la construction d'une « hégémonie locale par immersion », expression d'Alain Savard dans un texte où il repense l'action syndicale et en élargit la signification :

4 Ibid., p. 50-57.

C'est un travail sur le long terme, qui requiert la cartographie des réseaux d'influence sur le lieu de travail, l'établissement de liens de confiance, la découverte des motivations de chacun, la mise en pratique d'action collective et la mise en place d'un espace démocratique. [...] C'est avant tout le contact humain, les réseaux de confiance, les discussions qui permettent l'action syndicale. Si j'utilise le syndicalisme comme exemple, ce modèle n'est pas unique. N'importe quel milieu pourrait être organisé sur la base de ces principes (avec des variantes propres aux contraintes de l'endroit). Une habitation, un quartier, une université, une congrégation religieuse, voire un club de supporters sportifs peuvent constituer des milieux où ce type d'organisation est possible. Le modèle n'est efficace que si une masse critique de gens dans ce milieu vivent des problèmes similaires et si le milieu est une base cohérente pour mener une action collective qui règlera au moins partiellement le problème⁵.

Les comités d'action politique (CAP) constituent l'un des meilleurs exemples québécois de cette forme organisationnelle. Créés dans le sillage du deuxième front syndical de 1968, les CAP représentaient l'unité de base du Front d'action politique (FRAP), parti de gauche radical qui s'est présenté aux élections municipales de 1970⁶. Il faut rappeler ici que si la plupart des CAP étaient constitués sur une base territoriale, dans le sillage des groupes populaires organisés dans les quartiers ouvriers de Montréal, il y avait aussi des CAP implantés dans les milieux étudiants, et que le FRAP prévoyait favoriser l'organisation de comités d'action politique dans les milieux de travail. Si le FRAP a concentré la majeure partie de ses activités à Montréal, des CAP sont apparus dans différentes municipalités du Québec. Comme le note Paul Cliche, « une première expérience fructueuse avait permis de prendre le contrôle des conseils municipaux de Sept-Îles et de Baie-Comeau à l'automne 1969 et de faire élire des conseillers dans les villes d'Alma, Sorel, Saint-Jérôme et Saint-Hyacinthe⁷ ».

Certes, l'action des CAP était orientée vers la sphère politique, et pas seulement sur l'autogestion des lieux de travail. Néanmoins, il faut souligner l'idée novatrice, pour l'époque et encore aujourd'hui, qu'une organisation politique ne soit pas obligée de se confiner à l'échelle du district ou de la circonscription électorale, qu'elle peut être le fruit d'une confluence complexe de conseils issus de l'autonomie collective et de l'auto-organisation de différents milieux. Plus récemment, le réseau Profs contre la

5 Alain Savard, « Confiance et hégémonie – Deuxième partie », *Carnets rouges*, 20 mai 2017, <<http://carnetsrouges.net/confiance-et-hegemonie-deuxieme-partie/>>.

6 Paul Cliche, *Un militant qui n'a jamais lâché. Chronique de la gauche politique des années 1950 à aujourd'hui*, Montréal, Varia, 2018, <<http://carnetsrouges.net/confiance-et-hegemonie-deuxieme-partie/>>.

7 Paul Cliche, « La violence faite au FRAP », *À bâbord !*, n° 36, 2010, <<https://www.ababord.org/La-violence-faite-au-Frap>>.

hausse, qui devança largement les syndicats dans le cadre de la grève de 2012, ou encore le collectif Lutte commune, réseau de travailleurs et travailleuses cherchant à réhabiliter le syndicalisme de combat, représentent des embryons de conseils, malgré leur influence limitée pour l'instant. Une telle perspective stratégique, si elle ne jouit pas d'une longue tradition au Québec, pourrait potentiellement prendre racine dans certains contextes propices à la mobilisation.

L'acronyme DEBOUT

Avant de voir comment un mouvement néo-conseilliste pourrait voir le jour, se structurer et interagir avec les autres organisations (partis, syndicats, associations, etc.), commençons par dégager les valeurs d'un mouvement que nous nommerons provisoirement DEBOUT ! Cette expression vise à résumer, par-delà le clivage idéologique gauche/droite, certaines valeurs centrales de tout mouvement émancipateur : démocratie, égalité, bien-vivre, ouverture, unité, transition.

- **Démocratie** : fondée sur la participation citoyenne directe, l'autonomie et l'autogouvernement, la démocratie vise à permettre à toute personne de prendre part aux décisions collectives qui la concernent, que ce soit dans son milieu, son entreprise, son quartier, sa ville ou la société en général.
- **Égalité** : chaque personne, peu importe son âge, origine, sexe, revenu ou handicap, doit pouvoir participer sur un pied d'égalité aux processus décisionnels et prendre part aux interactions sociales dans son milieu. L'égalité, ou la justice sociale, comprend à la fois les sphères de la redistribution (économique) et de la reconnaissance (socioculturelle) ; elle représente les bases matérielles, sociales et culturelles d'une citoyenneté réellement commune et partagée.
- **Bien-vivre** : l'objectif de la politique et de l'émancipation ne consiste pas seulement à surmonter l'injustice et l'oppression, mais aussi à fournir les bases pratiques de l'épanouissement de chaque personne, un espace de bonheur et de résonance. La démocratie et la justice visent à développer un ensemble de relations au monde, aux autres et à soi-même propices à la vie bonne. Comme le souligne Aristote : « Et la communauté achevée formée de plusieurs villages est une cité dès lors qu'elle a atteint le niveau de l'autarcie pour ainsi dire complète ; s'étant donc constituée pour permettre de vivre, elle permet, une fois qu'elle existe, de mener une vie heureuse⁸ ».
- **Ouverture** : l'ouverture de chaque personne aux différences, aux alternatives, à l'imagination créatrice est une condition essentielle à l'accès au bonheur, ainsi qu'à l'établissement de rapports égaux entre les êtres humains et d'interactions fructueuses dans l'espace démocratique. Le dialogue, la coopération, l'innovation et

8 Aristote, *Les politiques*, [4^e siècle av. notre ère], traduction de Pierre Pellegrin, Paris, Flammarion, 2015.

la collaboration, valeurs et pratiques fondées sur l'empathie, permettent d'articuler pluralité et monde commun.

- **Unité :** par-delà le respect des différences, la capacité d'action collective dépend d'un besoin de tisser des liens à partir d'expériences communes et d'intérêts partagés. La construction de coalitions, d'alliances et d'associations larges est indispensable pour lutter efficacement contre les systèmes d'oppression et les dynamiques sociales qui favorisent la fragmentation des luttes et des identités. Le principe de l'« unité dans la diversité » est l'une des clés permettant l'émergence de nouvelles identités collectives à la fois ouvertes et robustes.
- **Transition :** l'institution d'une société démocratique, juste, heureuse, ouverte et réconciliée ne saurait s'instaurer dans le cadre du système dominant actuel qui accentue les inégalités, la haine et la destruction de la planète. L'objectif ultime de tout mouvement politique émancipateur consiste à accélérer la transition vers un nouveau modèle civilisationnel propice à la résilience des communautés locales, l'autogouvernement, l'égalité sociale, la résonance et l'émergence de nouvelles formes de vie.

Cette série de valeurs vise à créer un consensus large capable d'inclure une diversité de perspectives et d'éviter le piège d'une organisation « fourre-tout » où pourraient se retrouver des forces réactionnaires prônant les hiérarchies sociales, l'exclusion, la fermeture ou le maintien du *statu quo*. L'articulation de la démocratie, de l'égalité, du bien-vivre, de l'ouverture, de l'unité et de la transition permettent d'intégrer les grandes orientations du mouvement au sein d'une philosophie simple, claire et inspirante, capable de guider nos actions individuelles et collectives. Au-delà d'un ensemble de refus des systèmes d'oppression (anarchie, anticapitalisme, antiracisme, etc.), nous avons une synthèse de valeurs propices à l'émergence d'un nouvel ordre social.

Contours de l'organisation

Par delà d'une vision commune, large et inspirante, un mouvement politique doit préciser ses axes d'intervention de même que ses bases d'organisation. Trois principaux axes, les fronts politique, social et économique, pourraient orienter l'action du mouvement DEBOUT!⁹ La base territoriale du mouvement serait d'abord le Québec, mais le mouvement pourrait s'étendre aux régions adjacentes au besoin et se déployer sur les plans local, national et international. L'objectif général du mouvement consisterait à résoudre une série de problèmes sociaux, économiques et populaires par l'auto-organisation populaire et l'action collective. Le conseil, c'est-à-dire une organisation autonome basée sur un milieu particulier, qu'il soit géographique,

9 Alain Savard, « Pour une stratégie intégrale », *Carnets rouges*, 15 avril 2017, <<http://carnetsrouges.net/pour-une-strategie-integrale/>>.

économique ou associatif, formerait l'unité de base de DEBOUT ! Ainsi, y aurait-il trois types de conseils, chacun étant lié à l'axe politique, économique ou social :

- milieu de vie : conseil de quartier, de village, régional, etc. ;
- milieu de travail : conseil d'usine, d'entreprise, de coopérative, etc. ;
- milieu associatif : conseil étudiant, syndical, communautaire, féministe, etc.

DEBOUT ! serait ainsi constitué par le pouvoir des conseils. Chaque conseil local pourrait envoyer deux délégué-e-s, dont au moins une femme, à un échelon supérieur ; ces délégué-e-s seraient responsables, redevables et révocables, au mandat impératif. Certains principes seraient adoptés de façon à favoriser la démocratisation des instances et de la représentation, dont la rotation des charges, le non-cumul des mandats (deux mandats consécutifs seulement), l'abolition des privilèges (limitation des salaires et du fonds de dépenses), la transparence radicale de l'ordre du jour, des décisions, etc.

Un des objectifs consisterait à présenter des candidatures populaires aux diverses élections (scolaires, municipales, de caisses populaires, etc.) afin de démocratiser toutes les institutions et de les utiliser pour accélérer la Transition. Bien sûr, l'action électorale ne serait pas l'alpha et l'oméga du mouvement DEBOUT ! ; celui-ci serait avant tout un lieu de coordination entre les trois axes d'intervention, les fronts politique, social et économique. À ce titre, trois commissions nationales des luttes seraient créées : la commission politique regrouperait tous les conseils de quartier ou de ville et pourrait former un collectif au sein d'un parti politique de gauche à l'échelle nationale ; la commission sociale, composée de tous les conseils associatifs, étudiant, syndical, communautaire, etc., développerait des stratégies communes et des mobilisations larges ; enfin, la commission économique réunirait tous les conseils d'usine, d'entreprise, de coopératives, et proposerait des perspectives innovantes pour faciliter la démocratisation de l'économie.

Les trois commissions nationales n'auraient pas de pouvoir décisionnel, mais elles formuleraient librement des propositions qui pourraient ensuite être adoptées par les conseils communaux et régionaux ou le congrès national. Chaque commission nationale pourrait créer des comités de travail au besoin (par exemple, un comité féministe, intersyndical, municipaliste, des communs, etc.). DEBOUT ! resterait ainsi une organisation décentralisée fondée sur le pouvoir des conseils, capable de concevoir des stratégies communes d'intervention sur les fronts économique, politique et social. Tous les conseils se réuniraient une fois par an lors du congrès national, instance suprême qui déciderait des grandes orientations du mouvement DEBOUT !

DEBOUT ! représente un nouveau véhicule à imaginer, à construire et à expérimenter. Le mouvement aurait pour objectif la création d'un réseau de communs, de communes ou de « petites républiques » fédérées dans une Commune de communes, c'est-à-dire une République communale décentralisée¹⁰. Dans cette perspective, le début de la Transition ne commence pas par l'élection d'un gouvernement progressiste à l'Assemblée nationale ni par la convocation d'une assemblée constituante, mais par l'auto-organisation citoyenne et populaire des conseils. Le processus constituant est le pouvoir des conseils, dont l'action consiste à créer dès maintenant les bases d'une nouvelle société libre, égalitaire, démocratique, vibrante et écologique. Le mouvement DEBOUT ! deviendrait dès lors un catalyseur de cette métamorphose collective, une philosophie effective guidant le mouvement de la Transition.

¹⁰ Jonathan Durand Folco, « Esquisse d'une nouvelle république communale », *Carnets rouges*, 13 août 2017, <<http://carnetsrouges.net/esquisse-dune-nouvelle-republique-communale/>>.

Les communs comme stratégie de décroissance¹

Bengi Akbulut

Professeure adjointe au département de géographie de l'Université Concordia

La décroissance, comme cadre conceptuel et projet politique, ouvre de nouveaux débats et stimule de nouvelles pratiques militantes pour articuler les liens entre société, économie et nature. Aujourd'hui, le concept est présent dans la littérature scientifique, le vocabulaire des mouvements sociaux, le débat public sur l'élaboration des politiques, et même dans des institutions comme le Parlement européen. Est ainsi abordée une vaste gamme de thèmes, allant de l'adaptation des infrastructures à la réorganisation du travail, en passant par l'économie solidaire, les limites de ressources et les solutions de rechange au PIB.

Une autre vision

Généralement, la décroissance est perçue comme une réduction d'échelle sur le plan matériel. Mais en vérité, cette idée renvoie à une transformation beaucoup plus globale (et radicale) des sociétés et des économies. La décroissance est en effet une proposition de réduction (et de stabilisation) volontaire, équitable et menée de manière démocratique, de la production matérielle et énergétique par laquelle la société extrait, transforme et consomme². Il ne s'agit pas seulement d'une question de durabilité environnementale : c'est une perspective liée à la justice sociale. En vérité, la justice exige la décroissance, car les effets néfastes de l'utilisation abusive des ressources et de la production excessive de déchets ne sont jamais répartis de manière égale au sein des sociétés ou entre elles.

1 Traduit de l'anglais par Emanuel Guay.

2 Giorgos Kallis, « In defence of degrowth », *Ecological Economics*, vol. 70, n°5, 2011.

Pourtant, la décroissance n'est pas seulement une question quantitative, elle est, plus fondamentalement, un appel à rompre radicalement avec l'impératif de croissance économique vue comme le principal objectif sociétal. La décroissance lance un défi à l'économisme, à savoir la logique économique qui colonise notre imagination, et le pouvoir de la rationalité économique qui domine d'autres rationalités, objectifs et représentations sociales. La décroissance cherche à déconstruire l'inévitabilité de l'impératif de croissance et de son association automatique avec l'amélioration de la vie. Cela implique de détruire les rapports économiques, les identités, les activités et de les repenser dans des termes différents (non économiques). D'où une remise en cause radicale des objectifs d'efficacité et de maximisation du profit et une (re)politisation de l'économie en mettant au premier plan la nécessité de définir de manière démocratique ce à quoi la société aspire³. En ce sens, la décroissance comporte un énorme potentiel de reconstruction de la sphère économique en tant que domaine où des décisions éthiques et politiques pourraient être prises.

Par ailleurs, la décroissance demande une réorientation des rapports économiques selon des principes différents, vers une structure différente, afin de remplir des fonctions différentes. L'idée est une société où l'économie et, partant, le métabolisme social (comment les sociétés organisent leur interaction avec les flux de matière et d'énergie) sont organisés différemment. Les principes sur lesquels cette reconstruction serait faite sont la prise en charge, le partage, l'autonomie, la solidarité, la justice, la démocratie et la convivialité. Avec la décroissance, la construction et le développement d'économies alternatives se distinguent explicitement du capitalisme.

La décroissance au-delà de la décroissance

Cette conception plus globale est ce qui donne à la décroissance un potentiel radical. Pourtant, peut-être ironiquement, la plupart des débats autour d'une transition vers la décroissance restent limités à cette idée de la réduction de la production et de la consommation. Au contraire, les arguments en faveur de la décroissance contestent le lien supposé entre le bien-être humain et la croissance matérielle⁴, en démontrant la possibilité de lutter contre la pauvreté par une combinaison de politiques telles que le partage du travail, le revenu de base garanti, les plafonds salariaux et une réforme fiscale⁵. Toutefois, le débat pour contester le concept de croissance et aller vers la décroissance ne s'arrête pas là. En effet, il n'est pas réaliste de supposer qu'une réduction des matériaux et de l'énergie impliqués dans les processus de production

3 Valérie Fournier, « Escaping from the economy: the politics of degrowth », *International Journal of Sociology and Social Policy*, vol. 28, n° 11-12, 2008.

4 Tim Jackson, *Prosperity without Growth. Economics for a Finite Planet*, Londres, Earthscan, 2009.

5 Giorgos Kallis, « The degrowth alternative », *Great Transition Initiative*, février 2015, <<https://www.greattransition.org/publication/the-degrowth-alternative>>.

et de consommation puisse être obtenue sans la destruction (de la croissance) et la réorientation (de l'économie). En ce sens, les piliers du projet de décroissance ne doivent pas être considérés dans une hiérarchie de priorités, mais plutôt comme des axes imbriqués qui s'appuient mutuellement.

Plus précisément, la question fondamentale est celle du sujet d'une politique de décroissance. Qui est le sujet qui lutte pour la décroissance ? À cette question essentielle, il n'y a pas de réponses faciles. Il faut admettre que l'attractivité de la croissance économique reste profondément ancrée dans la société, même pour les acteurs sociaux qui en subissent des charges sociales et environnementales disproportionnées. Par conséquent, la capacité des forces sociales à dépasser l'impératif de la croissance économique restera inévitablement limitée, à moins que l'on puisse la démystifier en tant qu'objectif sociétal. Bref, une politique de décroissance ne peut être efficace que dans la mesure où elle peut organiser les bases matérielles de la (re)production sociale, de sorte que les sujets potentiels d'une telle politique puissent articuler de nouvelles bases de subsistance et de nouvelles valeurs non colonisées par l'économisme. On pourrait ainsi court-circuiter le rôle joué par les supposés avantages de la croissance économique et donner aux citoyennes et citoyens sujets le pouvoir d'exiger une vie au-delà de la croissance. Pour cela, il faut examiner une politique du commun anticapitaliste, c'est-à-dire une manière anticapitaliste d'organiser le terrain de la reproduction sociale.

Les communs anticapitalistes

Les communs peuvent être compris de la manière la plus simple comme différentes formes matérielles et immatérielles de partage des richesses. Même si nous sommes habitués à penser davantage en termes de ressources naturelles (physiques), les réflexions (et actions) récentes sur les communs ont élargi les limites de cette compréhension conventionnelle pour inclure l'espace urbain, la connaissance, les droits sociaux (les systèmes de protection sociale et de retraite) et la richesse culturelle et intellectuelle.

Ces réflexions me sont suggérées par la tradition autonome au sein du marxisme, tel qu'élaborée par George Caffentzis, Silvia Federici, Massimo De Angelis et le Collectif Midnight Notes⁶. Dans cette perspective, le concept est défini par rapport à l'ensemble des rapports sociaux qui produisent et reproduisent ces biens communs en tant que formes de richesse sociale non marchandisée, dans l'acte de production des communs (*commoning*). Plus spécifiquement, les biens communs sont des sites de reproduction sociale accessibles à tous, indépendamment de l'intermédiation de l'État ou du marché, et où la reproduction sociale surgit par le travail collectif, l'accès

6 <<http://www.midnightnotes.org/mnpublic.html>>.

aux moyens de (re)production et des formes égalitaires de processus de décision. De telles formes de reproduction sociale et d'accès aux ressources sociales fabriquent alors une certaine protection contre le marché et contre l'État. À l'opposé, la capture et la privatisation des communs (les enclosures) visent l'expropriation, la fragmentation et la destruction de l'autonomie de la reproduction sociale par le marché ou l'État.

Une construction sociale alternative

Ainsi, les biens communs ne se limitent pas au partage des ressources naturelles et sociales. Ils incluent des rapports, des réseaux, des pratiques et des luttes qui offrent des moyens divers de reproduction sociale autonomes du marché et de l'État. Il faut insister sur les caractéristiques particulières des pratiques sociales constituant les communs. Les communs sont des formes de richesses non marchandisées pouvant être utilisées par tous et toutes selon les principes de la solidarité, de la collectivité, de la coopération, de l'autonomie, de l'égalitarisme, de la démocratie. Les communs concrétisent des formes de rapports entre communautés et biens communs qui ne se limitent pas à l'usage utilitariste de ressources, mais supposent, au contraire, l'autonomie, la reproduction autonome de la vie, l'assurance de la subsistance, plutôt que de la génération de profits. Pour résumer, les communs anticapitalistes sont des espaces de reproduction sociale accessibles à tous et toutes, à l'extérieur de l'intermédiation de l'État et du marché, où la production et la reproduction se font par le travail collectif, l'accès libre aux moyens de (re)production et la mise en place de processus de décisions démocratiques. Dans ce contexte, jardins et squats urbains, coopératives alimentaires, monnaies locales, licences de « biens communs créatifs » et pratiques de troc *sont des formes* contemporaines de communs. Elles expriment des pratiques d'autoapprovisionnement, en dehors de la logique des marchés et, à des degrés divers, incarnent une forme collective d'autoreproduction. Également, l'occupation de terres urbaines et rurales est une autre pratique de production du commun (*commoning*), dans la mesure où elles offrent un accès collectif aux moyens de reproduction sociale (logement, terres, etc.), en dehors du marché, et représentent également des formes non marchandisées de richesse sociale.

Produire du commun comme stratégie de décroissance

Pour Federici et Caffentzis, « les communs ne sont pas le point final de la lutte anticapitaliste, mais ses moyens ». Ils soulignent la nécessité pour les mouvements de mettre leur propre reproduction sociale à l'ordre du jour et d'apprendre à mettre leurs vies en commun, à s'organiser, par exemple, sur la base de leurs divers besoins et possibilités, et d'éliminer les pratiques d'exclusion et de hiérarchisation⁷. Pour Angelis

7 Silvia Federici et George Caffentzis, « Commons against and beyond capitalism », *Community Development Journal*, vol. 49, n° S1, 2014.

et Harvey, « il est difficile de concevoir l'émancipation du capital, de trouver des solutions découlant de la notion du *buen vivir*, et de la justice sociale et écologique, sans s'organiser, en même temps, sur le terrain des biens communs et des systèmes non marchandisés de production sociale⁸ ». Les biens communs anticapitalistes peuvent potentiellement renforcer (*empower*) les luttes contre le capital (et l'État) en élargissant les espaces d'autonomie dans la reproduction sociale. Dans ce sens, ils constituent le fondement même de la lutte. Se détacher des moyens et processus de reproduction sociale du marché et de l'État signifie se doter de moyens pour lutter contre ce marché et cet État.

Par exemple, les pratiques de partage autour de l'alimentation, du logement, de l'eau, de la santé, de l'éducation *créent* un espace d'autonomie et allègent l'emprise du marché et de l'État. Les sujets de la lutte acquièrent plus de forces quand les bases matérielles de leur reproduction sociale se mettent en place *par le biais* de biens communs.

La rupture

L'argument est valable pour la politique de la décroissance. Le bien-être matériel de la majorité de la population est dépendant de la redistribution des fruits de la croissance économique sous le capitalisme (et l'État). Organiser le terrain de la reproduction sociale à partir des biens communs anticapitalistes pourrait éventuellement briser les liens entre la croissance économique et le bien-être. Cela dépasserait le rôle joué par la redistribution des bénéfices de la croissance économique en satisfaisant les besoins matériels par une reproduction sociale équitable et collective. Les biens communs alors pourraient libérer les sujets potentiels de la politique de la décroissance en érigeant la base matérielle sur laquelle ces sujets pourraient prendre le devant de la scène.

Les biens communs ne sont pas seulement la pièce maîtresse potentielle d'une future société de décroissance. Le processus de construction des communs ne doit pas seulement être une vision pour un avenir postcroissance, mais un appel à s'organiser ici et maintenant, afin d'ouvrir les voies potentielles vers cet avenir. En fin de compte, les biens communs anticapitalistes devraient relever d'une stratégie de décroissance et non pas être le résultat de cette stratégie.

8 Massimo De Angelis et David Harvey, « The commons », dans Martin Parker, George Cheney, Valérie Fournier et Chris Land (dir.), *The Routledge Companion to Alternative Organization*, Londres, Routledge, 2014.

Valeur, marchandise et transition¹

Peter Hudis

Professeur au Oakton Community College (Illinois) et animateur du réseau International Marxist-Humanist Organization

Aujourd'hui, la question de la transition du capitalisme vers une société postcapitaliste sans exploitation est revenue dans les débats. Par contre, la discussion sur la nature de cette éventuelle société postcapitaliste reste encore peu abordée. Certes, aujourd'hui, militantes, militants et chercheur-e-s radicaux comprennent bien qu'une nouvelle société ne peut pas consister en une planification centralisée par un État autoritaire qui monopolise le pouvoir politique et économique entre les mains d'une « avant-garde révolutionnaire ». Il est à peu près évident pour tout le monde que les défaillances irrémédiables des régimes dits « socialistes » ou « communistes » ont en réalité prolongé la vie du capitalisme, plutôt que de construire une alternative viable. Et alors s'ouvre une nouvelle interrogation sur comment dépasser le capitalisme et sur ce qui constitue en fin de compte son « noyau » fondamental, la production de la valeur.

Marx et la loi de la valeur

Pour cette raison, il me semble nécessaire de revenir à la démarche critique de Marx, notamment dans *Le Capital*, une démarche qui, dans une large mesure, reste relativement peu comprise. Pour plusieurs, Marx définissait le socialisme comme l'abolition de la propriété privée et de « l'anarchie du marché » ; par conséquent la production de valeur devrait continuer sous le « socialisme ». Cette interprétation est trop courte, car en réalité, Marx affirmait l'incompatibilité non seulement entre le socialisme (ou le communisme²) et la propriété privée et le marché, mais aussi, entre le socialisme et le travail aliéné, l'État, l'argent et l'échange généralisé de

¹ Traduction de l'anglais par Pierre Beaudet.

² Les deux termes sont interchangeables dans le travail de Marx.

marchandises. Évidemment, la recherche d'une alternative anticapitaliste ne dépend pas d'une « fidélité » religieuse aux textes de Marx ! Mais compte tenu de l'absence de discussion sur la manière de libérer l'humanité du spectre de la production de valeur, un retour à la réflexion de Marx sur cette question peut s'avérer utile.

Le « mystère » de la valeur

Marx a lutté pendant de nombreuses années pour trouver le point de départ théorique à cette question. Dans *Le Capital*, il identifie la *forme marchande* comme un pivot de la structure du capitalisme. Il note que des choses différentes sont échangées comme équivalentes, à condition qu'elles possèdent une qualité ou une substance commune. Ce n'est pas « naturel » que deux produits différents (une paire de chaussures et un lapin) aient le même prix. Et alors, quel est l'équivalent entre eux ? Sûrement pas leurs propriétés *physiques* ! Si cela n'est pas physique, c'est alors une qualité *métaphysique*. Au bout du compte, Marx estime que cette substance non sensuelle, la valeur, est le travail abstrait. Certes, le travail est *concret*, dans la mesure où il implique un effort physique et mental spécifique de la part du travailleur – ou de la travailleuse – pour créer un produit. En même temps, le travail est *abstrait*, dans la mesure où il prend la forme, sous le capitalisme, d'une activité homogène régie par une mesure sociale, en dehors du contrôle de l'activité physiologique du travailleur et indifférente aux caractéristiques particulières du travailleur. Cette mesure, c'est selon Marx, le *temps de travail socialement nécessaire*. Et par conséquent, la valeur d'une marchandise n'est *pas* déterminée par la quantité de temps nécessaire pour produire, mais par la *moyenne* de temps *nécessaire* pour produire cette marchandise à un niveau global. Cette moyenne varie constamment en raison des innovations technologiques qui tendent à accroître la productivité du travail.

La marchandise

Sous le capitalisme, l'échange généralisé de marchandises n'est donc possible que si le travail concret prend une « forme sociale particulière » soit celle du travail dominé.

Tout travail est pour une part dépense de force de travail humaine au sens physiologique, et c'est en cette qualité de travail humain identique, ou encore de travail abstraitement humain qu'il constitue la valeur marchande. D'un autre côté, tout travail est dépense de force de travail humaine sous une forme particulière déterminée par une finalité, et c'est en cette qualité de travail utile concret qu'il produit des valeurs d'usage³.

3 Karl Marx, *Le Capital*, Livre Premier, Le procès de production du capital, première section, Marchandise et monnaie, chapitre premier, Le double caractère du travail, p. 53. <<https://inventin.lautre.net/livres/MARX-Le-Capital-Livre-1.pdf>>.

Sous la domination du capitalisme, le travail exprime un contenu social *aliéné*, car il représente une *sorte* de travail qui n'exprime pas l'activité autonome des producteurs, mais une moyenne abstraite sur laquelle les travailleurs n'ont aucun contrôle. L'échange généralisé de marchandises ne peut exister sans le travail exploité et aliéné. L'un est la condition de l'existence de l'autre. Marx note que dans le processus d'échange des marchandises, différents produits sont obligatoirement assimilés à une troisième chose, la substance de la valeur. Mais quelle est l'origine de la valeur – ou de la richesse calculée en termes monétaires ?

Contrairement à la richesse matérielle, la valeur n'est pas naturelle. Elle n'existe pas non plus dans toutes les sociétés. C'est un artifice, produit par le capitalisme, à une époque où les rapports sociaux forcent le travail concret à prendre la forme du travail abstrait. Ce qui produit cette transformation est à la fois visible et invisible. Visible, car les propriétaires des moyens de production obligent les travailleurs à fabriquer des produits dans un laps de temps donné, quels que soient leurs besoins et affinités. Invisible, puisque cette contrainte est dictée par une mesure moyenne sociale de travail impersonnelle et en constante évolution, que personne ne peut connaître ni contrôler directement. Les agents sociaux en prennent conscience *indirectement*, par le biais des lois de la concurrence, car les produits qui sont conformes à cette mesure moyenne sociale sont jugés plus « efficaces » et forcent ceux qui ne le sont pas à quitter le marché.

Valeur et rapports sociaux

Personne ne peut jamais « voir » le travail abstrait ou la valeur – pas plus qu'on ne « voit » un carré parfait. C'est une réalité qui existe en tant que rapport social réel, mais en même temps comme une réalité mystifiée. Pour Marx :

Ce n'est donc pas parce que les produits de leur travail ne vaudraient pour eux que comme enveloppes matérielles d'un travail humain indifférencié que les hommes établissent des relations mutuelles de valeur entre ces choses. C'est l'inverse. C'est en posant dans l'échange leurs divers produits comme égaux à titre de valeurs qu'ils posent leurs travaux différents comme égaux entre eux à titre de travail humain. Ils ne le savent pas, mais ils le font pratiquement. La valeur ne porte donc pas écrit sur le front ce qu'elle est. La valeur transforme au contraire tout produit du travail en hiéroglyphe social. Par la suite, les hommes cherchent à déchiffrer le sens du hiéroglyphe, à percer le secret de leur propre produit social, car la détermination des objets d'usage comme valeurs est leur propre production sociale, au même titre que le langage⁴.

4 Karl Marx, *Le Capital*, Livre Premier, Le procès de production du capital, première section, Marchandise et monnaie, chapitre premier, La marchandise, Le Caractère fétiche de la marchandise et son secret, p. 85.

Les hiéroglyphes sont notoirement difficiles à lire. Ainsi en est-il de la valeur. S'agissant d'une qualité immatérielle permettant l'échange de quantités matérielles, elle ne peut être connue que par l'acte d'échange. La valeur d'échange est la *forme d'apparence de la valeur*; c'est l'incarnation visible de ce qui est invisible. Mais cela ne signifie nullement que l'acte d'échange produit de la valeur. Marx insiste sur ce point : la valeur est générée dans un processus de *production* dans lequel le travail concret devient dominé par le travail abstrait. La valeur est *exprimée* ou *manifestée* dans l'acte d'échange, mais elle existe *avant* l'échange. La valeur n'est générée ni par les relations d'échange anarchiques ni par l'acte de *vente*, mais par des rapports de *production* aliénés.

Valeur, prix et argent

Compte tenu de la difficulté à saisir la valeur, certains ont soutenu que le terme devrait être écarté en faveur du *prix*. Mais c'est une erreur. Remplacer la valeur par le prix occulte les relations humaines qui sont responsables en premier lieu de l'échange généralisé de marchandises. Cela rend d'autant plus difficile de cerner les relations humaines qui doivent être transformées si on veut abolir la forme marchande.

Bien qu'il soit difficile de saisir la valeur, il est facile de voir son expression superficielle : *l'argent*. L'argent relie les gens et les produits dans un monde régi par la production de valeur. Mais l'argent établit ce lien d'une manière très étrange, puisque l'argent est l'expression ultime du travail abstrait. Comment l'argent peut-il nous connecter quand il exprime une forme sociale déconnectée des besoins et des sensibilités humains concrets ? La réponse est assez simple : dans les sociétés dominées par la monnaie, les relations humaines sont *indirectement*, et non directement, sociales.

Sous le capitalisme, le système économique actuel d'échange de marchandises est tout sauf efficace. L'échange de produits n'a de sens pour ses participants que si chaque partie dispose de suffisamment de moyens pour remplir ses conditions. Sinon, il faut faire appel à une force externe, telle que l'État, pour que les participants possèdent la demande effective nécessaire à l'obtention du produit social. Et comme les produits sont fabriqués dans le but d'augmenter la richesse par l'échange, il existe une tendance inhérente à ignorer les limites naturelles et leur impact sur l'environnement. C'est pour ces raisons que des philosophes comme Aristote ont condamné le commerce de détail dont la nature est « non naturelle », en raison de la tendance inhérente à poursuivre l'accumulation infinie de richesses (sous forme abstraite) comme une fin en soi.

Comme Marx le répète à maintes reprises, dans le capitalisme, ce n'est pas le temps de travail réel, mais le temps de travail socialement nécessaire qui détermine

la valeur. Une heure individuelle de travail n'a donc qu'une valeur *indirecte* sociale. Il ne peut en être autrement tant que la production de valeur existe. Cependant, une fois la production de valeur abolie, le travail individuel existe « en tant que partie *directement* constitutive du travail total », car le travail n'est plus régi par le temps de travail socialement nécessaire. La distinction entre travail social direct et indirect est absolument essentielle, car l'abolition de ce dernier au nom du premier est la condition *essentielle*, selon Marx, pour sortir du capitalisme et créer une société véritablement nouvelle.

La « phase inférieure »

La discussion la plus complète de Marx sur la société postcapitaliste se trouve dans sa *Critique du programme Gotha* de 1875, qui critique le mouvement socialiste allemand, du fait que, selon lui, ce mouvement n'aborde pas la perspective d'une société postcapitaliste⁵. Comment aller dans ce sens ? La société socialiste ou communiste, dit-il, ne surgit pas du néant, et par conséquent, elle « porte les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue⁶ ».

Au début, dans la phase « inférieure » de la transformation socialiste,

Les producteurs n'échangent pas leurs produits ; le travail incorporé dans les produits n'apparaît pas davantage comme valeur de ces produits, possédée par eux, puisque désormais, au rebours de ce qui se passe dans la société capitaliste, ce n'est plus par la voie d'un détour, mais directement, que les travaux de l'individu deviennent partie intégrante du travail de la communauté⁷.

Puisque dans la phase *inférieure* de la société postcapitaliste, les producteurs n'échangent plus leurs produits, il s'ensuit que le commerce de détail, le commerce et le marché sont progressivement voués à l'extinction. Une fois que le travail abstrait – la substance métaphysique non sensuelle qui permet l'échange universel de produits – est aboli par le biais de rapports de production et de reproduction libres, les échanges de marchandises et le marché disparaissent. En ce qui concerne le producteur :

Il reçoit, les défalcatons une fois faites, l'équivalent exact de ce qu'il a donné à la société. Ce qu'il lui a donné, c'est son quantum individuel de travail [...] Il reçoit de la société un bon constatant qu'il a fourni tant de travail (défalcation faite du travail pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des stocks sociaux d'objets de consommation autant que coûte une quantité égale de son travail⁸.

5 Karl Marx, *Gloses marginales au programme du Parti ouvrier allemand*, 1875, Œuvres choisies de Karl Marx et Friedrich Engels, tome III, Moscou, Éditions du progrès, 1970.

6 *Ibid.*, p. 14.

7 *Ibid.*, p. 13-14.

8 *Ibid.*, p. 14.

Dans le capitalisme, les produits du travail ne s'échangent pas les uns contre les autres. Ils échangent par l'intermédiaire d'une « troisième chose », le temps de travail en tant que tel, la *moyenne sociale abstraite* du temps de travail. L'échange est donc *indirect*, et non pas par l'échange d'un produit *direct* pour un autre produit (qu'il s'agisse d'un objet matériel ou d'un segment de temps). Vouloir rendre le processus d'échange « direct », en économisant de l'argent et en utilisant un jeton de travail (la proposition de Proudhon), ou une note de temps, sans déraciner la production de valeur, est dépourvu de sens selon Marx. C'est essayer d'imposer un rapport social *direct* à des rapports sociaux qui sont par nature *indirects*.

La valeur des marchandises déterminée par leur temps de travail n'est que leur valeur moyenne. Moyenne qui apparaît comme une abstraction externe, dans la mesure où on obtient ce nombre moyen en additionnant les prix d'une période donnée [...] La valeur de marché de la marchandise diffère toujours de cette valeur moyenne. Elle se situe toujours au-dessus ou au-dessous d'elle. [...] La valeur réelle, indépendamment du fait qu'elle domine les oscillations du marché, se nie elle-même en mettant la valeur réelle des marchandises sans cesse en contradiction avec sa propre détermination, dépréciant ou appréciant la valeur réelle des marchandises existantes⁹.

L'échange généralisé des marchandises prend fin avec la phase initiale du socialisme, car le travail abstrait, substance de la valeur qui permet aux produits du travail d'être échangés universellement, cesse d'exister. Avec un contrôle démocratique et librement associé des moyens de production, ce sont les producteurs eux-mêmes, et non une force extérieure comme le temps de travail socialement nécessaire, qui régissent leurs interactions. Et comme le travail perd son caractère abstrait, la production de valeur prend fin *dès le début* de la société socialiste.

La phase supérieure

À la longue et vers la phase « supérieure », ce qui est échangé, ce sont des activités humaines, et non des produits portant une forme de valeur. Les gens apprennent alors à se maîtriser et à maîtriser leur environnement sur la base d'une détermination du temps qui ne les confronte pas en tant que personne à part. Lorsque cet objectif sera atteint, on atteindra un autre niveau.

Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra le premier besoin vital,

9 Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858 dits « Grundrisse »* (introduction et édition de Jean-Pierre Lefebvre), Paris, Éditions sociales, 2011, p. 94.

quand avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors [...] la société pourra écrire sur ses drapeaux : « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins »¹⁰.

Dans le cadre de ces réflexions de Marx, le concept d'État s'estompe. « Les divers États des divers pays civilisés, nonobstant la multiple diversité de leurs formes, ont tous ceci en commun qu'ils reposent sur le terrain de la société bourgeoise moderne, plus ou moins développée au point de vue capitaliste¹¹. »

Retrouver le chemin

La discussion de Marx sur la transition postcapitaliste ne peut pas être interprétée comme une projection normative de la manière dont une société socialiste émergerait du sein du capitalisme *devra* être organisée. Il n'écrit pas un mégaplan pour l'avenir. Comme il le dit dans la *Critique du programme de Gotha*, une fois que les rapports de production auront été profondément transformés, une nouvelle forme de distribution des moyens de consommation en résultera.

Le mode de production capitaliste consiste en ceci que les conditions matérielles de production sont attribuées aux non-travailleurs sous forme de propriété capitaliste et de propriété foncière, tandis que la masse ne possède que les conditions personnelles de production : la force de travail [...]. Si les éléments de la production sont répartis de la sorte, la répartition actuelle des objets de consommation en résulte d'elle-même. Que les conditions matérielles de la production soient la propriété collective des travailleurs eux-mêmes, une répartition des objets de consommation différente de celle d'aujourd'hui s'ensuivra pareillement¹².

Autrement dit, un échange direct d'activités, basé sur les unités de temps de travail effectives, se produira lorsqu'une transformation radicale des rapports de production aura eu lieu. Autrement, les détails spécifiques qui permettront cette transformation et qui seront dépendants d'une multitude de facteurs ne peuvent pas être connus à l'avance. Ce que nous savons, c'est que tous les efforts pour « révolutionner » la société en négligeant la nécessité de cibler et de déraciner la production de valeur ne nous ont donné que des sociétés dites « socialistes » ou « communistes » qui exploitaient les gens, tout autant que le « marché libre » : autrement dit, comme le capitalisme.

Nous avons donc besoin d'un nouveau départ et Marx nous indique par où commencer.

¹⁰ *Ibid.*, p. 15.

¹¹ *Ibid.*, p. 22.

¹² *Ibid.*, p. 16.

Parcours militant

Gilles Bourque et la question nationale

Entrevue réalisée par
Jean Trudelle



Professeur de physique à la retraite du Collège Ahuntsic

Gilles Bourque a reçu les NCS au fond de sa campagne, dans les Cantons de l'Est, où il habite une magnifique maison ancienne entourée de champs et de boisés. Survol de l'évolution de la question nationale par un sociologue et historien réputé qui l'a suivie (et vécue !) de près¹.

NCS — Gilles, un grand merci pour l'accueil ! Histoire de commencer en douceur, quelques mots sur votre enfance ?

G.B. — Je suis né à Arvida en 1942, pas longtemps après la fondation de la ville. Mon grand-père était un cultivateur gaspésien, qui a eu 12 enfants avec son épouse qui était d'origine écossaise. Ma mère a vécu son enfance dans la région de Maniwaki et ensuite en Abitibi. Elle aussi faisait partie d'une famille de 12 enfants. On a déménagé à Montréal

¹ Gilles Bourque est professeur émérite du département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal. Citons en particulier les publications suivantes sur la question nationale : Gilles Bourque, *Classes sociales et question nationale au Québec 1760-1840*, Montréal, Parti pris, 1970; Gilles Bourque, *L'État capitaliste et la question nationale*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1977; Gilles Bourque et Anne Légaré, *Le Québec. La question nationale*, Paris, Maspero, 1979; Gilles Bourque et Gilles Dostaler, *Socialisme et indépendance*, Montréal, Boréal, 1980 ; Gilles Bourque, « Bouchard-Taylor : un Québec ethnique et inquiet », *Le Devoir*, 30 juillet 2008 et « L'insécurité d'un groupe ethnique », *Le Devoir*, 31 juillet 2008. Gilles Bourque a aussi publié plusieurs livres et articles dans les domaines de la sociologie historique du Québec, de l'analyse du discours politique, des transformations de l'État moderne et de l'État néolibéral.

quand j'avais à peine trois ans, d'abord dans Villeroy, puis dans Ahuntsic. On peut dire que je suis de culture montréalaise, mais j'ai passé mon enfance et mon adolescence dans les diasporas gaspésienne et abitibienne, qui formaient comme un réseau social dans la grande ville. Ma sœur Marcelle et moi, comme beaucoup de jeunes des années 1940 et 1950, avons donc été socialisés dans un monde en quelque sorte dual qui liait, de façon de plus en plus contradictoire, les univers de la famille nucléaire urbaine et de la famille élargie. Les débuts de la montée de l'individualisme, caractéristique de cette période, demeuraient empreints du communautarisme canadien-français. Notre famille était partie prenante de cette émergence de la nouvelle petite bourgeoisie dont nous reparlerons sans doute. Mon père était fonctionnaire au ministère de la Chasse et de la Pêche, ma mère était infirmière ; elle a travaillé à temps plein à partir du moment où j'ai commencé l'école. Je dis souvent que c'était une féministe avant l'heure.

NCS — Vous avez étudié à quel endroit ?

G.B. — Mes parents accordaient une grande importance à l'éducation. Au primaire, je suis allé chez les Soeurs de la Providence dans le Mile-End, puis au collège Sainte-Marie sur la rue Bleury. Ce collège des Jésuites était principalement fréquenté par des élèves issus de la petite bourgeoisie, alors que les enfants de la bourgeoisie, eux, allaient au collège Brébeuf !

J'ai donc fait mon cours classique qui durait huit ans. J'ai beaucoup aimé ces années-là, on avait accès à la salle du Gesù. J'y ai fait du théâtre, sans grand talent, mais avec beaucoup de passion et par la suite avec la troupe Les Apprentis-Sorciers.

Je n'ai pas senti de vocation particulière se dessiner pendant mon cours classique ; la seule chose que je savais, c'est que je n'irais pas en sciences ! À l'Université de Montréal, je me suis d'abord inscrit en lettres (option littérature-histoire) et par la suite, j'y ai fait une maîtrise en sociologie. Finalement, j'ai obtenu un doctorat dans la même discipline à la Sorbonne (Paris V).

NCS — Des études au collège classique... rien qui ne prédispose à joindre des milieux de gauche ?

G.B. — Il faut faire attention, l'enseignement des Jésuites, sauf en philosophie, était en général assez ouvert. On lisait la revue *Cité libre*, Trudeau et Vadeboncoeur au collège ! C'est à l'université que j'ai commencé à « fréquenter » les idées de la gauche. En histoire, j'ai suivi les cours de Maurice Séguin qui peut être considéré comme l'un des principaux théoriciens du mouvement national des années 1960 et 1970. Il a été très important pour moi et pour beaucoup d'intellectuels à l'époque. J'étais proche de la revue *Parti pris*, dont la première mouture s'inspirait d'une interprétation culturelle et anthropologique du marxisme, influencée principalement par Jean-Paul Sartre.

Il y avait des anciens du collège Sainte-Marie dans le groupe des fondateurs de cette revue. Je pense en particulier à Pierre Maheu et à André Brochu. J'ai fait partie de la deuxième équipe de *Parti pris*, inspirée d'une interprétation politique de la tradition marxiste. Encore là, on y compte au moins trois anciens élèves des Jésuites : Luc Racine, Gilles Dostaler et moi-même.

NCS — Au début des années 1960, vous êtes donc à l'université. C'est la fin de la grande noirceur et la question nationale va devenir centrale au Québec... mais évidemment, quand on pense aux patriotes et à la Confédération, elle a traversé l'histoire du Québec.

G.B. — Il faudrait un livre pour répondre à une telle question de façon pleinement satisfaisante. Je commencerai par faire remarquer que la question nationale ne devient pas centrale au Québec dans les années 1960. Elle l'est et le demeure depuis 1791 parce qu'elle n'a jamais été résolue. Essayons de distinguer certains aspects de la question nationale.

D'abord qu'est-ce que la nation ? La référence à la nation permet de représenter la communauté politique au nom de laquelle s'exerce le pouvoir dans l'État démocratique, dès lors que celui-ci ne peut plus se justifier par l'appel à un quelconque au-delà (les monarchies de droit divin, la France) ou à un pouvoir colonial extérieur (les États-Unis). Retenons seulement ici que la question de la nation se transforme en fonction de l'histoire des démocraties libérales, du moins en Occident.

Qu'en est-il du Québec ? La question de la nation et du territoire commence à se poser dès que Londres transforme la colonie en deux entités distinctes, le Haut et le Bas-Canada. Il y crée deux Chambres d'assemblée sans responsabilité ministérielle. À partir de là, on le sait, se constituera progressivement le mouvement des patriotes qui, au nom de la nation canadienne, réclamera l'établissement au Bas-Canada d'un gouvernement responsable et, en 1838, l'indépendance de la colonie. Dans sa forme initiale, la question du Québec se donne ici comme une question coloniale. Au nom de la nation canadienne, les patriotes veulent rompre avec l'Angleterre considérée comme un pouvoir purement extérieur et illégitime. La lutte des patriotes était une lutte anticoloniale de libération nationale à laquelle participait un nombre significatif d'anglophones.

Après l'échec des Rébellions, on assistera à l'obtention du gouvernement responsable en 1848, puis à la création de l'État fédéral canadien en 1867. Dans ce cadre, la question du Québec prendra une autre couleur, soit celle d'une domination nationale intérieure, caractéristique de l'évolution d'un nombre significatif de démocraties libérales. L'histoire du Québec s'apparente à celle de régions comme la Catalogne et l'Écosse, par exemple, et non à celle des pays coloniaux (l'Algérie, la Tunisie, l'Inde...).

Les citoyennes et les citoyens québécois de toutes les origines partagent les mêmes droits que tous les autres Canadiens. Ils n'en subissent pas moins un phénomène de domination nationale. Rappelons rapidement l'oppression subie par les Canadiens français partout au pays, de 1840 à 1960, ainsi que le fait que la fédération canadienne refuse toujours de se reconnaître comme un État plurinational.

NCS — Et en 1867 arrive la Confédération...

G.B. — ...qui va hériter de la conception de la régulation politique qui s'était affirmée en Angleterre durant les années 1840. On pense à l'image de l'État veilleur de nuit. La régulation libérale classique se caractérise par l'établissement d'une séparation stricte entre la sphère publique et la sphère privée. Elle s'inspire de l'idée que l'État ne doit pas intervenir ni dans l'économie (sinon pour y imposer le laisser-faire ou en subventionnant les entreprises, par exemple, dans le domaine de la construction de chemins de fer) ni dans les rapports de pauvreté. Ce type de régulation a fini par s'implanter au Canada de 1848 à 1867, dans le cadre d'un compromis entre les classes dominantes qui, au Québec, comprenaient l'Église catholique. Cette dernière en a profité pour contrôler les systèmes d'éducation et de santé, en plus d'imposer une nouvelle représentation de la nation. À la conception politique de la nation canadienne des patriotes a succédé une vision culturelle, religieuse et ethnique de la communauté politique sous la figure de la nation canadienne-française et catholique.

NCS — Un modèle qui va tenir jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale ?

G.B. — Oui, mais il subira une lente érosion. Les luttes ouvrières, le mouvement des femmes, le développement des problèmes sociaux forceront l'État à intervenir : droit d'association, droit de grève, droit de vote des femmes, subventions dans le domaine de la santé, etc.

C'est l'État fédéral qui donnera le signal du passage à l'État-providence. Dans l'après-guerre, il s'inspirera du *New Deal* américain et des réformes d'inspiration keynésienne en Angleterre. Cette histoire est fort connue. Le fordisme et la société de consommation s'affirment dans les pays dominants, alors que la nouvelle régulation politique, fondée sur le régime de la convention collective, sera vouée au développement du marché intérieur (national) et au soutien de la demande dans le domaine social. Le régime duplessiste s'opposera de toutes ses forces à ce passage à l'État-providence jusqu'à la fin des années 1950.

NCS — Les trente glorieuses vont servir de toile de fond à cette résistance de Duplessis ?

G.B. — Duplessis voulait en fait protéger la vieille alliance qui avait produit la

nation canadienne-française sur la base de la défense du libéralisme économique et du maintien des institutions traditionnelles. Peu à peu cependant, la résistance au duplessisme s'organiserait au niveau syndical et aussi à travers l'éclosion de la nouvelle petite bourgeoisie (ou nouvelles classes moyennes). C'est un ensemble bigarré dans lequel on distingue en général trois « sous-classes » : les vendeurs et employés subalternes de la fonction publique, qu'on dira « polarisés » vers le bas, une couche intermédiaire (les ingénieurs et les professeurs, par exemple) et finalement, une couche supérieure davantage proche de la bourgeoisie, formée de cadres et des acteurs reliés au capital.

NCS — On connaît la suite : la victoire des libéraux qui va sortir le Québec de ce qu'on a pu appeler la « grande noirceur », et la montée du nationalisme entre 1960 et 1980, avec la victoire du Parti québécois (PQ) et un premier référendum. Tout cela empreint d'une forte volonté d'émancipation, la domination économique des anglophones étant encore très présente.

G.B. — Oui, mais il faut savoir de quel type d'émancipation l'on parle. Comme je le soulignais tout à l'heure et malgré ce qu'on aimait dire à *Parti pris* durant les années 1960, le Québec n'est pas une colonie du Canada même si les Québécois y subissent l'oppression nationale. Au contraire, ce sont les Autochtones qui sont des colonisés parce qu'ils sont administrés dans le cadre d'une loi d'exception qui les cantonne dans des réserves.

NCS — Mais tout de même, le nationalisme va carburer à une volonté d'émancipation ?

G.B. — La Révolution tranquille marque le début d'un nouveau nationalisme. La province devient l'État du Québec, la nation canadienne-française, la nation québécoise. Dans tous les pays où cela s'est produit, le développement de l'État-providence a été favorable à la nouvelle petite bourgeoisie. L'implication de l'État dans la régulation sociale crée des emplois, le clergé est rapidement écarté, la fonction publique prend de l'ampleur.

Parallèlement, les petites et moyennes entreprises québécoises étaient mises en péril par le développement de grands conglomérats et elles avaient un gros problème d'accès au capital et aux prêts bancaires, et ce, particulièrement dans les régions. La base militante du mouvement d'émancipation est donc en bonne partie menée par la nouvelle classe moyenne, dont sont issus, par exemple, les André d'Allemagne, Pierre Bourgault et Marcel Chaput du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN).

Mais un mouvement national n'est jamais issu d'une seule classe. Il y a eu convergence d'intérêt, ne serait-ce que pour une courte période ou sur certains enjeux. Aussi se sont joints à ce mouvement des technocrates (Jacques Parizeau, Claude Morin) et

une partie du capital privé. Déjà au Parti libéral, il y avait une volonté de renforcer la bourgeoisie québécoise, par la création de sociétés d'État ou par le financement public qui passait souvent par les caisses populaires Desjardins. Tout cela explique le développement rapide du Québec. En fait, les deux classes qui ont le plus profité du développement de l'État-providence et de l'affirmation du mouvement national durant les années 1960 et 1970 sont la bourgeoisie québécoise et les francophones de la nouvelle petite bourgeoisie.

Il faut rappeler aussi que les francophones salariés subissaient une discrimination très nette dans le secteur privé. Le capital culturel acquis par une scolarisation largement voulue et soutenue dans la petite bourgeoisie voyait son potentiel « bloqué » à un certain niveau. C'était un problème bien concret qui explique une partie de cet appétit d'affirmation. Finalement, on assistera aussi à une forme d'alliance du mouvement nationaliste avec le mouvement syndical, ce qui conduira à un « préjugé favorable » à l'endroit des travailleurs et des travailleuses, durant le premier mandat du PQ et à l'adoption de la loi anti-briseurs de grève, par exemple.

Mais tout cela découle de la mise en place graduelle de l'État-providence, entre 1960 et 1980. Le premier mandat de René Lévesque sera d'ailleurs consacré à poursuivre cette mise en place et beaucoup de mesures en découleront : la loi sur l'assurance automobile, la protection du territoire agricole, la loi anti-*scabs*, les recours collectifs.

NCS — Si on se permettait une petite parenthèse plus personnelle... Durant ces années-là, comment vivez-vous ces changements et, en particulier, l'épisode du FLQ² et la Loi sur les mesures de guerre ?

G.B. — Durant les années 1960, j'ai été membre de la revue *Parti pris*, en même temps que je militais au RIN dans le groupe d'Andrée Ferreti. À la revue comme au parti, j'étais parmi ceux qui étaient contre la fusion ou l'adhésion au Parti québécois. Après la disparition de *Parti pris* et la dissolution du RIN, j'ai fondé avec d'autres, dont Luc Racine et Gilles Dostaler, le Comité indépendance et socialisme qui n'a pas fait long feu. Par la suite, j'ai fait partie des comités de rédaction des revues *Socialisme québécois* et *Les Cahiers du socialisme*, ancêtre de la revue actuelle ! Durant les années 1970, j'ai milité au Centre de formation populaire en même temps que j'ai rédigé plusieurs textes pour la CSN et la CEQ³. Enfin au début des années 1980, j'ai participé à l'aventure trop courte du Mouvement socialiste dirigé par Marcel Pepin.

Comment j'ai vécu la Loi sur les mesures de guerre ? Ma conjointe Margot et moi étions à Paris pour faire des études doctorales. Évidemment, le petit monde des étudiants

2 FLQ : Front de libération du Québec.

3 CSN : Confédération des syndicats nationaux; CEQ : Centrale de l'enseignement du Québec, devenue la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

et des étudiantes, fort nombreux à Paris à l'époque, fut très agité. Malgré l'expression de ma solidarité envers ceux qui ont été emprisonnés, ces événements confirmaient les critiques que nous faisons du FLQ durant les années 1960. Il paraissait clair que la stratégie et les tactiques utilisées (par exemple, la guérilla urbaine) étaient inadaptées dans le cas du Québec. La réflexion sur cet échec a contribué alors à me faire abandonner la thèse que le Québec est une colonie au sein de la Confédération canadienne.

NCS — Ce qui nous amène au référendum de 1980, et à cette victoire assez claire du Non... Votre lecture de l'échec, près de 40 ans après ?

G.B. — Cet échec était inévitable, c'est aussi simple que ça. Je pense que René Lévesque le savait et qu'il l'a fait tout de même, en sachant qu'il allait le perdre. Les personnes plus âgées, disons les 55 ans et plus, se représentaient en grande majorité comme des Canadiens français et non pas comme des Québécois. Les intérêts du grand capital canadien et une majorité de la bourgeoisie québécoise étaient contre. Il faut se rappeler aussi que même une partie des syndicats était dubitative, disait « oui, mais ». On soutenait que la souveraineté devait servir les intérêts des travailleurs et des travailleuses, pas seulement ceux du capital québécois.

NCS — Le lendemain du référendum coïncide avec l'avènement du néolibéralisme : Thatcher en Angleterre, Reagan aux États-Unis. Les années 1980 et 1990 seront celles d'une lente érosion de l'État-providence. Au Québec, on a perdu le référendum, mais on n'est quand même pas pour autant au diapason des sociétés américaines et anglaises où va fleurir ce néolibéralisme ? On peut croire Lévesque sincère, après toute la ferveur des années 1970 et le parti pris affiché pour les travailleurs... Qu'est-ce qui peut expliquer le violent changement de 1982, quand le PQ sabre sauvagement les contrats déjà signés dans le secteur public ?

G.B. — Le revirement spectaculaire du PQ était certainement difficile à expliquer et à accepter pour la base militante de ce parti. Il faut cependant signaler que le démantèlement de l'État-providence fut un processus qui s'est déployé à l'échelle internationale. Des *think tanks* formés de disciples de Hayek et d'adeptes du monétarisme, soutenus par le capital transnational, mirent de l'avant une stratégie de sortie de crise axée sur le démantèlement de l'État-providence, le passage à l'État néolibéral et une mondialisation entièrement dominée par le marché et la financiarisation du capital. La remise en question de l'État-providence s'est ainsi répandue partout. Cette critique a propagé l'idée qu'une trop grande intervention de l'État dans le domaine social encourageait la paresse et créait des trappes de pauvreté. Il faut dire aussi que la stratégie néolibérale répondait à l'inquiétude des forces du capital devant ce qu'on considérait comme de trop grandes avancées de la démocratie favorisées par les luttes syndicales et la montée des mouvements sociaux.

Peut-être que pour Lévesque, le coup de barre était temporaire. Pour certains de ses conseillers et ministres cependant, c'était fini l'État-providence. En fait, sous le deuxième gouvernement Lévesque, on a assisté à la mise en œuvre du démantèlement de l'État-providence. On s'est attaqué à la fonction publique et au secteur parapublic dans le but de freiner ou de ralentir leur développement, d'exercer une pression à la baisse sur les salaires et d'affaiblir le mouvement syndical.

Dans la même perspective, le gouvernement a formé un groupe de réflexion sur les politiques sociales qui va conduire à la réforme Paradis, sous le gouvernement libéral de Robert Bourassa en 1989. Dès lors, les politiques sociales abandonneront l'orientation universaliste de l'État-providence pour adopter une perspective particulariste visant des populations cibles dans le but de les réintégrer au marché du travail. Bientôt l'ensemble des politiques sociales ne viseront plus le soutien de la demande, mais la réimposition de la discipline du travail.

NCS — Mais les effets de tout ça sur la question nationale ?

G.B. — En même temps qu'on lâche l'État-providence, on laisse tomber l'idée d'indépendance. C'est ce qui va provoquer le départ de Jacques Parizeau ! Le dauphin de René Lévesque, Pierre-Marc Johnson, dira d'ailleurs qu'il faut dorénavant faire la promotion de l'*affirmation nationale*.

NCS — Mais en quoi l'abandon des idéaux sociaux-démocrates tempère-t-il la volonté d'indépendance ? Il y quand même eu un deuxième référendum en 1995...

G.B. — Je ne dis pas qu'il y a ici un rapport de cause à effet, mais que c'est concomitant. En fait, les volontés d'affirmation et d'émancipation nationales sont en général nourries par un projet de société, par une volonté commune de changer les choses. L'un des effets de l'État-providence a été d'ouvrir le terrain politique à l'élargissement des luttes. La poussée et le développement des mouvements populaires se font dans ce sillage et cela développe, pourrait-on dire, un appétit politique important qui, lui, survit quand on charcute le « *Welfare State* ».

Le référendum de 1995, presque gagné, est dû en partie à cette énergie politique qui a perduré malgré le changement du rôle de l'État.

Mais par-dessus tout, ce qui a amené le référendum de 1995, c'est l'erreur stratégique qu'a été le rejet de l'Accord du lac Meech par le Canada anglais. Avant cette conférence au sommet, même Parizeau qui avait repris du service et qui était devenu le chef du PQ, préconisait des référendums sectoriels ou quelque chose d'apparenté. Mais l'échec constitutionnel de Meech a fait la preuve que le renouvellement de la Confédération n'était pas possible. Cela a relancé le mouvement d'indépendance, sur la base d'une alliance qu'on a appelée « arc-en-ciel », une mobilisation générale de la

nouvelle petite bourgeoisie, des féministes et des mouvements sociaux et le retour d'un imaginaire de l'émancipation.

NCS — Lors de ce deuxième référendum, en 1995, le Oui et le Non sont pratiquement à 50-50. Ce qu'on appelle la « question de l'urne » est-elle la même qu'en 1980 ? Pour le Québécois moyen – et la Québécoise moyenne – qui s'en va mettre son petit oui ou son petit non dans la boîte, les choses se posent-elles de la même façon ?

G.B. — Non. Le contexte a changé. Les vieux « Canadiens français » sont morts. Par contre, il y a encore un réel désir d'émancipation, qui lui n'a pas changé. Mais il faut se rappeler que la question référendaire en 1995 n'est pas la même qu'en 1980. On y évoque un Québec souverain dans le cadre d'une association avec le Canada, le texte est formulé de manière beaucoup plus précise, certains diront de manière très technocratique. D'ailleurs, il faut bien se rendre compte que les deux référendums ne portaient pas, *stricto sensu*, sur l'indépendance du Québec. Et beaucoup de votants Oui se disaient que, gagné ou perdu, le référendum allait forcer Ottawa à négocier une réforme constitutionnelle favorable au Québec.

NCS — Vous dites que la volonté d'émancipation était restée. Mais pour le premier référendum, l'hégémonie anglophone était beaucoup plus marquée, les souvenirs du poids du clergé pas si lointains... En 1995, est-ce qu'on n'avait pas gagné collectivement en assurance, voulait-on vraiment s'émanciper de la même chose ?

G.B. — Je pense que oui. On est 15 ans plus tard, mais le fondement historique est le même, soit l'idée qu'au Québec existe une nation dominée dans le cadre de la démocratie canadienne. Il n'en reste pas moins que, 15 ans plus tard, s'était considérablement élargi le champ des luttes sociales et politiques, ce qui renforcera l'alliance arc-en-ciel. Disons aussi qu'en 1995, ce ne sont plus tant les Anglais et encore moins l'Église catholique qui servent de repoussoirs, mais, pourrait-on dire dans l'après Meech, une sorte de Canada abstrait et éloigné, ainsi que l'hypocrisie des élites québécoises fédéralistes (la Commission Bélanger-Campeau créée par Robert Bourassa dans le but implicite de contrer la résurgence du mouvement national à la suite de Meech).

NCS — Et là, arrive Lucien Bouchard.

G.B. — C'est sous Lucien Bouchard que s'affirme de façon pleine et entière l'État néolibéral au Québec. Sur le plan du discours, il s'imposera comme le principal chantre d'un des aspects les plus délétères du discours politique néolibéral : la nécessité absolue de l'adaptation inconditionnelle à un monde dominé par le marché à l'échelle

mondiale. Le fameux sommet sur le déficit zéro⁴ marque la coupure définitive avec l'État-providence. La régulation néolibérale jouera dorénavant sur l'offre de capital au niveau mondial et sur la stimulation de la main-d'œuvre dans l'espace national. Dit de façon plus prosaïque, il s'agit d'inciter par des subventions les entreprises québécoises à se développer en fonction de l'espace mondial, en même temps que d'attirer le capital mondialisé au Québec en vantant la qualité de sa main-d'œuvre. Dans les domaines des politiques sociales, de la culture et de l'école, la soumission au marché constituera l'orientation principale.

NCS — Donc, si on met de côté l'option de la souveraineté, le PQ et le Parti libéral (PLQ) ne seront pas fondamentalement différents dans leur conception du rôle de l'État ?

G.B. — Pas si différente en effet. Depuis Lucien Bouchard, les deux partis mènent le même type de régulation centrée sur l'offre. Ceci ne veut pas dire que le PQ et le PLQ ont une orientation parfaitement identique. Il y a quelques années, j'ai soutenu que les gouvernements péquistes pratiquaient des politiques néolibérales de concertation : le déficit zéro, la consultation des acteurs aux niveaux local et régional, par exemple. Au contraire, le gouvernement libéral de Jean Charest, à l'époque, de même que celui de Philippe Couillard par la suite, ont favorisé une gouvernance néolibérale autoritaire : les mouvements sociaux et les syndicats ont été boutés hors des institutions de concertation.

NCS — Une arrogance qui a provoqué le mouvement « J'ai jamais voté pour ça »...

G.B. — La mobilisation citoyenne est loin d'être en régression comme le montrent aussi les luttes contre le gaz de schiste et le mouvement étudiant.

NCS — Donc à partir de 2003, on parle d'abord de résistance à Charest, de la mise au grand jour de la corruption au sein de l'appareil étatique, puis il y a eu aussi le printemps érable... Tout ça ne relègue-t-il pas la question nationale au second plan ?

G.B. — Tout à fait. Dans l'État néolibéral qui s'est mis en place, plusieurs facteurs jouent pour « fragmenter » en quelque sorte les groupes, les besoins et les aspirations dans la société. Les classes sociales s'effritent... C'est une nouvelle mouture du « diviser pour régner », et dans un tel contexte, il devient difficile que le projet national puisse fédérer et apparaître comme un levier nécessaire pour changer les choses.

⁴ Sommet socioéconomique, 29 octobre - 1^{er} novembre 1996. (NdR)

NCS — Il y a une sorte de « fondu » des classes sociales ?

G.B. — Tout le phénomène de précarisation, de la division entre les permanents et les non-permanents, de la montée du travail atypique... Avant cet effritement de la classe moyenne, il y avait une « vision » commune qui disait un peu : si tu t'éduques, tu vas trouver une *job*, si tu la perds, tu vas en trouver une autre... et tu auras une retraite décente. Cette idée, en fait cette volonté de mener une vie juste et bonne créait une sorte d'unité d'aspirations que l'idée d'indépendance pouvait cristalliser.

Maintenant, les exemples sont nombreux du fractionnement social. À l'université, il y a les chargé-e-s de cours et les professeur-e-s, dans le privé, les travailleuses et travailleurs atypiques, à leur compte, à temps plein, à temps partiel, permanents, précaires, sur appel, les baby-boomers opposés aux autres générations... la liste serait longue !

NCS — La volonté d'un accès universel à une vie de meilleure qualité était donc le ciment du projet national ?

G.B. — Tout à fait, c'est un projet social qui était national en même temps que basé sur une forme de communauté des aspirations.

NCS — Mais aussi sur l'idée que le citoyen peut, à travers les mécanismes démocratiques, participer à l'évolution des choses. A-t-on perdu ce sentiment au fil des dernières décennies ?

G.B. — Il ne faut jamais oublier que l'État néolibéral, c'est un État qui a sacrifié de grands pans de sa souveraineté. C'est l'État d'une régulation politique soumise à des instances supranationales. L'exemple parfait, c'est l'Union européenne, qui est une gigantesque machine technocratique sans légitimité politique réelle. Les pays membres y sont soumis à des diktats économiques qu'ils acceptent pour trouver des débouchés à la production locale sur les marchés. Cela contribue assez clairement à une perte de pouvoir de l'État national, et ce n'est pas pour rien que se développent, dans beaucoup de pays européens, des factions nationalistes d'extrême droite. Les peuples ont de moins en moins l'impression de pouvoir agir sur leur propre destin.

NCS — On comprend que le néolibéralisme dilue la notion de « bien commun » !

G.B. — C'est la vision d'Hayek sur le plan théorique et celle de Thatcher sur le terrain : il n'y a pas de société, c'est un concept creux, la population d'un État est un magma constitué d'intérêts contradictoires⁵. On est dans l'essence du néolibéralisme : tous, les uns contre les autres. Un candidat de la Coalition Avenir Québec (CAQ) devenu député,

5 Margaret Thatcher : « La société n'existe pas. Il y a seulement des individus et des familles. », 1987. (NdR)

Youri Chassin, a soutenu en campagne électorale qu'il n'y a pas de bien commun. En toute logique, en effet, s'il n'y a pas de société, il n'y a pas de bien commun !

NCS — Regardons justement cette élection d'octobre dernier, la première depuis des lunes où la question nationale est absente.

Aux élections de 2003 et à celles qui ont suivi, on avait déjà l'impression que l'indépendance du Québec n'était présente dans les débats que parce que le PQ la portait, pendant que les autres partis la mettaient à l'avant-scène pour s'en servir comme repoussoir. Mais tout cela était peut-être un peu artificiel par rapport aux préoccupations réelles des gens.

Dans l'élection du 1^{er} octobre, le PQ a renvoyé le référendum à un deuxième mandat, et même à Québec solidaire, on avait l'impression que le message était : voici nos propositions... et, au passage, on aurait peut-être besoin d'être souverains pour les réaliser. Un primat de la question sociale sur la question nationale. Posons carrément la question : l'idée de l'indépendance - ou de la souveraineté du Québec - a-t-elle encore un avenir ?

G.B. — Je suis, en tout cas, absolument convaincu qu'il faut la reformuler pour qu'elle ait un avenir. La souveraineté doit apparaître comme l'incarnation d'un projet de société qui, lui, doit être réécrit. C'est ce que Québec solidaire a commencé à faire, autour par exemple de la critique de l'État pétrolier canadien.

La question nationale ne se porte pas toute seule, surtout quand elle n'est pas posée de manière ethnique. Il faut un projet de société et ce dernier est à reconstruire. Il y a de cela dans le discours de QS, qui a l'écoute d'une bonne partie de la population. Quand il dit que de l'argent, il y en a, et qu'il faut aller le chercher là où il est, je pense que les jeunes mordent là-dedans. Bon, on sait que ce n'est pas si simple, mais il y a tout de même là une critique fondamentale : celle des abris fiscaux, celle du système fiscal dans son ensemble, qui exempte de plus en plus les grandes entreprises.

Mais ça prend aussi une critique systématique du pouvoir politique, une dénonciation de la dilution du vote citoyen qui résulte de l'inféodation du pouvoir national à des intérêts supranationaux. C'est parce qu'on est dans un État néolibéral soumis à un pouvoir extérieur que le vote ne changera rien... Les citoyens le sentent confusément, et ça explique une bonne partie du cynisme des électeurs. L'idée d'indépendance n'est intéressante que dans le cadre d'un État qui a de réels pouvoirs de régulation permettant de transformer la vie des gens.

NCS — Donc l'idée de l'indépendance est encore pertinente...

G.B. — Bien sûr, mais si on n'est pas capable de la reformuler dans une perspective

de gauche, il se peut fort bien que ce soit des gens de la droite, comme la CAQ, qui le fassent, dans une perspective ethnique et néolibérale.

NCS — Ce qui voudrait dire ?

G.B. — La lutte contre l'immigration, l'obsession sur la question du voile...

NCS — Oui, mais dans la réalité québécoise et, contrairement à celle d'États européens, il y a d'importants besoins de main-d'œuvre dont la CAQ ne pourra pas faire abstraction.

G.B. — Fort probablement, mais la CAQ n'est pas un parti d'extrême droite. Ce que je veux surtout dire, c'est que la question nationale, formulée à droite, est toujours ethnique. Or, à mon avis, la gauche n'a pas de réponse articulée au malaise réel qu'on retrouve dans toutes les sociétés occidentales, elle n'a pas encore fait une critique véritable du multiculturalisme. Au début des années 1980, certains auteurs de gauche affirmaient que le multiculturalisme était une stratégie de la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière... On n'en est plus là ! Le multiculturalisme a certainement contribué à l'avènement d'une société d'ayants droit. Mais il faut pousser la réflexion plus loin.

Québec solidaire, heureusement, est complètement ouvert aux communautés culturelles. Le travail politique ne doit pas se limiter au fait qu'on leur reconnaisse des droits; il faut travailler aussi, et QS le fait, du côté de l'ouverture du marché du travail, de la reconnaissance des diplômes, de la non-discrimination à l'emploi.

Mais à mon avis, il y a trop spontanément, dans la conscience de gauche, une défense inconditionnelle des revendications soutenues par des racialisés ou des fondamentalistes. C'est comme si, par exemple, on hésitait à mettre en avant la nécessité, devant des revendications de nature religieuse, de tenir compte d'un espace public et commun. Comme si tous les pas à faire étaient ou devaient être faits par une majorité honteuse.

La Charte des droits est fondée sur l'idée qu'il n'y a pas de hiérarchisation des droits...mais la liberté religieuse est presque devenue la liberté fondamentale avant les autres !

NCS — Je comprends que pour qu'elle ait encore un avenir, la question nationale doit se redéfinir autour d'un nouveau projet de société, qui lui ne pourra pas faire abstraction de la question du multiculturalisme...

G.B. — Si la gauche ne développe pas un discours sérieux sur une question, la droite va s'en emparer. Mais il faut aussi ajouter à cela, absolument et c'est majeur, la question autochtone. On n'a pas le droit d'oublier que les rapports du Québec avec les Autochtones sont encore pleinement coloniaux. Ça frise l'apartheid ! On les oblige à défendre leurs réserves parce c'est le seul lieu qui les protège encore, ce qui est parfaitement cynique quand on sait que ces lieux-là sont des poches de pauvreté et de graves problèmes sociaux. Faudra prévoir négocier avec eux et Manon Massé l'a bien dit : si on veut négocier, on ne peut pas décider d'avance. Les négociations devraient même, possiblement, couvrir la question du territoire.

NCS — Concrètement, avant de terminer : la convergence des forces souverainistes est-elle nécessaire pour redéfinir un projet social capable de relancer l'idée de l'indépendance ?

G.B. — Je ne le crois pas. Je ne suis pas contre, en principe, la convergence souverainiste, mais pourquoi ne parle-t-on jamais de la convergence socialiste ? Disons-le tout net, il y a risque que cette obsession pour la convergence finisse par occuper toute la place. On a joué dans ce film-là pendant 50 ans avec le PQ. Lors de la fondation de Québec solidaire, on disait que la question sociale serait l'article numéro 1 du programme. Pour le reste, si le parti s'avance sur cette route de la convergence, fort bien, je suis bon soldat. Il est vrai que la droite a abandonné l'idée d'indépendance, et pour longtemps, ce qui laisse beaucoup plus de place aux idées progressistes. On peut maintenant placer nos espoirs dans l'adoption de la proportionnelle... ce serait l'idéal !

Bilan des élections 2018

La patience de notre impatience

Réflexions militantes sur les élections 2018

Pierre Beaudet

Professeur au département de sciences sociales de l'UQO et membre du comité de rédaction des NCS

Le 1^{er} octobre 2018, tout le monde en convient, est un moment-charnière. La fin de la traditionnelle alternance Parti québécois/Parti libéral (PQ/PLQ) est probablement le fait le plus marquant. De cette déroute émerge une coalition bric-à-brac de droite, la Coalition Avenir Québec (CAQ), et bien sûr, Québec solidaire (QS), qui sort de la marginalité pour se présenter comme un sérieux prétendant au titre de chef de file d'une deuxième et nécessaire révolution pas-si-tranquille. C'est quand même, d'un point de vue de gauche, assez exaltant. Mais comme les progressistes ne sont plus aussi naïfs qu'à l'époque où on attendait la fin imminente du capitalisme(!), aujourd'hui on est plus astucieux et on se donne le droit de poser des questions.

Comment décortiquer les multiples obstacles, internes et externes, qui se dressent devant l'option d'un projet contre-hégémonique de gauche? Dans quelle mesure QS pourrait-il faire mieux que de nombreux projets de gauche qui se sont érodés en entrant de plain-pied dans l'univers institutionnel (lire, bourgeois)? Comment manœuvrer dans cette épuisante « guerre de position » sans perdre son âme ni tomber dans les écueils de la marginalisation et de l'isolement de ceux (nombreux dans l'histoire de la gauche) qui pensaient avoir toujours raison?

Ce bilan des élections 2018 comporte deux volets. Pour le premier volet, nous avons réuni des militants et militantes des NCS¹, question de « penser tout haut », sans inhibition, impatients que nous sommes tous d'avancer dans nos luttes, patients du fait que nous

1 Une vingtaine de personnes ont participé à une discussion animée par les NCS le 24 octobre 2018.

sommes, comme disent les camarades zapatistes, « dans un marathon, et non dans un sprint ». Dans le deuxième volet, on retrouvera un éventail d'analyses provenant de personnes militantes/chercheuses et chercheuses/militantes, qui approfondissent les principales problématiques.

La percée de Québec solidaire

Presque partout, Québec solidaire (QS) a connu une formidable avancée. Dans les régions où il était une sorte de fantôme, on a vu le pourcentage de votes doubler, comme à Chicoutimi où il est passé de 6,4 à 12,8 %. Sur la Rive-Sud de Québec, terrain relativement inhospitalier, le résultat est impressionnant pour la plupart des comtés. Évidemment, ce succès est manifeste dans le périmètre montréalais et les quartiers centraux de Montréal, de Québec, de Sherbrooke et de Rouyn. Au-delà des comtés où QS était en avance, on applaudit de belles victoires, notamment dans le comté de Jean-Lesage à Québec, où il y a eu basculement. Comme quoi, même dans un paysage marqué à droite, il est possible de penser et de réaliser des percées.

Comment expliquer l'avancée ?

Roger Rashî

Militant de QS dans Mercier à Montréal

QS s'est orienté vers une stratégie de rupture avec les autres partis, d'où le refus des alliances, particulièrement avec le Parti québécois (PQ). Par ailleurs, QS a fait une très bonne campagne. C'est Manon Massé, la porte-parole femme, qui a nettement gagné les débats avec les autres chefs. Elle a démontré une forte capacité de raisonner et de coller avec les sentiments populaires. Enfin, il y avait la plateforme électorale, un mélange de quelques revendications de base, dont les 15 \$ de l'heure, la réduction des tarifs de transport, l'assurance dentaire, et le programme de transition écologique et économique. C'était, comme l'a dit Simon Tremblay-Pepin, des revendications « clivantes ». Avec cela, nous avons dynamisé notre base militante, surtout les jeunes. Cette stratégie, inspirée du populisme de gauche, comme celle de Podemos en Espagne ou de Bernie Sanders aux États-Unis, s'est construite sur une définition d'un peuple avide de changements. Enfin, l'organisation technique a été impeccable. Des centaines de militants et de militantes sur le terrain ont constitué l'épine dorsale, sans compter l'énorme campagne dans les médias sociaux.

Une victoire historique

Bernard Rioux

Militant de QS à Québec et rédacteur de l'hebdomadaire numérique Presse-toi-à-gauche!

La victoire historique à Québec est une victoire de la jeunesse. Ce fut une mobilisation énorme, essentiellement des jeunes et des étudiantes et étudiants. Heureusement qu'on n'a pas fait d'alliances avec le PQ, car on n'aurait pas gagné tant de sièges. Le centre de la campagne s'est construit autour de revendications concrètes, avec la perspective d'un changement de cap, pour la transition énergétique, pour l'indépendance, contre l'austérité. Maintenant, ce programme, il faut le réaliser dans la lutte.

Questions de méthode

Les élections ne se gagnent pas seulement avec de bonnes idées. On doit mettre en place une sérieuse infrastructure; quand on ne l'a pas, on fait comme les petits partis de gauche qui décident de rester petits. La campagne de QS s'est caractérisée par deux choses. D'abord une manière d'être et de dire, le « parler-vrai », selon l'expression de Manon Massé. Ensuite, une solide organisation locale, dans au moins la moitié des 125 comtés, qui non seulement a fait « sortir le vote », mais également a parlé et écouté des milliers de citoyens et de citoyennes.

Savoir écouter

Dominique Daigneault

Présidente du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN

La gauche, c'est bien connu, a plein de bonnes idées. Mais parfois, il faut se retenir de parler et écouter un peu. Durant la campagne électorale, QS a choisi sagement de parler de ce qui préoccupe les gens, dont l'impact des politiques austéritaires et l'environnement. Ce n'était pas pour cacher sournoisement d'autres questions, l'indépendance par exemple, mais parce qu'il fallait répondre aux préoccupations du monde « ordinaire ». Un peu comme Bernie Sanders l'a fait aux États-Unis. Et que Manon Massé a fait superbement, tant par ses dires que par ses manières d'être. On la voyait à la télévision : pendant qu'on lui posait des questions, elle regardait les interlocuteurs dans les yeux, alors que les autres candidats griffonnaient leurs réponses. Trancher avec l'arrogance (dont Lisée était passé maître), écouter, discuter d'un projet de société qui s'esquisse,

qui n'est pas terminé une fois pour toutes. C'est ce qui a donné 600 000 votes. QS est devenu « normal », et non pas un extra-terrestre venu de la lune, ou du Plateau Mont-Royal !

Dans plusieurs associations locales de QS, il y avait 150, 200 et même 300 personnes engagées à plein, certains avec de l'expérience, d'autres avec de l'énergie. Ce travail est exigeant, y compris le travail de porte-à-porte, laborieux mais irremplaçable.

S'enraciner localement

Ghislaine Raymond

Militante de QS dans Maurice-Richard à Montréal

On est parti d'une association locale bien organisée depuis trois ans. Beaucoup de gens connaissaient QS, mais de loin. C'était associé à Manon Massé, Gabriel Nadeau-Dubois, mais vu comme quelque chose d'extérieur. Notre campagne a changé cela. Notre candidat avait des références locales. Plusieurs membres de groupes populaires, comme ceux que l'on retrouve à Solidarité Ahuntsic, nous ont soutenus. Fait à noter, des commerçants de la rue Fleury ont appuyé QS parce que c'était le « vrai parti du changement » (la CAQ est arrivée loin derrière). Nous avons parlé avec les immigrants et les immigrantes (plus de 20 % de la population du comté) et les réfugié-e-s nouvellement arrivés. On a doublé le nombre de votes de QS (de 4 000 à 8 900), mais on a perdu de justesse. Aujourd'hui, nos militantes et nos militants sont prêts à repartir. Il y a un projet d'assemblée citoyenne pour bâtir avec la société civile un véritable programme de transformation.

Les enjeux controversés

La campagne électorale a été pendant une bonne période de temps assez endormie, pour ne pas dire endormante. Le Parti libéral (PLQ) et la Coalition Avenir Québec (CAQ) essayaient, autant que faire se peut, d'éviter les questions embarrassantes. Couillard le libéral, pour ne pas parler de son désastreux bilan austéritaire. Legault le caquiste, pour dire n'importe quoi dans un fatras incohérent où il était à la fois pour et contre les centres de la petite enfance (CPE), la fonction publique, l'environnement, et quoi encore ! Puis, progressivement, les chats sont sortis du sac, notamment la fameuse question identitaire que la CAQ, inquiète de ses appuis stagnants, a sortie de la cave. Au départ, Legault s'est fait avoir par son ignorance et son hostilité à peine déguisée.

Il a repris la forme plus tard, en mettant le PLQ devant ses propres incohérences. Le PQ a tenté difficilement d'en profiter, car Lisée traînait derrière lui le triste épisode de la « charte des valeurs ». Tout cela a permis à QS d'avoir plus d'espace, ce qui n'était pas évident ni facile.

Faire face au populisme de droite

Chantal Ismé

Militante féministe et communautaire

Dans Bourassa-Sauvé où on retrouve le grand quartier multiethnique de Montréal-Nord, on a eu moins de militantes et de militants que dans les élections précédentes, mais plus de personnes du quartier lui-même. Avant, à cause des enjeux antiracistes qui sont importants dans le quartier, on avait un afflux militant de partout à Montréal. Cette élection a donc été celle de l'enracinement local et le résultat a été intéressant (14 % des voix). Malgré la victoire du candidat du PLQ, cette forteresse libérale a été ébranlée par la forte montée de la CAQ (le PQ n'était pas dans la course). Cela a été semblable dans les autres comtés de l'est de Montréal (Rivière-des-Prairies, Vieux, Pointe-aux-Trembles). C'est le résultat dans Vieux où Sylvain Lafrenière a défoncé le seuil des 20 % qui ouvre la porte pour la prochaine fois. Dans ces comtés où habite une importante communauté allophone (italienne) et immigrante (haïtienne, maghrébine), les enjeux identitaires ont servi aux uns et aux autres, surtout au PLQ finalement. Mais fait nouveau, beaucoup de monde, y compris parmi les immigrants, semblait plus se préoccuper d'emplois et de pauvreté que d'identité. En somme, pour QS, la question de l'indépendance, qui n'était pas au premier plan mais qui était là, ne s'est pas avérée un boulet, car, en s'expliquant, il y a moyen de se distinguer de la souveraineté frileuse et identitaire. Plusieurs milliers de concitoyennes et de concitoyens ont découvert QS et un autre visage d'un projet de société souveraine.

QS a débattu plusieurs fois ces dernières années de la question nationale, essentiellement pour se démarquer du PQ et ouvrir la porte aux indépendantistes de gauche d'Option nationale. Certes, la formule a bien fonctionné dans la région de Québec-Appalaches, mais on ne peut pas dire pour autant que le débat est clos.

Un long chemin à faire pour gagner la confiance de la diversité

Haroun Bouazzi

Militant des droits humains, principalement les droits de la diversité

Il ne faut pas occulter que la dernière élection a été celle de la victoire de la CAQ. Par définition, un parti de gauche comme QS s'implique pour changer la vie des gens, pas seulement pour faire des débats. Alors là, il faudra attendre. Autre élément, QS reste un parti où on retrouve très peu de diversité. On le voit d'ailleurs dans les congrès et ailleurs. En réalité, une grande partie de la diversité estime que le PLQ est davantage une protection qu'une menace. Également, il y a en plusieurs qui ont voté CAQ. Pour que QS soit autre chose qu'un parti « blanc », il faudra s'interroger. La question de la souveraineté reste un obstacle, on ne peut pas le nier. Sur les questions de lutte antiraciste, il y a encore des ambiguïtés, comme on le dénote dans le vieux-nouveau débat sur la laïcité.

La rue et les urnes

Créé en bonne partie par des militants et des militantes des mouvements populaires, QS s'est distingué d'emblée par un « code génétique » orienté vers les luttes. Au départ s'est dégagé un consensus pour une présence sur la scène politique, parlementaire, accompagnée d'une intervention dans et avec les luttes populaires. Ce double objectif a par la suite été débattu, sans qu'il ne ressorte de perspectives claires. Or, depuis le 1^{er} octobre, la composante parlementaire de QS a pris énormément d'importance. Pour tout le monde, c'est un plus. En même temps, des inquiétudes surgissent. Dans de nombreux partis de gauche qui ont enfin percé sur le plan électoral, on a observé un déclin de l'activité « dans la rue ». Certes, il est prématuré de tirer la sonnette d'alarme, néanmoins, la question est posée.

Il faut débattre

Bernard Rioux

QS a maintenant une solide équipe parlementaire pour faire un certain travail. Le parti s'est développé sur le terrain électoral, avec de puissants moyens de communication et de mobilisation. L'« animal » à deux pattes que nous sommes a maintenant une grande patte électorale et une petite patte avec les mouvements sociaux. La réconciliation entre les deux pattes n'est pas une tâche facile. De plus, les mouvements sociaux ne sont pas homogènes.

Par exemple, certains écologistes sont pour le capitalisme vert. Des syndicalistes rêvent encore de revenir à la concertation avec le PQ. Il faudra travailler fort pour participer à la construction d'un front social de résistance.

Plusieurs militants et militantes des mouvements populaires et syndicaux affirment que les mouvements sont essoufflés après plusieurs années de dures batailles contre l'austérité, dont les résultats ont été moins que satisfaisants. Pensons au règlement décevant de la dernière ronde de négociations du secteur public (2015) et à la désastreuse grève des étudiants et des étudiantes de 2015. En ce moment, les mouvements sont fragiles, ce qui rend difficile l'interaction avec QS.

Un Québec qui cherche son souffle

Emanuel Guay

Membre du comité de rédaction des NCS et doctorant à l'UQAM

Le cœur des Québécoises et des Québécois demeure plutôt à gauche, c'est frappant (et prometteur) pour les jeunes en bas de 30 ans. Mais il y a un décalage avec ce qui se passe sur le terrain. La peur de perdre paralyse plusieurs mouvements. On l'observe avec le mouvement étudiant depuis 2015. Peut-on rêver d'une nouvelle convergence entre les luttes syndicales et politiques, par exemple en ce qui concerne les prochaines négociations du secteur public ? Les coalitions écologistes-communautaires vont-elles tenir le coup devant un gouvernement ouvertement extractiviste ?

À quoi s'attendre avec le gouvernement de la CAQ ?

Il s'avère difficile de définir la CAQ, ce parti qui n'en est pas un, où le chef a toujours le dernier mot et ne se gêne pas pour pérorer le tout et son contraire. Bien qu'il y ait des analogies, la CAQ n'est pas, selon Jacques Pelletier, une « nouvelle » Union nationale, parti qui était essentiellement enraciné parmi les notables ruraux avec l'appui de la hiérarchie catholique. Dissident du PQ, Legault essaie d'éloigner la question nationale qui reste en filigrane, sous la forme identitaire et crispée du nationalisme de droite. Tactiquement parlant, ce n'est pas une mauvaise idée, car cela a l'avantage d'attirer beaucoup d'électrices et d'électeurs déçus du PQ. En somme, il faut prendre la CAQ au sérieux, d'autant plus que le populisme de droite, selon Donald Cuccioletta, a le vent dans les voiles partout dans le monde et que l'on retrouve des bases sociales derrière cela : des couches « moyennes » désemparées, des secteurs radicalisés par le discours d'extrême droite, des libertariens, etc. Il se peut, selon

René Charest, que la CAQ puisse attirer des franges opportunistes du mouvement syndical et communautaire. Est-il possible d'envisager, comme aux États-Unis, une convergence entre droite économique et droite identitaire ?

Polarisation menaçante

Emanuel Guay

Jusqu'à maintenant, le vote caquiste n'a pas été un vote « motivé », comme on l'observe ailleurs pour d'autres partis de droite. Mais il est possible de voir se lever une base militante de droite très agressive. Heureusement que la CAQ rallie peu les jeunes, qui ont plus tendance à aller vers la gauche. Mais à droite de la CAQ, on continue la bataille des idées, la défense de l'austérité, le ciblage des populations musulmanes. Cependant, jusqu'à maintenant, on est plus forts qu'eux dans cette lutte.

Dans les semaines à venir, le gouvernement de la CAQ va être forcé de montrer ses couleurs.

L'offensive s'en vient

Bernard Rioux

Dans peu de temps, on va assister à une offensive. Une sorte de spirale. La CAQ n'aura pas le choix de se radicaliser à droite derrière un nationalisme de plus en plus réactionnaire. On verra des mesures qui imposeront des reculs aux mouvements sociaux. Par exemple, la CAQ n'acceptera pas le développement du mouvement écologiste.

Les prochaines étapes

Revenons au constat de départ : l'élection d'octobre 2018 change la donne. Dans le combat qui s'esquisse, QS et les mouvements sociaux possèdent des forces, mais également des zones de fragilité. Des bifurcations seront nécessaires au sein de QS.

Inventer un nouveau projet de société

Bernard Rioux

Dans la région de Québec, il y a la possibilité de relancer un mouvement indépendantiste extraparlémentaire, mais à condition qu'il ne prenne pas une coloration identitaire et qu'il rompe d'une manière très marquée avec le nationalisme canadien-français qui existe encore, il faut le dire, dans QS. Une nouvelle approche pour l'émancipation passe par la diversité, par l'antiracisme, autour d'un projet indépendantiste radicalement différent et métissé. À ce jour, on n'a pas réussi à faire cette démarcation.

Exaltantes percées et grandes responsabilités

Pierre Mouterde

Sociologue et essayiste

Si l'on veut, après cette élection de 2018, chercher à comprendre quel chemin pourrait prendre Québec solidaire (QS) dans les années à venir, il faut partir d'une formidable contradiction : celle qui oppose les indéniables percées à gauche que ce parti a effectuées au très hégémonique consensus de droite qu'il doit affronter. En effet, alors que QS est parvenu à capter 16,10 % du vote, les voix obtenues par la Coalition Avenir Québec (CAQ) et le Parti libéral (PLQ), deux partis ouvertement néolibéraux, représentent près de 62,24 % des personnes qui sont allées voter. Si l'on rajoute à cela les 17,06 % du Parti québécois, parti souverainiste et social-libéral qui, lorsqu'il est au pouvoir, tend généralement à mener des politiques d'austérité, on se trouve devant une situation passablement difficile, plus particulièrement lorsqu'on aspire, comme QS, à des changements de fond. Comment dans un tel contexte faire bouger ce consensus de droite ? Comment, dans une situation apparemment si contradictoire, penser le développement de QS ? Il faut d'abord comprendre les raisons du succès de QS, aussi partiel soit-il. Et pour cela, il n'y a rien de mieux que d'avoir suivi de près la campagne de Catherine Dorion dans le comté de Taschereau, et de s'être laissé peu à peu happer par l'immense espoir qui n'a cessé de grandir parmi les partisans et les partisans, et comprendre qu'à force de volonté, d'énergie et d'organisation, il était possible de gagner.

Non à la langue de bois

Certes, nombre d'éléments ont pesé dans la balance, à commencer par les qualités de la candidate, Catherine Dorion, dont le charisme comme les modes d'intervention

poétiques – toujours très loin de la langue de bois – ont certainement joué un grand rôle. Il ne faudrait pas non plus oublier une équipe électorale unie et rodée qui a su utiliser avec art les ressources des médias sociaux comme d'un grand nombre de bénévoles, mais aussi se servir de l'arme des sondages, généralement si défavorables aux tiers partis, et la retourner à son avantage. Il y avait dans Taschereau quatre candidats aux forces équivalentes : QS trainait en dernière place. À l'ombre des succès de Manon Massé au niveau national, d'un programme solidaire cohérent combinant plan de transition écologique et volonté d'indépendance, la petite boule de neige locale des partisans de la première heure s'est mise à grossir et à attirer de nouveaux adhérents et adhérentes soudés par une idée simple : si l'on unit les efforts de chacun, tout devient possible. Peut-être est-ce là une première leçon : à condition d'être bien organisé et de disposer d'un programme cohérent en phase avec les défis clés du moment, il est possible d'entrer en syntonie avec les désirs de changement qui hantent aujourd'hui tant d'électeurs et d'électrices.

« Quand on est nombreux, la charrue n'est pas lourde »

Reste bien sûr la suite : comment transformer ces exaltantes percées en quelque chose qui perdure et puisse croître et gagner le Québec entier, surtout quand arrive en force pour nous gouverner un parti comme la CAQ, marqué par le nationalisme identitaire ainsi que par les logiques de la loi et l'ordre ? Il y a bien longtemps de cela, en décembre 1990, et dans un tout autre pays, en Haïti, alors que le candidat des plus démunis, Jean Bertrand Aristide, venait d'être triomphalement élu à la présidence de son pays, l'ambassadeur étatsunien de l'époque lui avait servi comme avertissement un vieux proverbe haïtien : « Après la fête, les tambours sont lourds ! » (*apre bal tanbou lou*). Et du tac au tac, Aristide lui avait répondu avec fierté : « Quand on est nombreux, la charrue n'est pas lourde ! » (*men ampil, chay pa lou*).

Peut-être trouvera-t-on là, ramassés dans cet échange coloré, une bonne part des défis que QS devra affronter à l'avenir ! Car, au-delà de l'indéniable succès que représentent ces 10 député-e-s élus, il faudra ajouter beaucoup de réflexion et de travail pour que se réalisent les changements de fond que le programme de QS appelle au cœur d'une époque si marquée à droite. Qu'on pense simplement à la transition énergétique, ou encore à l'indépendance ou même à une plus grande justice sociale, etc. Sans tout un peuple de nouveau en marche et capable de se faire entendre avec force partout, il ne sera guère possible de faire avancer les choses dans la direction souhaitée.

Se remettre en marche

Voilà où s'enracine la responsabilité de QS pour les quatre années à venir : aider le peuple du Québec, les forces populaires du Québec, à se remettre en marche. Et pour

cela, apprendre à réarticuler à travers une même lutte politique ce que la postmodernité nous pousse à ne concevoir qu'en silos séparés les uns des autres : les défis économiques, sociaux, nationaux, féministes, écologiques, autochtones et autres, ceux-là mêmes qu'il faut réapprendre à penser ensemble dans une lutte partagée. Ce n'est pas une mince tâche, d'autant moins que l'on a pu noter au Québec que les mouvements sociaux ne sont plus très actifs depuis quelques années, apparemment eux aussi emportés par une vague de frilosité préoccupante. L'histoire nous rappelle combien, un peu partout dans le monde, il est difficile pour un parti de gauche doté d'une certaine représentation parlementaire de résister aux pressions institutionnelles qui ne cessent de le pousser vers la droite. Québec solidaire, saura-t-il néanmoins garder le cap et, en cette ère de politiques droitières et populistes, ne pas avoir peur d'aller courageusement à contre-courant, tout en restant capable de s'ouvrir, loin de tout sectarisme, à des cercles chaque fois plus larges de sympathisantes et sympathisants ? N'est-ce pas ainsi qu'il est arrivé à ce qui, aujourd'hui, commence pour lui de manière si exaltante ? Sur fond de luttes collectives nouvelles et prometteuses, en tenant fermement la boussole de l'action politique rassembleuse et unificatrice¹, il ne doit donc oublier ni la détermination ni l'ouverture. Tel est le secret des victoires futures !

1 À cet égard, la revendication de l'indépendance à laquelle souscrit QS pourrait jouer un rôle stratégique central. Non seulement parce qu'elle peut, sur un territoire donné et grâce à un programme déterminé, réunir dans la lutte politique de larges secteurs des classes populaires (dans la mesure où bien évidemment l'on aura pensé de manière plurielle et inclusive), mais aussi parce qu'en cette ère d'individualisme grandissant marqué du sceau du néolibéralisme, elle fait concrètement resurgir le « nous » et avec lui des valeurs et un projet d'ordre essentiellement collectif.

L'avancée électorale de Québec solidaire

Nouveaux défis, nouveaux débats, nouvelles pratiques

Bernard Rioux

Militant de QS dans la région de Québec et rédacteur pour le site Presse-toi-à-gauche!

L'avancée électorale de Québec solidaire (QS), sa nouvelle députation et sa reconnaissance comme un parti politique dans le jeu institutionnel redéfiniront le cadre de son action et lui poseront de nouveaux défis, tant en ce qui concerne les orientations qu'il aura à définir, les alliances qu'il devra nouer, qu'en ce qui concerne les nouvelles pratiques qu'il devra développer.

La recomposition du bloc fédéraliste

La Coalition Avenir Québec (CAQ) a fait élire 74 député-e-s à l'Assemblée nationale, avec 42 % des votes exprimés. C'est un gouvernement de banquiers, d'entrepreneurs et de gestionnaires. Y occupent les postes stratégiques Éric Girard au ministère des Finances, Pierre Fitzgibbon au ministère de l'Économie et de l'Innovation et Christian Dubé au Conseil du trésor. La logique du premier ministre François Legault est claire. L'autorité politique doit être détenue par une minorité de riches et d'experts. Ces personnes ont adopté les idées des milieux financiers et sont là pour défendre les intérêts des grandes banques et des grandes entreprises. Le monde des affaires, la bureaucratie d'État et les professionnel-le-s de la politique vont avoir le haut du pavé. Cette victoire de la CAQ et l'effondrement du Parti libéral (PLQ) transforment considérablement la donne politique. Avec 24,82 % des votes (31 député-e-s), le PLQ se trouve relégué pour l'essentiel dans l'ouest de l'île de Montréal, chassé du Québec francophone (à part la circonscription de Jean-Talon à Québec, représentée par Sébastien Proulx). Cela dit,

le bloc fédéraliste (PLQ et CAQ) a remporté une victoire importante, avec 105 député-e-s (62,24 % des votes). Il est sorti de la situation dans laquelle le parti de l'alternance était souverainiste, en l'occurrence le Parti québécois (PQ). Il peut, du moins pour un temps, mettre de côté la perspective d'une remise en question de l'intégrité de l'État canadien. Le bloc fédéraliste s'est donc consolidé.

Quelle refondation du bloc souverainiste ?

Le PQ a vu sa députation réduite à 10 personnes et sa base électorale à 17,06 %. Cette défaite catastrophique fait suite à celle de 2014 qui avait été particulièrement pénible. Cette tendance au recul se poursuit depuis plus de deux décennies maintenant. Les débats sur une possible refondation du mouvement souverainiste sont maintenant ouverts : quels acteurs politiques doivent y être actifs ? Quelle est la place du PQ, du Bloc québécois et de Québec solidaire ? Les débats politiques porteurs d'importants clivages sont déjà facilement repérables : faut-il unir la gauche et la droite du mouvement souverainiste ? Faut-il lier ou séparer la lutte pour l'indépendance et la lutte pour un projet social de gauche ? Comment une possible réforme du mode de scrutin va-t-elle redéfinir les paramètres des politiques d'alliance des souverainistes et, plus particulièrement, les conditions d'un éventuel gouvernement de coalition ? Faut-il s'entendre ou non sur le projet écologique d'un Québec indépendant ? Faut-il ou non définir les valeurs collectives et prendre position sur l'immigration et la laïcité pour déclasser les autonomistes de la CAQ sur le terrain identitaire ? Faut-il écarter ces sujets qui divisent ? Comment redéfinir le caractère pluraliste de la nation québécoise ? Faut-il maintenir une intervention indépendantiste sur la scène fédérale et comment ? En somme, par où passeront la reconstruction d'une majorité indépendantiste au Québec et la déconstruction du bloc fédéraliste ?

Une stratégie électorale gagnante

En écartant l'alliance avec le PQ aux dernières élections, Québec solidaire a rendu possible son avancée du premier octobre dernier, car cette position manifestait le refus de toute instrumentalisation de QS au profit d'une éventuelle victoire du PQ. Par l'utilisation de revendications concrètes (salaire minimum à 15 dollars l'heure, salaire maximum pour les hauts dirigeants des entreprises, assurance dentaire publique, transport public à demi-prix), Québec solidaire est parvenu à dépasser son image de parti cantonné à des utopies peut-être attrayantes mais irréalisables. D'autre part, la campagne électorale a été marquée par la priorité donnée à l'environnement, notamment à la lutte aux changements climatiques, ainsi qu'à la promotion d'un plan de transition écologique. Le parti s'est également fait le promoteur d'une nouvelle répartition de la richesse et le défenseur de la majorité populaire. Sur la question de l'immigration, QS a proposé dans sa plateforme de lutter efficacement contre toutes les formes

de discrimination et de bâtir un Québec pluraliste et inclusif. Si les propositions de la CAQ sur la baisse des seuils d'immigration et les tests ont été clairement rejetées par QS, il reste à définir des questions concrètes comme le droit de circulation et d'installation ainsi que la nécessité d'ouvrir les frontières. Il reste également à clarifier la position sur la laïcité, absente de la plateforme.

Par ailleurs, lors de cette dernière campagne, QS est parvenu à recruter des candidates et des candidats plus connus. Le parti a fait des progrès en matière de professionnalisation de ses stratégies de communication et d'utilisation des médias sociaux. Sa recherche de crédibilité électorale l'a conduit à mettre en sourdine des points plus radicaux comme les nationalisations ou le contrôle public des secteurs stratégiques de l'économie et des ressources naturelles. La porte-parole Manon Massé a su exprimer l'aspiration à faire la politique autrement. Le discours s'est orienté de plus en plus ouvertement vers le choix d'un gouvernement progressiste et social-démocrate, et non sur la nécessité d'une rupture avec le capitalisme. Et ceci bien que les grands médias aient souligné les points les plus radicaux du programme pour mener une campagne contre le caractère socialiste de certaines propositions du parti. Le chef du PQ a aussi joué cette carte démagogique.

Dans la prochaine période, un congrès prévu sur le programme de QS sera l'occasion d'une redéfinition programmatique. Sera-t-il le moment d'un recentrage du programme du parti ou celui de la réaffirmation d'une logique de rupture avec le système actuel ? Ce choix sera sans doute l'objet de débats importants qui amèneront à une redéfinition du profil politique de Québec solidaire.

Parti des urnes et parti de la rue : un développement de plus en plus inégal

QS est devenu une machine électorale efficace. Les campagnes ont constitué l'essentiel des mobilisations de l'ensemble du parti ces dernières années. L'importance de la députation et du personnel politique permanent qui lui sera associé redéfinira vraisemblablement le parti des urnes et de l'action parlementaire. Certes, le parti de la rue demeure sous-développé. Le parti participe aux mobilisations impulsées par les mouvements syndical, féministe, étudiant ou environnementaliste, il constitue une force d'accompagnement, un parti solidaire. Mais cela ne concerne habituellement que les militantes et les militants les plus actifs et actives du parti. Aucun permanent ou permanente du parti ne se voit attribuer ce type de travail. Les réseaux regroupant des membres dans différents mouvements sociaux (comme le Collectif intersyndical ou le Réseau militant écologiste) ont été mis sur pied à la suite d'initiatives de la base du parti ; la constitution de réseaux n'a pas été jusqu'ici l'objet d'un plan d'ensemble. Les structures militantes sectorielles n'ont été inscrites dans les statuts du parti que 10 ans après sa fondation. S'il y a une inégalité de développement entre

ces deux aspects du parti, c'est qu'un débat sur la signification d'un parti de la rue n'a jamais été mené en profondeur. Poser la question du parti de la rue, c'est se demander comment QS peut contribuer à l'amélioration des rapports de forces des mouvements sociaux face à l'actuelle offensive d'austérité, de détérioration de l'environnement et de la montée de la xénophobie. Un parti comme QS est riche d'une longue tradition de débats démocratiques. Sa croissance rend plus nécessaire que jamais le maintien de cette culture, car les défis actuels seront à la mesure de sa nouvelle réalité, plus complexe et plus dépendante de l'apport collectif de ses membres et de leurs expériences diversifiées.



Des urnes et de la rue

Richard Fidler

Juriste retraité militant social et politique

Avec ses dix députés, Québec solidaire (QS) se concentrera au cours des mois à venir sur l'intervention parlementaire, le développement de son expertise dans divers domaines politiques ainsi que sur l'apprentissage de la pertinence et de la compréhension de ses principes et de son programme pour un public beaucoup plus large. Parallèlement, puisque QS n'est pas un parti « comme les autres », il doit réconcilier cette intervention avec la mobilisation de ses membres en phase avec les mouvements populaires (la « rue »).

Certes, QS n'est pas seul à affronter ce défi. Au Portugal, le Bloc de gauche qui regroupe un arc-en-ciel social et politique qui ressemble (sans être identique) à celui de QS, tente d'avancer sur ce terrain depuis qu'il est sorti de la marginalité en obtenant, en 2015, plus de 10 % des votes et 19 sièges à l'Assemblée de la République. Selon un des dirigeants du Bloc, Francisco Louçã, la victoire électorale a eu un coût, puisqu'une partie importante des militantes et des militants expérimentés a été « avalée » par la scène institutionnelle. En réalité, explique-t-il, une certaine normalisation institutionnelle du Bloc génère des tensions contradictoires, dont des « adaptations » qui peuvent finir par des cooptations : « On se résigne à des mesures très limitées au nom du maintien des acquis. On refuse de critiquer les institutions ou leur direction au nom d'éventuels accords futurs. À partir de l'idée (juste) que la politique avance par petites étapes, on est tenté d'éviter le risque de conflit par peur de perdre¹ ».

1 Rémy Querbouet, Sylvie Da Silva et François Préneau, « Portugal : entretien avec Francisco Louçã, député du Bloc de gauche », *Les alternatifs, solidarités écologie, féminisme, autogestion*, 24 novembre 2017, <www.alternatifs.org/spip/portugal-entretien-avec-francisco>.

Louçã entretemps estime que son parti a peu progressé en matière de représentation au sein des mouvements sociaux, notamment avec les syndicats et les jeunes. L'objectif du Bloc qui est d'aller vers le socialisme reste incontournable, ce qui implique une lutte très dure et de longue durée :

Le capitalisme repose sur l'aliénation du travail, des relations sociales, de la vie, des relations avec la nature, mais aussi de l'aliénation des êtres. La séparation du travailleur du produit de son travail, du contrôle de sa vie, de son pouvoir social et du système électoral est le fondement du conformisme sur lequel est fondée l'hégémonie bourgeoise. La gauche n'a pas le choix d'exister comme protagoniste social, dans le conflit ou l'intervention stratégique dans la lutte de classe. Nos succès sur la scène électorale ne sont pas une condition suffisante pour développer une politique socialiste. Conçue comme un instrument pour accumuler des forces, cette intervention électorale est utile. Conçue comme une forme de conditionnement et de perte de sens critique et d'alternative sociale, elle échoue².

Ces réflexions croisent celles d'Alexandre Leduc, le nouveau député de QS dans Hochelaga-Maisonneuve, sur le dialogue entre la rue et les urnes. Il préconise l'intervention de QS à l'échelle locale pour soutenir, par exemple, les artistes qui combattent l'expulsion de leurs locaux ou les parents pour sauver leurs écoles. Il pense qu'il est nécessaire de rejoindre les travailleurs confrontés aux fermetures d'usines dans une lutte pour les rouvrir en tant que coopératives de travailleurs.

Le rôle de soutien vise essentiellement à publiciser et à participer à des actions déjà organisées par des groupes ou des regroupements citoyens. Ce rôle requiert peu d'énergie en matière d'organisation [...] Ainsi, l'association construit sa crédibilité envers les groupes et les citoyens de son quartier ou de sa région. En d'autres mots, elle anime son milieu de vie³.

L'ingrédient commun dans les deux cas est l'identification par le parti d'un objectif qui défend une politique sociale ou un service public, la volonté de travailler pour atteindre cet objectif et, dans la mesure du possible, de travailler avec d'autres pour le défendre. Là où d'autres forces sont impliquées, le parti peut également associer l'objectif immédiat à son programme plus vaste de changement social fondamental. Je pense que QS gagnerait beaucoup à relancer un projet de proposition sur *Québec solidaire et les mouvements sociaux* qui avait été soumis par la Commission politique de QS à un congrès en 2011 et qui été remis à plus tard finalement.

² *Ibid.*

³ Alexandre Leduc, « Soutien ou animation : quel rôle pour une association de circonscription d'un parti politique comme Québec solidaire ? », *Nouveaux Cahiers du socialisme*, n° 20, 2018.

Québec solidaire et les mouvements sociaux
Document de réflexion, Commission politique de QS, 2011

QS comme parti et gouvernement doit chercher à renforcer les capacités des mouvements sociaux, encourager leur unité d'action et y participer sur la base d'un programme de transformation sociale. L'histoire récente nous montre que, sans l'appui actif de mouvements sociaux forts, de leur mobilisation extra-parlementaire, un gouvernement de gauche n'a que deux possibilités : reculer par rapport à son programme ou se voir chassé du pouvoir par des moyens légaux, et si nécessaire, illégaux. QS doit offrir un projet alternatif de gauche inscrit au cœur même des résistances populaires.

- Utiliser la lutte électorale pour défendre les revendications des mouvements ouvrier, populaire, écologiste et féministe, favoriser l'expression des résistances populaires dans le cours même des campagnes électorales.
- Défendre l'autonomie organisationnelle, politique et idéologique des mouvements sociaux.
- Favoriser comme parti de gouvernement le renforcement des capacités d'organisation et d'action des mouvements sociaux.
- Défendre la nécessité d'un front social et politique de résistance populaire.
- Animer des lieux de partage entre les mouvements sociaux et QS.

Bilan de campagne dans Chicoutimi

Pierre Dostie

Candidat de QS dans Chicoutimi en 2018

La Coalition Avenir Québec (CAQ) l'a emporté dans Chicoutimi avec 12 123 voix, soit 4 416 de majorité et 6 432 de plus qu'en 2014. Une vague, à l'instar de celle du Québec, que les sondages lui prédisaient. Le Parti québécois (PQ), qui avait gagné en 2014 avec 1 605 voix de majorité, est arrivé second avec 3 538 voix de moins qu'en 2014. Le Parti libéral (PLQ) a lui aussi perdu 3 546 voix. Quant à Québec solidaire (QS), il est passé de 2 105 voix en 2014 à 3 977 en 2018, un gain de 1 872. Au total, 7 084 voix sont passées du PLQ et du PQ vers la CAQ principalement, et, dans une moindre mesure, vers QS. Si certains avaient souhaité additionner les votes de QS et du PQ, en admettant qu'ils puissent être transférables, cela n'aurait pas suffi à battre la CAQ qui aurait maintenu une majorité de 439 voix. Fait non négligeable, 937 électrices et électeurs de moins ont exercé cette année leur droit de vote, le taux de participation s'étant abaissé de 70,57 à 68,53 %. En fait, une partie des électeurs péquistes et libéraux n'ont pas vu l'utilité de se déplacer, tandis que les partisans de QS ont compris l'importance de le faire pour marquer leur différence.

La performance de QS

Le vote pour QS est passé de 6,46 % en 2014 à 12,88 % en 2018. Une progression qui a presque doublé, mais qui demeure inférieure à la moyenne nationale. QS est arrivé premier dans le secteur « hors circonscription » avec 32 % (Cégep de Chicoutimi et Université du Québec à Chicoutimi), ainsi que dans le secteur populaire du bassin (31,4 %). Le meilleur score de QS dans la région de Saguenay-Lac-Saint-Jean a été obtenu dans la circonscription de Lac-Saint-Jean, soit 14,8 % devant le PLQ. Ailleurs dans la région, il varie entre 7 et 12 %, et se situe au quatrième rang.

Évolution des votes aux élections provinciales de 2014 à 2018

Comté de Chicoutimi

Parti	2014	2016	2018	2018 vs 2014
CAQ	5 691	2 205	12 123	+ 6 432
PQ	11 245	8 810	7 707	- 3 538
PLQ	9 640	5 700	6 094	- 3 546
QS	2 105	1 508	3 977	+ 1 872
Taux de participation	70,57 %	41,10 %	68,53 %	- 937

Une organisation déficiente

On ne le dira jamais assez : une bonne couverture médiatique ne donne pas des votes. Ce qui fait sortir le vote, c'est le travail terrain (pointage, assemblées de cuisine, bains de foule, rencontres avec le public, etc.). Cela demande une armée de bénévoles et une organisation bien rodée. Selon les modèles de campagne proposés par QS, celle de Chicoutimi était considérée comme une *campagne en développement*, soit au second palier, après les *campagnes de visibilité*, et avant celles considérées comme *prochainement gagnables* et *gagnables*. Avec 150 membres et un budget de 10 000 dollars, l'association a pu se payer un petit local et une attachée de presse à temps partiel pendant trois semaines. Comme semi-retraité, j'en étais à ma quatrième campagne et j'ai pu me libérer presque à temps plein, tout en comptant sur l'implication d'autres retraité-e-s. De nombreux jeunes sont venus contribuer à des projets ponctuels. En tout, une quarantaine de bénévoles se sont joints à notre équipe.

Les points forts

La préparation sur le plan du contenu, que ce soit par l'appropriation des dossiers ou par les communications, a été sans contredit le principal point fort. Notre plan de communication se fondait sur une analyse approfondie de la conjoncture nationale et locale ainsi que des enjeux locaux, et ciblait les groupes suivants : les 18-35 ans, les femmes, les personnes les plus touchées par les mesures d'austérité, les indépendantistes déçus du PQ, les progressistes dégoûtés de la politique qui ne voyaient pas l'utilité d'aller voter. Nous voulions augmenter considérablement le nombre d'appuis par le biais du pointage et pérenniser la petite machine mise en place avec l'aide du national à l'occasion des élections partielles de 2016.

Les thèmes de la campagne dans Chicoutimi

- L'urgence climatique et la transition économique comme stratégie de développement économique et social, dans une région dépendante des investisseurs étrangers, où les élites locales rêvent d'un projet de port méthanier de gaz naturel (surtout de fracturation), d'une mine et d'un port de transbordement de phosphate;
- La lutte à la pauvreté, par le salaire minimum à 15 \$ de l'heure et le logement social, dans une circonscription où 40 % des salarié-e-s gagnent moins de 20 000 dollars par année dans les commerces et les services, et où les femmes sont non seulement plus pauvres que les hommes comme au Québec, mais encore plus pauvres que la moyenne des femmes du Québec;
- L'indépendance, comme un moyen incontournable de réaliser notre projet de société, dans une région indépendantiste où plusieurs se sentent floués par le report de la question par le PQ;
- Les services publics comme une richesse collective à développer, dans une circonscription où de nombreux bons emplois ont été abolis depuis les mesures d'austérité, que ce soit au CIUSSS, à l'UQAC, ou en éducation en général;
- Le développement urbain à échelle humaine dans l'arrondissement de Chicoutimi et dans la ville de Saguenay, marqués par la dévitalisation du centre-ville et l'étalement urbain.

L'axe principal du message était celui du changement. Nous percevions que ce thème était dans l'air, que la population voulait un changement de gouvernement, mais pas nécessairement un changement de politique. Notre message cherchait aussi à contrer le vote dit utile en invitant les électrices et les électeurs à « faire avancer et mieux positionner pour l'avenir l'option de changement en profondeur que représente QS ».

Si l'on en croit les commentaires et rétroactions, nous avons bien livré notre message par le biais de nombreuses activités :

- une quinzaine de sorties médiatiques, certaines en compagnie d'autres candidates et candidats de la région ;
- plusieurs entrevues, surtout à la radio publique ;
- la participation à une trentaine d'événements, manifestations, rencontres d'organismes ;

- quelques assemblées de cuisine avec des indécis et des indécises ;
- la participation à sept débats, dont deux diffusés à la télévision et sur le Web ;
- l'utilisation intensive des réseaux sociaux ;
- des activités partielles (un 5 à 7 de lancement et un rassemblement à l'occasion du passage du porte-parole national).

Les points faibles

Le Comité de coordination de la campagne a souligné quelques faiblesses :

- certains postes n'ont pas été pourvus ou ont été occupés par des responsables insuffisamment formés ou motivés. Le recrutement et la formation des responsables ont fait défaut ;
- comme le national nous a incités à ne pas pointer à partir de la liste électorale, mais surtout à partir de notre liste de contacts, puis de celle des sympathisantes et sympathisants pointés en 2016, cette dernière liste n'a été produite qu'en fin de campagne et n'a presque pas été utilisée ;
- l'équipe en place a eu tendance à rester à la remorque des offres de bénévolat sans aller vers les membres et sympathisants pour leur demander de s'impliquer.

Conclusion

Si nous voulons conserver notre pertinence et continuer d'accroître nos appuis, nous devons relever le défi et consolider notre association locale, assurer une plus grande présence et un engagement actif aux côtés des mouvements sociaux, et mieux maîtriser les règles de la lutte électorale.

Les solidaires dans Québec-Chaudière-Appalaches : une avancée de la gauche en terrain difficile

Sébastien Bouchard

Conseiller syndical et militant de QS

Un balayage caquiste

L'analyse des résultats des élections du 1^{er} octobre 2018 pour la région de Québec-Chaudière-Appalaches révèle trois constats principaux. Premièrement, la Coalition Avenir Québec (CAQ) a gagné presque partout, ce qui confirme que la droite est plus forte dans la grande région de Québec qu'ailleurs au Québec. Dans le comté de Chauveau, le Parti conservateur du Québec (PCQ) a obtenu 8,6 % des votes. Ensuite, le Parti libéral (PLQ) est arrivé en seconde position presque partout, mais en baisse majeure, surtout dans Chaudière-Appalaches, mais il a gagné le comté de Jean-Talon à Sainte-Foy, le fief historique de la bourgeoisie libérale dans la région. Finalement, le Parti québécois (PQ) est déclassé, il n'est plus que la quatrième force politique de la région.

Croissance des solidaires hors du centre-ville

Québec solidaire (QS) a obtenu de bons résultats en dehors du centre-ville de Québec. Ainsi il prend la place de troisième parti, devant le PQ, dans 13 circonscriptions. À part Beauce-Sud, Bellechasse et Beauce-Nord, QS navigue entre 9 et 13 %, ce qui est en dessous du résultat national (16,1 %), mais comparable aux résultats des régions du 450 et du 819.

Pour 16 circonscriptions sur 19, la croissance du pourcentage de vote a été plus élevée qu'au niveau national (+193 %), avec +256 % dans Charlevoix-Côte-de-Beaupré

et +250 % dans Charlesbourg. La circonscription de Jean-Talon, dont les résultats sont passés de 10,5 % en 2014 à 19,2 %, se retrouve en bonne position pour la suite. Cette circonscription urbaine, qui comporte un gros cégep et l'Université Laval (QS a eu beaucoup d'appuis de la part des étudiantes et des étudiants), est aussi habitée par une partie de la bourgeoisie régionale.

Victoire solidaire

La croissance du vote de QS s'est effectuée à partir de ses bases naturelles : les jeunes, les femmes, les francophones, les urbains, les instruits, les pauvres. Géographiquement, on voit une rupture politique entre le centre-ville, à gauche, et les banlieues et les secteurs ruraux, à droite. L'écrasante victoire de Catherine Dorion dans Taschereau (par 8 539 voix) a eu lieu dans le centre-ville, où l'on retrouve un solide réseau communautaire ainsi que plusieurs artistes et étudiants et étudiantes favorables à QS. Une mobilisation considérable, un travail de communication efficace, et la personnalité charismatique de la candidate expliquent en partie cette victoire. L'élection de Sol Zanetti dans Jean-Lesage (par 669 voix) était moins prévisible dans ce milieu mixte urbain/banlieue. La qualité du candidat, la mobilisation importante et la présence de l'équipe d'Option nationale ont été particulièrement profitables. C'est d'ailleurs dans la région de Québec que les effets de la fusion de QS avec Option nationale ont été les plus importants.

Dans cette élection, le programme de QS a été en convergence avec celui du maire Labeaume (tramway, verdissement du fleuve et immigration) contrairement aux élections précédentes, alors que les priorités du maire étaient l'amphithéâtre, les attaques contre les employés municipaux et l'élargissement des autoroutes. Les positions claires de QS sur le virage écologique, dans un contexte de polarisation régionale sur le transport et la pollution de l'air dans le centre-ville, ont été favorables à QS. Notons d'ailleurs que QS est de loin le parti pour lequel les électrices et les électeurs votent d'abord pour le programme, et non pour des personnalités.

Une forte maîtrise des communications et des médias sociaux a maximisé l'impact sur les jeunes. Les rassemblements préélectoraux et durant les élections (autour de 1000 personnes chacun) ont constitué des démonstrations de forces bénéfiques.

Il faut cependant souligner des effets négatifs des investitures dans Taschereau et Jean-Lesage : les équipes défaites, plus impliquées dans les mouvements sociaux, se sont peu mobilisées, ce qui a privé le parti de militantes et de militants d'expérience. Cela risque d'affaiblir les forces en mesure de limiter les dérives vers la droite : centralisation du pouvoir entre les mains des député-e-s et des employé-e-s au détriment des membres, priorité aux médias au détriment des luttes sociales et de la formation des membres, dilution du programme, etc.

Perspectives solidaires

Les perspectives de gains de QS pour l'avenir, à part la circonscription de Jean-Talon où le parti a fait 19,2 %, s'annoncent limitées; les prochains comtés solidaires seront probablement à l'extérieur de la région de Québec-Chaudière-Appalaches. Il faut tout de même se rappeler que la vague orange du Nouveau Parti démocratique (NPD) au fédéral avait emporté la Capitale-Nationale, pas la Rive-Sud cependant.

Dans les deux circonscriptions gagnées, les propositions locales et régionales de QS doivent se transformer en mobilisations menant à des victoires concrètes. Les batailles pour le tramway, contre le troisième lien entre la rive nord et la rive sud du fleuve et pour la conversion de l'autoroute Laurentienne en boulevard urbain deviennent stratégiques. QS se retrouvera alors en convergence avec le maire Labeaume et contre la radio-poubelle et la CAQ. Québec solidaire devra se distinguer en démontrant que ces luttes sont des luttes contre les changements climatiques et pour la justice sociale. Il faut rendre abordable le centre-ville (construire des logements sociaux, réduire les tarifs de transport), mettre en relief les coûts cachés de l'étalement urbain et de l'embourgeoisement et dénoncer les intérêts des promoteurs immobiliers et de l'industrie de la construction.

Il faut ajouter à ces batailles celle contre l'agrandissement du Port de Québec qui nécessite une forte mobilisation de rue, ainsi que la lutte pour la fermeture graduelle de l'incinérateur, en jonction avec l'enjeu de la crise actuelle du recyclage. Sur la scène municipale, la recomposition de la gauche se pose dans un contexte défavorable. On y retrouve un parti de centre en reconstruction, Démocratie Québec, qui rassemble certains solidaires, Option Capitale nationale, petit parti créé par Option nationale, l'Équipe Labeaume, qui est en recentrage, et enfin Québec 21, la première opposition soutenue par la radio-poubelle et centrée sur la réalisation du troisième lien.

Avec l'élection d'un gouvernement CAQ, on ne pourra passer à côté du combat pour un Québec inclusif, autant sur la question de l'immigration que sur celle des signes religieux. Il faudra faire la jonction avec les forces issues du mouvement de solidarité autour de l'attentat de la mosquée de Québec le 29 janvier 2017, et combattre la montée de l'extrême droite.

La force des radios-poubelles reste un obstacle à la construction solidaire mais, inversement, la construction solidaire limite leur portée et leur influence. Il faudra trouver les moyens de démonter les faux discours de la droite sur toute une série de sujets : fiscalité, services publics, transport, immigration, etc. La jonction de QS avec le mouvement syndical et communautaire devra être consolidée au parlement et dans la rue.

Les enjeux urbains demeurent importants dans la construction de la gauche. En Amérique du Nord, la banlieue, avec son mode de vie axé sur l'automobile et la consommation, construit la droite. Une vision solidaire du développement des

banlieues devra être approfondie. Dans les quartiers de centre-ville, par ailleurs, il y a une vie communautaire, des besoins criants en services publics de transport, en aménagement vert et en politique sociale pour réduire les écarts. Bref, les décisions en transport et en aménagement déterminent où vont habiter les futurs ménages, au bout d'une autoroute ou dans le centre-ville, ce qui aura un effet à long terme sur le développement de la gauche et la droite.

Le fort soutien de Québec solidaire chez les jeunes, la pertinence de son programme et sa capacité de mobilisation seront des atouts pour le futur. Il reste à mener la bataille pour devenir, aux yeux du peuple, l'alternative aux partis néolibéraux. Cette bataille sera particulièrement rude dans la région de Québec.



Élections

Québec 2018

Les grands défis

Rosa Pires

Militante et chargée de cours à l'Université Concordia

La victoire du 1^{er} octobre 2018 marque une grande étape pour Québec solidaire (QS). Et bien sûr, elle résulte du travail acharné des militantes et des militants de l'ombre, sans compter celui des parlementaires et des personnalités qui y sont rattachés. Quand on fait des gains importants, il y a parfois le « vertige du succès ». C'est une tendance naturelle qui consiste à surestimer ses forces et à sous-estimer ses adversaires. Il faut cependant faire le constat que le Québec suit une mouvance mondiale inquiétante en élisant un gouvernement de droite. Comme on l'a vu à peine quelques jours après l'élection, les membres du gouvernement affichent déjà beaucoup d'assurance sachant que leur majorité au sein d'un système parlementaire qui reflète très mal toutes les franges politiques leur donne beaucoup de pouvoir au cours des quatre prochaines années. Ces élu-e-s ont dit qu'ils allaient travailler avec les autres partis et qu'ils ont « de bonnes idées ». Leur logique néolibérale est en contradiction avec la révolution colossale que l'on doit faire pour entrer dans une ère d'économie verte.

De quelques limitations

Les gains de QS permettent de penser que sa force d'attraction a maintenant une portée nationale. À la nuance que ces gains ont été faits dans des centres urbains et dans les régions où il y a une concentration étudiante et enseignante appréciable. Cela ne signifie pas que ce n'est pas important. Aujourd'hui, la population étudiante et enseignante présente dans les institutions postsecondaires s'élève à près de 600 000 personnes. Ces professeur-e-s et ces jeunes scolarisé-e-s représentent un secteur dynamique, ouvert aux idées progressistes et constituent souvent le fer de lance des mouvements sociaux. C'est donc loin d'être négligeable, mais c'est une

minorité par rapport à la multitude qui travaille dans l'industrie et les services et dont un grand nombre vit dans « le 450 » ou dans les régions dites périphériques.

Présence encore timide de la diversité

Les gains de QS concernant la représentation de la diversité sont le fruit d'un long travail. Soulignons la victoire d'Andrés Fontecilla dans le comté de Laurier-Dorion. On a noté des résultats encourageants dans d'autres circonscriptions de Montréal où la proportion des populations immigrantes est élevée; il y a des comtés où l'appui à QS a atteint plus de 20 %, mais il reste beaucoup de travail à faire.

L'indépendance

L'indépendance du Québec est un obstacle autant pour certains Québécois issus de l'immigration qui perçoivent le Canada comme une sorte de territoire pacifique, que pour certains Québécois d'origine plus réfractaires aux changements radicaux. Il y a aussi les forts réseaux clientélistes mis en place par le Parti libéral du Québec qui jouent cette carte depuis plusieurs années, en plus de l'État fédéral qui se présente comme le protecteur des minorités et s'est solidement établi au sein de certains groupes, notamment parce que le mouvement indépendantiste n'était pas intéressé à s'y investir réellement. Mais cela est différent pour les nouvelles générations. Ce n'est pas que les jeunes issus de l'immigration perdent leur identité, mais celle-ci change. Elle devient naturellement métissée, par la vie, l'éducation, les liaisons affectives.

Racisme systémique

Le racisme est une gangrène qui a des impacts directs sur nos vies. Les parents d'enfants racisés chérissent toujours l'espoir d'un monde meilleur pour eux. Le racisme ne pourra disparaître qu'à deux conditions. D'abord, il faut nommer et apprendre à reconnaître le racisme, puis avoir la volonté politique d'introduire des mesures d'action positive. Même si on parle plus de racisme, reste à voir comment on va lutter quotidiennement contre sa présence. Le racisme est aussi bien ancré dans nos sociétés contemporaines que l'est son ami le néolibéralisme. L'un se promène le plus souvent en tandem avec l'autre. Il y a toujours le risque qu'il soit plus explicite, comme on l'avait vu lors de la Commission Bouchard-Taylor, alors que les discours haineux se sont sentis légitimés par les pouvoirs en place.

L'avenir de QS

QS peut avancer mais s'il ne prend pas certaines précautions, notamment en instaurant une certaine cohérence entre ses messages et ses actions auprès des minorités ethnoculturelles, il peut devenir une sorte de « néo-PQ ». Le Québec a changé.

Ce n'est pas suffisant de dire que « nous » devons parler aux membres de la diversité, comme si « eux/elles » devaient être convaincus par « nous ». Le « nous » doit être une somme de parties prenantes. Les groupes ethnoculturels ont leur propre place dans l'histoire du Québec. QS doit être au premier plan de la lutte contre les discriminations, le racisme, l'exclusion de toutes sortes. L'action politique s'articule sur plusieurs fronts, on ne peut plus se permettre que les minorités soient oubliées dans les angles morts.

Comment éviter les pièges

Nous sommes pour la laïcité. Or, la laïcité qui s'articule par le biais de la neutralité de l'État n'a rien à voir avec la manière de s'habiller. Même si le profilage des femmes voilées qui s'identifient à la religion musulmane vise une minorité, il demeure inacceptable. En réalité, il est commode pour la droite conservatrice et identitaire de se trouver un bouc émissaire visible. La laïcité, la fausse laïcité devrais-je dire, devient un prétexte, alors que les femmes voilées, pour ne mentionner qu'elles, sont parfaitement aptes à partager les principes de la séparation entre l'État et la religion, à adopter une position de neutralité et à se comporter sans aucune discrimination envers leurs concitoyennes et concitoyens, comme tout le monde. Leurs signes religieux étant visibles, elles sont plus exposées à une surveillance accrue comparativement à des personnes ayant des croyances religieuses qui ne sont pas visibles, par exemple les témoins de Jéhovah et la plupart des chrétiens. Le débat tourne donc autour de la visibilité plutôt qu'autour d'une menace plus sérieuse à la laïcité de l'État que peut constituer le prosélytisme. En soi, c'est un faux débat.

Montée des extrêmes : motifs de crainte et d'espoir

Carole Yerochewski

Professeure associée en relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais

Dans plusieurs pays, on assiste à une prise de pouvoir, démocratique, d'une droite dure, parfois même fasciste, comme c'est le cas au Brésil depuis le 28 octobre dernier. Comme avec Trump aux États-Unis, personne, y compris les « experts » qui sont cités abondamment par les médias, ne l'avait vue venir.

Pourtant les signaux ne manquent pas depuis une trentaine d'années. L'un des premiers est sans doute le score obtenu en 1984 par l'extrême droite aux élections européennes, avec plus de 10 % des suffrages exprimés. À l'époque, seulement quelques universitaires se sont inquiétés de la remontée des discours racistes, contre les droits des femmes, etc. Ils et elles pensaient que ce n'était pas un phénomène conjoncturel, mais un changement profondément lié au fonctionnement de nos sociétés¹, c'est-à-dire à l'intersection des rapports sociaux d'exploitation et de domination qu'il faut combattre conjointement.

Or, la gauche sous-estimait cette imbrication, accordant la primauté au rapport capital-travail – par exemple, en dénonçant surtout dans l'offensive néolibérale la dérégulation des protections collectives sur le marché du travail, sans examiner le fait que celles-ci concernaient surtout les salariés privilégiés blancs et masculins. Dans la vision traditionnelle et antidialectique de la gauche orthodoxe, en combattant la remise en cause des droits acquis, le « reste » suivrait. Aujourd'hui, ceux et celles qui votent pour la droite dure font un pari symétrique, celui de penser que si on

1 Voir Étienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, Paris, La Découverte, 2018.

règle la crise, si on « nettoie » le pays de ses profiteurs et corrompus, le reste suivra. Sauf que le reste pour eux, ce n'est pas l'oppression des femmes ni la division sexuée et racisée du travail. Le reste pour eux, ce sont les profiteurs de l'aide sociale (plutôt que des paradis fiscaux), les personnes immorales, tous ces « autres » (étrangers, femmes qui revendiquent, transgenres, etc.). Voilà pourquoi les discours sexistes et racistes, ou xénophobes pour ce qui concerne notamment la Coalition Avenir Québec (CAQ), ne découragent pas une grande frange de l'électorat de voter pour la droite.

La situation que nous vivons ressemble ainsi à ce qui s'est passé dans les années 1930 : précarisation sur fond de financiarisation de l'économie, montée des extrêmes et, donc, montée aussi d'une gauche revendiquant de véritables transformations sociales, face à laquelle les classes possédantes en sont venues à préférer leurs dangereux valets (comme les militaires et les évangélistes au Brésil, ou les nazis en Allemagne). Tout cela se déroulant sur fond de crise de la « démocratie représentative » et d'absence d'un projet rassembleur alternatif à celui porté par la droite.

Il serait bien sûr absurde de ne pas tenir compte du phénomène des abstentions, qui montre que la population n'a pas massivement basculé à l'extrême droite. Mais c'est justement par la voie démocratique, comme on l'a vu au Brésil ou en Italie, que la droite dure, qui est en phase avec la droite « austéritaire », arrive au pouvoir et procède alors à une utilisation dictatoriale d'institutions « représentatives ».

Face à la détermination de la droite dure, il n'y a donc rien de rassurant à voir grandir le sentiment d'impuissance – même si cela ne veut pas dire que les actes de solidarité et les initiatives alternatives se réduisent : en témoigne comment les Mexicains et les Mexicaines ont soutenu la caravane de milliers de femmes et d'hommes centroaméricains qui ont traversé leur pays pour se rendre à la frontière avec les États-Unis. Mais la difficulté à consolider les solidarités, à les mailler, s'accroît quand cette gauche, à chaque fois qu'elle gagne les élections, nous explique qu'il n'y a qu'une politique économique possible, ne s'attaque pas aux inégalités structurelles et chevauche les discours de repli identitaire, brisant ainsi en multiples gouttes la vague qui ne cesse pourtant de revenir en faveur d'une « autre politique ».

Le sentiment d'impuissance conduit alors les unes et les uns (pauvres, racisés, minorés) à penser – avec raison – qu'on ne les écoute pas et qu'il ne sert à rien d'aller voter, ou en conduit d'autres à croire qu'en votant « contre » ceux qui ont trahi leurs promesses, ils vont arriver à provoquer quelque chose, n'importe quoi, mais quelque chose qui va montrer qu'ils *ne sont pas des quantités négligeables* ! Répétera-t-on assez que les gens ne se battent pas d'abord pour obtenir quelque chose – un meilleur salaire, de meilleurs services, etc. – mais pour devenir quelqu'un ! Qu'ils ou elles se fassent leurrer par les promesses d'un Trump ou d'un Bolsonaro est certain. Mais ce n'est pas en se contentant de leur dire cela qu'on neutralisera leur amertume.

En tout cas, face à la montée d'une droite revancharde, prête à porter au pouvoir des monstres qu'elle ne maîtrise pas (comme l'a fait la bourgeoisie allemande en soutenant Hitler), il va falloir se demander comment on en est arrivé là. Comment a-t-on pu, au cours des trente dernières années d'offensive néolibérale, atténuer la portée de la remontée des inégalités, être aveugle à l'indignation grandissante face aux promesses non tenues, ne pas craindre le reflux que ne manquerait pas de provoquer le sentiment de l'inutilité du recours aux voies habituelles d'exercice de la citoyenneté ?

Il y a cependant un motif d'espoir. C'est la jeunesse. Certes, à l'aune des habituels conflits de générations, cette jeunesse passe depuis plusieurs années, pour être « apolitique » ou « individualiste ». Mais c'est surtout qu'elle ne s'engage pas sur les mêmes enjeux. En vérité, les jeunes générations se montrent peu séduites par les discours fascisants, y compris au Brésil où les étudiants et les étudiantes résistent avec courage aux militaires qui investissent les universités. C'est là une différence essentielle avec le passé. La jeunesse qui se mobilise – comme celle qui a mené la campagne de Québec solidaire aux dernières élections provinciales – sait en outre que les vrais combats se mènent conjointement, et qu'ils concernent la protection de l'environnement, la solidarité dans l'accès à de la nourriture de qualité, le droit de circuler sur toute la planète, le travail et le salaire décents, la reconnaissance de l'existence de sociétés plurielles. Elle est notre espoir. Saurons-nous la soutenir ?

Réalignement, systèmes partisans et facteurs de polarisation

Philippe Boudreau

Professeur de science politique au Collège Ahuntsic

Il y a de ces élections qui marquent l'histoire politique du Québec et celle du 1^{er} octobre dernier en est une assurément. D'aucuns la qualifient d'élection de réalignement en ce qu'elle inaugure l'entrée dans un nouveau système partisan, dominé par deux partis de droite fédéralistes, la Coalition Avenir Québec (CAQ) et le Parti libéral du Québec (PLQ). Comment interpréter la signification d'un tel changement de paradigme et quelles possibilités celui-ci recèle-t-il pour les forces progressistes ? Un bref retour sur l'histoire électorale du Québec moderne peut fournir quelques pistes de nature à enrichir la réflexion.

La période de référence principalement utilisée dans le cadre du présent texte est celle de la première moitié des années 1970, qui annonce l'entrée dans un nouveau système partisan, dominé celui-là par le PLQ et le Parti québécois (PQ). La rupture avec l'ancien système, dominé par le duopole Union nationale et PLQ, s'effectue sur plusieurs années. L'élection de 1970 sonne d'abord le glas du règne de l'Union nationale comme parti de gouvernement, puis deux autres élections, en 1973 et en 1976, consacrent la poussée fulgurante du PQ dans le suffrage populaire.

La rupture des années 1970

Bien que le contexte social d'aujourd'hui soit profondément différent de celui des années 1970, un certain nombre de ressorts permanents demeurent toujours à l'œuvre, durant toutes ces décennies et jusqu'à aujourd'hui, d'où la nécessité d'en examiner les mécanismes. On pense ici à des dynamiques conflictuelles qui, lorsqu'exacerbées,

sont de nature à provoquer des coups de tonnerre électoraux semblables à celui du 1^{er} octobre 2018. En s'appuyant sur les études portant sur la politique partisane de l'après-Révolution tranquille, trois clivages dynamiques peuvent être retenus et revisités : la lutte pour l'assainissement des mœurs politiques partisans, la question nationale et les rapports entre classes et fractions de classe¹.

L'élection de 1976 incarne l'alignement parfait de ces trois clivages, qui tous favorisent la victoire du PQ aux dépens des libéraux. On l'oublie souvent, mais l'une des motivations du congédiement des libéraux est un désir profond de mettre un terme aux pratiques de copinage et de financement occulte des caisses électorales, une pratique que le PLQ avait érigée en système en 1976. Le PQ de l'époque, scandalisé lui aussi par de telles mœurs partisans – et champion du financement populaire par ailleurs –, avait martelé son message invitant l'électorat à opter pour « une caisse propre ». Ce magistral coup de balai contre les « enveloppes brunes » plonge le PLQ dans un profond processus de remise en question, qui durera de longues années.

À n'en point douter, l'évolution de la question nationale plaçait également le PLQ sur la défensive. Les libéraux de Robert Bourassa ne parvenaient plus à canaliser la dynamique néo-nationaliste, échouant à donner moins suite aux aspirations du peuple québécois. Le fiasco de la loi 22² traduit bien cette faillite libérale sur le terrain nationalitaire tout comme l'impasse constitutionnelle depuis la conférence de Victoria, montrant une impuissance libérale à développer face à Ottawa un rapport de force qui, bien qu'ouvertement fédéraliste, s'affirmerait en toute autonomie par rapport au gouvernement de Pierre Elliott Trudeau. Ici encore, le parallèle avec le PLQ de 2018 – très accommodant avec (sinon aligné sur) le gouvernement de Justin Trudeau – est instructif.

Sur le terrain des rapports de classe, le PLQ des années 1970 est braqué sur la défense des intérêts du patronat québécois et, plus largement, du capital nord-américain, au moment même où le Québec se trouve en pleine période d'ébullition sociale. Alors que le mouvement ouvrier poursuit sa poussée et parvient même parfois à dicter l'ordre du jour, le PLQ se durcit et s'isole de plus en plus. Inversement, le PQ, qui est

1 Trois sources principalement : Raymond Hudon, « Polarization and depolarization of Quebec political parties », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec: State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 314-330; Vincent Lemieux, Marcel Gilbert et André Blais, *Une élection de réalignement : l'élection générale du 29 avril 1970 au Québec*, Montréal, Éditions du Jour, 1970; Réjean Pelletier, « Political parties and the Quebec state since 1960 », dans Alain G. Gagnon (dir.), *Québec: State and Society*, Toronto, Methuen, 1984, p. 331-352.

2 Loi faisant du français la langue officielle du Québec, elle devait en principe, selon le PLQ, répondre aux mobilisations populaires en faveur de la protection du français. En matière de langue d'enseignement, la loi 22 stipulait que tout écolier qui ne connaissait pas suffisamment l'anglais avant son inscription dans une école anglaise devait recevoir son enseignement en français. En somme, l'école anglaise restait ouverte à tous les élèves en mesure de réussir un test d'admission (sur la connaissance de l'anglais) imposé par le Ministère.

parvenu à développer certaines complicités avec les mouvements populaires, épouse partiellement leurs préoccupations. La victoire du 15 novembre 1976 traduit un recalibrage temporaire des rapports de classe, aux dépens de la grande bourgeoisie et en faveur du « monde ordinaire ».

Période 2014-2018 : une nouvelle rupture

À l'instar de la première moitié de la décennie 1970, les cinq années qui viennent de s'écouler sont celles d'une réorganisation majeure de l'échiquier partisan. Le duopole PLQ-PQ est considérablement ébranlé par deux formations émergentes, la CAQ et Québec solidaire (QS), au point où celles-ci glanent ensemble 54 % du suffrage populaire le 1^{er} octobre dernier. La part combinée du vote PLQ-PQ passe ainsi de 67 % en 2014 à 41 % en 2018. L'élection de 2014 met un terme au statut de parti de gouvernement qu'avait le PQ depuis 1976, alors que celle de 2018 fait de lui un tiers parti.

Cette évolution favorable aux jeunes formations politiques était déjà visible depuis l'élection de 2007³, mais elle a pris récemment un caractère irréversible. En s'appuyant sur la thèse des dynamiques conflictuelles récurrentes ayant caractérisé les moments de rupture dans l'histoire électorale des 50 dernières années, peut-on éclairer quelque peu l'entrée dans un nouveau système partisan intervenue récemment ?

Double défaite du PQ

Le lamentable résultat électoral de 2018 met en évidence deux grandes contradictions affligeant le PQ. La première a trait bien sûr à la question nationale, un enjeu qui continue d'affaiblir le parti alors qu'il devrait être le moteur de sa popularité. Il est significatif de constater que cette formation n'arrive plus à formuler un horizon d'émancipation nationale de nature à mobiliser le peuple québécois. Cette inaptitude au plan programmatique entraîne une panne ontologique – en ce qu'elle interdit à ce parti la prise du pouvoir – et le prive de toute possibilité d'être l'animateur privilégié de la mouvance souverainiste.

Au XXI^e siècle, le PQ n'a jamais cherché à renouveler en profondeur le sens et les motifs du projet indépendantiste, alors que le contexte, inédit, l'exigeait pourtant. En outre, ce projet peut difficilement être présenté comme la réponse à un affront subi (de la part d'Ottawa) ou à un échec de négociations constitutionnelles. Les facteurs de polarisation politique qui avaient tant avantagé le PQ durant la première moitié de son existence jouent contre lui aujourd'hui.

Autant la question nationale mine ce parti de l'intérieur, autant la question sociale semble lui échapper, le PQ ayant perdu la relation (laborieuse) de complicité avec

3 En considérant comme un seul et même courant politique l'Action démocratique du Québec et son successeur, la CAQ.

le mouvement syndical et ne parvenant pas non plus à être le relais, sur le terrain partisan, des autres mouvements sociaux. Voilà une seconde tragédie pour ce parti : sa perte de complicité avec les mouvements sociaux, un processus qui s'étend sur quelques décennies certes, mais qui avait connu brièvement un arrêt en 2012, quand le PQ avait opté pour le camp des carrés rouges, ce qui lui avait valu une ultime prise du pouvoir, quoiqu'éphémère. Au cours des dernières années, alors que la conjoncture sociale se durcit en faveur de la droite et du 1 %, le PQ est complètement à la remorque; il ne parvient ni à se poser comme vecteur des intérêts des couches populaires ni à afficher un préjugé favorable à la défense des syndiqué-e-s. Paradoxalement, aucune autre classe ou fraction de classe ne semble appelée *a priori* à devenir le bénéficiaire manifeste des politiques péquistes.

Effondrement du PLQ

On aurait tort de passer sous silence les turpitudes libérales au chapitre des mœurs partisans et de la gouvernance. Qu'on le veuille ou non, l'enjeu de la transparence des pratiques politiques a mobilisé beaucoup d'attention et d'énergie durant la présente décennie et le 1^{er} octobre 2018 marque en quelque sorte le couronnement d'un lent processus, animé par un désir latent (mais répandu) de nettoyage des écuries. Les réseaux de favoritisme et de financement occulte sur lesquels la Commission Charbonneau et d'autres enquêtes avaient pointé leurs projecteurs n'avaient pas donné lieu à des sanctions dignes de ce nom. Un sentiment que les coupables n'avaient pas été punis et que les pratiques de copinage abritées ou tolérées par la grande famille libérale n'avaient jamais été éradiquées a certainement pu alimenter un désir chez l'électorat de faire maison nette. Ainsi, les élections générales ont pu être l'occasion de punir politiquement les réseaux libéraux provinciaux pour leur faible sens de l'éthique.

Un autre facteur de polarisation de nature à atrophier considérablement la popularité du PLQ est sans contredit la question nationale. Au fil des ans, le gouvernement de Philippe Couillard s'est campé dans une posture fédéraliste intransigeante, c'est-à-dire on ne peut plus favorable au *statu quo* constitutionnel et congénitalement opposée à toute mobilisation nationale contre les tendances centralisatrices mises en œuvre depuis 2015. Que ce soit dans le domaine des oléoducs, de la lutte aux changements climatiques ou de l'ALENA, le gouvernement du PLQ n'a jamais su amorcer et développer un rapport de force conséquent face au pouvoir central, la paix avec Ottawa semblant tenir lieu de ligne de conduite. Les résultats sont navrants, notamment pour le milieu agricole québécois, plus exposé que jamais à la production américaine.

L'ultralibéralisme affiché par le PLQ sur les questions identitaires participe de la même insouciance que celle manifestée sur le front national. Jusqu'à la toute fin de

son règne, le gouvernement Couillard a tenu à laisser de côté les recommandations de la Commission Bouchard-Taylor relatives aux symboles religieux, optant pour une défense inconditionnelle et absolue des libertés religieuses individuelles, très compatible avec la politique canadienne du multiculturalisme. Le résultat net, pour le camp libéral, est encore une fois son impuissance à proposer un projet différent de celui du gouvernement fédéral sur les questions de laïcité, d'intégration interculturelle et d'identité québécoise distincte. Ainsi, le gouvernement libéral provincial a laissé béant un immense espace politique, conjoncture propice à une résurgence du sentiment national.

La CAQ remporte une manche

Au chapitre des rapports de classe, le PLQ de 2018 s'est isolé autant que celui de 1976 et ce n'est pas la malheureuse déclaration du premier ministre sur le panier d'épicerie à 75 dollars permettant de nourrir une famille pendant une semaine qui a pu dissiper le moindre doute sur les intérêts véritables de cette formation politique. Depuis 2014, le PLQ s'était fait ouvertement l'apôtre des intérêts des grandes firmes multinationales et de ceux d'une partie des notables (dont les médecins spécialistes), ce qui a accéléré un processus de réorganisation politique plus profitable à d'autres fractions de classe, notamment les entrepreneurs et gestionnaires québécois plus proches des intérêts des PME notamment.

Ces derniers ne se reconnaissaient plus dans la politique économique du PLQ, trop spontanément favorable aux grands capitaux globalisés. Pensons à Airbus dans le cas de la C Series (un programme d'avions de ligne grassement financé par les fonds publics en 2015, précisément au moment où le PLQ appliquait à la population québécoise sa médecine de cheval austéritaire), à Lowe's dans le cas des quincailleries RONA et à Alstom dans le cas des voitures du Réseau express métropolitain fabriquées en Inde. Un examen du profil des candidatures de la CAQ pour le poste de député suggère une mobilisation politique manifeste de ces fractions de classe plus ou moins bien servies par le PLQ. En outre, selon l'analyse effectuée par Michel Roche⁴, politologue de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), parmi les élus et élues caquistes, on compte une vingtaine de propriétaires d'entreprises et une vingtaine d'autres gagnent leur vie comme gestionnaires dans le secteur public ou privé.

Face à la dichotomie opposant le fédéralisme complaisant envers Ottawa du gouvernement Couillard à l'option souverainiste des péquistes et solidaires, la CAQ est parvenue à proposer une troisième voie, que l'on peut qualifier, à l'instar de Frédéric Boily, de néonationalisme autonomiste⁵. La posture caquiste sur la question nationale

4 Michel Roche, « Le gouvernement caquiste : un échec inévitable », *Mauvaise Herbe*, 10 octobre 2018, <www.mauvaiseherbe.ca/2018/10/10/le-gouvernement-caquiste-un-echec-inevitable/>.

5 Frédéric Boily, *La Coalition avenir Québec. Une idéologie à la recherche du pouvoir*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2018, p. 88-95.

est en continuité avec le positionnement de l'Action démocratique du Québec, lui-même apparenté à un nationalisme de revendication⁶, qui tout en proposant la défense des droits d'une nation minoritaire à l'échelle du pays ne cherche surtout pas à émanciper celle-ci du cadre fédéral canadien.

Ce nationalisme défensif est parvenu à s'imposer depuis le 1^{er} octobre, en offrant à la CAQ le double avantage d'entretenir un discours et un enracinement nationalistes, mais sans jamais réveiller le spectre du référendum ou de l'indépendance. Profondément identitaire dans sa dimension canadienne-française, ce nationalisme avait été éclipsé par le duel constitutionnel ayant pendant 40 ans opposé le PQ au PLQ; il était virtuellement en état de latence dans plusieurs régions du Québec, mais l'éclatement du duopole PQ-PLQ lui donne soudainement un nouveau souffle.

Le pivot de ce nationalisme identitaire semble être, pour l'instant, la politique de la CAQ à l'égard de l'immigration et des communautés issues de celle-ci. Selon le politologue Frédéric Boily, le Québec a connu durant la période 2007 à 2014 un phénomène d'exacerbation identitaire qui a redéfini en partie l'espace politique et amené les acteurs à prendre des positions plus tranchées⁷. La CAQ serait la formation qui, pour l'instant, est le mieux parvenue à tirer son épingle du jeu d'un tel processus. En témoigne la double offensive caquiste sur la question des quotas d'immigration et sur celle des symboles religieux des fonctionnaires de l'État en position d'autorité. Sans comporter de garantie de résoudre quoi que ce soit, cette double offensive de la CAQ offrait, durant la campagne électorale, une réponse assurément nationaliste à ce qui prenait l'allure d'une paralysie libérale sur ces enjeux. Le PQ, quant à lui, avait choisi cette fois-ci une attitude relativement discrète sur ce terrain, s'étant discrédité – voire déchiré – avec la Charte des valeurs québécoises.

En définitive, la victoire caquiste correspondrait à l'alignement favorable (pour elle) de trois dynamiques polarisantes : le besoin de purger la direction de l'État de cette clique libérale à l'éthique douteuse, la recomposition politique des intérêts de certaines fractions bourgeoises ou petites-bourgeoises et la recherche d'une expression du ressort nationalitaire à laquelle le PLQ et le PQ ne parvenaient plus à répondre.

Perspectives pour la gauche

S'il n'y a pas de réforme du mode de scrutin, la loi d'airain du bipartisme, intimement liée au scrutin uninominal à un tour, pourrait ramener l'échiquier partisan vers ce qui est son centre de gravité depuis 152 ans, soit l'alternance entre deux formations politiques « de gouvernement », sans empêcher par ailleurs l'existence de tiers partis.

6 Denis Monière, *Pour comprendre le nationalisme au Québec et ailleurs*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2001, chapitre 1.

7 Boily, *op. cit.*, p. 108-123.

À Québec comme à Ottawa, deux partis continueraient de s'échanger le pouvoir de génération en génération, avec cette nuance qu'au Québec l'alternance peut amener le PLQ à pratiquer un pareil échange du pouvoir avec une formation différente tous les 35 ou 40 ans. Le bal qui vient de s'ouvrir en l'honneur de la CAQ et du PLQ pourrait donc s'éterniser, si les paramètres institutionnels en place depuis la fondation du pays restent inchangés.

Sur l'autre moitié du spectre politique, le processus de recomposition opère lui aussi en fonction d'une logique animée par des fractions de classe aux intérêts tantôt concordants, tantôt divergents. Les centrales syndicales, qui ont cessé depuis quelques décennies d'animer le mouvement de classe, sont restées remarquablement discrètes, politiquement parlant, pendant toute l'année 2018, insistant pour répéter qu'elles n'avaient pas à donner de consigne de vote – ni même une consigne à l'effet de voter contre telle ou telle formation. Tout indique que cette posture de repli et d'attentisme, en matière d'action politique autonome et de formation politique des membres, va se poursuivre pendant quelques années encore.

Dans le mouvement de classe, l'initiative semble revenir davantage aux autres mouvements sociaux, ainsi qu'aux jeunes générations urbaines, scolarisées, précarisées par la nouvelle économie, mais politiquement dégourdis. La puissance du Printemps érable et la force de la mouvance #Moi aussi laissent entendre que des catégories sociales largement indépendantes du mouvement ouvrier sont à même d'initier des mobilisations remarquables, porteuses de changement social. Les percées de Québec solidaire dans plusieurs régions du Québec et la prestation globale de cette formation dans le cadre des élections de 2018 témoignent du caractère fécond de cette recomposition sociale à gauche.

En matière plus spécifiquement partisane, la réorganisation de l'option et des forces souverainistes devra se poursuivre. La fusion de QS avec Option nationale était un coup de maître, dont les retombées dépassent les espérances formulées à l'étape de l'enclenchement des pourparlers entre les deux partis. Ce développement politique donne aux solidaires des moyens idéologiques et organisationnels inédits, de nature à hisser éventuellement le parti à la tête des forces souverainistes. La mouture 2018 de QS a montré que ce parti avait désormais tout ce qui était nécessaire pour réinventer le projet indépendantiste à la lumière des enjeux du XXI^e siècle et créer, de toutes pièces, une nouvelle pédagogie de la souveraineté, extirpée de sa gangue identitaire.

La matrice institutionnelle à laquelle le PQ et QS sont soumis depuis le 1^{er} octobre, comme partis parlementaires égaux, leur offrira d'ailleurs des occasions et un encadrement propices à développer leurs habiletés au chapitre du dialogue et du travail en commun. Leurs intérêts les poussent en partie dans cette direction : obtention du statut de groupe parlementaire reconnu à l'Assemblée nationale, réforme du mode

de scrutin, protection des services publics, désir d'émancipation nationale du peuple québécois, pour ne nommer que ceux-là. Les résultats du 1^{er} octobre sont de nature à inviter le PQ à afficher une grande modestie dans ses relations avec QS, tandis qu'ils invitent les solidaires à ne plus avoir peur, c'est-à-dire avoir suffisamment confiance pour prendre quelques risques.

À ce chapitre, celui des risques, la position de quatrième parti (en pourcentage du vote) à l'Assemblée nationale reste encore relativement sécuritaire pour la jeune formation politique; elle n'implique pas de contradiction fondamentale ou de changement de paradigme. Mais à court ou moyen terme, une hypothétique victoire sur la réforme du mode de scrutin, quoique fort désirable d'un point de vue démocratique, forcerait QS à envisager sérieusement la question de son rôle comme formation d'appoint, appuyant ponctuellement (ou non) un parti auquel reviendrait l'exercice du pouvoir. Les gouvernements minoritaires seraient possiblement la norme et QS aurait à se concevoir tôt ou tard comme parti au gouvernement ou soutenant le gouvernement. Cette éventualité, qui peut paraître théorique ou lointaine, exige pourtant une profonde réflexion sur la nature et le mandat de QS, réflexion qui devra se faire largement dans les rangs du parti, ainsi qu'avec les alliés de celui-ci.

Notes de lecture

Catherine Dorion

Les luttes fécondes. Libérer le désir en amour et en politique

Montréal, Atelier 10, 2017

Anne-Marie Le Saux

Le vibrant plaidoyer pour la liberté en amour comme en politique de Catherine Dorion, ex-candidate d'Option nationale, puis candidate élue de Québec solidaire aux élections d'octobre 2018, s'ouvre avec une citation d'Arthur Koestler qui témoigne du lien ténu entre « l'instinct politique » des individus et les lois psychologiques gouvernant leur libido sexuelle. Sur les ailes du désir, Catherine Dorion déploie dans ce bref ouvrage des plus inspirants quelques propositions qui, bien qu'elles ne soient pas explicitement défendues d'un point de vue théorique, se veulent incontestablement d'enivrantes inspirations pour une imagination politique à construire. À travers une plume sensible, vive et charnelle, le lien entre la soif d'engagement politique et le désir amoureux se présente par de courts chapitres narrant situations vécues et intéressantes réflexions. Notons au passage les illustrations monochromes de l'artiste Martin Bureau qui se glissent au sein de *Luttes fécondes*, notamment celle représentant le Parlement du Québec en ruines pour que le nouveau advienne « là où tout peut commencer ».

La proposition politico-esthétique de Catherine Dorion se veut frontale : faire éclater les cadres produits et reproduits par les institutions. Au-delà d'une simple provocation, l'auteure pense les possibilités individuelles et collectives de l'exercice d'une liberté sous toutes ses formes. Le couple monogame ainsi que les organisations de toutes sortes sont les deux principales institutions critiquées.

Pour cette militante, politicienne libre, slameuse et mère de deux petites filles, les cadres enferment plutôt qu'ils ne libèrent :

Les règles cherchent à moduler le désir pour rendre la vie prévisible. En nous, le désir brut et l'instinct du conformisme sont donc en constante discussion – quand ils ne sont pas carrément en lutte l'un contre l'autre. Mais la discussion est déséquilibrée. Le désir s'est écrasé devant la force de l'adversaire. Depuis quand ? Je ne sais pas. Je suis née en 1982. Je n'ai connu que rétrécissements (p. 17).

Le couple comme lieu de rétrécissement

Loin de condamner l'importance de la famille ou du couple, Catherine Dorion en propose tout de même une critique pour le moins radicale dans la mesure où ces espaces semblent davantage enfermer qu'émanciper. Le couple, reposant sur une monogamie institutionnalisée, contraint parce qu'il limite la possibilité d'expérimentations nouvelles à la fois sexuelles, amicales et amoureuses en raison de l'intériorisation de normes dominantes reposant sur l'importance de la fidélité comme principal modèle de comportement et d'éthique à suivre. Cette intériorisation de la fidélité comme socle sur lequel devrait reposer le « bon » couple forcerait ainsi l'adoption d'un conformisme amoureux nous empêchant de vivre à la mesure de nos désirs et d'expérimenter la liberté dans ce qu'elle offre comme possibilités d'émancipation :

Que dira le conjoint si je lui parle de mes désirs extraconjugaux ? Coucher avec d'autres personnes, c'est risquer de tomber amoureux, c'est risquer de réduire le couple existant à une structure qui n'a plus de sens. [...] L'amour n'est pas là pour rassurer. [...] La démocratie n'est pas là pour rassurer. Elle a été imaginée pour que notre vie commune puisse devenir un espace de luttes ouvertes et décomplexées (p. 51).

Ce conformisme amoureux, source d'une kyrielle d'aliénations, nous dicte trop souvent, selon Catherine Dorion, de sauver à tout prix ce qui est terminé depuis un certain moment déjà ; un amour qui bat de l'aile alors que « nous habitons des espaces naufragés ». En cohérence avec son propos, l'auteure établit la comparaison entre la bulle du couple formée par la monogamie institutionnalisée et la bulle financière formée par le capitalisme financiarisé. Le poids de ces institutions qui s'offrent comme des espaces de contrôle et de limites se manifeste à travers l'intériorisation de la norme néolibérale formant et réformant les individus que nous devenons, apeurés devant l'idée de sortir de ces bulles amoureuse et spéculative comme si nous nous entêtions, tels des épouvantails étioles, à sauver ce qui s'effrite au pire moment de la crise.

Dans un chapitre qu'elle dédie à ses filles, l'auteure évoque une autre forme d'assujettissement découlant du couple monogame hétérosexuel qui est celle des femmes qui, de par leur éducation et des siècles de domination masculine, ont dû taire leurs propres désirs afin de répondre à ceux des hommes :

Il m'arrive de penser que toute cette idée d'union conjugale à deux n'a pu fonctionner jusqu'à maintenant que parce que l'un des deux était prédisposé, par son éducation, à s'effacer au profit de l'autre, à internaliser les conflits pour qu'ils ne prennent jamais forme au-dehors (p. 34).

Les organisations et les partis politiques « traditionnels » comme lieu de rétrécissement

Les organisations, et plus particulièrement les partis politiques traditionnels, sont pour l'auteure des *Luttes fécondes* des structures qui produisent et reproduisent des logiques d'action et des formes de pouvoir limitatives parce qu'elles nous empêchent d'imaginer et de faire de la politique « autrement ». C'est à la beauté de l'insurrection qu'elle nous convie pour que nous puissions imaginer et explorer plus concrètement des chemins nouveaux où pourront se déployer dans un maelström de désirs nos pulsions politiques pour faire advenir un espace commun (démocratique) capable d'accueillir la pluralité de nos voix. À travers son expérience de militante au sein de différents groupes indépendantistes, Catherine Dorion témoigne de la difficulté des organisateurs qui œuvrent depuis un certain moment déjà dans ces groupes d'imaginer de nouvelles formes d'expression politique. Ces organisateurs relèguent les plus jeunes à des fonctions subalternes, les obligeant ainsi à propager les idées politiques qu'ils ont élaborées.

Pour Catherine Dorion, la volonté d'imaginer, de vivre et de faire de la politique autrement a trouvé sa plus inspirante et explosive expression à travers le souffle du Printemps québécois. Ce moment d'effervescence politique a été le théâtre d'expérimentations artistiques, citoyennes et humaines de toutes sortes :

Élections : là où le désir populaire a dû s'engouffrer dans un entonnoir gros comme le trou de cul d'une gerboise pour finalement s'écraser, désorienté, sur un gouvernement de bois mort, celui du Parti québécois. Ce dernier a d'ailleurs passé la campagne électorale de 2014 à se féliciter d'avoir sauvé le Québec, en 2012, de la « pire crise sociale » depuis je ne sais plus quand. « Pire crise sociale », les enfoirés. C'était le plus beau moment politique de toute la vie d'une génération de Québécois (p. 50).

La beauté et la force du livre de Catherine Dorion résident dans la fulgurance de ses invitations politiques où elle nous propose de faire corps avec une démocratie capable d'accueillir les êtres singuliers que nous avons envie d'être. La question qui ressurgit en nous à la suite de cette lecture qui nous habite encore : pouvons-nous, à travers les institutions et les cadres, penser l'exercice d'une liberté politique ?

Jonathan Matthew Smucker

Hegemony How-To. A Roadmap for Radicals

Oakland, AK Press, 2017

Emanuel Guay

Parmi les questions qui reviennent couramment dans les discussions stratégiques à gauche, celle de la convergence des luttes et celle de la continuité entre les grandes vagues de mobilisation occupent une place de choix : comment nous unir autour d'objectifs communs tout en reconnaissant et en valorisant notre diversité interne ? Comment assurer à nos principes et à nos organisations une présence durable dans l'espace public, sur la base de laquelle nous pouvons espérer de nouvelles avancées ? Ces deux interrogations renvoient à une problématique commune, soit l'identification des moyens qui permettent à la gauche de gagner en puissance et de remporter des victoires, même dans un contexte politique hostile. C'est à cette problématique que s'attaque l'ouvrage de Jonathan Matthew Smucker, doctorant en sociologie à l'Université Berkeley et militant de longue date dans les mouvements antiguerre et, plus récemment, actif au sein d'*Occupy Wall Street*. En mobilisant des auteurs tels que Gramsci et Habermas, Smucker propose des clés d'analyse permettant de lier les dynamiques internes aux groupes militants à des considérations stratégiques plus larges, avec comme objectif de parvenir à une conciliation entre les principes antiautoritaires de la gauche et ses visées hégémoniques.

La vie interne du groupe, la politique préfigurative et la politique stratégique

Smucker dédie une partie importante de son ouvrage à l'analyse des dynamiques internes aux groupes de gauche, en notant que certaines dispositions néfastes y sont perceptibles de manière presque constante, mais qu'elles tendent à empirer en dehors des grandes périodes de mobilisation. Smucker souligne ainsi l'existence de deux fonctions distinctes au sein d'un groupe militant, soit la fonction expressive – par laquelle le groupe agit comme milieu d'appartenance et d'identification personnelle et collective – et sa fonction instrumentale – soit la capacité du groupe à obtenir des gains par l'entremise de ses campagnes de mobilisation et des différentes luttes qu'il mène. Si ces deux fonctions jouent un rôle essentiel au sein de chaque groupe militant, Smucker note toutefois que lorsque la fonction expressive d'un groupe prend définitivement le dessus sur sa fonction instrumentale, ce dernier tend alors à se

replier sur lui-même et à accorder plus d'importance à la survie du groupe lui-même qu'à ce que le groupe permet d'accomplir en tant que véhicule politique (p. 79). Celles et ceux qui se sont déjà impliqués au sein d'un groupe militant ont presque toutes et tous été témoins de telles dynamiques : sans une campagne de mobilisation agissant comme une force centrifuge, en incitant les membres du groupe à s'adresser à des non-membres et à diffuser leurs idées dans l'espace public, l'énergie des collectifs militants tend à être investie dans des concours de distinction internes (qui est la ou le plus à gauche, qui collabore le moins avec « le système », etc.) plutôt que dans l'expansion des capacités organisationnelles du groupe. Smucker nous invite ainsi à ne pas faire de la vie interne du groupe le but ultime d'une organisation, sans quoi le repli sur soi et le purisme tendent à y prédominer. Smucker nous invite également à trouver un équilibre entre la politique préfigurative – soit l'application des principes antiautoritaires dans la pratique quotidienne du groupe militant – et la politique stratégique – qui implique de créer des ponts avec des organisations et des groupes (syndicats, organismes communautaires, etc.) qui n'appliquent pas nécessairement les principes antiautoritaires de manière aussi soutenue que le groupe militant. Si la politique préfigurative joue un rôle essentiel au sein des groupes militants et permet de mettre en pratique nos principes dans l'immédiat, elle doit toutefois pour Smucker être inscrite dans un cadre stratégique plus large pour ne pas devenir une fin en soi et encourager le développement des dispositions insulaires et puristes évoquées plus haut (p. 102-105).

Les signifiants flottants, le spectre des allié-e-s et le travail hégémonique

Après avoir dressé un portrait critique des dynamiques internes aux groupes militants, Smucker se penche sur les moyens et conditions qui permettent à la gauche d'accroître son pouvoir. Parmi ces moyens, il note l'importance des signifiants flottants, soit des termes qui n'ont pas une définition précise et qui offrent ainsi une base d'identification large à partir de laquelle les militantes et les militants peuvent rejoindre le public – Smucker évoque notamment la force d'interpellation des 99 % dans le mouvement *Occupy*, qui permettait à la fois de nommer un groupe et de dénoncer l'accroissement exponentiel des inégalités socio-économiques aux États-Unis et ailleurs dans le monde (p. 66-67). Sont aussi introduites cinq catégories constituant le « spectre des allié-e-s », soit l'opposition active, l'opposition passive, la neutralité, l'appui passif et l'appui actif, avec des stratégies distinctes pour chacune d'elles – les méthodes pour passer de l'appui passif à l'appui actif diffèrent des méthodes pour passer de la neutralité à l'appui au mouvement ou à l'organisation, par exemple. Les liens à établir avec les réseaux et organisations dans lesquels les gens sont déjà actifs – Smucker utilise l'exemple du rôle des Églises dans la mobilisation

pour les droits civiques – et l'utilisation des principes et symboles dans lesquels la majorité des individus se reconnaissent (liberté, justice, démocratie, etc.) figurent également au cœur du travail hégémonique que la gauche doit accomplir pour gagner une base d'appui plus large et créer un « nous », c'est-à-dire un sentiment de solidarité et une communauté prête à appuyer ses initiatives (p. 146, 182 et 238). Un équilibre dynamique entre la politique préfigurative et la politique stratégique, ainsi qu'une attention au « sens commun » et aux pratiques quotidiennes constitueraient ainsi les bases sur lesquelles la gauche peut mener une lutte hégémonique et espérer gagner du terrain dans les années à venir.

À mi-chemin entre le récit personnel et l'analyse sociologique, l'ouvrage de Smucker est une contribution importante aux débats en cours sur les manières de faire face à la fois à l'offensive néolibérale et à la montée des populismes de droite. Les constats sévères qu'il émet sur la gauche et sa propension au purisme méritent toutefois d'être nuancés, une autre expérience courante chez les militantes et les militants étant bien celle des appels au « pragmatisme » qui ne servent ultimement qu'à ridiculiser ou faire taire les perspectives et critiques jugées trop « radicales » (ce qui revient généralement à dire « pas assez centristes »). Parvenir à une diffusion de nos principes qui ne rime pas avec leur dilution presque complète est une question qui vaut d'être discutée et approfondie dans les espaces militants. En définitive, sans être en parfait accord avec toutes les thèses contenues dans le livre, je considère qu'*Hegemony How-To* mérite tout de même une lecture attentive dans les mouvements sociaux et les organisations ou collectifs qui leur sont sympathiques.

Martin Petitclerc et Martin Robert

Grève et paix. Une histoire des lois spéciales au Québec

Montréal, Lux, 2018

Guillaume Tremblay-Boily

Pour quelqu'un de ma génération, dont la politisation s'est faite au cours des années 2000, il est parfois difficile de concevoir qu'à plusieurs reprises au cours des dernières décennies, des dizaines de milliers de travailleurs et de travailleuses du secteur public se sont mis en grève illégalement pour défier une loi spéciale. L'ouvrage de Petitclerc et Robert nous rappelle plusieurs de ces luttes. Il nous montre aussi que des

mobilisations syndicales d'envergure deviennent de plus en plus difficiles à mesure que se renforce un dispositif répressif dont les lois spéciales sont une composante essentielle. Malgré des efforts inventifs pour contourner les impacts de ces lois, les grandes centrales syndicales sont progressivement amenées à adopter une stratégie de repli pour éviter d'y être confrontées. Les lois spéciales contribuent donc à la marginalisation politique des syndicats et favorisent en même temps la mise en place d'un mode de gouvernement néolibéral.

Le premier chapitre de *Grève et paix* est consacré à l'histoire du droit de grève au Québec et au Canada. Avant de devenir un droit au XX^e siècle, le recours à la grève peut être considéré comme une liberté, c'est-à-dire qu'il n'est pas formellement interdit, mais qu'il n'est pas non plus protégé comme le serait un droit (p. 17). En 1944, la législation canadienne reconnaît officiellement le droit de grève, mais en le balisant sévèrement. Du même coup, en créant les catégories « grève légale » et grève illégale », la nouvelle législation prive les salarié-e-s non syndiqués et les employé-e-s des services publics de la liberté de faire grève (p. 26). Au Québec, ces derniers obtiendront le droit de grève en 1965 : sous la pression de grèves illégales menées notamment par des infirmières, le gouvernement Lesage fait le pari « qu'il vaut mieux baliser l'exercice d'un droit de grève que de négocier continuellement avec des travailleurs en situation d'illégalité » (p. 30).

Toutefois, l'exercice de ce droit mènera presque systématiquement à sa suspension par la promulgation d'une loi spéciale, cette « solution miracle trouvée par l'Union nationale, reproduite par le Parti libéral et bien copiée par le [Parti québécois] » (p. 47), selon les mots de Jean Cournoyer, ministre du Travail dans les années 1970. Face aux Fronts communs de 1972 et de 1976, le gouvernement Bourassa choisit la répression en faisant adopter plusieurs lois spéciales qui sont alors d'une sévérité sans précédent. Néanmoins, le mouvement syndical fait des gains importants pendant cette période. On voit d'ailleurs qu'il est porteur d'avancées sociales significatives, dont l'introduction de congés de maternité et la réduction de la taille des groupes-classes pour les enseignantes et les enseignants (p. 82). Durant son premier mandat, le gouvernement du Parti québécois se fait plus conciliateur. Il abandonne les poursuites intentées par le gouvernement libéral contre les grévistes de 1975-1976 et reprend à son compte plusieurs demandes des syndicats (p. 83). Les lois spéciales qu'il finit tout de même par adopter sont moins sévères que celles du gouvernement Bourassa. Un éditorialiste de *La Presse* décrit ainsi le projet de loi 62, adopté en réponse au front commun de 1979 : « Le projet de loi est rédigé en des termes qui trahissent, en même temps que la volonté de ne pas jeter d'huile sur le feu, le malaise de ce gouvernement social-démocrate faisant aujourd'hui ce qui, hier, lui faisait horreur chez son prédécesseur » (p. 87).

Ces scrupules s'envoleront dans les années suivantes. Dans la foulée de la crise économique du début des années 1980, le Parti québécois en vient à renier son « préjugé favorable aux travailleurs » (p. 96). De 1980 à 1985, il fait adopter sept lois spéciales, dont la plus dure est la loi 111 de 1983. S'attaquant aux enseignantes et aux enseignants des commissions scolaires et des cégeps en grève, elle prévoit des pénalités sévères appliquées selon le principe de la présomption de culpabilité (p. 114) et contient une clause qui suspend l'application des chartes des droits et libertés, ce que dénoncent vigoureusement le Barreau et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (p. 116). La loi 111 se distingue aussi en misant sur des sanctions qui touchent les individus plutôt que les syndicats, ce qui exacerbe les tensions parmi les syndiqué-e-s et entraîne de nombreux conflits sur les lignes de piquetage (p. 117). Dans cette section du livre, les auteurs déboulonnent au passage la statue du ministre-poète Gérald Godin. Il est en effet partisan de l'une des mesures les plus dures de la loi spéciale : la perte d'années d'ancienneté pour chaque jour de grève (p. 111). De plus, Godin tient un discours qui présente les syndiqué-e-s comme des privilégiés et oppose leurs intérêts à ceux des plus défavorisés, alors même que le gouvernement dont il fait partie a contribué à la diminution de 23 % du salaire minimum réel entre 1980 et 1985 (p. 124).

Juste avant la démission de René Lévesque, le gouvernement péquiste fait adopter une réforme du régime de négociation collective du secteur public inspirée des recommandations du Conseil du patronat (p. 121). Cette réforme est par la suite consolidée par les libéraux, dont la loi 160, toujours en vigueur, reprend et pérennise des éléments de la loi 111 (p. 131). Le gouvernement Lévesque et le gouvernement Bourassa participent donc tous deux à la mise en place de ce que Petitclerc et Robert nomment « l'exceptionnalisme permanent ». La loi 160 est d'ailleurs adoptée à l'unanimité, le point de vue syndical n'étant plus porté par les grands partis à l'Assemblée nationale à partir de 1985.

Tout en soulignant les défaites syndicales des années 1980 et le ressac du mouvement dans les années qui suivent, les auteurs de *Grève et paix* ne tombent pas dans le piège historiographique qui consiste à glorifier les années 1970 et à peindre en noir les années 1980. Martin Petitclerc et Martin Robert montrent en effet que, dans les années 1980, le mouvement syndical prend de plus en plus en considération les luttes féministes. L'équité salariale effective devient une priorité et les syndicats font davantage « remarquer que les femmes sont les premières concernées par les coupes et la précarité des emplois dans les services publics » (p. 142). Par ailleurs, durant cette période, plusieurs femmes accèdent à des postes de direction importants dans les syndicats, ce qui vient corriger une injustice historique et contribue à un changement d'orientation. C'est dans ce contexte que la nouvelle Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIIQ), issue du regroupement de trois fédérations d'infirmières,

donne « l'exemple d'une combativité devenue alors inhabituelle au sein du mouvement syndical » (p. 142). Ces observations de Petitclerc et Robert concordent avec l'analyse de Philippe Boudreau qui, en s'appuyant sur les travaux de plusieurs auteures féministes¹, écrit que « les années 1980 sont celles d'une consolidation du mouvement [des femmes] et d'une extension de son influence² ». Il ajoute que, dans cette même décennie, grâce au travail patient et opiniâtre de femmes et du féminisme, « [l]e mouvement syndical a été ni plus ni moins forcé d'intégrer la réalité des femmes dans son identité même et dans sa façon de décrire son mandat³ ».

Une des parties les plus intéressantes de l'ouvrage de Petitclerc et Robert est celle décrivant l'inventivité dont font preuve les syndicats pour résister aux impacts des lois spéciales. Les syndicats prennent en charge les coûts des amendes individuelles, notamment pour assurer l'équité entre les salarié-e-s qui sont sur les lignes de piquetage et leurs collègues qui ne sont pas exposés directement aux amendes parce qu'ils ou elles assurent le maintien des services essentiels (p. 150). Pour faire face aux pertes d'ancienneté, sanction particulièrement redoutable puisqu'elle ne peut être partagée ou être transférée à l'organisation syndicale, la FIQ fait signer à ses membres un engagement formel à respecter la liste d'ancienneté syndicale. Elle lance en même temps une campagne massive de dépôt de griefs (environ 175 000), ce qui rend pratiquement les pertes d'ancienneté inapplicables dans plusieurs établissements (p. 152).

Tout au long du livre, les auteurs effectuent une comparaison éclairante entre les lois spéciales du Québec et celles du gouvernement fédéral ou des autres provinces canadiennes. Les lois spéciales sont presque toujours plus nombreuses et plus punitives au Québec. Selon Martin Petitclerc et Martin Robert, « [c]ette spécificité s'explique, entre autres, par le fonctionnement centralisé des négociations collectives dans le secteur public au Québec » (p. 207). Il serait intéressant d'étendre la comparaison à d'autres pays, notamment pour voir s'il y a un lien entre l'intensité de la mobilisation syndicale et la sévérité des lois spéciales.

1 Notamment ceux de Françoise Romaine-Ouellet (1990), Françoise David (1989), Chantal Maillé (2000) ainsi que Francine Descarries et Christine Gobeil (1997).

2 Philippe Boudreau, *La politisation comme composante active de l'évolution de la culture mouvementiste : étude du rapport à l'action politique de trois mouvements sociaux québécois, 1980-2009*, thèse de doctorat, département de science politique, Université d'Ottawa, 2015, p. 104.

3 *Ibid.*, p. 126.

Sylvain Larose

Être, agir, enseigner en tant qu'anarchiste à l'école secondaire

Saint-Joseph-du-Lac, M Éditeur, 2018

Wilfried Cordeau

Est-il possible, lorsqu'on est anarchiste, d'enseigner dans une école secondaire dans le respect de ses convictions politiques et valeurs personnelles, tout en répondant à des programmes et à des règles officielles édictées par l'État ? C'est le défi que Sylvain Larose, enseignant des sciences humaines au secondaire, relève depuis une vingtaine d'années. Il livre dans cet essai les leçons de son expérience, et propose des orientations et outils pour initier ses collègues, actuels et futurs, à sa démarche.

Pourquoi enseigner dans une posture anarchiste ?

Enseigner dans un paradigme anarchiste s'impose comme un triple devoir pour Larose. D'abord, c'est la manière la plus honnête et la plus cohérente pour l'enseignant d'obédience libertaire de conjuguer ses valeurs personnelles et sa démarche professionnelle, sans sombrer ni dans l'hypocrisie ni dans la compromission. Il permet une authenticité pour l'enseignant mieux susceptible de servir sa mission si elle l'amène à être plus naturel et spontané que s'il s'impose ou se fait imposer un style didactique qui n'est pas le sien. Ensuite, ce positionnement, d'après l'auteur, est à la fois permis et naturellement cohérent avec les orientations mêmes du programme de formation et les valeurs du système scolaire, qui disent miser sur le développement de l'autonomie des élèves, la solidarité, l'ouverture sur le monde, l'apprentissage de la démocratie, etc.

Appliquer des principes et valeurs anarchistes en classe, en ce sens, se présente comme l'un des modèles d'enseignement possibles dans l'éventail des approches pédagogiques. Pourtant, ce modèle pédagogique, marginal et situé dans l'angle mort des prescriptions traditionnelles des « sciences de l'éducation » et autres autorités scolaires ou périscolaires, mérite d'être expérimenté et valorisé, puisqu'il permet, de fait, de répondre adéquatement, voire mieux, aux objectifs et finalités de l'école et du programme de formation. Enfin, Larose fait valoir que l'école, pour être pertinente et signifiante pour les jeunes dans leur formation intellectuelle, culturelle et citoyenne, doit enseigner l'ouverture et la diversité des opinions plutôt que se réfugier dans un neutralisme obtus et contreproductif. Elle devrait donc promouvoir une pluralité de

modèles d'adultes et de façons de penser, et l'idéologie anarchiste devrait pouvoir y trouver sa place.

Enfin, la posture anarchiste répond également à la conviction qu'une pensée libertaire doit être agissante de manière continue et patiente, tout en demeurant respectueuse de la liberté d'autrui, de manière à changer de l'intérieur, et au mieux, les fondements sociaux et culturels de la société actuelle : « Je sais que je ne peux pas être anarchiste dans la société québécoise actuelle et y vivre selon mes valeurs. J'ai donc fait un choix : fonctionner à peu près normalement dans cette société, dans le but de convaincre les autres de changer la société en question » (p. 24). Ainsi, pour Larose, nul n'est mieux placé, à cette fin, que l'enseignant qui bâtit une relation de confiance privilégiée et inscrite dans la durée avec plusieurs cohortes de jeunes : il peut semer et structurer chez chacun et chacune le doute, l'esprit critique et la solidarité mieux que tout autre moyen d'influence.

Quels fondements pour une pédagogie anarchiste ?

Pour Larose, la société démocratique libérale est en déficit de droit, et « notre système scolaire sert, généralement, à s'assurer que ce déficit se perpétue » (p. 30), notamment par un déséquilibre des rapports de force, qui dessert la prétention d'égalité entre êtres humains et contribue à favoriser l'oppression et la contrainte dans la gestion de classe ou l'application des règles de vie dans l'école. « L'école secondaire actuelle est une prison : les adultes en sont les gardienNEs et les élèves, les prisonnier-ères, contre leur gré et toujours coupables » (p. 118), s'indigne l'auteur. Dans l'enceinte de l'école, les jeunes sont généralement soumis à un régime de prescriptions et de sanctions rigides, n'ont pas le droit à l'erreur, tandis que les adultes qui doivent leur enseigner et assurer le respect de ce régime ne sont pas soumis au même degré d'exigences (par exemple, inégalité dans les sanctions face aux retards, application de codes vestimentaires stricts pour les élèves mais pas pour les adultes, etc.). De plus, « l'école n'est pas un lieu démocratique, ou si peu » (p. 105). Dans ce moule rigide, le projet d'émancipation intellectuelle et individuelle de l'adolescent et de l'adolescente ne peut qu'être à l'étroit. C'est pourquoi, l'enseignement de et par la liberté de l'élève peut constituer une voie plus pertinente, selon Larose, si elle est fondée sur le droit et la responsabilité vis-à-vis du collectif.

« La pédagogie étant l'art d'éduquer, une pédagogie anarchique est [...] la somme des méthodes, des pratiques, des qualités nécessaires pour transmettre des savoirs et des compétences tout en respectant la liberté de touTEs » (p. 12), écrit Larose. Une liberté individuelle mise en dialogue avec une solidarité collective, voilà qui résume les principes guidant l'auteur dans son enseignement. Convaincu que « les êtres humains sont généralement bons », Larose veut « éduquer les élèves dans un espace de liberté », où les règles traditionnelles de la gestion de classe sont assouplies,

aménagées, voire renégociées en fonction d'une gouvernance par le groupe. En somme, « à tout le moins, la gestion anarchiste de la classe devrait favoriser la naissance d'un espace public civilisé où il est possible pour un·e élève d'apprendre » (p. 13). La classe devient alors un environnement sans rapports de force, où la discussion et la rationalité doivent permettre de résoudre des défis, voire des conflits, plutôt que de recourir à des rapports de pouvoir imposés par une autorité extérieure (le code de vie de l'école, la direction, etc.) et hiérarchique. Cela nécessite, notamment, de reconnaître et de respecter l'individualité et l'intelligence créative et responsable de chaque élève, mais aussi, en contrepartie, d'« enlever la punition de l'équation pédagogique » (p. 78). À cette fin, Larose propose d'asseoir son modèle de gestion de classe sur les principes fondamentaux du droit occidental, en liant, dans un contrat « didactique », l'enseignant ou l'enseignante aussi bien que ses élèves dans un rapport égalitaire d'autorégulation. Une fois établi, ce contexte de classe favorise un cadre plus décomplexé pour la transmission culturelle et l'organisation des contenus.

Pour Larose, ces dernières doivent favoriser chez l'élève la réflexion critique, l'appropriation de concepts de pensée clés pour questionner et interpréter le monde, remettre en doute l'ordre établi, mais aussi trouver des pistes de solutions constructives aux défauts qu'il voit à son environnement. L'auteur invite ainsi à miser sur l'expérience du jeune comme canal de la transmission culturelle et source d'apprentissage pertinente et signifiante. La classe doit pouvoir l'amener à relever des défis associés à son quotidien, à la portée de sa réalité : débattre, choisir, se positionner dans des tensions, résoudre des problèmes, mobiliser son imagination, son expérience et sa créativité personnelles, participer à la vie de sa communauté immédiate, etc. Dans cette approche plus constructiviste et expérientielle, le jeune doit être confronté à des évaluations exigeantes qui font appel à son intelligence plus qu'à sa mémoire encyclopédique et robotique, mais il doit aussi pouvoir évoluer grâce au droit à l'erreur.

En définitive, Larose propose une pédagogie alternative fondée sur des prémisses radicalement différentes de celles que véhicule traditionnellement l'institution scolaire. Curieusement, cette pédagogie, en se bornant aux limites de la classe, ne remet pas en cause les fondements de l'éducation scolaire, mais propose plutôt de s'en accommoder, de les aménager, Larose étant lui-même persuadé que notre système scolaire est progressiste en essence, mais détourné par intérêt. À tout le moins, la proposition anarchiste que l'auteur défend a le mérite de jeter les bases philosophiques et pratiques d'un projet d'école qui gagnerait à être approfondi, et articulé à un projet de société.

Les auteures et auteurs

LES AUTEURES ET AUTEURS

- Akbulut, Bengi : professeure adjointe au département de géographie de l'Université Concordia.
- Beaudet, Pierre : professeur au département de sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais.
- Bédard, Nancy : présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ).
- Bouchard, Sébastien : conseiller syndical et militant de Québec solidaire à Québec.
- Boudreau, Philippe : professeur de science politique au Collège Ahuntsic.
- Bourque, Gilles : professeur émérite au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal.
- Brie, Michael : chercheur à l'Institut d'analyse sociale critique de la Fondation Rosa Luxemburg à Berlin.
- Cordeau, Wilfried : conseiller syndical et candidat à la maîtrise en éducation.
- Coulthard, Glen : membre de la Nation dénée des Couteaux-Jaunes et professeur à l'Université de Colombie-Britannique.
- Cuccioletta, Donald : chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'Université du Québec à Montréal.
- Daigneault, Dominique : présidente du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN.
- Davi, Hendrick : chercheur français en écologie, membre d'Ensemble, mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire, ainsi que de la Confédération générale du travail (CGT). Il fut candidat de France insoumise aux législatives de 2017 à Marseille.
- Dostie, Pierre : candidat de Québec solidaire dans le comté de Chicoutimi en 2018.
- Drago, Alessandro : doctorant en sociologie à l'Université McGill.
- Durand Folco, Jonathan : professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul.
- Fidler, Richard : juriste retraité militant social et politique.
- Giroux, Dalie : professeure à l'Institut d'études féministes et de genre de l'Université d'Ottawa.
- Guay, Emanuel : doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.

- Guyon, Anne-Céline : coordonnatrice du Front commun pour la transition énergétique.
- Harribey, Jean-Marie : économiste, essayiste et éditeur de la revue *Possibles d'Attac-France*.
- Hudis, Peter : professeur au Oakton Community College (Illinois) et animateur du réseau International Marxist-Humanist Organization.
- Ikebe, Shannon : doctorant en sociologie à l'Université de Californie à Berkeley.
- Kruzynski, Anna : chercheuse engagée et professeure à l'École des Affaires publiques et communautaires de l'Université Concordia.
- Lafrance, Xavier : professeur en science politique à l'Université du Québec à Montréal.
- Lamoureux, Diane : professeure associée au département de science politique de l'Université Laval.
- Laurin-Lamothe, Audrey : professeure adjointe au département de science sociale de l'Université York de Toronto.
- Laval, Christian : professeur émérite de sociologie, Université Paris-Nanterre et écrivain.
- Legault, Frédéric : doctorant en sociologie à l'Université du Québec à Montréal et professeur en sociologie au Collège Ahuntsic.
- Le Saux, Anne-Marie : professeure de sociologie au Collège Maisonneuve.
- McAlevey, Jane : chercheuse et organisatrice syndicale aux États-Unis.
- McNally, David : professeur en science politique à l'Université York de Toronto.
- Mouterde, Pierre : sociologue et essayiste.
- Pires, Rosa : militante et chargée de cours à l'Université Concordia.
- Rioux, Bernard : militant de Québec solidaire à Québec et rédacteur de *Presse-toi-à-gauche!*
- Savard, Alain : syndicaliste et doctorant en sciences sociales à l'Université York de Toronto.
- Svampa, Maristella : sociologue, écrivaine et professeure à l'Universidad Nacional de La Plata, Argentine.
- Tremblay-Boily, Guillaume : doctorant en sociologie à l'Université Concordia et militant étudiant.
- Trudelle, Jean : professeur de physique à la retraite du Collège Ahuntsic.
- Vaillancourt, Claude : président d'ATTAC Québec et écrivain.
- Yerochewski, Carole : professeure associée en relations industrielles à l'Université du Québec en Outaouais.

Nouveaux Cahiers du socialisme

No 20, automne 2018, 248 pages



LES NCS - LES 10 PROCHAINES ANNÉES

PIERRE BEAUDET

DOSSIER - LES GROUPES POPULAIRES FACE À L'ÉTAT

INTRODUCTION AU DOSSIER

PIERRE BEAUDET, MATHILDE GRANDGONNET, CÉLINE MÉTIVIER
ET SÉBASTIEN RIVARD

ENJEUX CONTEMPORAINS

- À bout de souffle. L'action communautaire en 2018
CÉLINE MÉTIVIER
- Comment bloquer le démantèlement du secteur public dans les soins de santé et les services sociaux ?
JACQUES BENOÎT
- Les mouvements populaires doivent prendre l'initiative contre le racisme systématique. Entrevue avec Will Prosper
PIERRE BEAUDET
- Écologistes et forestiers face à l'État. Une histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean
CHRISTOPHE AURA
- Les organisations syndicales régionales peuvent-elles être des passerelles entre le mouvement ouvrier et le mouvement populaire ?
THOMAS COLLOMBAT
- « Aider les pauvres ». Les revers de la philanthropie
ANNABELLE BERTHIAUME
- La transformation sociale au cœur de la lutte pour la reconnaissance
MARIE LECLERC

HISTOIRE ET THÉORIES

- Regarder dans le rétroviseur pour mieux avancer... Les luttes urbaines d'aujourd'hui à hier
PIERRE HAMEL
- Les mouvements des femmes au Québec : acteurs incontournables de changement social
LE GROUPE DES 13
- Que retenir de la lutte des garderies populaires ?
YVES ROCHON
- Du municipal au municipalisme
JONATHAN DURAND FOLCO

RÉSISTANCES

- Manon Massé : la politique par en bas
PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE BEAUDET ET MATHILDE GRANDGONNET
- Luttes populaires à Pointe-Saint-Charles : résistance et résilience
JOCELYNE BERNIER ET KARINE TRIOLLET
- Le FRAPRU : quarante ans de luttes face à l'État
FRANÇOIS SAILLANT
- Lutte unitaire contre l'austérité : bilan et perspectives de la Coalition Main rouge
VERONIQUE LAFLAMME
- La bataille des 15 dollars de l'heure. L'expérience du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants
CHEOLKI YOON ET JORGE FROZZINI
- Hoodstock à Montréal-Nord, un carburant pour le socialisme ?
GUILLAUME HÉBERT, WISSAM MANSOUR, NARGESS MUSTAPHA ET WILL PROSPER
- Le nouveau pouvoir noir aux États-Unis
ROSE M. BREWER
- CPE en péril : l'histoire d'un saccage
MARIE-CLAUDE GAGNON
- Les enjeux de l'économie sociale en Argentine
GUILLERMO CIEZA

PARCOURS MILITANT

- Entrevue avec Édith Cloutier, directrice du Centre d'amitié autochtone de Val d'Or
JULIE PERREAULT

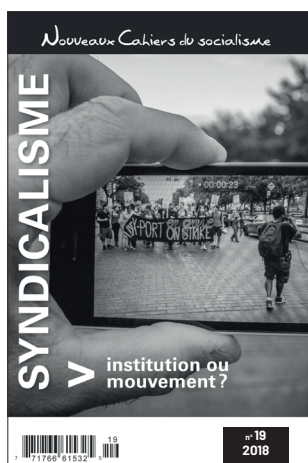
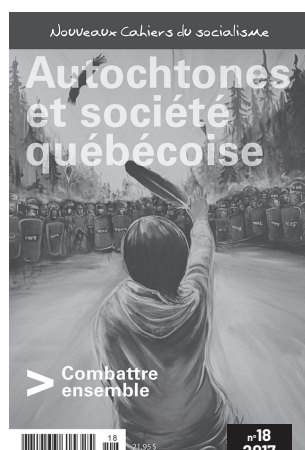
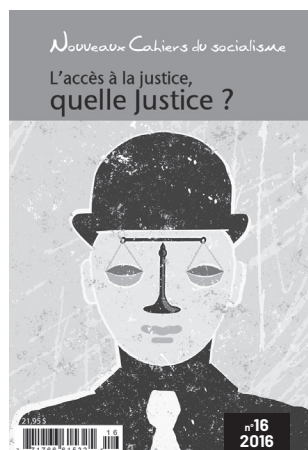
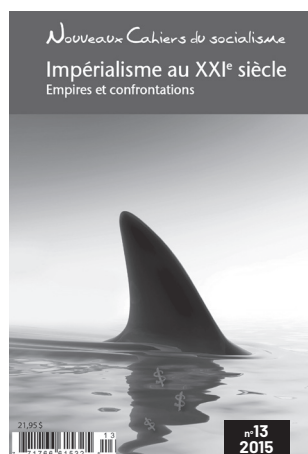
BILAN DE LUTTES

- La campagne 5-10-15 : un chapitre de plus à une longue lutte pour un salaire minimum décent
MÉLANIE GAUVIN ET VIRGINIE LARIVIÈRE
- Soutien ou animation : quel rôle pour une association de circonscription d'un parti politique comme Québec solidaire ?
ALEXANDRE LEDUC

PERSPECTIVES

- Repenser l'État et l'impérialisme
SALAR MOHANDESI
- Pour relancer les perspectives anti-impérialistes
RONALD CAMERON ET PIERRE BEAUDET
- La mondialisation d'hier à aujourd'hui
CLAUDIO KATZ
- Réalité et dérives de l'extrême droite au Québec. Entrevue avec David Morin
Stéphane Chalfour

NOTES DE LECTURE



Une revue engagée et pluraliste

Deux numéros par année

**Téléchargez gratuitement les numéros 1 à 7 en visitant
notre site Web.**

**Abonnement par Internet ou en complétant le
formulaire de la page suivante.**

**Les NCS sont également disponibles en format
numérique depuis le n° 14.**

Les NCS sont aussi disponibles sur Érudit depuis 2015.

www.cahiersdusocialisme.org

Nouveaux Cahiers du socialisme

ABONNEMENT

2 NUMÉROS PAR ANNÉE

	1 AN	2 ANS
Tarif régulier	40 \$	70 \$
ÉtudiantEs / sans emploi	35 \$	60 \$
International	60 \$	110 \$
Institution	50 \$	90 \$
Soutien	50 \$ et +	100 \$ et +

Nom :	
Adresse :	
Ville :	Province :
Pays :	Code postal :
Téléphone (facultatif) :	
Courriel :	
Date :	Abonnement à partir du N° :

Veuillez compléter ce coupon et nous le faire parvenir avec votre paiement (chèque ou mandat postal en dollars canadiens) à l'ordre de :

Collectif d'analyse politique
CP 35062 Fleury, Montréal (Québec) H2C 3K4



Voir : <https://www.facebook.com/events/1443441215788868/>



Capsule SODEP et Fabrique culturelle sur les Nouveaux Cahiers du socialisme

DEPUIS
1978

40 ans sodep

revues culturelles québécoises

ARTS VISUELS CIEL VARIABLE ESPACE ESSE INTER LE SABORD VIE
DES ARTS ZONE OCCUPÉE CINÉMA 24 IMAGES CINÉ-BULLES CINÉMAS
SÉQUENCES CRÉATION LITTÉRAIRE CONTRE-JOUR ENTREVOUS ESTUAIRE
EXIT LES ÉCRITS MÖBIUS XYZ LA REVUE DE LA NOUVELLE CHRONIQUE
ET SOCIÉTÉ À BÂBORD! L'ACTION NATIONALE LIBERTÉ L'INCONVÉNIENT
NOUVEAU PROJET NOUVEAUX CAHIERS DU SOCIALISME RECHERCHES
SOCIOGRAPHIQUES RELATIONS TICARTOC HISTOIRE ET PATRIMOINE
CAP-AUX-DIAMANTS CONTINUITÉ HISTOIRE QUÉBEC MAGAZINE GASPÉSIE
LITTÉRATURE LES CAHIERS DE LECTURE LETTRES QUÉBÉCOISES LURELU
NUIT BLANCHE SPIRALE THÉÂTRE ET MUSIQUE CIRCUIT JEU REVUE DE
THÉÂTRE LES CAHIERS DE LA SQRM THÉORIES ET ANALYSES ANNALES
D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN ÉTUDES LITTÉRAIRES INTERMÉDIALITÉS
TANGENCE VOIX ET IMAGES



SODEP.QC.CA

Achévé d'imprimer en janvier 2019 par les travailleuses et travailleurs
de l'imprimerie Gauvin, Gatineau, Québec

La Grande Transition

DOSSIER – PENSER LA GRANDE TRANSITION, UTOPIES ET STRATÉGIES

Introduction au dossier

Emanuel Guay et Pierre Beaudet

Reconstruire nos mouvements

- **Le mouvement écologique en transition**
Anne-Céline Guyon
- **Le projet socialiste peut-il passer à côté du féminisme ?**
Diane Lamoureux
- **Repolitiser l'accumulation primitive**
Dalie Giroux
- **Au-delà de la social-démocratie**
Emanuel Guay et Alessandro Drago
- **Les défis des gauches en France**
Hendrik Davi
- **Syndicats et mouvements dans la lutte**
Dominique Daigneault
- **Reconstruire un rapport de force**
Nancy Bédard
- **La grève, outil incontournable des travailleurs et des travailleuses**
Jane McAlevey
- **Syndicalisme, pouvoir ouvrier et économie**
Shannon Ikebe
- **Les infrastructures de la contestation**
Entretien avec David McNally
Xavier Lafrance

La crise des crises

- **Libre-échange et néo-néolibéralisme**
Claude Vaillancourt
- **Les États-Unis dans le monde: hégémoniques et déclinants**
Donald Cuccioletta
- **Les classes sociales au prisme de la financiarisation**
Audrey Laurin-Lamothe
- **Capitalisme et décroissance**
Jean-Marie Harribey
- **Amérique latine : après la vague rose**
Maristella Svampa
- **La double transformation**
Michael Brie
- **Les trois transitions**
Frédéric Legault

Demain et aujourd'hui, la société postcapitaliste

- **Le pouvoir après l'émancipation : propositions pour un socialisme postmoderne**
Alain Savard

- **Repenser la révolution. Utopie, imagination, pratique**
Christian Laval
- **Le commun dans la ville**
Pouvoir citoyen à Pointe-Saint-Charles
Anne Kruzynski
- **Marx et la Grande Tortue. Entrevue avec Glen Coulthard**
Pierre Beaudet
- **Le modèle Debout!**
Esquisse d'une nouvelle organisation politique
Jonathan Durand Folco
- **Les communs comme stratégie de décroissance**
Bengi Akbulut
- **Valeur, marchandise et transition**
Peter Hudis

PARCOURS MILITANT

- **Gilles Bourque et la question nationale. Entrevue**
Jean Trudelle

BILAN DES ÉLECTIONS 2018

- **La patience de notre impatience**
Réflexions militantes sur les élections 2018
Pierre Beaudet
- **Exaltantes percées et grandes responsabilités**
Pierre Mouterde
- **L'avancée électorale de Québec solidaire**
Nouveaux défis, nouveaux débats, nouvelles pratiques
Bernard Rioux
- **Des urnes et de la rue**
Richard Fidler
- **Bilan de campagne dans Chicoutimi**
Pierre Dostie
- **Les solidaires dans Québec-Chaudière-Appalaches: une avancée de la gauche en terrain difficile**
Sébastien Bouchard
- **Les grands défis**
Rosa Pires
- **Montée des extrêmes : motifs de crainte et d'espoir**
Carole Yerochewski
- **Réalignement, systèmes partisans et facteurs de polarisation**
Philippe Boudreau

NOTES DE LECTURE

ISBN 978-2-924554-11-1



9 782924 554111

21,95 \$

www.cahiersdusocialisme.org